

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONTESTATIONS FISCALES

SOUS

L'ANCIEN RÉGIME

DANS LES PAYS D'ÉLECTIONS DE TAILLE PERSONNELLE

(Taille - Capitation - Dixième et Vingtièmes)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 20 mars 1943, à heures

PAR

Jean VILLAIN

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur.

Suffragants { *M. PETOT, Professeur.*
 { *M. BESNIER, Professeur.*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1943

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **VILLAIN.**

Prénom : **Jean.**

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

1

VILLAIN (Jean). — Contestations fiscales sous l'Ancien Régime dans les pays d'Elections de taille personnelle (Taille - Capitation Dixième et Vingtièmes). — *Paris, Jouve et Cie, 1943, in-8°, 336 p.*

(Thèse de Droit. Paris, 1943, n°).

2

VILLAIN (Jean). — Contestations fiscales sous l'Ancien Régime dans les pays d'Elections de taille personnelle. (Taille - Capitation Dixième et Vingtièmes). — *Paris, Jouve et Cie, 1943, in-8°, 336 p.*

(Thèse de Droit. Paris, 1943, n°).

3

VILLAIN (Jean). — Contestations fiscales sous l'Ancien Régime dans les pays d'Elections de taille personnelle. (Taille - Capitation Dixième et Vingtièmes). — *Paris, Jouve et Cie, 1943, in-8°, 336 p.*

(Thèse de Droit. Paris, 1943, n°).

4

VILLAIN (Jean). — Contestations fiscales sous l'Ancien Régime dans les pays d'Elections de taille personnelle. (Taille - Capitation Dixième et Vingtièmes). — *Paris, Jouve et Cie, 1943, in-8°, 336 p.*

(Thèse de Droit. Paris, 1943, n°).

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONTESTATIONS FISCALES

SOUS

L'ANCIEN RÉGIME

DANS LES PAYS D'ÉLECTIONS DE TAILLE PERSONNELLE

(Taille - Capitation - Dixième et Vingtièmes)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 20 mars 1943, à heures

PAR

Jean VILLAIN

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur.

Suffragants { *M. PETOT, Professeur.*
 { *M. BESNIER, Professeur.*

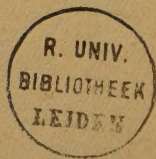
PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1943

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



PRÉFACE

La présente étude entreprise sur le conseil de M. OLIVIER-MARTIN a pour objet l'étude des principaux litiges que soulevaient l'établissement et la perception des impôts directs sous l'Ancien Régime.

Après avoir étudié succinctement la manière dont étaient assises et levées ces taxes (taille, capitation, dixième et vingtièmes), nous décrivons dans une première partie les juridictions appelées à statuer sur les plaintes des assujettis. Nous verrons comment les caractères généraux des impôts influent sur les conditions d'exercice et la procédure des réclamations des contribuables ainsi que sur les effets des décisions prises à leur égard.

La deuxième partie sera consacrée au contentieux de la taille ; la troisième au contentieux des autres impôts.

Une quatrième et dernière partie exposera quelles modifications ont apportées au contentieux fiscal les réformes financières effectuées depuis l'institution des administrations provinciales jusqu'à nos jours, et dans quelle mesure la réglementation actuelle rappelle celle de l'Ancien Régime ou en diffère.

CONTESTATIONS FISCALES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

DANS LES PAYS D'ÉLECTIONS DE TAILLE PERSONNELLE
(Taille - Capitation - Dixième et Vingtièmes)

INTRODUCTION

Les impôts directs perçus sous l'ancien régime.

Les trois principaux impôts directs perçus sous l'Ancien Régime sont dans l'ordre de leur apparition, la taille, la capitation et le dixième, transformé plus tard en vingtièmes.

CHAPITRE I

LA TAILLE

Levée aux premiers temps du Moyen Age par le seigneur sur les habitants de son fief comme prix de la protection qu'il s'engageait à leur fournir, la taille fut, lors de la guerre de Cent Ans, accaparée par le Roi et recouvrée jusqu'à la fin de l'Ancien Régime pour subvenir aux charges de la guerre et de l'administration.

Imposition primitivement établie en compensation du service militaire, elle pesait uniquement sur le Tiers Etat. En étaient par principe exonérés les nobles qui combattaient personnellement et « qui par leurs dépenses et la perte de leur sang contribuaient plus que tout autre à la défense de la patrie » (1) et les clercs qui, de par leur état, devaient demeurer à l'écart de tout conflit meurtrier et ne participaient au combat ni de leurs personnes ni de leurs deniers. Restaient seuls assujettis ceux qui travaillaient, les laborantes, c'est-à-dire ceux qui, durant la bataille, continuaient à tirer profit de leur commerce ou de

(1) Moreau de Beaumont, *Mémoires sur les impositions*, t. V, p. 51.

leur industrie, sous la protection des militaires. Telle est l'origine des exemptions qui devaient se perpétuer jusqu'à la Révolution.

Après la victoire remportée sur les Anglais, en 1439, Charles VII décida d'organiser une armée et une gendarmerie permanentes. Pour parer aux dépenses que ces nouvelles institutions allaient entraîner et que les revenus du domaine de la Couronne ne suffisaient plus à couvrir, il dut s'assurer des ressources stables. Il obtint des Etats Généraux l'autorisation de rendre la taille permanente. Le peuple consentit à faire le sacrifice d'une partie de ses revenus en échange de l'assurance d'être désormais à l'abri des excès et des pillages auxquels il était exposé auparavant de la part de milices mal encadrées et de mercenaires sans scrupules.

La taille fut alors levée à l'intérieur des territoires qui formaient l'ancien domaine royal et qui étaient désignés sous le vocable de « Pays d'Elections » du nom des principales juridictions qui y étaient installées, et dans les provinces récemment annexées, classées au ^{xvii}^e siècle dans les « Pays d'imposition » (1). Les autres provinces groupées sous l'allégeance du prince payaient des impôts spéciaux : c'étaient les « pays d'Etats » qui avaient conservé malgré leur annexion leur organisation propre, leurs Etats provinciaux, et participaient aux charges publiques par l'octroi de subsides librement consentis dont ils assuraient eux-mêmes l'assiette et le recouvrement.

La taille constitua jusqu'en 1789 la principale ressource du budget : elle subvenait à la majeure partie des dépenses civiles et militaires. En raison des besoins croissants du Trésor, elle dut produire une somme de plus en plus élevée. Fixée à 1.500.000 livres en 1489, elle atteignit 64.000.000 livres en 1780. Il s'y ajouta dès le début du ^{xvi}^e siècle des impositions supplémentaires (2). D'abord consentie pour une durée d'un an par les Etats Généraux, la taille fut levée à partir du début du ^{xvii}^e siècle par l'ordre du Roi, sans autorisation préalable.

Au point de vue technique, la taille est définie par Auger : « une imposition en argent qui se répartit annuellement sur chaque contribuable en proportion de ses biens, facultés, industrie » (3). C'était un

(1) Notamment dans les Trois-Evêchés et en Alsace, elle y portait le nom de subvention. Dupin, *Economiques, Discours général sur la levée des impositions et autres droits*, t. II, p. 170.

(2) La grande crue créée par François I^{er} ; le taillon par Henri II en 1549 ; les deux sols pour livre en 1785. La perception du taillon devait permettre d'augmenter la solde de la gendarmerie. En contre-partie de cet avantage, les gendarmes devaient se nourrir à leurs frais sans pouvoir exiger de vivres de la part des habitants qui les logeaient. Ces impositions accessoires étaient portées sur le même rôle que la taille.

(3) Auger, *Traité sur les tailles*, ch. II, § 1. Pour certains, le mot *taille* dériverait du mot latin *talier*, diviser, partager ; explication qui correspond bien à la nature de l'impôt. Pour d'autres, la taille aurait primitivement désigné la marque que faisait le

impôt de répartition dont le montant fixé chaque année par le Roi était successivement divisé entre les provinces assujetties, entre les élections de chaque province, entre les paroisses de chaque Election, entre les habitants de chaque paroisse. La manière dont cette répartition était assurée jusqu'au xvi^e siècle est assez mal connue. On sait seulement que la levée était ordonnée par lettres patentes du Roi dûment vérifiées en ses cours financières (1). A partir de 1659, chaque année au mois de février, le roi arrêtait en son conseil le brevet général de la taille (2), c'est-à-dire l'état des sommes que devait recevoir le Trésor l'année suivante au titre de cette imposition. Cet état contenait la répartition de l'impôt entre les pays conquis et les généralités du royaume, et aussi entre les Elections de chaque généralité. Avant d'arrêter ce document, on en envoyait un extrait au bureau de finances de chaque généralité qui donnait son avis sur le projet. Une fois le brevet définitif arrêté, on adressait aux trésoriers et aux Elus de chaque généralité un extrait (brevet particulier ou commission) indiquant la somme réclamée à cette circonscription et à chacune des Elections qui la composaient. Les Elus se partageaient les paroisses pour y effectuer des tournées à cheval, ou chevauchées, au cours desquelles, ils examinaient l'état des terres et des récoltes, et notaient les événements et les incidents survenus depuis leur dernière inspection (nombre des exempts, incendies, inondations, amélioration des défrichements) et susceptibles de réduire ou d'accroître la richesse de chacune d'elles. Au vu de ces renseignements, la répartition était faite entre les paroisses, à proportion de leurs ressources respectives, par une commission composée outre les Elus, des trésoriers de France et des receveurs des tailles qui avaient de leur côté mené une enquête parallèle.

Lorsque les intendants furent envoyés dans les provinces, ils prirent une part active à ces opérations. Une des copies du projet de brevet leur était communiquée au préalable ; ils recevaient un exemplaire du brevet particulier, faisaient des chevauchées et présidaient la commission de répartition, où ils prirent un rôle prépondérant.

Lorsque le contingent de la paroisse était fixé, l'assemblée générale des habitants était convoquée pour désigner ceux qui seraient chargés d'assurer l'assiette et de poursuivre la recouvrement. A l'origine, les Elus avaient procédé eux-mêmes à l'assiette, mais trop occupés à

collecteur sur le morceau de bois que lui tendait le contribuable pour indiquer le paiement des termes échus.

(1) Ordonnance de 1566, art. 23.

(2) Un brevet était un procès-verbal ne portant pas de sceau et non soumis à l'enregistrement des cours.

statuer sur les réclamations que suscitaient l'assiette, la collecte et les poursuites, il abandonnèrent le soin de rédiger les rôles à des « gens de bien » qui par la connaissance particulière qu'ils avaient des habitudes des habitants étaient à même de juger ce que chacun d'eux devait normalement payer.

Jusqu'en 1600, l'assiette et le recouvrement de la taille furent confiés à des personnes distinctes : les asséeurs et les collecteurs. Ces derniers avaient la tâche la plus lourde car ils étaient tenus d'assurer le recouvrement de cotes dont ils ne pouvaient modifier le montant. Non seulement en maniant des deniers, ils endossaient une responsabilité pécuniaire personnelle, mais encore ils subissaient les conséquences des erreurs ou des malversations commises par les asséeurs. L'expérience prouva que les asséeurs, pratiquement irresponsables, ne remplissaient pas leur mission avec une conscience suffisante, et il parut plus simple de confier les deux fonctions aux mêmes personnes.

Le mode de nomination des asséeurs et des collecteurs a varié suivant les époques. L'ordonnance de Saint Louis de 1270 avait institué un système compliqué d'élection à plusieurs degrés pour désigner les douze hommes qui devaient asseoir la taille et les quatre qui devaient la percevoir. L'élection resta la règle, mais les Elus procédaient fréquemment à la désignation d'office des asséeurs et des collecteurs ; l'ordonnance rendue par François I^{er} en 1517 dut le leur défendre et rappeler que les collecteurs devaient être élus par les habitants à « leurs périls et fortunes ». Un règlement élaboré en 1596 par la Cour des Aides de Paris précise que les habitants se réuniraient en assemblée générale dès le commencement de l'année pour choisir deux ou quatre asséeurs et un ou deux collecteurs. En 1600, il est prévu quatre collecteurs pour les paroisses taxées à 300 livres, et deux pour les paroisses taxées à une somme moindre. En 1634 il y a quatre ou huit collecteurs selon que le contingent de la paroisse s'élève à plus ou moins de 1.500 livres. La déclaration de 1716 limite à six le nombre des collecteurs, mais une déclaration du 24 mai de l'année suivante constatant les inconvénients que présentait un nombre pair en cas de partage des voix au cours des opérations du département, stipula que désormais les collecteurs seraient cinq ou sept.

Il était procédé à la désignation des collecteurs selon les dispositions de l'article 39 de l'édit du 8 avril 1634 et de divers textes postérieurs, par l'assemblée générale qui se tenait en exécution du mandement des Elus ou de l'intendant, à l'issue de la grand'messe, un dimanche ou un jour de fête, au début d'octobre ou de septembre (1). La réunion

(1) Le règlement de 1663 fixe la réunion au premier dimanche ou jour de fête d'octobre. L'année taillable commençant le 1^{er} octobre, il parut nécessaire d'avancer l'assem-

était annoncée au prône, les deux dimanches précédents. Les collecteurs devaient être « bons et solvables » ; l'acte de nomination indiquant leur nom, prénoms et surnom, était envoyé dans un délai de trois jours par le curé ou le syndic de la paroisse, au greffe de l'Élection où il était enregistré et vérifié. L'acte qui n'était pas parvenu au greffe le 1^{er} octobre était de nul effet.

La collecte était une charge générale que les habitants taillables d'une paroisse devaient assumer à tour de rôle. Y échappaient seulement ceux qui étaient exempts d'impôt, ou ceux qui, bien qu'assujettis à la taille, bénéficiaient d'une faveur spéciale — les commensaux de la maison du Roi cotisés pour dérogance, les officiers de justice royale, les docteurs, les apothicaires, les avocats auprès d'un tribunal royal, les suppôts de l'Université de Paris (1), — ceux qui exerçaient une fonction publique — commis des fermes, syndics et marguilliers des paroisses, en exercice — les contribuables qui n'étaient plus physiquement en état de remplir une charge aussi fatigante, les mineurs, les femmes, les malades incurables, et les septuagénaires qui ne pouvaient en raison de leur âge être contraints par corps, enfin ceux qui avaient été déjà collecteurs depuis moins de trois ans (2).

Pour faciliter la nomination équitable de tous les taillables, la déclaration du 1^{er} août 1716 autorisa dans chaque paroisse la confection en l'assemblée générale et à la diligence des syndics et des collecteurs, d'un tableau comprenant la totalité des habitants ; chaque année les nouveaux collecteurs étaient pris dans l'ordre de la liste. L'établissement des tableaux devint obligatoire avec la déclaration du 24 mai 1717. Les intendants reçurent le pouvoir de désigner un élu ou un commissaire de leur choix pour dresser les tableaux qui n'ont pas été faits ou corriger ceux qui ont été mal faits.

Si la paroisse n'a pas désigné ses collecteurs dans les huit jours qui suivent la réception de la commission des tailles, il en était désigné d'office par les Elus et les intéressés n'étaient pas admis en ce cas à réclamer contre leur nomination (3). D'après les lettres patentes d'août 1664, la nomination d'office était prononcée par l'intendant ou, en son absence, par les Elus si l'élection régulière n'avait pas eu lieu le 30 novembre (4). En fait, les Elus avaient pris l'habitude dans les

blée à la fin du mois de septembre (en 1673) et même au premier dimanche de ce mois afin de laisser plus de temps aux collecteurs pour se pourvoir contre leur nomination, et faire les rôles, ou pour permettre aux intendants, le cas échéant, de nommer des collecteurs d'office avant le début de l'année fiscale.

(1) Et aussi de 1660 à 1683 les pères de dix enfants.

(2) L'arrêt du Conseil du 9 décembre 1643 n'accorde l'exemption que pour un an. *Code des tailles*, t. I, p. 301.

(3) Arrêt du Conseil du 27 novembre 1641.

(4) Le terme du délai fut avancé au 1^{er} novembre par la déclaration du 20 août 1763.

jugements de décharge de collecte de nommer le collecteur qui devait remplacer l'heureux plaideur qui venait de faire annuler son élection ; mais ces magistrats ne faisant pas toujours preuve d'impartialité, les intendants durent leur interdire de prendre aucune part aux nominations ; cette restriction de leur compétence devint définitive avec le règlement du 23 septembre 1681. La signification des nominations d'office était assurée par le receveur des tailles.

En certaines paroisses, la nomination des collecteurs ne donnait lieu à aucune élection, elle était l'objet d'une adjudication au rabais ; l'emportait le particulier qui offrait de s'en charger moyennant l'attribution de la remise la plus faible.

Selon quels principes les assesseurs et plus tard les collecteurs fixaient ils la cote de chaque taillable ? Selon les recommandations données par Saint Louis dans son ordonnance de 1256, la répartition devait être effectuée avec « justice et égalité », prescriptions qui révèlent de bonnes intentions, mais qui techniquement restent plutôt vagues.

Pour dénombrer les contribuables, les collecteurs faisaient lire les mandements au prône de la messe et adressaient au curé ou au vicaire un billet dans lequel ils sommaient et interpellaient les paroissiens de leur déclarer ceux qui étaient à inscrire au rôle ou au contraire à rayer. Ils recevaient un certificat de la publication et de la réponse des habitants (1).

Chaque taillable était imposé « suivant ses biens et facultés quelles que soient ces dernières, meubles ou immeubles, héritages nobles ou roturiers, trafic ou industrie » (2). Contrairement à ce que pourrait laisser croire cette définition, la taille n'était pas un impôt sur le capital mais sur le revenu : revenu des biens mobiliers ou immobiliers et produit du travail. Selon les régions, on attachait plus ou moins d'importance à telle catégorie de revenus qu'à telle autre.

Dans les pays de taille personnelle, on prenait pour base d'imposition l'ensemble des revenus présumés du redevable, sans distinction de leur source ou de leur nature c'était la « taille arbitraire ». Dans les pays de taille réelle, on considérait presque exclusivement les revenus des immeubles, qui constituaient alors la ressource essentielle des contribuables.

La taille personnelle était la plus communément adoptée puisqu'elle était perçue dans la majeure partie des pays d'Elections qui représentaient à eux seuls plus de la moitié de la France d'alors (3). Véritable

(1) La Barre, *Formulaire d'élus*, ch. 23.

(2) Cf. Moreau de Beaumont, *op. cit.*, II, p. 12.

(3) Les pays d'Elections étaient : les généralités d'Alençon, Amiens, Auch, Bordeaux, Bourges, Caen, Chartres, Grenoble, La Rochelle, Limoges, Lyon, Montauban, Moulins,

impôt global sur le revenu, elle frappait toutes les ressources des contribuables : celles qu'ils tiraient de rentes, d'immeubles, de leur commerce ou de leur industrie. L'impôt étant établi uniquement eu égard à la personne de l'assujetti, il était exigible au lieu de son domicile ; en outre, c'était la condition sociale du contribuable qui décidait de son exonération ou de sa taxation. « Tout homme qui n'est ni noble ni ecclésiastique est taillable à moins qu'il n'ait une exemption particulière » dit Auger en son *Traité des tailles*. Les nobles et le clergé ne subissaient aucune charge fiscale, seuls les roturiers se trouvaient soumis à l'impôt, et encore parmi eux un certain nombre réussissaient-ils à y échapper en acquérant des offices dont la possession entraînait la franchise de la taille. Cette conception antiégalitaire n'était pas inspirée par une politique systématique d'oppression des pauvres par les classes supérieures, mais tendait seulement à favoriser l'aristocratie ou l'Eglise en raison de leur haute mission, selon la conception médiévale que la fonction sociale d'un individu lui confère des avantages particuliers qu'il est normal de refuser à ceux qui se contentent d'emplois subalternes. Cette opinion se perpétua jusqu'à la fin du XVIII^e siècle où des écrivains jugeaient ces différences raisonnables et salutaires (1). On voyait dans le traitement de faveur accordé aux officiers et aux représentants des deux premières classes un moyen d'encourager les sujets du roi à s'élever dans la hiérarchie sociale (2).

La taille réelle était l'exception. Elle était adoptée dans des pays d'Etats (Bretagne, Languedoc, Foix, Bigorre, Roussillon, Artois, Flandre, Wallonne et Hainaut, et dans certains pays d'Elections : les généralités d'Auch et de Montauban, les Elections d'Agen, Condom et le Dauphiné. Elle portait sur les immeubles roturiers et les alleux non nobles. Le débiteur de l'impôt était l'immeuble proprement dit, abstraction faite de la personne de son propriétaire. Ainsi un noble

Orléans, Paris, Poitiers, Riom, Rouen, Soissons et Tours. Les pays conquis étaient l'Alsace, la Bourgogne-Comté, la Flandre, le Hainaut, Lorraine et Bar, Metz, le Roussillon.

(1) Il suffit de citer Montesquieu : « le gouvernement monarchique suppose des prééminences de rang et même une noblesse d'origine. La nature de l'honneur est de demander des préférences et des distinctions : il est par la chose même, placé dans le gouvernement ». *Esprit des Lois*, L. III, ch. 7.

(2) Dans les pays de taille personnelle, l'exemption des privilégiés n'était pas aussi complète qu'elle le paraissait. En effet, leurs fermiers payaient la taille, et tenaient compte de cette charge dans la fixation du fermage qui se trouvaient en fait diminué d'autant. Les propriétaires ne pouvaient se dérober à cet effet de l'incidence de l'impôt, car à l'exception de quelques « charrués », ils ne pouvaient faire valoir les terres en franchise ; ils étaient obligés d'affermir le surplus à des taillables sous peine d'être compris personnellement dans les rôles. Ils obtinrent néanmoins que leurs fermiers ne seraient imposés qu'à la moitié de la cote qu'aurait payé un propriétaire roturier.

payait l'impôt pour une terre roturière, alors qu'un roturier propriétaire de fonds nobles était exempt. La répartition entre les possesseurs était facilitée par l'établissement dans chaque paroisse ou communauté d'un compoix, sorte de cadastre indiquant la nature et l'importance des immeubles sis dans la dite communauté, et contenant parfois des renseignements sur les facultés mobilières des contribuables.

Personnellement responsables de leur travail, les collecteurs devaient avoir toute liberté pour la confection des rôles et ne subir aucune contrainte tant de la part des élus que des habitants. Après avoir comparé les ressources respectives des contribuables, ils inscrivaient à la suite la cote de chacun d'entre eux sur le rôle. Destiné à devenir un titre exécutoire, ce document était préparé avec le plus grand soin, et de nombreux textes ne manquent pas de préciser sa contexture. Lorsqu'il était terminé les collecteurs le portait dans un délai de huit jours au siège de l'Election pour le faire contrôler par l'Elu qui avait opéré la chevauchée dans la paroisse. Ce magistrat recherchait si les collecteurs n'avaient pas levé des sommes supérieures à celles portées sur les mandements ni commis des erreurs et des abus manifestes. Il y apposait son visa. Un exemplaire était conservé au greffe, l'autre était remis au collecteur le plus imposé et présumé par conséquent le plus solvable : le porte-rôle (1). Telle était la procédure de la vérification. Le rôle devenait alors un véritable acte judiciaire, un titre qui constituait le contribuable débiteur, et servait de base aux poursuites contre les récalcitrants.

L'impôt était quérable et payable en quatre termes égaux les 1^{er} décembre, 1^{er} février, 1^{er} août et 30 septembre. Les collecteurs se rendaient de maison en maison demander à leurs occupants de se libérer de la portion échue de leur dette. Ils allaient ensuite verser périodiquement le produit de leur cueillette au receveur des tailles qui en était pécuniairement responsable envers le receveur général lequel versait en définitive les deniers au Trésor royal. Les collecteurs étaient contraints de faire l'avance de leurs deniers personnels, des termes échus de l'impôt dont ils n'avaient pu assurer le recouvrement effectif. Le fait d'avoir taxé des insolubles par ignorance ou toute autre cause ne constituait pas une excuse du déficit : s'ils avaient commis une erreur, ils en subissaient les conséquences, le chiffre de la taille prévu au brevet devait entrer tout entier au Trésor : il n'existe jamais de non-valeurs au préjudice du Roi ».

Les poursuites s'exerçaient par trois séries de contraintes : la pre-

(1) Les rôles étaient écrits sur papier timbré tout au moins jusqu'à l'entrée en vigueur de la déclaration du 13 avril 1761.

mière des collecteurs contre les redevables, la seconde du receveur contre les collecteurs, et les habitants, la troisième du receveur général contre le receveur particulier. Les contribuables défaillants étaient poursuivis par voie de saisie et de vente de leurs biens ; on les forçait souvent, sans aller jusqu'à exercer ces mesures d'exécution extrêmes, d'héberger et d'entretenir à leurs frais, à titre de reprèsailles, des militaires qui tenaient garnison sous leur toit. Si la présence de ces hôtes généralement peu amènes n'incitait pas les retardataires à se libérer, le receveur des tailles qui, faute d'avoir reçu la dernière échéance se trouvait à découvert vis-à-vis du receveur général, s'en prenait aux collecteurs et sollicitait de l'Election à l'encontre de certains d'entre eux un « arrêt de prison » ; les autres laissés en liberté continuaient à vaquer à la recette. Les prisonniers ne pouvaient être élargis qu'en vertu d'un ordre du receveur, lorsqu'avait été versé le quart de l'arriéré qui existait au moment de leur arrestation.

Si les collecteurs restaient un certain temps en prison sans que le recouvrement ne s'en trouvât amélioré, le receveur se faisait autoriser à discuter sommairement les biens des collecteurs (1) et obtenait en dernière ressource une contrainte solidaire qui lui permettait de saisir et d'exécuter les meubles des contribuables les plus solvables de la paroisse qui se trouvaient de la sorte obligés de payer à la place de leurs voisins.

On conçoit qu'à l'égard d'un impôt dont l'appareil était si redoutable les assujettis aient usé de tous les moyens en leur pouvoir pour obtenir la réduction de leurs cotes, sinon la décharge totale : d'où l'abondance des procès et des discussions. Il importe d'ajouter que nombre de ces réclamations étaient justifiées, car la taille était généralement assez mal assise. Etant donné les faibles moyens d'investigation dont disposaient les collecteurs, la détermination du revenu de chaque contribuable était une opération difficile qui prêtait à de multiples erreurs involontaires la plupart du temps et excusables ; mais l'indifférence des habitants pour tout ce qui ne regardait pas leur cas particulier, l'ignorance et la malignité des collecteurs, l'insuffisance des officiers chargés du contrôle ne permettaient aucune amélioration

(1) La situation des collecteurs offrait une grande analogie avec celle des curiales de l'époque gallo-romaine que les empereurs avaient rendus responsables du recouvrement des impôts de la curie. Ils en opéraient la recette à vec l'obligation de combler le déficit avec leur fortune personnelle. Néanmoins les collecteurs ne jouissaient pas des mêmes privilèges que leurs prédécesseurs dont la fonction était encore honorifique. La charge de collecteur était au contraire jugée déshonorante ; le seul avantage qu'en tiraient les titulaires était une indemnité de 6 d. pour livre des sommes encaissées, mais cette allocation forfaitaire les dédommageait à peine des affronts qu'ils subissaient, et de l'abandon dans lequel ils laissaient leurs affaires personnelles durant l'année de leurs fonctions.

sensible de cette situation. En telle généralité, les renseignements recueillis par les élus et les trésoriers de France au cours de leur chevauchée étaient incomplets et ne permettaient pas au conseil du roi de se faire une idée précise de la force respective des élections et des généralités (1). Telle paroisse négligeait de nommer ses collecteurs et retardait ainsi la confection des rôles et le recouvrement. Dans une autre, les collecteurs choisis étaient illettrés et confiaient la rédaction des rôles à un scribe qui, trompant leur confiance, modifiait les chiffres qui lui étaient dictés. Et la tentation était forte pour ces simples qui disposaient momentanément du pouvoir d'imposer leurs voisins, de taxer lourdement leurs ennemis personnels, et de réduire leurs propres cotes, celles de leurs parents, ou de leurs amis ; leur générosité s'étendait souvent aux personnes influentes dont ils recherchaient l'appui ou craignaient les reproches et les procès, et même, plus simplement, aux collecteurs de l'année suivante dans l'espoir que ceux-ci n'oublieraient pas, le moment venu, de témoigner quelque gratitude à leurs prédécesseurs. En principe la plupart de ces irrégularités auraient dû être dénoncées et corrigées par les Elus, mais ces derniers de leur côté protégeaient les paroisses où ils possédaient des terres, ainsi que les personnes influentes, les « coqs de village », qui exerçaient sur eux une pression constante aux fins d'obtenir à leur profit ou au profit de leurs fermiers des réductions importantes. Enfin le grand nombre des exempts qui avaient obtenu la franchise des tailles en récompense de leur mérite ou à la suite de l'achat d'un des nombreux offices mis en vente au cours d'une grave crise de trésorerie, diminuait d'autant le nombre des taillables et la charge qu'auraient dû supporter ces privilégiés retombait fatalement sur les contribuables timides, mal défendus ou insolvables.

Constamment les édits, les déclarations, les arrêts des Cours et du Conseil du Roi rappellent les règles à suivre en matière d'assiette et de recouvrement ; les uns répriment les abus, apportent des réformes pleines d'équité ; d'autres restreignent le nombre des exempts dans chaque communauté (2), ordonnent la révision des titres de noblesse et la poursuite des usurpateurs (3), suspendent ou révoquent les privilèges et les exemptions accordées avec trop de largesse (4).

(1) Faute de renseignements précis, la répartition se faisait en définitive entre les paroisses selon l'étendue de leur territoire, l'état des cultures et l'imposition des années précédentes.

(2) Notamment édit 8 avril 1634, art. 22. Edit d'août 1715.

(3) Décl. 16 avril 1643 ; Décl. 15 mars 1655 pour la Normandie ; Décl. 30 déc. 1656 pour le ressort de toutes les Cours d'Aides du royaume ; Décl. 8 févr. 1661, pour le ressort de la Cour des Aides de Paris ; Décl. 22 mars 1666 ; Décl. 4 sept. 1696 ; Arrêt Cons. 15 mai 1703 pour l'ensemble du royaume.

(4) Edit. nov. 1640, C. T., I, p. 365 ; 20 janvier 1643 ; édit août 1715, C. T., III, p. 43 ; Décl. 17 avril 1759 ; Décl. 13 juillet 1764, C. T., IV, p. 153. Edit juillet 1766.

Dans la correspondance journalière échangée avec les intendants, les ministres ne négligent aucune recommandation pour obtenir une juste répartition : « Tâchez de rendre l'imposition égale dans la juste et véritable proportion de leurs biens en sorte qu'il n'y ait pas de non-valeurs »... écrivait Colbert à l'un de ses subordonnés (1). Dans cette tâche le gouvernement trouva de précieux auxiliaires dans les commissaires départis dont il accrut peu à peu les fonctions au détriment des officiers tant en matière d'administration des impôts qu'en matière contentieuse. C'est dans cet esprit qu'on leur permit de faire des taxes d'office ou de faire faire les rôles des paroisses par des commissaires, restrictions importantes au principe ancien de la liberté d'action des collecteurs.

De tout temps et surtout à partir du xvi^e siècle, le roi envoyait en tournées des délégués précaires surveiller la confection des rôles, et l'application des règlements sur la taille ; il est question dans l'édit de 1583 de « commissaires par nous départis dans la réformation et le règlement des tailles » ; ils avaient reçu pouvoir de légiférer et de juger. Ce système se perpétua au xvii^e et au xviii^e siècles. Les intendants avaient la faculté de faire procéder au rôle d'une paroisse ou d'un bourg en présence des Elus (2) ou de toute autre personne de leur choix : de tels rôles étaient appelés « faits d'office ». Tous les ans un arrêt du conseil leur renouvelait ce pouvoir mais il leur était recommandé de n'en user que rarement seulement si les rôles leur paraissaient vraiment trop mal faits. Le commissaire se rendait sur les lieux et aidait les collecteurs en se faisant donner en leur présence par l'assemblée générale des habitants tous les renseignements nécessaires sur les biens, tenures, facultés et commerce des habitants, grâce auxquels il pouvait établir avec vraisemblance la cotisation de chaque contribuable. L'efficacité de son travail provenait de ce qu'étranger à la paroisse et à ses querelles internes il agissait froidement sans subir l'influence des sentiments hostiles des différents habitants. Son rôle était d'ailleurs de montrer comment les règlements devaient être obéis. Les erreurs redressées, les choses rentraient dans l'ordre, c'est-à-dire que les collecteurs des années suivantes travaillaient seuls en prenant comme modèle le rôle fait en présence du commissaire, en tenant simplement compte des modifications qu'entraînait la solution des réclamations et des procès survenus depuis.

En outre les cotes des taillables qui « peuvent avoir crédit et au-

(1) Clément, *Lettres. Instructions... de Colbert*, t. II, p. 72.

(2) La déclaration de 1634 avait prescrit aux collecteurs de dresser le rôle de leur paroisse devant l'Elu qui avait visité la paroisse. Mais cette formalité qui n'était pas compte de la responsabilité pécuniaire des collecteurs fut supprimée en 1635.

torité sur les habitants et que les collecteurs n'osent taxer à ce qu'ils pourraient légitimement porter » (1) étaient établies directement par les Elus. Il avait été enjoint de tout temps à ceux-ci de vérifier si les taillables paraissaient taxés proportionnellement aux facultés et si aucun d'eux n'avait été omis. L'article 7 de l'édit de 1517 prévoyait que les personnes omises « par faveur, support ou autorité » seraient taxées par les Elus au cours de leurs chevauchées sans prendre l'avis des collecteurs. L'édit de 1600 (art. 4) avait autorisé les mêmes officiers à cotiser à concurrence de 10 livres ceux qui étaient insuffisamment imposés mais la Cour en enregistrant l'édit ne permit l'augmentation qu'une fois que l'intéressé aurait été entendu sauf à se pourvoir par la voie de surtaux. Telles étaient les taxes d'office. Leur application fut étendue, au cas des privilégiés dont l'exemption était supprimée (2). Néanmoins les collecteurs conservaient toute latitude s'ils le jugeaient équitable augmenter les taxes d'office qu'ils estimaient trop modérées mais ils ne pouvaient pas les réduire (3).

A la fin du ^{xviii}e siècle, Moreau de Beaumont et le Mémorial des Tailles (4) classent en cinq catégories les personnes susceptibles d'être taxées d'office :

1° les « coqs de villages » qui seraient tentés d'abuser de leur autorité et de leur puissance pour séduire et corrompre les collecteurs et échapper à l'impôt ;

2° les taillables privilégiés par création d'office ;

3° les taillables retirés dans une ville franche qui demeurent assujettis à l'impôt pendant dix ans en vertu du droit de suite ;

4° ceux qui font valoir des biens fonds dans une paroisse autre que celle de leur domicile.

5° ceux qui ont souffert des dégâts importants par suite de sinistres ou d'inondations et qui doivent en conséquence être imposés à des sommes modiques.

A partir de 1642, les Elus partagent le pouvoir de faire des taxes d'office avec les intendants et les trésoriers de France ; à partir de 1664 avec les intendants seuls ; en cas de désaccord, l'opinion de l'intendant prévaut. Postérieurement à 1673, les Elus ne jouèrent plus

(1) Ce sont les termes mêmes de la déclaration de janvier 1634 et le texte cite : « les juges, les conseillers, les substituts des procureurs généraux, les officiers des greniers à sel, les notaires, les fermiers et les métayers des nobles et des ecclésiastiques. »

(2) Ainsi selon l'arrêt du 16 avril 1641 (art. 8) les officiers dont le privilège avait été supprimé par l'édit de 1640 et que les collecteurs n'auraient pas osé taxer à leur véritable taux étaient taxés d'office cette année-là par les Elus, les Trésoriers de France et les Intendants. Des dispositions analogues sont reproduites dans les lettres-patentes de 1664 et l'arrêt du Conseil du 5 juillet 1707.

(3) Moreau de Beaumont, *op. cit.*, t. II, p. 56.

(4) *Mémorial alphabétique des tailles de Bellet-Verrier v^o Taxe d'office*, n° 1.

aucun rôle dans l'établissement des taxes d'office qui fut réservé à l'intendant seul. La signification de ces cotes aux intéressés était assurée par les receveurs des tailles dans un délai de quinze jours après l'envoi des mandements aux paroisses, et les contribuables s'acquittaient de leur dette directement à la caisse de ces comptables. Malgré leur utilité, les taxes d'office ne devaient être faites qu'exceptionnellement : « Vous ne devez en faire que lorsqu'il vous paraîtra clairement par la modicité des taux précédents que les collecteurs n'ont pas eu la hardiesse de le faire (1). » En fait les intendants les refaisaient chaque année. Le système dévia d'ailleurs quelque peu de son principe ; alors qu'il servait à l'origine exclusivement à contrebalancer les effets du favoritisme, il fut employé en faveur des contribuables malheureux qui en dépit de leur situation douloureuse avaient à craindre d'être lourdement taxés par les collecteurs malveillants. Quelquefois même il servit aux intendants à accorder de pures faveurs à des personnes qui leur étaient recommandées.

A la mort de Louis XIV, le Conseil des Finances de la Régence tenta une réforme plus hardie pour extirper les abus qui se produisaient dans l'administration de la taille ; on espérait parvenir au but en modifiant les conditions de l'assiette, en obligeant « les collecteurs à se conformer aux règlements qui leur enjoignaient de la répartir en leur âme et conscience, et en leur ôtant la faculté arbitraire qu'ils ont eue jusqu'à présent et dont ils ne se servent le plus souvent que pour satisfaire leur passion » (2). Pour ce faire, selon le plan du duc de Noailles, il serait désormais dressé dans chaque paroisse par dix habitants en présence de l'intendant ou d'un commissaire désigné par lui, une sorte de cadastre général comprenant l'état des biens fonds et des revenus du commerce et de l'industrie de la communauté d'après les déclarations contradictoires des habitants vérifiées en cas de besoin par des expertises ou des arpentements. L'état des biens devait être complété par un tarif selon lequel serait imposé différemment chaque catégorie de revenus.

Les manouvriers et les artisans seraient imposés sur la base de 200 journées de travail, d'après le salaire moyen de leur profession, les commerçants et les industriels seraient taxés d'après les évaluations du cadastre au lieu de leur domicile, et les propriétaires au lieu de la situation de leurs immeubles ; si ceux-ci étaient productifs de revenus, la taille serait divisée en deux moitiés, l'une à la charge du

(1) Lettre de Colbert à de Creil, intendant à Rouen, 27 janvier 1673 ; Clément, *loc. cit.*, t. II, p. 266.

(2) Mémoire instructif pour MM. les Intendants au sujet de la taille proportionnelle, oct. 1716, cité par Marion, *Les Impôts directs*, p. 133.

propriétaire (taille de propriété), l'autre à la charge du fermier (taille d'exploitation). Chaque année, pour établir la cote de chaque taillable on augmenterait ou on diminuerait au marc la livre la cote de l'année précédente suivant l'importance du contingent imposé à la paroisse.

Un arrêt du Conseil du 19 décembre 1716 ordonnait l'établissement de cette « taille proportionnelle » dans toutes les généralités taillables. Toutefois pour ne pas bruer les habitudes, le nouveau système d'imposition, — qui généralisait en en perfectionnant la technique, l'emploi des rôles faits d'office — ne fut introduit que dans certaines villes : Paris, Lisieux (1), Niort (2), dans les sélections de la généralité de la Rochelle (3) et à Pont-l'Évêque (4). La réforme aboutit à un échec devant l'impossibilité d'obtenir des intéressés des déclarations sincères, et des collecteurs assez de patience pour mener à bien le travail de recherche préliminaire. Elle ne fut appréciée qu'en certaines villes, telles que Lisieux ou Evreux. L'essai fut abandonné lors de la retraite du duc de Noailles, en 1728, et l'on revint au système de la taille personnelle établie au lieu du domicile des taillables (5).

Toutefois en 1733, le Ministre Orry entreprit de ressusciter la taille proportionnelle sous le nom de taille tarifée. Il encouragea les efforts de plusieurs intendants qui tentèrent de leur propre initiative à mettre en pratique le projet publié quelques années auparavant par l'abbé de Saint-Pierre (6). Au lieu d'être un impôt sur le revenu global comme la taille personnelle, la taille tarifée était un impôt sur les revenus. Comme en 1716, les rôles étaient faits par un commissaire après audition et vérification des déclarations des taillables ; une fois recueillis tous les renseignements utiles sur les biens et leur valeur, l'état des rentes et des maisons, un relevé général de la paroisse était dressé qui indiquait le total des revenus de différentes sources, et par comparaison entre le chiffre et le montant imposé de la taille, on tirait un marc la livre, une proportion à appliquer au revenu de chaque contribuable.

Orry ne fut pas plus heureux que Noailles : la nouvelle taille tarifée ne réussit à s'implanter que dans les trois généralités de Chalons, de Limoges et de Paris, et encore ce résultat ne fut obtenu que grâce à la tenacité des différents intendants qui se succédèrent dans ces généralités jusqu'à la Révolution (7).

(1) Arrêt Cons. 27 déc. 1717.

(2) Arrêt Cons., 31 janv. 1718.

(3) Par cinq arrêts du Conseil du 20 juin 1718.

(4) Arrêt Cons., 7 avril 1719.

(5) Décl. 17 févr. 1728.

(6) *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle*, s. l. 1717.

(7) Lentz, *La taille tarifée en Champagne*, p. 74.

Diverses localités, généralement des villes franches, avaient adopté un autre système de taille qui les délivrait pratiquement de tout tracas : la taille était abonnée (on disait encore tarifiée). En promettant de verser chaque année au Trésor royal une somme déterminée, la municipalité se réservait de la percevoir à son gré ; elle remplaçait généralement l'impôt direct par des droits d'entrée ou de sortie sur les marchandises selon un tarif propre. Les habitants n'avaient plus alors aucune formalité à accomplir et s'acquittaient de la taille, pour ainsi dire à leur insu, chaque fois qu'ils se procuraient des denrées de consommation.

Pour faciliter le recouvrement et en adoucir la rigueur, la contrainte solidaire fut supprimée dans les cas autres que la rébellion. Turgot accomplit cette réforme par la déclaration du 3 janvier 1775, estimant qu'en raison des précautions prises pour assurer la nomination des collecteurs et la punition de ceux d'entre eux qui se rendaient coupables de malversations, la « solidité » n'avait plus de raison d'être que « dans le cas où des paroisses entreprendraient de se soustraire au paiement des impositions ». Déjà lorsqu'il était intendant du Limousin, Turgot avait remplacé les collecteurs par des préposés spéciaux suffisamment instruits, n'exerçant aucune autre profession et obligés de fournir un cautionnement. Ils opéraient à la fois dans plusieurs paroisses et percevaient les mêmes remises que les collecteurs, réduits désormais au rôle d'assesseurs. Les villes de Moulins et de Nevers obtinrent de faire cueillir la taille par des agents choisis par les officiers municipaux avec approbation de l'intendant (1).

Malgré ces améliorations très réelles, la taille demeura toujours la source de multiples contestations. Le calcul des cotes individuelles effectué à l'intérieur de collectivités restreintes était influencé par les jalousies mesquines qui séparaient les familles, et les décharges ou les réductions réclamées par ceux qui s'estimaient désavantagés ne pouvaient être obtenues qu'en justice.

La taille présentait un autre inconvénient : celui de devenir insuffisante pour subvenir aux besoins de l'Etat. Il devint nécessaire de créer d'autres impôts directs.

(1) Les délibérations de ces villes furent approuvées par lettres-patentes du 18 juillet 1779.

CHAPITRE II

LA CAPITATION

L'ajustement des recettes aux dépenses était déjà sous la Monarchie le souci constant des Ministres des Finances. Ils n'y parvenaient la plupart du temps que grâce à des expédients, emprunts, ventes d'office, anticipations qui, bien qu'aggravant la situation présentaient l'avantage temporaire de retarder des échéances inquiétantes. La guerre de la Ligue d'Augsbourg contraignit Louis XIV à rechercher des revenus nouveaux plus sûrs que les « affaires extraordinaires ». Il parut opportun de profiter de la circonstance pour instituer un impôt qui atteindrait tous les sujets du royaume, même les privilégiés.

La déclaration du 18 janvier 1695 (1) établit pour la durée de la guerre une capitation générale payable par tous les sujets « sans aucune distinction, par feux et par famille ». Pour l'assiette de la nouvelle taxe, la population était répartie en 22 classes d'après la profession ou la fortune présumée des redevables. La première classe, la plus riche et la moins nombreuse, cotisée à 200 livres, comprenait le Dauphin, les Princes du sang, le contrôleur général, les ministres secrétaires d'Etat, et les fermiers généraux. La dernière classe, la plus grande, réunissait les soldats, les manœuvres, et les journaliers taxés à une livre (2). Etaient seulement exonérés les ordres mendiants, les indigents et les contribuables dont la cote de taille était inférieure à 40 sols. Le clergé ne fut pas imposé directement mais s'abonna pour un versement annuel de 4.000.000 livres.

Ceux qui étaient susceptibles d'être compris dans plusieurs classes à la fois étaient imposés au taux le plus élevé, par contre ceux qui ne figuraient pas au tableau étaient taxés sur le pied de la classe avec laquelle ils avaient le plus de rapport par leur profession, état et qualité. D'ailleurs un supplément de tarif contenu dans la déclaration du 25 fé-

(1) N. C. T., t. VI, p. 538, citée également par Marion, *Les impôts directs*, p. 242.

(2) Cette disposition n'était d'ailleurs applicable que dans les pays d'Elections. Ar. Cons. 22 fév. 1695. Arch. Nat. AD. IX 81, n° 41.

vrier 1695 intégra dans la classification diverses professions omises (1).

Dans les pays d'Elections, les rôles des taillables étaient dressés en principe par l'intendant conformément au tarif. Quelquefois le commissaire départi créait dans chaque classe des subdivisions pour tenir compte des différences de fortune existant entre les personnes qui y figuraient. Très souvent d'ailleurs la confection des rôles était confiée à un subdélégué. Les rôles de la capitation de la Cour étaient arrêtés chaque année au Conseil des Finances. Les membres de la noblesse provinciale étaient taxés par l'intendant aidé d'un gentilhomme nommé par le Roi. Les membres des Cours souveraines étaient compris dans des rôles établis par les délégués de ces compagnies. Les rôles de la capitation des officiers et des soldats de terre et de mer étaient préparés par les intendants des provinces et par ceux de la marine et des galères dans le département desquels les troupes se trouvaient lors de l'imposition. Les bourgeois de Paris avaient le privilège de s'imposer eux-mêmes et leur rôle était arrêté par le prévôt des marchands et les échevins.

Dans les pays d'Etats, l'intendant était assisté des députés ordinaires ou syndics des Etats. D'ailleurs la plupart de ces pays contractèrent des abonnements et moyennant le versement d'une somme fixe, obtinrent le droit d'asseoir l'impôt à leur gré.

La capitation était payée directement entre les mains des receveurs des tailles ou de leurs préposés dans les pays d'Elections. Les ducs, princes et maréchaux ainsi que les officiers des deux premières classes s'acquittaient directement à la caisse du garde du Trésor royal. Les magistrats des Parlements et des compagnies souveraines versaient leur taxe au payeur chargé du règlement de leurs gages. La capitation des troupes était remise au trésorier de l'extraordinaire des guerres et aux trésoriers de la marine et des galères. Des dispositions furent prises pour faciliter le recouvrement : les propriétaires devenaient en certains cas responsables de la capitation de leurs locataires ; la taxe des domestiques était acquittée par leurs maîtres.

Bien que le préambule de la déclaration du 18 janvier ait annoncé que cette contribution nouvelle qui « se répandant généralement sur tous » serait « peu à charge à chaque particulier », la capitation rentra assez difficilement. Pour parer au plus pressé, on avait consenti des rachats et des abonnements ; les privilégiés, mécontents de se voir imposés, usèrent de tous les moyens pour obtenir des dégrèvements.

(1) *N. C. T.*, t. VI, p. 574. Les personnes qui n'avaient pas été employées dans les rôles furent tenues de déclarer dans un délai de quinze jours tous les renseignements nécessaires à l'établissement de leur taxe. La sanction de l'omission de la déclaration était l'imposition au double de la taxe normale.

En définitive, les non-valeurs furent nombreuses : le montant des recettes — déduction faite des décharges et des doubles emplois — ne dépassa guère 22.000.000 de livres au lieu des 30 escomptés. La satisfaction fut générale lorsque, fidèle à sa promesse, le roi supprima la capitation le 17 décembre 1697.

Elle reparut en 1701. La guerre de succession d'Espagne obligeait le gouvernement à se procurer des ressources importantes par tous les moyens. Il estima qu'il n'y en avait pas « de plus convenable que de rétablir la capitation ». Mais l'impôt renaissait avec des caractères nouveaux. Dans le préambule de l'édit du 12 mars, le Roi avoue « qu'il s'est trouvé plusieurs embarras dans la capitation ordonnée en 1695 qui ont donné lieu à des non-valeurs... Nous avons résolu en rétablissant la capitation de l'augmenter et de fixer celle de notre bonne ville de Paris et de chacune des généralités ou province de notre royaume aux sommes que nous estimons qu'elles peuvent porter (1). » Autrement dit, la capitation devenait un impôt de répartition.

Le système de la répartition offrait en effet quelques avantages sur celui de la quotité. La fixation d'avance de la somme qui devait en tout état de cause entrer dans les caisses du Trésor supprimait les risques de pertes subies avec la capitation de 1695, avantage particulièrement appréciable en temps de guerre où les ressources effectives du budget ne doivent, moins qu'à tout autre moment, être inférieures aux prévisions. En outre, comme dans la taille, l'administration ne participait pas à l'assiette qui, laissée aux corps auxquels appartenaient les redevables, était faite plus rapidement et souvent plus exactement qu'elle ne l'aurait été sous la direction forcément lointaine des intendants. « Les jurés, gardes et syndics des communautés connaissent les facultés des différents membres de leur communauté et ils y proportionnent l'imposition de chacun », écrivait à Colbert l'intendant Esmangard qui ajoutait : « le système évite les non-valeurs car les communautés supportent facilement les rejets » ((2).

Dès lors, le contrôleur général envoyait chaque année les ordres du Roi aux commissaires départis dans les généralités, aux chefs des compagnies supérieures de Paris et des provinces, aux chefs des juridictions inférieures, au prévôt des marchands et au lieutenant général de Police. La taxation était faite selon le tarif de 1695 majoré d'un tiers. Quant aux provinces des pays d'Etats, il s'y arrêta chaque année un état dans lequel était réglé ce que chacune devait porter (3).

Selon l'article 2, les intendants dressaient les états détaillés de répar-

(1) N. C. T., p. 583.

(2) Bibl. Nat. Ms. Joly de Fleury, 1444, f^{os} 91-92.

(3) Moreau de Beaumont, *op. cit.*, t. II, p. 267.

tition des sommes auxquelles la capitation aura été réglée par le Conseil et les rôles étaient arrêtés par ce dernier. Pour parer aux inconvénients des non-valeurs, il était imposé un peu plus que la somme réelle qui devait revenir au Trésor ; sur ce supplément était imputé le montant des cotes irrécouvrables, des décharges et des fonds libres de la capitation qui correspondaient au moins imposé de la taille (1).

La répartition se faisait de différentes manières selon l'état des personnes que l'impôt devait atteindre.

A. Capitation des taillables.

a) Dans les pays de taille personnelle : La répartition s'opérait entre élections et paroisses de même que la taille. La cote de chaque redevable était calculée d'après ses facultés et portée sur un rôle particulier rendu exécutoire par le subdélégué ou par l'intendant. Mais comme la taille était déjà déterminée « selon les facultés et les moyens des contribuables » il parut inutile de refaire l'assiette de la capitation, et l'on trouva plus expéditif de fixer cette dernière proportionnellement à la cote de taille de chaque contribuable. L'usage de la taxation au marc la livre de la taille se répandit au point de devenir général. La déclaration du 13 avril 1761 consacra définitivement cette méthode et les deux impôts furent désormais portés sur le même rôle. La capitation devint par là même une crue de la taille et soumise au même régime ; elle était répartie selon les mêmes formes et recouvrée par les mêmes collecteurs ; tout défaut de paiement entraînait l'exercice des mêmes mesures d'exécution jusques et y compris la contrainte solidaire.

b) dans les pays de taille tarifée, l'imposition à la taille servait uniquement de base à la répartition de la capitation, ce qui n'était pas sans difficulté parce que les revenus mobiliers y étaient beaucoup moins connus que le produit de la terre (2).

c) dans les pays de taille réelle, où seuls payaient la taille les propriétaires de biens fonciers roturiers, la capitation, impôt général, ne pouvait pas être transformée en un accessoire de la taille ; elle frappait le revenu global présumé d'après une évaluation faite, sans méthode définie d'ailleurs, par les maires et les échevins des villes, sous la surveillance des subdélégués et de l'intendant.

(1) Moreau de Beaumont, *op. cit.*, t. V, p. 200.

(2) Moreau de Beaumont, *op. cit.*, t. V, p. 199.

B. Capitation des non-taillables.

La contribution des non-taillables était fixée par le Conseil et déduite du contingent de la généralité. Mais en l'absence de renseignements précis, sur la fortune de ces sujets qui n'avaient jusqu'ici jamais été cotisés, on se décida à appliquer le tarif de 1695 majoré d'un tiers ou la taxation globale des corps en laissant à ceux-ci le soin de faire la répartition entre leurs membres. Dans la première hypothèse, les intendants se documentaient sur la situation des intéressés pour adoucir le cas échéant les rigueurs du tarif et pour modérer leur imposition ou pour leur accorder après coup des modérations.

a) Les membres de la Cour étaient imposés en des rôles arrêtés au Conseil du Roi suivant le tarif ou leurs facultés.

b) La capitation de la noblesse était assise par l'intendant et un gentilhomme de chaque baillage choisi par le Roi ; les rôles étaient arrêtés au Conseil. En fait le délégué noble se lassa vite d'une besogne aussi fastidieuse et s'abstint de paraître, laissant l'intendant opérer seul (1).

c) Les rôles de la capitation des officiers des Cours souveraines et des auxiliaires de justice adjoints aux cours étaient établis suivant le tarif par le premier président, deux députés et le procureur général et arrêtés au Conseil. Les rôles comprenant les membres des tribunaux inférieurs étaient dressés par l'intendant assisté du chef de chaque compagnie ; comme cette catégorie de contribuables était très inégalement fortunée, c'est surtout en leur faveur que le tarif était assoupli et une partie importante des fonds libres était employée à allouer des modérations aux plus nécessiteux.

d) La capitation des communautés d'arts et de métiers fut d'abord répartie par les officiers municipaux puis par les syndics des corps en vertu de l'arrêt du 13 mai 1721.

e) Les rôles de la capitation des troupes étaient faits par l'intendant de la généralité ou celui de la marine et des galeries du lieu de cantonnement.

f) Les sommes imposées sur les villes franches étaient fixées au Conseil et réparties entre les habitants par les soins des officiers municipaux.

g) A Paris, l'assiette de la capitation payée par les bourgeois non commerçants était l'œuvre du prévôt des marchands et des échevins

(1) « En effet, nous ignorons si cette formalité est encore remplie, mais si elle l'est, ce n'est plus réellement qu'une vaine formalité, puisqu'il est certain... que c'est aujourd'hui dans le commissaire départi que réside toute l'autorité. » Auger, *Mémoires pour...*, p. 151.

d'après le loyer des contribuables, dépense censée représenter le dixième de leurs revenus. La capitation des corps de commerce et d'industrie était répartie par les gardes prévôts et syndics, les députés des communautés et par le lieutenant général de police et le procureur du Roi au Châtelet. Les membres de toute corporation étaient divisés en classes, chaque classe payait une taxe uniforme. Un arrêt du 13 novembre 1785, confirmé par un arrêt du 18 janvier 1786 créa un Bureau de direction chargé de la confection des rôles.

h) Certains pays d'Elections obtinrent des abonnements et choisirent le mode de répartition qui leur parut le plus convenable. Le clergé, comme en 1695, contracta un abonnement.

Les rôles étaient exécutoires par provision ; l'impôt exigible en deux termes égaux (mars et septembre) par préférence à la taille. Le recouvrement s'opérait de quatre manières différentes :

1^o versement entre les mains des collecteurs dans les pays d'élection ;

2^o versement à un comptable désigné par le Roi (payeurs de gages des officiers de justice ou comptables des corps marchands) ;

3^o versement par un tiers détenteur de fonds appartenant au redevable, par les maîtres, pour leurs domestiques, les fermiers pour leurs propriétaires ;

4^o retenue sur des sommes versées au débiteur (retenue sur les pensions servies aux nobles de la Cour, sur la solde des troupes).

Les non-taillables ne constituant pas un corps, mais étant des individus disparates, sans lien entre eux, la capitation assise sur eux n'était exceptionnellement pas solidaire.

La déclaration de 1701 contenait la promesse « de faire cesser la capitation six mois après la publication de la paix et de ne faire, pendant que la guerre durera, aucunes autres affaires extraordinaires ». Ces deux promesses ne purent être tenues. Au contraire, la capitation devenue insuffisante fut augmentée de 10 %, soit 2 sols pour livre, par arrêt du Conseil d'Etat du 3 mars 1705 ; une nouvelle et égale augmentation fut décidée par arrêt du 18 décembre 1747. En 1708, le contrôleur Desmaretz avait invité les corps et les particuliers à se racheter et à obtenir l'exemption à condition de verser en une seule fois l'équivalent de six fois le montant de leur taxe annuelle. En 1715, on obligea ceux qui avaient opéré le rachat, à se racheter à nouveau. Cela n'empêcha malheureusement ni les anticipations ni les emprunts ni les autres affaires exceptionnelles que la levée de la capitation aurait dû faire disparaître, ni même l'institution d'un impôt nouveau : le dixième.

CHAPITRE III

LE DIXIÈME ET LES VINGTIÈMES

La situation diplomatique ne permettait pas au gouvernement de renoncer à un subside quel qu'en fut le rendement. Au contraire les pourparlers entamés en 1710 pour la paix échouèrent et les hostilités recommencèrent : pour se procurer les ressources nécessaires pour les continuer et les mener à bonne fin, force fut de décider la création d'un nouvel impôt levé « sur le dixième des biens du Royaume ». Ce fut l'objet de la déclaration du 14 octobre 1710 (1).

L'impôt frappait, sans tenir compte des privilèges et des exemptions personnelles, les revenus des biens fonds, les revenus mobiliers, ceux des charges et offices et ceux du commerce et de l'industrie ; c'était une sorte de collection d'impôts cédulaires comme en connaissent les contribuables modernes.

Le dixième des biens fonds (2) était imposé sur les terres, les maisons et immeubles des faubourgs, loués ou non, ainsi que les parcs et les enclos. Il était établi suivant des rôles arrêtés au Conseil du Roi d'après les déclarations obligatoirement souscrites par les propriétaires et adressées au prévôt des marchands à Paris, à l'intendant dans les provinces. Les contrevenants étaient taxés au double de leur cote normale en cas d'omission de la déclaration, au dradruple en cas de fausse déclaration.

Le dixième des biens mobiliers (3) frappant les rentes constituées sur les particuliers, les rentes viagères, les douaires ou pensions, les rentes sur l'Hôtel de Ville, sur le clergé, les postes, les villes, les provinces et les Etats ; il était prélevé directement par le débiteur de la rente ou pension sans qu'il fut nécessaire d'émettre un rôle.

Le dixième des revenus des charges et offices (4) atteignait les gains des employés et commis de robe et d'épée des maisons royales, des

(1) Arch. Nat. AD. IX 400.

(2) Art. 2.

(3) Art. 4.

(4) Art. 3.

villes, de police ou de finances, compris leurs appointements, gages, remises, taxation. Il était perçu par voie de retenue sur les gages par le Trésor royal lorsque les offices étaient rémunérés par lui ; et recouvré suivant la déclaration des titulaires lorsqu'il s'agissait d'offices privés.

Pour fixer le dixième d'industrie (1), faute de pouvoir obtenir des déclarations précises et sincères, on se contenta d'imposer les commerçants et les industriels indépendants à la même somme qu'ils payaient déjà pour la capitation, ou bien de taxer en bloc des corps marchands en leur laissant le soin de répartir la somme entre leurs membres. On en usa de même à l'égard des villes qui furent autorisées à se taxer elles-mêmes. Le dixième d'industrie des commerçants et des artisans réunis en communauté était sur le même rôle que la capitation et fixé aux trois quarts du principal de celle-ci.

L'examen critique des déclarations des propriétaires et des artisans, la confection des rôles du dixième des biens fonds et de l'industrie, exigeaient trop de soin et de méthode pour pouvoir être confiés aux collecteurs ; on eut recours à des fonctionnaires spéciaux. L'administration du dixième dirigée à Paris par un directeur général auprès du contrôleur général, comprenait en province un directeur par généralité et un contrôleur par élection. Les contrôleurs avaient un rôle analogue à celui des commissaires de la taille. Agents ambulants, ils parcouraient les paroisses pour vérifier la sincérité des déclarations, interroger les habitants dans le but de démasquer les fraudes. grâce à leurs énonciations contradictoires, et ordonner la présentation des baux à ferme ou à défaut de ces actes, comparer la valeur des biens affermés avec celle des biens qui ne l'étaient pas. Après quoi, ils dressaient un procès-verbal contenant d'après les résultats de leurs observations, la valeur et la contenance des fonds, l'évaluation moyenne de toutes les denrées, suivant les marchés et usages du lieu. A partir de l'entrée en vigueur de l'arrêt du 2 novembre 1777, les contrôleurs furent assistés du syndic des paroisses, des préposés au recouvrement, des collecteurs des tailles et de trois notables propriétaires choisis dans une assemblée générale des propriétaires de la paroisse (2).

Une fois ces renseignements réunis, les rôles étaient dressés et portés à l'intendant — ou au subdélégué — qui les rendait exécutoires (3).

(1) Art. 8.

(2) Le travail pour être utile aurait eu besoin d'être tenu à jour par des vérifications fréquentes. Mais les Cours de justice, hostiles à cet impôt, s'opposèrent à l'établissement de tournées périodiques. Si l'arrêt du 2 novembre 1777 ordonne, malgré leur avis contraire, la continuation de vérifications entreprises, il déclare qu'elles ne pourront être renouvelées avant vingt ans à partir de la date du procès-verbal de vérification, date reproduite chaque année sur les rôles par le directeur.

(3) Sauf les rôles du vingtième des offices et des droits qui furent toujours arrêtés au Conseil.

L'impôt était exigible en quatre termes égaux (janvier, avril, juillet, octobre). Le recouvrement était opéré dans les pays d'Election par les receveurs des tailles, dans les pays d'Etats par les receveurs et trésoriers ordinaires des deniers de la province, à charge par eux de remettre les fonds aux receveurs et trésoriers généraux qui les versaient à leur tour au Trésor Royal. Les nobles s'acquittaient directement à la caisse du receveur des tailles.

Le dixième était le premier impôt général en France frappant en principe tous les sujets et tous les biens du royaume « de quelque qualité et condition qu'ils soient ». Mais le principe ne fut pas entièrement respecté ; non seulement le clergé se racheta par des dons gratuits, mais encore un grand nombre de collectivités obtinrent des rachats ou des abonnements (1).

A la différence de la taille et de la capitation de 1710, le dixième était un véritable impôt de quotité, offrant tous les avantages et les inconvénients des impôts de cette sorte (2). Le calcul de chaque cote obtenu grâce à une opération mathématique des plus simples était rapide. Il permettait à l'Etat de participer à l'augmentation de la richesse générale du pays. Par contre c'est un impôt formaliste : tandis que la taille ordinaire était assise dans les limites mêmes de la paroisse, entre habitants, quelque peu familièrement sans forme bien définie en la demeure des collecteurs, ou à la maison commune, — sinon dans les tavernes — le dixième obligeait les habitants à faire une déclaration préalable, c'est-à-dire accomplir une formalité inusitée dont les conséquences leur paraissaient quelque peu inquiétantes. Ils entraient en contact avec les représentants d'une administration sévère et lointaine qui travaillait au chef-lieu, hors de la vue des assujettis, dans des bureaux à peu près inaccessibles au vulgaire. Le déclarant voyait fatalement dans le contrôleur chargé de vérifier ses dires, l'émissaire indésirable d'un pouvoir ennemi.

En raison des circonstances, l'impôt du dixième fut, contrairement à la promesse royale, perçu postérieurement à la fin de la guerre qui l'avait fait naître ; il ne disparut qu'en 1717 (3). Il reparut avec des caractères identiques de 1733 à 1736 pour subvenir aux dépenses de la guerre de Pologne ; et en 1741 pour accroître la marine et payer la solde des troupes. Il fut même accru en 1746 d'une imposition supplé-

(1) Le clergé se racheta par un don de 2.000.000 livres ; la ville de Lyon moyennant 1.650.000 livres, l'Alsace moyennant 1.590.000 livres. La Provence s'abonna pour 500.000 livres et le Languedoc pour 1.280.000 livres.

(2) Ce n'était pas le premier impôt de quotité qu'ait connu l'ancien Régime. Déjà à plusieurs reprises avait été ordonnée la levée de taxes temporaires prélevant une quote-part des revenus des redevables ; ne serait-ce que la dime saladine de Philippe-Auguste.

(3) Il fut supprimé par édit du mois d'août 1717.

mentaire de 2 sols pour livre. Il n'était, en ces diverses occasions qu'un expédient temporaire destiné à parer aux besoins urgents du moment. Mais la situation financière critique au milieu du ^{xviii}^e siècle allait contraindre le gouvernement à s'assurer la rentrée permanente de ressources suffisantes « pour entreprendre l'extinction excessive des dettes et des charges anciennes et nouvelles de l'Etat et rétablir une caisse générale des amortissements, distincte et séparée de notre Trésor Royal ». Le dixième ne pouvait pas être continué puisque sa levée avait été décidée à temps. Par édit de mai 1749, le contrôleur général Machault d'Arnouville le supprima et le remplaça par le vingtième, perçu comme l'impôt supprimé sans privilège ni exemption sur tous les biens et revenus du Roi. A vrai dire c'était le même impôt qui se perpétuait avec un taux réduit de moitié : il y eut un vingtième des biens fonds, un vingtième mobilier, un vingtième des charges et offices et un vingtième d'industrie. Les règles édictées pour l'assiette, la perception et la comptabilité du dixième s'appliquaient aux vingtièmes.

Toutefois l'édit de 1749 soumettait également à l'impôt les usufruitiers alors que les édits de 1710, 1733 et 1741 ne visaient que les propriétaires ; le nouveau terme visait directement le clergé qui se prétendait non pas propriétaire mais seulement usufruitier des biens qui composaient son important patrimoine. Le Ministre ne cachait pas son intention bien arrêtée de faire supporter le poids des charges publiques à tous les habitants du royaume sans exception, même ceux de droit divin, d'autant que grâce à son taux relativement bas, l'impôt ne devait être vraiment lourd pour personne ; au contraire, on espérait non seulement en faire une taxe d'un rendement meilleur que la taille ou la capitation qui étaient supportés avec peine mais encore, en poursuivant régulièrement les vérifications, lui faire produire autant que l'ancien dixième. Ce résultat fut atteint dans quelques généralités (1). Néanmoins, Machault dut rapidement déchanter, car les privilégiés n'entendaient pas se laisser dépouiller sans résistance ; le clergé tout le premier prit une attitude franchement hostile et le contrôleur général s'usa contre lui dans une lutte inutile.

Le vingtième fut définitivement prorogé par l'abbé Terray ; un second vingtième fut créé en 1756 pour la durée de la guerre contre les Anglais, puis prolongé successivement jusqu'en 1767, 1770, 1772 et 1781, il s'y ajouta même un troisième vingtième de 1760 à 1764 et de 1782 à 1786.

Le dixième et les vingtièmes qui le remplacèrent déchaînèrent des

(1) Notamment en Bretagne.

récriminations moins nombreuses sans doute que la taille, mais plus véhémentes, car les mécontents étaient haut placés et leurs plaintes étaient transmises plus facilement au souverain. Les nobles et les magistrats des Cours souveraines critiquèrent les fonctionnaires de l'administration fiscale et se répandirent en insolences et en calomnies contre les intendants, les subdélégués et les contrôleurs. Ces plaintes étaient émises sur un ton trop violent pour être persuasives ; elles étaient d'autant moins justifiées que, dans l'intérêt général des contribuables, les agents de l'administration du dixième, étrangers aux rivalités et aux cabales villageoises, agissaient avec désintéressement et indépendance. Leur travail fut dans l'ensemble accompli avec soin. Un fait suffisait à le prouver ; les contestations furent en matière de dixième et de vingtièmes infiniment plus rares qu'à l'occasion des autres impôts.

PREMIÈRE PARTIE

Des juridictions fiscales et les principes généraux du contentieux fiscal.

Au XIII^e siècle, la connaissance des contestations en matière d'impôt paraît avoir été partagée entre le Parlement et la Chambre des Comptes (1). En 1278, le Parlement avait rendu divers arrêts en la matière. Les *Olim* révèlent, d'autre part qu'en 1270, les gens des comptes avaient été amenés à procéder à sept enquêtes sur les tailles. Au début du XIV^e siècle, la compétence de la Chambre est devenue exclusive (2). Unique juridiction financière, elle statuait sur tous les différends relatifs aux revenus ordinaires et extraordinaires du Roi.

Ce ne fut pas pour longtemps, car les textes qui ordonnaient la levée de la taille prévoyaient la nomination de députés chargés de centraliser les fonds et de régler les procès nés à l'occasion de la perception du nouveau subsid. De ces commissions particulières sont issues les Elections et la Cour des Aides auxquelles furent confiés par la suite l'administration et le contentieux des impositions royales. La Chambre des Comptes conservait encore au début du XV^e siècle quelques traces de ses anciennes attributions : telles que la police des Elus (c'est-à-dire l'examen des plaintes formées contre eux) ; l'examen des modifications apportées au nombre et à l'étendue des Elections ; et l'instruction des demandes en remise présentées par des pays trop imposés (3). Bientôt le contentieux des finances extraordinaires fut accaparé par les nouvelles juridictions d'exception. Celles-ci conservèrent à peu près intactes leurs attributions jusqu'au milieu du XVII^e siècle, époque à laquelle leur compétence fut réduite au profit des juridictions administratives plus rapides et moins indépendantes.

Les tribunaux éloignés de la capitale se livraient à de multiples et

(1) Dareste, *La Justice administrative en France*, p. 10.

(2) Ord. 17 fév. 1349, art. 18 ; 3 mai 1351, art. 31.

(3) Ord. 7 janv. 1400 ; Ord. VIII, 409. Lettre Louis XI, VIII, 271. Cf. Jassemijn, *La Chambre des Comptes de Paris au XV^e siècle*. Paris, Auguste Picard, 1933.

faciles exactions si bien que le Roi crut opportun d'envoyer sur place des commissaires munis d'une procuration générale d'amender et de supprimer les abus. Ces envoyés spéciaux jugeaient en appel aux lieux et places des tribunaux d'attribution toutes les affaires concernant les finances extraordinaires. Un mandement de Charles V de 1370 leur recommande d'« oïr toutes manières de plaintifs tant d'esleus, de receveurs comme de sergens et autres commis sur le fait des aides ». En 1412, le même prince envoie au Languedoc cinq de ses conseillers inspecter l'administration de cette province, s'informer de la conduite des officiers, les suspendre et les révoquer le cas échéant, lever les aides et statuer comme juges souverains à leur place.

Ces fonctions judiciaires concédées habituellement aux commissaires exceptionnels furent habituellement accordées aux délégués permanents que furent les intendants. Non seulement ceux-ci purent juger certains procès en matière de taille, mais encore on leur attribua la connaissance de toutes les contestations relatives aux nouveaux impôts : capitation et dixième.

Les tribunaux et les Cours ne manquèrent pas de protester contre ces empiètements sur leur propre domaine. Ces plaintes ne furent pas toujours inopérantes. Bien que le Roi n'eût qu'une confiance très relative sur l'équité des décisions rendues par les tribunaux ordinaires, il ne songea jamais à les supprimer. Ils faisaient partie de l'ordre ancien de l'Etat et étaient estimés capables sur certaines questions de remplir encore sûrement envers le prince leur devoir de conseil. Au demeurant, la situation personnelle des magistrats, leurs statuts, leurs droits acquis, leur habitude d'indépendance empêchaient pratiquement toute réforme. Les juridictions de l'ensemble du royaume n'auraient pas manqué de s'unir contre toute tentative de ce genre. D'ailleurs en raison de l'importance qu'attachait le Roi à une bonne administration de la taille, il paraissait indispensable, dans l'intérêt des peuples comme dans celui du Trésor, d'attribuer la connaissance des litiges qui survenaient à l'occasion de cet impôt à des tribunaux spécialisés en une matière aussi ingrate, quitte à inviter les intendants à surveiller de façon particulièrement étroite la manière dont les décisions étaient rendues. Les exceptions à cette règle, quoique nombreuses, n'étaient décidées qu'à titre exceptionnel et transitoire.

Ainsi dans le préambule de l'édit de novembre 1774 (1), portant rétablissement de la Cour des Aides, Louis XVI proclame sincèrement : « La conservation de nos droits, les règles établies pour leur perception, la vigilance continuelle qu'il faut apporter pour que nos sujets

(1) Isambert, t. XXIII, p. 73.

sans être vexés ne paient et ne contribuent qu'autant qu'ils le doivent, exigent des tribunaux particuliers, c'est de là que les rois, nos prédécesseurs, ont établi dans notre royaume des sièges d'élections, de traites et autres et différentes Cours des Aides pour s'occuper uniquement de ces objets importants. »

TITRE I

Les juridictions réglées.

CHAPITRE I

LES ÉLECTIONS

SECTION I. — *Historique.*

Avant que l'impôt ne devienne permanent, l'assiette et la perception des subsides levés avec l'autorisation des Etats Généraux étaient confiées à des commissaires spéciaux dont les pouvoirs expiraient dès que l'imposition était recouvrée. Sans doute prit-on souvent pour faire cette besogne, les maires et les échevins des villes mais comme ces magistrats ne pouvaient suffire à la besogne certaines personnes d'autorité furent envoyées es provinces pour asseoir les impositions avec égalité. Et comme ces personnes manquaient de renseignements sur l'état des lieux et des habitants, « elles faisaient choix et élection de deux ou trois d'entre ceux qui leur avaient été nommés parmi les gens de bien du pays à l'effet de les aider à la distribution des subsides (1) ».

Déjà un règlement de Saint Louis prévoyait en 1270 que la répartition de la taille coutumière serait effectuée par des prudhommes élus dans chaque assemblée de communauté « douze qui seront les meilleurs pour asseoir la taille » et « qui jurent sur les Evangiles d'agir en leur âme et conscience ».

En 1355, les Etats Généraux consentirent la levée de la taille demandée par le Roi pour subvenir aux charges de la guerre ; mais, ils exigèrent de conserver la gestion des fonds qui en proviendraient. L'ordonnance du 28 décembre prise en exécution des délibérations de l'assemblée attribua dans chaque diocèse la surveillance

(1) *Mém. des tailles*, v^o *Elus*, n^o 1.

de la levée des impositions à deux catégories de représentants : les députés particuliers et les députés généraux ou super-intendants. Les premiers étaient des « personnes bonnes et honnêtes, solvables et loyaux » désignées au nombre de neuf, trois dans chaque ordre. Après avoir réparti les impôts directs et affermé les impôts indirects, ils percevaient le montant des fouages et le remettaient au receveur particulier. Ils avaient subsidiairement le droit d'exercer des poursuites et d'ajourner les contribuables rebelles devant les généraux super-intendants. Les députés particuliers devinrent les Elus, les superintendants formèrent plus tard la Cour des Aides.

D'après la majorité des auteurs, les futurs élus auraient existé avant 1355. Quoi qu'il en soit, Charles V en aurait établi dans chaque ville capitale ou épiscopale et aurait réglé leurs fonctions par une ordonnance de 1374. Ces délégués devinrent permanents sous Charles VII en même temps que l'impôt (1) qu'ils étaient chargés de gérer. De députés commissionnés par les trois ordres, ils ne tardèrent pas à être nommés par le Roi. Cette transformation dans leur statut s'opéra au cours du xiv^e siècle. Ils n'en gardèrent pas moins leur nom d'Elus bien que ce vocable ne correspondit plus à leur situation. Ils furent supprimés à diverses reprises dans les périodes de calme diplomatique et de trésorerie aisée ou par raison d'économie, notamment sous Louis XI, mais leur disparition fut chaque fois de courte durée, car le rétablissement de l'impôt s'avérait bientôt nécessaire.

Contrairement à ce que l'on aurait pu penser à leur origine, ils furent bientôt accaparés par leurs fonctions judiciaires et délaisserent leurs fonctions administratives : l'assiette de l'impôt devint le travail des assesseurs locaux. Les ordonnances de 1445, de 1451 et la déclaration de 1452 précisèrent leurs nouvelles attributions. On leur fixa une circonscription, un siège où résider, et on leur reconnut une compétence exclusive en matière de tailles au détriment des juges seigneuriaux et des autres juges royaux. Leur emploi fut érigé en offices vénaux et héréditaires, lors de la fondation du bureau des parties casuelles en 1522 (2).

Les anciennes circonscriptions administratives (baillages, prévôtés, sénéchaussées), ecclésiastiques (diocèses) ou féodales (comtés et duchés) où ils exerçaient leurs fonctions apparurent rapidement trop étendues pour leur permettre de mener à bien leur tâche. Pour rapprocher la justice des justiciables, la déclaration du 26 août 1452 décida que les sièges d'élection se tiendraient dans un terrain de cinq ou six lieues carrées afin que ceux qui seront ajournés puissent « aller, retourner

(1) Moreau de Beaumont, *op. cit.*, II, p. 12.

(2) Cependant, en fait, déjà depuis un siècle environ, comme pour les autres offices es résignations de charges avaient été tolérées.

à leur maison et comparoir à leur assignation tout en un même jour (1) ». Chaque élection fut réduite pour permettre la création de nouvelles. Leur nombre total ne fut jamais fixe, et leurs frontières étaient sans cesse modifiées par des remaniements tendant à les agrandir, à les diminuer ou à les fusionner. Ce morcellement ne se fit pas sans discussions et d'importants procès se déroulèrent au sujet de la délimitation exacte des élections (2).

Pour satisfaire les besoins de personnel qu'exigeait l'augmentation du nombre des Elections on transforma en Elus les anciens commis des Elus. Dès leur création, en effet, les Elus s'étaient adjoints des lieutenants. Une disposition de l'ordonnance de 1442 leur imposait même, s'ils ne résidaient au siège principal d'y établir à leurs « périls et fortunes » des commis « idoines et suffisants » qui les y remplaceraient. Ils étaient responsables de ces représentants et leur allouaient des gages. Ces commis prirent le nom d'Elus particuliers, leurs commettants devenant Elus généraux. François I^{er} érigea leurs charges en offices vénaux et héréditaires (3). L'appel de leurs sentences devait être porté devant les Elus en chef puis à partir de l'ordonnance de Montil-les-Tours du 23 mars 1451-52 devant les généraux de justice. L'édit de janvier 1598 fait une distinction suivant l'importance du litige : pour les causes qui n'excèdent pas 3 écus 20 sols l'appel était porté devant les Elus généraux ; les causes plus importantes étaient déferées à la Cour de Aides. En tout état de cause, les Elus particuliers ne jugeaient que les causes de partie à partie (surtaux, ventes et exécutions de biens meubles, etc.), ils ne pouvaient pas connaître des rébellions, des fautes et abus, des différends relatifs à l'affranchissement des villes ou aux exemptions des personnes. En aucun cas ils ne statuaient

(1) N. C. T., II, p. 856. L'ordonnance cabochienne de mai 1413 avait déjà demandé que la justice soit rendue plus facilement afin que le peuple ne soit plus « fatigué, mangié, robé, et ainsi vexé et travaillé ».

(2) A la fin du x^ve siècle, il existait 85 élections ; en 1789, 185. Dupont-Ferrier dans ses *Etudes sur les institutions financières* cite divers procès de ce genre. En 1422 le Poitou et le Limousin se disputent une chatellenie. En 1446, les Elections de Saumur et d'Angers se disputent une paroisse. En 1448 celle de Loudun et celle de Chinon revendiquaient une même commune. Pendant huit ans (1473-1481) Chartres est aux prises avec Verneuil, Chateaudun, Alençon et le Mans pour une dispute analogue. Colbert au xvi^e siècle projetait de clarifier cette situation en refondant totalement les élections et les greniers à sel et en faisant une carte précise de leurs ressorts respectifs. Les travaux préparatoires de cet important travail furent commencés mais des difficultés d'ordre matériel mirent obstacle à son achèvement (Esmonin, *Taille en Norm.*, p. 65, note 1). Dans sa description de l'élection de Vézelay (1696), Vauban signale que cette Election toute petite qu'elle est contient plusieurs enclaves des Elections voisines, dans lesquelles elle en a aussi de fort écartées sans qu'on en puisse rendre raison.

(3) Leur nombre avait été réduit par une ordonnance de 1560 ; mais en 1587 un édit ordonna la création des Elus particuliers dans les lieux commodes où il n'y avait pas encore été pourvu. Ils furent supprimés peu après, mais rétablis en 1598.

en dernier ressort. Ils furent supprimés par l'édit d'union de 1685 et assimilés aux Elus en chef.

Les Elections furent supprimées par un édit de mai 1788 pour des motifs de simplification et d'économie. Selon le préambule de ce texte, l'abondance des juridictions et des offices engendrait de continuelles conflits de juridictions qui rendaient les procès trop dispendieux pour les justiciables. En outre les gages des officiers et les frais d'entretien des immeubles où se tenaient leurs audiences constituaient une trop lourde charge pour l'Etat. Les attributions administratives des Elections étaient partagées entre le Conseil du Roi, les Etats provinciaux ou les assemblées provinciales. Les attributions judiciaires étaient dévolues aux présidiaux et grands baillages qui jugeaient en dernier ressort ou à charge d'appel devant les Parlements ou les Cours des Aides. Les finances des officiers seraient remboursées à leurs titulaires qui continueraient à jouir, leur vie durant, de tous les privilèges attachés à leurs anciennes fonctions sauf l'exemption de taille. Mais cet édit ne fut pas enregistré et les Elections furent rétablies au mois de septembre de la même année.

SECTION II. — *Organisation et Personnel.*

Le nombre des officiers composant une élection a varié suivant les époques et les lieux, tout au moins jusqu'en 1715. A partir de cette date, la composition de ce genre de tribunal paraît fixe.

Dans les Elections unies depuis 1635 aux greniers à sel, on trouve huit officiers si le ressort comprend cent paroisses : un président, un lieutenant, quatre élus, un procureur royal, un greffier ; sept seulement si le ressort comprend moins de cent paroisses : un président, quatre élus, un procureur du roi et un greffier. Dans les villes où il n'y a pas de greniers à sel les Elections furent composées d'un président, d'un lieutenant, deux Elus et un procureur, mais cette composition fut modifiée à plusieurs reprises.

En dehors de son rôle de directeur des débats, le président porte la parole à la tête du corps et les officiers doivent l'accompagner en toute circonstance. Il assure la police de l'audience, interroge les parties, interrompt, si besoin est, les avocats, invite les gens du roi à conclure et à requérir, recueille les votes, prononce les jugements. A partir de 1706, il a le droit de procéder, sans l'assistance d'aucun juge, à la réception des plaintes, et prononce des décrets en matière criminelle. En cas d'absence, le lieutenant le remplace. Outre cette fonction d'intermédiaire ce dernier avait aussi des fonctions propres telles que

l'instruction de procès criminels, les interrogatoires et permissions d'informer. Les offices de lieutenant furent supprimés par l'édit de 1715.

A en croire le Président La Barre (1), les Elus « honorés d'un nom et titre spécieux duquel sont qualifiés les bienheureux du Paradis » devaient donner l'exemple de la pratique de toutes les vertus. En effet selon ce digne magistrat, l'écu « devait être un homme de réputation sans avarice ni ambition » ne pas « regarder aux présents ni prêter l'oreille aux séductions et sollicitations » afin de se montrer « rond et entier dans sa fonction, marchant en sa charge comme Dieu, estimant icelle lui être commise et baillée en édification et non en ruine et pour servir et profiter au public et non autrement ». Sans doute, bien peu d'appelés approchaient de cet idéal, néanmoins certaines précautions avaient été prises pour maintenir la réputation d'un corps dont les officiers devaient pour le moins être instruits, honnêtes et suffisamment fortunés pour demeurer à l'abri des concussions. Les conditions d'admission étaient les suivantes : avoir vingt-cinq ans, professer la religion catholique et n'être ni parents ni alliés des membres qui siégeaient déjà au même tribunal. Avant d'être reçus, prêter serment en la Cour des Aides, subir une information de vie et mœurs (2) et un examen sur les ordonnances et la pratique (3). Il n'était pas nécessaire d'être gradué pour devenir élu mais la plupart des officiers l'étaient ; les présidents et les lieutenants l'étaient presque toujours. Tout nouvel élu payait à son entrée en charge un droit de réception de 200 livres s'il succédait à son père ou de 400 livres si la charge changeait de famille.

Ils portaient le titre de conseillers du Roi et bénéficiaient d'avantages fiscaux ; exemption de taille, crues, emprunts, subsistance, contribution des étapes et logement des gens de guerre et dans les Elections unies aux greniers à sel franchise d'un demi-mimot de sel par an. Ces exemptions fiscales reconnues abusives ont été plusieurs fois abrogées ; ces suppressions ne furent que temporaires.

Au point de vue préséance, question fort importante sous l'ancienne France si l'on en juge par le nombre de décisions et de textes fixant les prérogatives respectives des corps, les Elus avaient rang dans les assemblées générales et particulières et dans les cérémonies immédia-

(1) La Barre, *op. cit.*, p. 2, chap. V., p. 38 (édit 1831).

(2) Cf. édit janvier 1597 sur l'administration de la justice, art. 3 et 4.

(3) Le *Traité des tailles* d'Auger a été composé à leur intention. Il porte en sous-titre : Introduction à l'étude de la compétence des tribunaux du ressort des tribunaux de la Cour des Aides pour servir de préparation à l'examen que doivent subir les officiers qui poursuivent leur réception. Au cours de cet examen chacun des conseillers ainsi que le président proposaient aux candidats quelques questions à résoudre soit sur le droit en général, soit sur les coutumes particulières du ressort. Guyot, *op. cit.*, v^o examen.

tement après les conseillers avocats et procureurs du Roi des sièges présidiaux (1), avant tous les juges royaux ou non, même de ceux des villes et communautés (2), les échevins, les officiers (3) des Eaux et Forêts (4), les avocats du baillage et siège présidial (5).

Ils recevaient des gages fixes relativement faibles eu égard au prix de leurs offices, 160 à 500 livres pour des charges contenant 4 à 15.000 livres, mais ils avaient la facilité de se taxer des épices qui étaient perçues par les greffiers et réparties périodiquement (quatre fois par an à Angoulême et aux Sables-d'Olonne). Le président avait droit à une part supérieure à celle des autres membres (une part et demie à Angoulême, double à la Flèche). En outre il leur était alloué des émoluments spéciaux à l'occasion de certaines formalités (6).

En contre-partie de ces avantages, les Elus étaient astreints à des obligations. Ils devaient d'abord conformément à l'article 1^{er} de l'édit du 31 juillet 1517 exercer leurs fonctions en personne et résider continuellement au siège de leur élection, nonobstant les lettres de non-résidence qu'ils auraient pu obtenir ou pourraient obtenir à l'avenir. Malgré la gravité de la sanction prévue en cas de désobéissance, la privation de l'office, il ne semble pas que les intéressés aient obéi docilement à ces prescriptions car elles furent rappelées souvent par des textes postérieurs. D'ailleurs le règlement de 1634 atténua la peine qui ne fut plus que la suppression de l'exemption de la taille ; mais la suppression de l'office fut à nouveau prononcée sous Louis XIV (7). L'intendant était chargé de surveiller l'exécution de ces ordres et de contraindre les élus à une assiduité moyenne.

Ils ne peuvent cumuler l'exercice de leur charge avec celui d'un autre office, notamment celui de receveurs contrôleurs (8), et tout commerce leur est interdit (9).

(1) Arrêt du Conseil, 1^{er} sept. 1626. Néanmoins dans les assemblées générales ils marchaient à la main senestre des officiers des présidiaux.

(2) Décl. 22 sept. 1627.

(3) Ar. Cons. 29 juil. 1639.

(4) Ar. Cons. 18 déc. 1643.

(5) Ar. Cons. 14 août 1660.

(6) Le président qui, parafait le plumeur du greffier pour un acte préparatoire recevait 3 sols et pour un acte définitif 5 sols. Il était attribué aux Elus 2 sols pour assistance et vacation à la pose du sceau sur les jugements et expéditions des élections. Les droits particuliers étaient réputés communs et partagés également entre tous les officiers.

(7) Cf. notamment décl. 29 déc. 1663.

(8) Ord. 30 juin 1519.

(9) Ord. Paris 15 nov. 1508, art. 42. En 1641 les élus du royaume formèrent un syndicat qui fut reconnu par le gouvernement en divers arrêts du Conseil. Il était représenté par un bureau composé des syndics (lesquels formaient une commission permanente) d'un orateur et d'un secrétaire. L'organisme s'occupait des intérêts collectifs des membres notamment de suppressions d'offices réductions et augmentations de gages, lutte contre les intendants et les trésoriers de France. Les syndics étaient reçus par

Les gens du roi, avocat et procureur (ce dernier désigné généralement sous le vocable de substitut du procureur général de la Cour) forment le ministère public. Ils assistent aux assemblées et cérémonies du corps, reçoivent les plaintes de toute espèce, poursuivent la réparation des délits sans contraindre les particuliers à se porter partie civile. Le procureur dirige la procédure et l'avocat plaide dans toutes les affaires où les intérêts du roi et des incapables juridiques sont en jeu (mineurs, communautés et hôpitaux). Ils parlent debout, les mains gantées, et ne peuvent être interrompus que par le président.

Le greffier de l'Election avait pour mission d'écrire et de tenir les registres et de délivrer les expéditions des jugements. Il fournissait d'ailleurs le papier et le parchemin et recopiait les ordonnances sur les finances extraordinaires ainsi que les commissions délivrées aux sergents. Il tenait le registre des feux des paroisses et rédigeait les rôles du tribunal. Il était délégué aux enquêtes et recueillait les dépositions des témoins, préparait les assignations à comparaître et enregistrait les jugements. En cas d'appel il transmettait à la Cour le dossier du procès après avoir fait l'inventaire des pièces qu'il contenait. Il devait en outre assurer la conservation des archives.

SECTION III. — *Compétence.*

A l'origine les Elus assumaient à la fois des fonctions administratives et des fonctions judiciaires. Mais leur rôle dans l'administration déclina rapidement. Non seulement à partir de 1517 ils ne participèrent plus à l'assiette de l'impôt dans les localités, mais encore on leur interdit de corriger selon leurs impressions personnelles les rôles que leur présentaient les collecteurs. Ils ne jouèrent même plus qu'un rôle secondaire dans le département de la taille entre les paroisses de leur ressort, en se contentant d'assister aux séances et de ratifier l'avis de l'intendant.

Ils finirent par être réduits à leurs attributions contentieuses ; encore leur retira-t-on en 1715, le contentieux des rôles d'office et ils subirent en matière criminelle les évocations de plus en plus fréquentes de la part des intendants.

En principe, leur compétence s'étendait de manière exclusive au civil et au criminel à toutes les contestations sur les aides, les tailles (qu'elles aient trait à l'assiette ou au recouvrement), le tabac et les

le Roi ou le Conseil. Mais à partir de 1644, l'activité du syndicat se ralentit et par 2 arrêts (mars 1661 en 17 mai 1662) le Roi prohiba les réunions de ses membres.

octrois des villes (1). Ils informaient des rébellions survenues à l'occasion de la levée de ces droits et enregistraient les baux des fermes, les titres de noblesse, et les provisions des officiers comportant exemption d'impôt. Ils jugeaient également les procès relatifs à la noblesse et les contestations relatives aux privilèges et exemptions des gentilshommes ecclésiastiques, commensaux et secrétaires du Roi. Leur compétence s'étendait également aux poursuites exercées pour le recouvrement des tailles et des autres impôts et aux incidents nés à l'occasion de ces poursuites (oppositions aux saisies, concours des créanciers privilégiés).

Ne constituant pas un tribunal souverain, l'Election ne pouvait rendre des arrêts de règlement. Un arrêt de la Cour des Aides de Paris en date du 1^{er} février 1735 défend à l'Election d'Amiens de rendre de telles décisions. Un autre arrêt de la même Cour prononce la même défense à l'égard de l'Election de Paris.

A l'origine, les Elus jugeaient toujours à charge d'appel. Il apparut assez vite utile pour mettre fin aux procès souvent interminables que poursuivaient d'irréductibles plaideurs malgré un intérêt des plus minimes, de leur permettre de juger définitivement les causes inférieures à un certain chiffre. L'édit de 1552 permet aux Elus de juger en dernier ressort jusqu'à 10 livres tournois à condition que le jugement soit prononcé par cinq juges ou praticiens en l'absence de juges, et mentionne à peine de nullité qu'il est rendu en dernier ressort. Défense était faite à la Cour de recevoir appel d'un tel jugement. Plus tard, le taux du dernier ressort fut porté à 30 livres. En matière d'opposition en sur-taux il finit par s'élever exceptionnellement à 50 livres.

Au delà de ces chiffres, l'appel était recevable à la Cour. Dans un délai qui fixé d'abord à trois mois fut réduit en 1384 à deux mois et en 1436 à un mois.

SECTION IV. — *Procédure.*

La procédure devant les Elections fut décrite par divers textes que codifia la déclaration du 17 février 1688. La tenue des audiences était

(1) Ordonnance de Sacy, 19 juin 1445 : voulons que la cognoissance du fait des dites aides, gabelles et tailles en tous cas civilz et criminelz appartaigne et soit commise expressément et espécialement c'est a savoir aux esleuz sur le fait a chacun d'eulz ordinairement en leurs élections et en cas d'appel et souveraineté et à nos amés et feaulx conseillers sur le fait de la justice des aides. » Les autres juridictions ecclésiastiques ou féodales étaient déclarées incompétentes. Or à cette époque, certains écoliers qui se disaient exempts s'efforçaient de faire renvoyer leurs causes aux justices ecclésiastiques et faisaient admonester les officiers du roi en les menaçant de l'excommunication. De pareils conflits de compétences survenaient entre élections et justices seigneuriales. La compétence des Elus est affirmée également par l'ordonnance du 28 décembre 1355 (art. 13), le règlement de 1445, l'ordonnance de Montil-les-Tours 1451 (art. 1), l'ordonnance de Tours de 1464, la déclaration du 24 juin 1500, l'édit de juillet 1578.

régie par des règlements particuliers à chaque Election, mais très semblables.

L'exploit d'assignation était signifié au domicile du défendeur et devait contenir la mention de la demeure du demandeur, de l'huissier qui assignait et de son immatricule, ainsi que la désignation des personnes à qui les copies étaient laissées. Il était « libellé », c'est-à-dire indiquait sommairement les moyens de la demande, la juridiction saisie, le nom du procureur qui occupait pour le demandeur, le délai dans lequel le défendeur devait comparaître.

Le délai des assignations était de trois jours francs lorsque le défendeur était domicilié dans le lieu et siège de l'Election, de huit jours francs dans le cas contraire.

Les ajournements signifiés aux communautés, paroisses, bourgs ou villages étaient donnés, un dimanche ou un jour de fête à l'issue de la messe paroissiale ou des vêpres, en parlant au syndic ou en son absence au marguillier devant deux habitants au moins que le sergent était tenu de nommer dans son exploit à peine de nullité et de 20 livres d'amende. A l'égard des villes où il y avait des maires ou des échevins, les assignations étaient données à leurs personnes ou à leurs domiciles.

Le tribunal siégeait au moins une fois par semaine, au besoin deux (1). L'audience avait lieu le jour du marché ou le jour qui paraîtrait le plus expédient ou convenable pour le soulagement du peuple. A la Flèche par exemple, l'audience avait lieu les mardis de chaque semaine, le matin pendant deux heures et demie (2). A Angoulême, les mercredis de neuf heures à midi et les samedis pendant deux heures de relevée jusqu'à cinq heures du 1^{er} novembre au 1^{er} avril, jusqu'à six heures du 1^{er} avril au 1^{er} novembre.

Les Elus devaient paraître en habits décents, c'est-à-dire en robe et bonnet carré ou en habit. Des sanctions telles que la privation d'entrée à l'audience étaient prévues contre ceux qui ne se conformeraient pas à ces prescriptions vestimentaires. Ils se réunissaient en un lieu public connu de tous et pas ailleurs ; notamment pas en leur domicile, encore moins à la taverne « lieu suspect de toutes bonnes affaires ».

Devaient être examinées d'abord les causes intéressant les plaideurs qui habitaient le plus loin (3) et les parties ajournées devaient être expédiées incontinent qu'elles étaient arrivées, sommairement, sans figure de jugement et sans forme de plaidoirie (4).

Les Elus ne pouvaient appointer les parties à écrire et produire

(1) Décl. 26 août 1452.

(2) *Mém. alph. v^o Audience*, 1, p. 47. Ar. C. des A., 7 déc. 1752.

(3) Ord. Paris 11 nov. 1508, art. 1.

(4) Décl. 26 août 1452, art. 7.

hormis le cas où il s'agissait de noblesse et qu'elle fût contestée (1). Les causes étaient jugées sans avocat ni procureur (2). S'il était nécessaire d'accorder un délai au défendeur, il pouvait être accordé une remise, mais une seule. Plus tard, trois remises furent autorisées (3). Le jugement était rendu à la pluralité des voix après l'audition de l'exposé du demandeur et des conclusions du procureur. Pour que le jugement fut valable, un certain quorum était exigé : trois juges pour les jugements susceptibles d'appel ; et cinq juges pour les sentences rendues en dernier ressort (4). Si le nombre des présents était insuffisant, — ce qui arrivait fréquemment à l'époque des chevauchées où les Elus étaient sur les routes — on faisait appel à des gradués ou à des praticiens du lieu.

Lorsqu'une expertise était nécessaire on s'adressait à des gens notables au moins des laboureurs (5). Il était défendu à ces arbitres de se livrer à des informations et estimations de biens non plus que de se faire représenter les baux, contrats ou autres actes concernant les biens, commerce et industrie des parties. Ils donnaient leur avis uniquement d'après leurs propres connaissances ou d'après la commune renommée. Leurs déclarations étaient reçues non pas par procès-verbal au greffe, mais en public à l'audience.

Les audiences les plus chargées étaient celles du début de l'année, et des quatre premiers mois qui suivaient la confection des rôles. En été les vacances judiciaires s'étendaient du début du mois de juillet jusqu'au lundi après Notre-Dame d'août. En principe siégeait durant cette période une chambre des vacations.

La communauté, partie à l'instance, désignait pour la représenter au procureur spécial (6) on confiait ce soin au syndic qui la représentait déjà dans les affaires courantes.

Pour réfréner le coûteux esprit de chicane qui ruinait les municipalités, l'édit d'avril 1683 avait défendu aux maires syndics jurats capitouls des villes, bourgs et communautés, d'intenter aucun procès en première instance et en appel sans avoir obtenu le consentement des habitants en assemblée générale, dont l'acte de délibération serait confirmé d'une permission écrite du commissaire départi. La déclaration du 2 août

(1) Décl. 1688, art. 12.

(2) Attendu que [ces causes] sans avocat ni subtilités de droit se peuvent expédier : ord. Montil-les-Tours, 1451, art. 4.

(3) Il ne pourra être accordé plus de trois remises : extrait des registres de la Cour des Aides de Paris, arrêt 20 mai 1776 portant règlement pour l'expédition des affaires de l'Election de Paris.

(4) Auger, *Traité des tailles*, chap. III.

(5) Loisel de Boismare, v^o *Experts*. Affaire Raillon. C. Hervé Prochelat, où entre deux experts de même nom, dont la profession n'était pas indiquée la Cour des Aides de Rouen choisit le laboureur de préférence au journalier sous prétexte que c'était le vœu des règlements d'exiger un certain ordre de distinction tel que les laboureurs.

(6) Godard, *Pouvoirs des Inst.*, p. 506.

1687 étendit ces dispositions aux communautés et paroisses des villages. Lorsque la communauté avait perdu un procès sans avoir reçu les autorisations nécessaires, le montant des condamnations, des dépens et des dommages et intérêts était supporté par ceux là seuls qui avaient signé et approuvé la délibération ; le rejet en était fait au marc la livre de leur taille.

En cas de désobéissance, les maires et syndics des communautés qui participent sans autorisation à des procès seraient condamnés en leur propre et privé nom sans espérance de restitution. Pour plus de précaution, il était défendu aux procureurs d'occuper pour les communautés et aux juges de rendre un jugement si l'autorisation n'avait pas été accordée à peine de répondre eux aussi des dommages et intérêts alloués aux parties. La déclaration du 2 octobre 1703 réitére ces défenses trop souvent transgressées. Mais des règlements postérieurs n'exigèrent plus l'autorisation de l'intendant si la délibération de la communauté était approuvée par un nombre d'habitants portant au moins la moitié de la taille de la communauté. Les communautés et généralités à partir de 1683, les communautés et villages à partir de 1687, ne sont autorisés à désigner des députations pour la poursuite de leurs affaires, qu'avec le consentement des habitants en assemblée générale et la permission écrite de l'intendant qui fixe le temps et la dépense de ces députations. Les maires, échevins, conseils, peuvent en être chargés, mais gratuitement et sans rien pouvoir prétendre et recevoir à titre de frais de voyage.

Les actes concernant la taille étaient établis sur papier timbré, même après l'entrée en vigueur de la déclaration de 1761, bien que celle-ci l'ait en quelque sorte assimilée à la capitation, laquelle était exempte de timbre.

Les dispositions de la déclaration de 1688 furent modifiées par celles de 1772 et 1778 qui décrivent les différentes sortes d'instances qui peuvent être engagées et réduit le montant des droits et des indemnités à payer aux magistrats, aux huissiers et aux hommes de garnison (1). L'article 38 du dernier texte exempté de timbre, pour des raisons d'économie, les pièces relatives aux poursuites et aux procès en matière de taille, même les sentences interlocutoires, mais sauf la sentence définitive et les pièces établies lorsqu'il s'agit de privilège de noblesse. Si l'opposant emploie un huissier, les ordonnances interlocutoires sont données sur papier timbré et sujettes aux droits de contrôle, mais les frais n'étaient liquidés dans la sentence définitive qu'à la somme où ils auraient été si l'opposant avait pris un homme de garnison.

(1) Notamment, les articles 16, 17, 21, 22 de la déclaration de 1772 ; 18, 32, 39 de la déclaration de 1778.

CHAPITRE II

LES COURS DES AIDES

SECTION I. — *Historique et Composition.*

Tant que les aides demeurèrent provisoires, la royauté ne songea pas à créer une cour permanente pour connaître des litiges nés à l'occasion de leur assiette et de leur recouvrement. On sait qu'il était d'usage, lors de l'institution d'une aide de nommer des commissaires pour faire l'imposition et juger les contestations que la levée de ce subsidé occasionnait. C'est ainsi qu'en 1331, Philippe de Valois chargea des délégués de répartir une somme de 150.000 livres dans la sénéchaussée de Carcassonne avec pouvoir de contraindre les rebelles et les contredisants et commandements à tous justiciers de leur obéir (1).

Lorsqu'ils eurent voté une aide extraordinaire pour poursuivre la guerre contre les Anglais, les Etats Généraux de 1355 exigèrent que l'administration en resta entre leurs mains et créèrent à cet effet neuf généraux et superintendants — trois pris dans chaque ordre — ayant pour mission d'assurer la direction générale et le contentieux des Aides qui venaient d'être octroyés avec droit de rendre des arrêts « comme Cour de Parlement ». L'institution resta sous la dépendance des Etats tant que ceux-ci se réunirent régulièrement. Bien qu'en 1360, l'assemblée n'ait pas été convoquée le Dauphin Charles maintint l'organisation préexistante pour percevoir l'aide destinée à payer la rançon de son père, et se réserva de nommer les commissaires. L'administration des aides devint de la sorte une administration royale ; elle le resta sous

(1) *Encycl. méth. v^e Cour des Aides*, p. 427. Elle devait néanmoins attendre d'être saisie par les parties en cause. Lorsque les présidents et le premier président vinrent à Versailles le lundi 13 juillet 1761 se plaindre que des collecteurs de l'Election du Mans aient été emprisonnés sur l'ordre du secrétaire du subdélégué de l'intendant, le Roi répliqua : « J'entends qu'elle [la Cour] me donne avis ainsi que les commissaires départis des abus qui peuvent se commettre dans la perception des impôts, mais elle aurait dû en se renfermant dans les termes et l'esprit des règlements, attendre les plaintes qui lui auraient été portées ou aux officiers de son ressort auxquels nos sujets ont toute liberté de s'adresser, sans les prévenir par des recherches qui n'ont aucun objet particulier et dont l'effet était de surexister, d'occasionner de la fermentation dans les esprits et de retarder les recouvrements.

le règne de Charles V. Les superintendants prirent le titre de généraux conseillers et leur nombre fut réduit à six. Ils formèrent un collège ayant autorité sur tout le royaume et possédant juridiction civile et criminelle sur le fait des aides et des tailles avec pouvoir de mettre et établir des Elus, receveurs, contrôleurs et autres officiers nécessaires au maniement et au recouvrement de ces impositions (1). A vrai dire cet organisme lié à l'existence d'impositions provisoires disparaissait dès que le recouvrement des aides en question était achevé. Mais il renaissait de ses cendres chaque fois que le besoin de ressources exceptionnelles se faisait sentir, c'est-à-dire très fréquemment. Il ne devint permanent qu'en 1464. Dès 1389 d'ailleurs, une division du travail s'était effectuée entre les conseillers. Trois s'occupaient de l'administration (généraux conseillers sur le fait des aides) trois du contentieux (généraux conseillers sur le fait de la justice des aides). Cette spécialisation se développa à mesure qu'augmentèrent le nombre et la complexité des affaires qui leur étaient soumises. Au lieu de trois dans chaque catégorie, ils furent six ; les audiences devinrent de plus en plus fréquentes. Un temps l'administration et la justice furent à nouveau réunies entre les mêmes mains. Charles VII rétablit la différenciation des membres et les généraux conseillers chargés de la justice formèrent une Cour, la Cour des Aides, siégeant à Paris.

Cette Cour ne resta pas unique. Pour rapprocher la justice des contribuables elle fut fractionnée. En 1437, une cour est créée à Montpellier. En 1454 une autre à Rouen, supprimée plus tard. Au XVIII^e siècle, il y avait en France cinq Cours. La principale était toujours celle de Paris dont l'organisation ne fut solidement établie que par un édit de 1635. L'étendue de son ressort explique l'importance constante de son personnel. En 1518, elle comprend un président, quatre généraux de justice, trois conseillers, un procureur général, un avocat du Roi, un receveur-payeur des gages, deux huissiers. Le nombre des conseillers devenant insuffisant on créa une deuxième chambre en 1551, une troisième en 1636. La première chambre comprenait un premier président, trois présidents, un nombre de conseillers variable, généralement voisin de dix-huit. Les deuxième et troisième comptaient chacune trois présidents et dix-sept conseillers. S'ajoutaient à ce personnel les gens du Roi (le procureur général, trois avocats généraux et leurs substituts) et le personnel auxiliaire. La distribution des procès était effectuée entre les chambres par le premier président. Celui-ci avait rang de préséance sur ses collègues ; les présidents des deux autres chambres montaient à la première chambre par rang d'ancienneté.

(1) Ordonnance 1364.

Les quatre autres cours étaient :

1^o celle de Montpellier qui se partageait avec celle de Montauban le ressort du Parlement de Toulouse, et était en même temps Chambre des Comptes ;

2^o celle de Bordeaux dont le ressort était le même que celui du Parlement de Bordeaux à l'exception de l'Aunis et de la Saintonge qui dépendaient de la Cour de Paris ;

3^o celle de Clermont-Ferrand créée en 1557 ;

4^o celle de Cahors instituée en 1642 et transférée à Montauban en 1659.

Cependant certains Parlements et certaines Cours des Comptes possédaient les attributions de Cours des Aides. La Cour de Grenoble avait été réunie au Parlement de cette ville en 1638. A Dijon, Pau, Metz, Rouen, Aix, Dôle, la Chambre des Comptes était en même temps Cour des Aides.

Pour accéder à leur charge les magistrats devaient remplir les mêmes conditions d'âge, de compétence et de moralité que les Elus. L'arrêt du 18 mars 1780 les obligeait à leur réception de produire un certificat du curé de leur paroisse ou d'un vicaire attestant qu'ils font profession de la foi catholique et romaine et qu'ils avaient accompli dans l'année leur confession et leur communion pascales.

Etant donné l'importance que l'Ancien Régime attachait à la Justice, la noblesse personnelle a toujours été reconnue aux magistrats de la Cour des Aides à titre héréditaire ; lorsque des édits révoquaient les lettres de noblesse antérieurement accordées, une exception était toujours prévue en faveur des membres des cours souveraines. Ces magistrats bénéficiaient également de l'exemption des impôts anciens. Les charges étaient vénales et héréditaires. Le prix fixé par un édit de 1665 était à cette époque de 350.000 livres pour celle de premier président, 150.000 livres pour celles de présidents, 110.000 pour celle d'avocat général, 200.000 pour celle de procureur général et 80.000 pour celles de conseillers. Le premier président et les présidents portaient la robe de velours noir et le chaperon de même étoffe fourré d'hermine. Les conseillers et les gens du Roi portaient au contraire la robe rouge et un chapeau noir à longue cornette.

Chaque catégorie de membres exerçait les mêmes fonctions, *mutatis mutandis*, que les magistrats correspondants des Elections.

SECTION II. — *Compétence.*

Les Cours des Aides étaient souveraines. A son origine, celle de Paris avait reçu pouvoir de juger comme Cour de Parlement, c'est-à-

dire de connaître souverainement et sans appel des matières dont la connaissance lui était attribuée par la loi et ses décisions ne pouvaient être réformées que par le Roi. Elle rendait également des arrêts de règlement et prenait toutes dispositions utiles pour l'administration et la « manutention de la justice » ainsi que pour l'exécution et l'interprétation des ordonnances et des édits. Il en fut de même pour les Cours de création plus récente. Cette souveraineté souvent discutée par des juridictions rivales fut maintes et maintes fois affirmée par des déclarations royales. D'ailleurs, malgré ces affirmations multiples, ce pouvoir souverain subissait des atteintes fréquentes. Elles étaient souvent dessaisies au profit de commissions extraordinaires ou du Conseil du Roi qui usait de son droit d'évocation. Parfois leurs décisions, quoique réputées définitives, étaient remises en question à la demande du plaideur débouté devant le Roi qui en ordonnait la révision et désignait des maîtres des requêtes à l'effet d'examiner si la plainte était recevable. Dans l'affirmative, on adjoignait aux généraux et conseillers des aides, des conseillers du parlement qui décidaient ensemble si le procès avait été bien ou mal jugé.

A. — Comme cour souveraine, chaque Cour surveillait les tribunaux, les officiers et les mandataires de justice qui opéraient dans l'étendue de son ressort. Les lettres patentes du 26 janvier 1382 donnaient aux généraux conseillers, la correction et la punition des Elus, receveurs, grenetiers, etc. Jean Taperel, général conseiller sur le fait des fermiers des aides, est autorisé à punir et faire punir les élus, contrôleurs, commissaires et autres officiers ordonnés sur le fait des aides qui ne peuvent donner aucun jugement. Ce rôle disciplinaire incombe au premier chef, au premier président et au procureur général qui saisissaient la Cour de toutes les fraudes et fautes qui leur étaient signalées. Le Procureur général de la Cour de Paris ayant constaté que les officiers des Elections allaient aux audiences en habit gris, manteau rouge, épée au côté et canne à la main ou rendaient souvent des sentences en leurs maisons sans se rendre au bureau, déclare que ces usages sont contraires au bien de la justice et à la décence du ministère dont ces juges font profession et les exposent au mépris du public. Il adresse une requête à la Cour à l'effet de faire ordonner aux officiers des Elections et des greniers à sel de se rendre aux audiences en chambre du conseil, en robe noire et bonnet carré et de leur défendre de juger ailleurs qu'au bureau (1).

La Cour exerçait sa juridiction dans toutes les contestations entre les officiers des Elections pour des faits relatifs à leurs charges (2).

(1) *N. C. T.*, III, p. 75.

(2) Par un arrêt du 3 décembre 1772, le Roi a renvoyé toutes les instances de ce genre

Elle condamnait les Elus qui transgressaient les règlements concernant la procédure (1). L'ordonnance de 1551 lui permettait de punir d'une part les officiers de son ressort coupables de fautes, abus et malversations faites en leur état, d'autre part les particuliers qui se seraient rendus coupables d'injures et d'excès envers ces mêmes magistrats.

Une partie des attributions souveraines était réservée à la première chambre ; ainsi l'enregistrement des lettres de noblesse conférées à des particuliers, des lettres patentes et des ordonnances à portée territoriale limitée. Les édits et les ordonnances exécutoires dans tout le royaume étaient enregistrés par les trois chambres réunies qui discutaient, le cas échéant, les remontrances qu'elles adresseraient au Roi à l'occasion de la promulgation des textes nouveaux.

B. — Comme cours de justice proprement dites, les Cours des Aides statuaient sur « toutes causes, querelles, débats, rébellions, injures, outrages, battures, meurtres, exactions, concussions, fraudes, fautes et quelconques excès, crimes, délits, maléfices, faussetés, procès, matières qui viendront, sourderont et procéderont de tout le fait desdites aydes, tailles, gabelles, équivalents, octroys, compositions, récompenses, assignations, creues, traites, fournissements de greniers à sel et toutes autres aydes, doncs, octroys et impôts mis sus et à mettre à l'avenir par nous et par nos successeurs... (2) » autant dire que sa juridiction s'étendait à toutes les contestations civiles ou criminelles qui s'élevaient en matière fiscale.

Elles étaient des juridictions de second degré, qui recevaient les appels des sentences rendues par les Elections, les greniers à sel, les juges des traites foraines et des ports ainsi que des décisions rendues en dernier ressort par les bureaux de ville, et autres juges prévus par les édits et ordonnances, notamment les commissaires départis en certains cas. En principe même elles ne devaient jamais statuer en première instance (3). Néanmoins il existait des cas où elles pouvaient être saisies directement :

1^o par un particulier qui se pourvoyait en surtaux contre des taxes établies dans deux paroisses situées dans des élections différentes (4) ;

2^o par un particulier déjà en instance devant la Cour pour obtenir la réformation d'un jugement le déboutant de son opposition au précé-

pendantes au Conseil à la Cour des Aides qui jugera conformément aux édits de mars 1654 et d'août 1661. *Mém. alph.*, p. 127.

(1) Ordonnance 1517, art. 15, *N. C. T.*, I, p. 52.

(2) Déclar. 24 juin 1500. Une énumération identique est donnée par l'édit sur l'établissement de la Cour de Montpellier.

(3) Règlement. 20 mars 1673, art. 18 *N. C. T.*, p. 109.

(4) *N. C. T.*, I, p. 509.

dent rôle des tailles, et imposé de nouveau l'année suivante ; l'intéressé pouvait tant que son appel n'avait pas été jugé appeler de la nouvelle taxe, en la Cour par une requête dans laquelle il demandait que son appel soit converti en opposition (1) ;

3^o par un particulier qui ayant obtenu un arrêt ordonnant radiation de sa cote, avec défense de l'imposer à l'avenir, se trouvait imposé nonobstant cet arrêt ; il s'agissait plutôt d'une demande en exécution de l'arrêt antérieur que d'un appel proprement dit. Après avoir entendu les parties à l'audience, « si les habitants et collecteurs étaient sans prétexte dans la nouvelle imposition », la Cour donnait défense de mettre le rôle à exécution (2) ;

4^o par les membres de la Cour ou à ceux des membres de son ressort pour des causes personnelles, en cas d'abus et malversations dans leurs charges, injures ou excès faits à leurs personnes, mépris de leur autorité prérogatives et prééminence (3) ;

5^o par un noble imposé aux tailles, mais le cas était discuté ;

6^o par un opposant à une taxe d'office lorsque le commissaire départi n'avait pas statué dans le délai de deux mois depuis le dépôt de la requête (4) ;

7^o en cas de discussion des biens des comptables ;

8^o en cas d'appel de distraction de ressort, par un particulier qui assigné à comparoir à une élection se disait domicilié dans une autre.

En matière criminelle, la Cour jugeait « jusques à condamnation et exécution corporelle, mesmement de mort et abscission de membres inclusivement si le cas y advint et eschet entre les receveurs, fermiers, collecteurs et officiers tant à cause de leurs offices qu'autrement (5) ».

Enfin elle était compétente pour juger des titres de noblesse, entériner et vérifier les titres d'annoblissement et de réhabilitation, connaître des exemptions et des privilèges dont les nobles jouissaient par rapport aux aides, tailles et gabelles. Elle réglait aussi les différends entre les fermiers du Roi, leurs associés, leurs cautions et leurs commis, ainsi que les saisies réelles et les décrets des biens des comptables redevables à sa Sa Majesté.

(1) *N. C. T.*, V, p. 23, 24.

(2) *Id.*, VI, v^o *défenses*.

(3) *Id.*, I, p. 38, 79, 76.

(4) *Id.*, III, p. 73-74. ; V, 144.

(5) Décl. 24 juin 1500. Néanmoins la déclaration exigeait que la Cour de Paris jugeât tout entière, c'est-à-dire à l'époque, le président et les huit conseillers ensemble.

CHAPITRE III

LES INTENDANTS ET LEURS SUBDÉLÉGUÉS

SECTION I. — *Origine.*

Les intendants, plus généralement désignés dans les textes sous l'appellation de commissaires départis dans nos provinces, étaient les successeurs lointains des *missi dominici* carolingiens et des maîtres des requêtes des princes de la troisième race envoyés dans les provinces en tournée pour y maintenir l'autorité du prince, veiller à l'exécution de ses ordres et recueillir les plaintes dont les seigneurs et les différents officiers royaux étaient l'objet. Ces plaintes étaient par eux jugées souverainement ou, lorsque le cas était trop complexe, renvoyées devant le Roi lui-même. Ces sortes d'inspections déplurent aux seigneurs, ainsi qu'on en peut douter, et sur leurs instances elles furent suspendues pendant quelque temps ; elles recommencèrent sous Louis IX qui jugea nécessaire de faire surveiller les baillis.

Ces inspecteurs, dont les fonctions étaient primitivement temporaires, ne tardèrent pas à se fixer au lieu principal de leur ressort. Choisis parmi les maîtres des requêtes de Hôtel du Roi, ils devinrent sous Richelieu les principaux rouages de l'administration provinciale et les meilleurs auxiliaires du gouvernement dans la lutte contre les Gouverneurs, les Cours et les Parlements de provinces. Ceux-ci les regardèrent en ennemis et profitèrent de l'affaiblissement du pouvoir central consécutif à la mort de Louis XIII pour obtenir leur suppression. Dans leurs remontrances du mois de mai 1648 les trésoriers de France se plaignaient que « tous les jours [les intendants] prennent congnoissance des aydes, tailles, gabelles qui sont la matière essentielle de notre établissement et font des réglemens de très pernicieuse conséquence sur ce subject et les exécutent à main armée sans laisser à vos pauvres subjects le remède ny le temps de l'appel, qu'en un mot chacun d'eux faist chez lui une nouvelle Cour des Aides séparée et ennemie de la vostre ». La déclaration du 13 juillet révoqua « les commissions extraordinaires qui pourraient avoir été expédiées pour quelque cause et

occasion que ce soit, mesmes les commissions d'intendant de la justice dans les généralitez de nostre royaume, fors et excepté dans les provinces de Languedoc, Bourgogne, Provence, Lyonnais, Picardie et Champagne ». Et encore dans ces provinces, ils ne purent s'occuper ni de l'imposition et de la levée des deniers « ny faire aucune fonction de la juridiction contentieuse ».

Mais cette disparition fut de courte durée. Aussitôt après sa victoire sur les Frondeurs, Mazarin rétablit les intendants (octobre 1653). Il en envoya un dans chacune des divisions financières appelées généralités qui devinrent les circonscriptions essentielles de l'Ancienne France. Non seulement il y en eut dans les pays d'Electiōns, mais encore dans les pays d'Etats et dans les circonscriptions qui ne compaient pas parmi les généralités et qui furent nommées des intendances telles que La Lorraine et l'Alsace (1).

SECTION II. — *Attributions.*

Le titre complet « d'intendants de justice police et finances et commissaires départis dans les généralités du royaume pour l'exécution des ordres du Roi » indique suffisamment l'importance de leur mission. Guyot (2) résume ainsi la compétence de l'intendant : « il a une générale inspection sur tout ce qui peut intéresser le service du Roi et de ses sujets, il doit veiller à ce que la justice leur soit rendue, à ce que les impositions soient bien réparties, à la culture des terres, à l'augmentation du commerce, à l'entretien des ponts et chaussées et des édifices publics, en un mot il doit faire concourir toutes les parties de son département au bien de l'Etat et prévenir le ministre sur tout ce qu'il convient de faire pour réformer les abus qui pourraient s'être introduits dans sa généralité ». La compétence financière des commissaires départis eût suffi à les occuper. Nous avons vu qu'ils participaient à la répartition de la taille et de la capitation, vérifiaient les rôles des communautés, nommaient des collecteurs d'office, établissaient les taxes d'office, désignaient des commissaires aux rôles, surveillaient de près l'administration du dixième et des vingtièmes, répartissaient les dons et remises du Roi, ainsi que le moins imposé.

Leurs attributions juridictionnelles découlaient de leur droit de

(1) En 1789 il existait 33 intendances : Paris, Amiens, Soissons, Orléans, Bourges, Moulins, Lyon, Reims, Poitiers, La Rochelle, Limoges, Bordeaux, Tours, Auch, Montauban, Languedoc, Dauphiné, Provence, Roussillon, Franche-Comté, Bourgogne, Champagne, Rouen, Caen, Alençon, Bretagne, Metz, Alsace, Flandre et Artois, Hainault, Cambrésis, Lorraine, Corse.

(2) *Répert. alpha*, v^o *intendant*.

contrôle général et exclusif. Mandataires directs du Roi, ils avaient reçu délégation de son pouvoir judiciaire souverain. Magistrats d'une classe supérieure, il leur appartenait de veiller à ce que la justice fût bien rendue : ce qui leur conférait à la fois un droit de surveillance sur les tribunaux de leur ressort et une juridiction propre.

Leur contrôle tendait à assurer la bonne exécution des ordres du Roi et à rendre la justice plus rapide et moins coûteuse, ainsi qu'à veiller à l'unité de la jurisprudence. La surveillance s'exerçait plus particulièrement sur les Elections et les Cours des Aides dont l'esprit restait assez frondeur et dont l'action suscitait d'assez nombreuses plaintes. Non seulement l'intendant intervenait pour prescrire aux élus « de porter des habits de couleur et de se faire appeler monseigneur (1) », mais encore il informait de « tous les abus qui se commettaient dans l'administration de la justice soit en matière civile par la longueur et la multiplicité des procédures inutiles, concussion dans l'excès des taxes, droits et salaires et vacations, épices et frais extraordinaires qui n'entrent pas en taxe » (2) sans négliger de faire « rendre la jurisprudence des Elus conforme aux édits, déclarations et règlements donnés sur le fait des tailles et qui sont enregistrés à la Cour des Aides » afin d'empêcher que ces officiers « ne continuent dans l'usage de se faire une jurisprudence particulière dont la suite ne peut être que très pernicieuse aux sujets du Roy et avantageuse à ces Elus » (3).

Souvent l'intendant intervenait dans les procès où les communautés étaient parties pour les empêcher de se pourvoir en appel lorsque l'intérêt du litige ne méritait pas l'engagement de nouveaux frais devant la Cour. Un intendant du grand siècle réussit de cette manière à supprimer de la sorte 2.000 procès (4).

Si les magistrats ordinaires se révélaient inférieurs à leur tâche, le commissaire départi pouvait être habilité à leur retirer la connaissance des affaires pour les juger par devers lui. De telles évocations n'étaient jamais prévues dans les commissions, car tout blanc-seing concédé sur ce point aurait pu prêter à de multiples abus ; le commissaire devait demander d'abord des instructions. Lorsque Le Blanc, intendant à Rouen, signala à Colbert les irrégularités commises par la Cour des Aides de Normandie, il lui envoya un projet de réforme ; le Contrôleur général lui répondit : « il est certain que cette compagnie a toujours été accusée de désordre dans l'administration de la justice, il vaudrait

(1) Depping, t. III, p. 288.

(2) Commission donnée à Ménars, intendant d'Orléans en février 1674 citée par Godard, *pouvoirs des intendants sous Louis XIV*, p. 458.

(3) Clément, *Lettres inst.*, t. VII, p. 279 ; Lettre de Colbert à d'Ormessin, intendant à Lyon, 24 février 1683.

(4) Clément, *op. cit.* Introd., t. I, p. LXXIV et LXXV, 16 mai 1683.

mieux examiner avec soin tous les arrêts que cette compagnie donne pour discerner ceux qui sont contraires aux ordonnances et en ce cas les casser et leur enjoindre de nommer le rapporteur. Lorsque nous verrions qu'un même rapporteur aurait donné trois ou quatre mauvais arrêts, l'interdire et lui enjoindre de se défaire de sa charge (1) ». Colbert précise également à l'intendant de Soissons Le Vayer que « la fonction de MM. les intendants commissaires départis dans les provinces ne consiste qu'à tenir la main à ce que les juges de finances fassent leur devoir et exécutent les lois et ordonnances établies par le Prince, et au cas qu'ils y manquent d'en donner avis » (2). De même l'intendant de Creil, s'étant plaint que la Cour de Normandie cassait par principe les taxes d'office qu'il avait faites, reçut cette réponse : « si les Elus et la Cour des Aides jugent mal, donnez m'en avis et attendez le pouvoir nécessaire pour y remédier (3) ». Ce pouvoir nécessaire consistait en des lettres patentes ou en un arrêt d'attribution pris en Conseil du Roi et dépêché par le contrôleur général. Cet acte était obligatoirement enregistré au greffe de la juridiction dont le dessaisissement était ordonné.

La juridiction des intendants s'étendait au règlement des contestations nées de leur administration : on peut citer les appels de nominations d'office des collecteurs, les oppositions et appels contre les cotes d'office, et les rôles faits par commissaires, les réclamations concernant la capitation de 1695 à 1697 et de 1703 à 1761, les réclamations relatives au dixième et aux vingtièmes. Ils jugeaient également les séditions et les rébellions, les refus collectifs de payer l'impôt, les exactions, les concussion commises individuellement par des officiers ou par des particuliers chargés d'une fonction publique (collecteurs, commissaires) en concurrence d'ailleurs avec la Cour. Ils prononçaient des amendes ou des doubléments de cotes contre les contribuables qui n'avaient pas paru aux assemblées réunies devant les commissaires aux rôles.

Leur pouvoir était moins net en matière criminelle, où les tribunaux ordinaires étaient en principe seuls compétents. D'ailleurs sous l'Ancien Régime, la compétence criminelle des différents organismes a toujours été mal définie. Tout dépendait du cas d'espèce, et de l'importance de la perturbation apportée dans l'ordre social par l'acte reprehensible. Si le délit était de minime importance l'intendant n'intervenait pas. Si l'affaire avait une portée politique et exigeait une punition immédiate et exemplaire, le commissaire départi dirigeait parfois la répression mais plus généralement se contentait de prendre les mesures.

(1) Clément, *op. cit.*, t. II, n° 337.

(2) Clément, *op. cit.*, t. II, p. 40. Lettre, 22 octobre 1682.

(3) Clément, *op. cit.*, II, p. 270, n° 235.

les plus urgentes en attendant de recevoir du contrôleur général des instructions complémentaires. Il ne lui était pas permis par exemple de juger d'office les malversations commises par un élu car un tel magistrat était justiciable de la Cour des Aides ; il lui fallait obtenir d'abord une commission spéciale du Conseil des dépêches. Il ne pouvait pas non plus connaître des inscriptions de faux contre les déclarations faites dans les assemblées convoquées par les commissaires aux rôles (1) Par contre il était habile à régler par provision (2) les différends survenus entre les officiers de judicature et autres. Dans les cas graves, sa décision était sans appel.

SECTION III. — *Procédure.*

Aucun édit ne déterminait la procédure suivie devant les commissaires. Les textes parlent de jugements et ordonnances rendus par l'intendant. Il n'en faudrait pas conclure que le représentant du Roi statuait toujours seul dans le silence de son cabinet. Il n'en était ainsi que dans des matières comme les réclamations concernant le dixième ou les vingtièmes, affaires pour lesquelles il n'avait qu'à ratifier les résultats de l'enquête menée par les contrôleurs. Autrement selon les cas, il jugeait dans un tribunal royal (sénéchaussée, baillage ou présidial) (3) dans lequel il avait, de par ses fonctions, le droit « d'entrer, asseoir et présider » ou bien dans son bureau avec l'aide d'assesseurs choisis parmi les juges royaux ou des gradués en droit (4). Quand leur compétence découlait d'un arrêt d'attribution spécial, ce dernier document précisait le tribunal que l'intendant devrait présider. Pour que la justice fut rendue rapidement et économiquement, la procédure était dénuée d'apparat et de forme. Il leur était recommandé de juger sans avocat ni procureur, sans aucune procédure de justice. L'institution était secrète, écrite, et effectuée hors la présence des parties. Le jugement était rendu sur pièces comme devant les tribunaux administratifs de nos jours.

D'Ormesson, intendant à Lyon, fut blâmé d'avoir rendu deux jugements sur des plaidoyers faits par procureurs. « Je dois vous dire, lui écrit le contrôleur général qu'il n'y a rien de plus contraire à l'esprit du Roi que l'établissement d'audiences réglées, d'un greffe et d'une

(1) N. C. T., III, 10, 715 ; V, 328 et 380.

(2) Cf. Commission délivrée à Sarron Champigny, intendant du Lyonnais, Forez et Beaujolais ; 15 oct. 1653 ; Godard, *op. cit.*, p. 455.

(3) Depping, III, n° 44.

(4) « ... et appelé avec eux le nombre des gradués porté par les ordonnances » (art. 18, règlement 16 avril 1643).

juridiction par avocats et procureurs devant vous par ce que assurément l'intention du Roi n'est pas de multiplier les tribunaux de justice dans les provinces. » (1)

Lorsque l'instruction de l'affaire n'était pas par principe de la compétence d'agents particuliers, comme les contrôleurs et directeurs des vingtièmes, elle était menée par le subdélégué qui dressait un rapport au vu duquel l'intendant prenait sa décision. Le nombre important des requêtes à juger n'aurait pas permis de réunir un véritable tribunal dont les membres n'auraient pu, dans l'ignorance où ils se trouvaient de la situation exacte du requérant qu'entériner les propositions du subdélégué. L'intendant était tenu de se prononcer sur la question qui lui était soumise. Tout déni de justice entraînait une sanction, depuis le blâme jusqu'à la révocation.

L'appel de ses ordonnances était porté généralement devant le Conseil du Roi, exceptionnellement devant la Cour des Aides (comme en matière de taxes d'office) jamais au Parlement (2).

Les intendants s'efforcèrent de se montrer dignes de la confiance de leur souverains et accomplirent avec conscience une tâche proprement écrasante. S'ils péchèrent parfois ce fut plutôt par excès de zèle que par omission. L'irrégularité accomplie de propos délibéré était rare de leur part et leur aurait attiré des observations sévères. Ils croyaient souvent leur juridiction plus étendue que le Roi n'avait voulu réellement la leur conférer. L'attitude frondeuse et hostile des tribunaux les irritait fort et les amenaient à se substituer à eux aux fins d'éviter ou de réparer des injustices manifestes. Ils s'efforcèrent sous le règne de Louis XIV de démontrer au Ministère l'inutilité des Cours des Aides. Ce fut en vain. Tout en reconnaissant la rectitude de leurs intentions, le pouvoir central leur rappelait à la suite de telles démarches les limites exactes de leur mandat. Une circulaire du 24 avril 1676 leur recommande « de laisser agir normalement les juges qui doivent connaître des anciennes impositions... et de ne prendre connaissance que des faits d'une gravité exceptionnelle ». On lit dans une note jointe à la lettre adressée à d'Ormesson le 15 avril 1683 cette observation plutôt sèche : « le défaut le plus essentiel d'un juge est celui d'excéder son pouvoir. Il doit s'appliquer à connaître l'étendue de celui que le Roi lui a donné dans toutes les affaires qui lui sont renvoyées et se renfermer à en connaître sans entrer dans celles dont la connaissance ne lui est point attribuée » (3).

(1) 15 avril 1683, Clément, *Lettres inst.*, VII, p. 298.

(2) Les décisions des intendants étaient signifiées aux parties par huissier. Un huissier porteur d'un jugement rendu par l'intendant fut assassiné dans la généralité de Tours. Clément, *Lettres instructions*, II, p. 375.

(3) Clément, t. VII, p. 298, note.

SECTION IV. — *Les subdélégués.*

Dès leur origine, les intendants s'adjoignirent des auxiliaires qu'ils nommaient et révoquaient à leur gré et qui étaient responsables envers eux de leur gestion : les subdélégués. Ou bien ils leur confiaient une portion déterminée de la généralité ou bien ils leur donnaient des fonctions particulières à exercer dans l'ensemble de cette circonscription. Leur présence qui au début n'était pas officiellement reconnue fut admise par le pouvoir central. En 1704, Louis XIV érigea même leurs charges en offices vénaux et héréditaires, mais cette tentative n'eut pas le succès escompté, et les offices qui avaient trouvé preneurs furent supprimés par l'édit de 1715. Toutefois les intendants furent autorisés à se choisir des délégués au besoin parmi les titulaires des anciens offices pourvu qu'ils fussent « sujets capables et d'une réputation entière. »

Le subdélégué recevait fréquemment mandat de l'intendant de rendre des ordonnances dans les mêmes formes et sur les mêmes matières que lui. Cette délégation rapprochait la justice des justiciables en leur évitant de se rendre au chef-lieu de la généralité. Les subdélégués rendaient ainsi, toutes proportions gardées, les mêmes services que les anciens élus particuliers. L'appel de leurs décisions était déféré non pas devant l'intendant mais directement devant le Conseil du Roi. Le chancelier l'indique à M. de Bouville « il me paraît que la voie de se pourvoir devant vous ne soit pas judiciaire : les appellations des ordonnances de vos subdélégués non plus que des vôtres ne pouvant être portées qu'au Conseil » (1).

Le nombre des subdélégués s'accrut rapidement dans chaque intendance en raison de l'ampleur du travail à fournir. Trop sûrs de la confiance de l'intendant, ces commissaires de second rang agissaient avec moins de science et de diplomatie que ne l'aurait fait leur chef de service, et commirent parfois des abus sérieux. Aussi songea-t-on à restreindre leurs pouvoirs principalement leurs pouvoirs judiciaires. Le 5 décembre 1683, le Roi se plaint à M. de Ménars, alors intendant de la généralité de Paris, que trop de commissaires abandonnaient leurs fonctions judiciaires à leurs sous-ordres : en quoy mon service et le public peut recevoir du préjudice d'autant que les subdélégués n'y peuvent vacquer avec la mesme application et la mesme capacité que feraient lesdits commissaires départis ». Son désir est donc « qu'à l'avenir ceux qui seront par vous délégués en affaires civiles ne puissent procéder : i ce n'est à l'instruction d'icelles seulement, voulant que vous

(1) Godard, *Pouvoirs des intendants*, lettre 6 février 1687.

vous en réserviez le jugement ; pour les affaires criminelles dont je vous attribuerai la connaissance par mes commissions ou arrêts du conseil mon intention est qu'ès dites affaires vous ne subdéléguerez aucune personne pas mesme pour l'instruction voulant que les procès de cette qualité soient par vous instruits, jugés et terminés selon qu'il vous sera prescrit par mes dites commissions ou arrêts ». Un arrêt rendu la même année, confirma de façon officielle l'intention exprimée par le souverain et le rôle juridictionnel des subdélégués se trouva réduit à l'instruction des affaires civiles.

D'ailleurs les Cours des Aides estimaient ce rôle encore trop important. Par un arrêt du 13 mai 1710, celle de Paris fit défense à l'un d'entre eux de connaître du fait des tailles et le condamna à 150 livres d'aumône applicable à la réparation de l'auditoire. Le 13 avril 1714, la même juridiction reçut l'appel formé par le procureur général contre les ordonnances du subdélégué du commissaire départi de la généralité d'Orléans et prononça la nullité de ces actes en faisant défense à leur auteur de statuer à l'avenir dans les matières dont la connaissance appartient aux officiers des Elections à peine de nullité, de faux et de dommages et intérêts à l'égard des parties. A l'égard des matières dont la connaissance et juridiction était attribuée aux commissaires, ils ne pouvaient pas non plus se substituer à ces derniers, affirme encore le *Mémorial alphabétique* (1).

La création des nouveaux impôts, la capitation et le dixième, leur permit de participer à la justice financière, sans que ni les Elections ni les Cours des Aides ne puissent le leur reprocher puisque par définition ces impôts étaient soustraits à la compétence des tribunaux ordinaires pour appartenir aux intendants. Aucun conflit de compétence n'était à craindre.

(1) V^o *Subdélégués*.

CHAPITRE IV

LE CONSEIL DU ROI

SECTION I. — *Historique.*

Toute justice émane du Roi. Non seulement les pouvoirs que ce dernier a attribué à tel tribunal ou à tel officier étaient révocables mais encore ils n'étaient pas illimités. Dès lors, le souverain pouvait toujours reprendre la délégation qu'il avait consentie, rectifier les décisions prises par les juges inférieurs et mettre fin aux conflits qui opposaient les juridictions. Il exerçait généralement son pouvoir en son Conseil.

A vrai dire, le Conseil du Roi issu au XIII^e siècle de la Curia Régis en même temps que le Parlement, aurait dû se cantonner dans les attributions administratives qui lui appartenaient exclusivement en tant que Conseil du gouvernement depuis que les attributions judiciaires de l'ancien Conseil des palatins étaient dévolues au Parlement. Mais ce Parlement qui siégeait hors du Palais Royal, n'avait plus de contact permanent avec le souverain « fontaine de justice ». Les plaideurs qui tenaient, au premier chef à attirer l'attention du prince sur leurs affaires adressaient leurs requêtes au Roi, en négligeant les cours intermédiaires et le Conseil se trouva amené de la sorte à juger ces réclamations. Il lui arriva également d'évoquer des procès pendants devant des juridictions ordinaires et de casser des arrêts de cours souveraines y compris le Parlement lorsqu'il les estimait mal rendus.

La fréquence des évocations entraîna la spécialisation d'un certain nombre de membres du Conseil qui formèrent un conseil particulier dit Grand Conseil qui fut créé par Charles VII et érigé en cour souveraine par Louis XII en 1498, avec un personnel et un local particuliers. Au jugement des évocations qui formait le fonds de sa compétence s'ajouta le règlement des conflits entre Cours souveraines.

Mais la création du Grand Conseil ne débarrassa pas le Conseil du Roi de ses occupations judiciaires. Séparée du Roi, la nouvelle juridiction perdit automatiquement de son autorité et les plaintes émises

contre les décisions des tribunaux du Royaume affluèrent à nouveau au Conseil pour être examinées en présence du souverain. Le Conseil accapara peu à peu les attributions du Grand Conseil qui n'exista plus que comme un doublet du Parlement.

Le Conseil du Roi garda jusqu'à la fin de l'Ancien Régime ses fonctions judiciaires. D'ailleurs, autorité supérieure destinée à pourvoir à l'administration du Royaume, il était logique sous l'Ancien Régime qu'il examinât les litiges nés de l'exécution de ses ordres. Il remplit le triple rôle de conseil de gouvernement, de conseil administratif et de tribunal supérieur.

Même lorsqu'il apparut nécessaire de limiter l'activité des conseillers dans l'étude de questions déterminées, chacun des Comités distincts que constituaient sous François I^{er} le Conseil Etroit, le Conseil privé et le Conseil spécial des Finances conserva l'examen des questions contentieuses correspondant à ses attributions administratives. A partir de Louis XIV le Conseil fut divisé en quatre sections distinctes : le Conseil d'en haut, le Conseil des dépêches, le Conseil des Finances et le Conseil des Parties.

Le Conseil d'En Haut ou Conseil d'Etat, organe restreint, discutait des affaires politiques graves et traitait avec les puissances étrangères. Il lui arrivait de se prononcer sur des procès qu'il avait évoqués.

Le Conseil des Dépêches était un ministère collectif de l'intérieur, chargé d'assurer la liaison entre le pouvoir central et les provinces ; il était généralement compétent en matière de contentieux administratif.

Le Conseil des Finances réglait tout ce qui touchait le fait des finances et les revenus de l'Etat et examinait le contentieux du Domaine et des impôts dans la mesure où il n'était pas délégué aux Parlements ou aux Cours des Aides.

Le Conseil des Parties ou Conseil privé avait des fonctions purement judiciaires et jouait le rôle de Cour de cassation ou d'évocation et réglait les conflits de juridictions dont l'examen n'appartenait pas au Grand Conseil.

SECTION II. — *Fonctions judiciaires.*

En matière de contentieux fiscal, le Conseil du Roi intervient :

comme juridiction d'appel,
comme juridiction d'évocation,
comme juridiction de révision et de cassation,
comme juridiction régulatrice.

Les appels formés contre les décisions rendues en matière fiscale par les intendants — ou leurs subdélégués quand ceux-ci étaient admis à juger — ou par les trésoriers de France, étaient portés devant le Conseil des Finances.

Le Conseil usait peu dans les affaires de ce genre de son droit d'évocation. Il y renonça même les 19 mars et 2 septembre 1643 (1) en renvoyant devant les Cours des Aides les procès introduits devant lui et concernant les tailles et les autres impositions : les appellations et les sentences rendues par les intendants ou les commissaires devraient être terminées à la Cour des Aides avec défense aux parties de se pourvoir ailleurs. Mais ces textes liquidant une situation passée n'empêchèrent pas les évocations futures.

Les arrêts des Cours souveraines pouvaient faire l'objet d'un pourvoi en cassation pour trois motifs : incompétence, vice de forme, inobservation des coutumes et des ordonnances. Il ne pouvait y avoir cassation sous prétexte de mal-fondé au fond, sans quoi le Conseil du Roi n'aurait pas agi comme tribunal de cassation mais comme un troisième degré de juridiction. Le pourvoi était porté devant le Conseil des Parties.

Il existait un autre motif de révision admis antérieurement à un pourvoi en cassation : la proposition d'erreur, fondée sur l'erreur de fait qui avait empêché la juridiction compétente de voir l'affaire dont elle était saisie sous son vrai jour. Au ^{xv}^e siècle, on avait assimilé l'erreur de droit à l'erreur de fait, mais l'ordonnance de 1667 défendit à nouveau d'invoquer l'erreur de droit.

Les arrêts du Conseil rendus sur appel ou sur pourvoi en cassation, auraient dû être définitifs. En réalité une opposition pouvait être reçue contre eux en certains cas, et le Roi en vertu de son pouvoir souverain était fondé à les modifier s'ils avaient été rendus à une audience où il ne présidait pas.

Comme juridiction régulatrice, le Conseil intervenait dans les demandes en règlements de juges, les dénis de justice, les demandes en interprétation d'actes législatifs qui étaient contestés au cours d'une audience (2).

SECTION III. — *Procédure.*

La procédure devant le Conseil avait été réglée par le règlement du 30 juin 1597, les ordonnances des 27 décembre 1660 et de juin 1738.

A la différence de ce qui se passait dans les tribunaux réglés, elle

(1) Cf. Arrêt cons., 2 sept. 1643 N. C. T. à sa date.

(2) Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. I.

était écrite et secrète. A la fois pour simplifier les formalités et pour éviter aux parties d'engager de trop gros frais, il avait été décidé en 1566 que « ceux qui auraient à faire au Rois pour choses qui regarderaient les finances s'adresseraient et présenteraient eux-mêmes leurs requêtes en plein conseil, auquel ils seraient ouïs, si besoin était et leurs requêtes vues pour leur être fourni sommairement. » Mais la présence d'un avocat apparut bientôt nécessaire pour seconder et suppléer les plaideurs la plupart du temps peu instruits, pour ne pas dire ignorants en matière juridique. Un édit de septembre 1643 créa 160 avocats au Conseil. En 1646, il en existait 230, mais leur nombre fut réduit à 70 à partir de 1738 (1). Ils jouaient le double rôle d'avocat et d'avoué, représentant la partie, dirigeant la procédure et plaidant. Pour être avocat (2) au Conseil, il fallait être avocat au Parlement, être accepté par le Chancelier, le doyen, le syndic, l'assemblée générale du corps des avocats qui examinaient si l'impétrant réunissait les conditions requises. Dans l'affirmative, un maître des requêtes était chargé de faire une information de vie, mœurs et religion.

L'appel se relevait devant le Conseil par lettre ou par arrêt de soit communiqué. Il n'était pas suspensif. Il n'était reçu aucun appel des ordonnances rendues par les subdélégués sur les renvois à eux faits par les sieurs intendants et commissaires départis sauf aux parties de s'adresser aux dits sieurs intendants pour y être pourvu par eux ainsi qu'il appartiendra (3).

La demande en cassation d'arrêt ou de jugement était formée par une requête en forme de vu d'arrêt, signée de l'avocat du demandeur et de deux anciens avocats au Conseil ; elle exposait les moyens invoqués et était appuyée d'une copie de la décision attaquée.

Le jugement du pourvoi en cassation ou en proposition d'erreur se faisait en deux temps. Le chancelier faisait examiner la requête par des maîtres des requêtes de l'Hôtel qui déclaraient si elle était ou non recevable. Si leur avis était négatif, le pourvoi était définitivement rejeté et la décision critiquée gardait son plein et entier effet. Si l'avis était positif, l'affaire était portée au Conseil qui statuait sur le rapport d'un commissaire. En fait elle faisait l'objet d'un examen approfondi avant la séance de la part de commissaires choisis parmi les conseillers d'Etat ; le Conseil ne faisait que ratifier, dans la grande majorité des cas, l'avis de ces derniers. Vraisemblablement même, en matière fiscale, la réclamation était instruite — comme le regrettait assez la Cour des Aides de Paris — par les intendants des Finances adjoints au contrôleur géné-

(1) Ils étaient 73 en 1789.

(2) Edit juin 1738, titre XVII.

(3) Edit d'août 1737, titre VIII.

ral, — ou même seulement par l'un d'eux — qui étudiaient l'affaire d'après le rapport fourni par l'intendant de la généralité du domicile du demandeur.

La procédure simplifiée du Conseil du Roi était odieuse aux Cours principalement à la Cour de Paris. Elle ne manqua pas de s'en plaindre au Souverain et tenta de faire naître en lui des soupçons sur les sentiments de justice de ses collaborateurs les plus proches et les plus fidèles. Dans les remontrances rédigées à l'occasion de l'enregistrement de la déclaration du 13 avril 1761, elle se plaignit amèrement des restrictions apportées à sa juridiction et à celle des tribunaux de son ressort au profit des intendants et du Conseil ». Dans toutes les parties dans lesquelles l'autorité de la Cour des Aides ne paraît pas être transférée à des commissaires du Conseil, elle est également anéantie par l'usage introduit de détruire l'effet de ses arrêts par ce qu'on appelle des arrêts rendus en finance. » Mais lorsque le débat a lieu en matière fiscale la situation est encore plus grave. « Que dans toute autre matière lorsqu'un particulier se pourvoit au Conseil contre l'arrêt d'une Cour, la question est discutée par des magistrats appelés au Conseil du seigneur Roi mais qu'il est notoire, en matière d'imposition, que c'est par l'avis d'un seul magistrat que les questions les plus importantes sont décidées, que ce même magistrat est souvent juge et partie, lorsque dans la discussion il entre une question de compétence. C'est toujours l'autorité arbitraire qui prévaut lors même qu'il paraît qu'on a voulu conserver aux Cours des Aides leur compétence ».

« Que le motif qui a fait établir cette forme de cassation plus irrégulière encore que toutes les autres est sans doute que la décision de ces questions a paru appartenir à l'Administration mais que c'est encore un prétexte frivole et aisé à détruire puisque les arrêts des Cours ne peuvent suivant les maximes mêmes du Conseil dudit seigneur être attaqués que quand ils sont contraires aux ordonnances et que la contravention à l'ordonnance est précisément un moyen qui rend l'affaire contentieuse.

« ... Il ne peut jamais appartenir à l'administration d'interpréter la loi déjà faite ni de juger le particulier qui prétend s'y être conformé. »

Il s'agit bien d'une affirmation anticipée du principe de la séparation des fonctions.

A la suite de la cassation par le Conseil, d'arrêts rendus par elle dans une affaire de contrebande de tabac (affaire Monnerat) (1) la cour avait renouvelé ses doléances. « Oui, Sire, en vain votre Cour des Aides aussi ancienne dans la Monarchie que les impôts, tient un rang distingué entre toutes les Cours souveraines de votre royaume ; en

(1) Auger, *Mém. pour...*, p. 524 et sq.

vain la Nation la regarde comme une de ses fortes barrières contre la cupidité des traitants, comme l'asyle le plus sûr contre l'oppression ; c'en est fait, Sire, de cette Cour, elle est anéantie si votre Majesté ne fait enfin cesser l'abus des cassations de ses arrêts et de ses évocations ».

Réclamant le rétablissement des règles fondamentales de l'ordre judiciaire » elle prétendait que les cassations ne devaient avoir lieu que pour des moyens de forme sans quoi « il ne serait plus vrai de dire que les Cours jugent souverainement, votre conseil serait un troisième degré de juridiction. Le second principe à faire respecter est que « votre conseil ne doit point retenir le fond pour le juger, il doit renvoyer dans une autre Cour. Enfin les cassations ne peuvent être jugées que dans votre Conseil. »

« Les évocations elles aussi, ne devraient avoir lieu que dans les cas prévus par des ordonnances à peine de devenir une injustice, et elles doivent être renvoyées devant un tribunal où les parties puissent se pourvoir.

« Au contraire le Conseil casse les arrêts sur les moyens du fond ; ils ne sont pas renvoyés dans une autre Cour et sans être délibérés au Conseil ses arrêts sont rendus par le Ministre des Finances sur le rapport de l'intendant des Finances. Si ces abus continuaient « au lieu de l'ordre et de la justice essentiellement invariables et invariablement suivis dans les tribunaux, les principes mobiles de l'administration dicteraient les jugements, ou pour tout dire en un mot, vos sujets verraient leur sort dépendre de l'opinion personnelle d'un seul homme exposé lui-même aux vicissitudes inséparables de la condition humaine (1). »

Ces plaintes ne furent pas entendues par le souverain. Bien au contraire, l'opposition de la Cour fut quelque temps après brisée par le coup d'Etat de Maupéou. « Les événements survenus, déclare laconiquement Auger, n'ont pas permis de donner suite à cette affaire. »

Néanmoins une fois rappelés de l'exil où les avait confinés Maupéou, les membres de la Cour de Paris reprirent les thèmes anciens en des termes plus violents encore qu'avant leur retraite forcée. Ils définissent le Conseil des Finances : « un Conseil qui réellement ne se tient ni en présence de Votre Majesté, ni sous les yeux du chef de la Justice, auquel n'assistent ni les conseillers d'Etat ni les maîtres des requêtes et qui n'est composée que d'un contrôleur général et un seul intendant des Finances, où par conséquent l'intendant des Finances est presque toujours le seul juge, car il est rare qu'un contrôleur général ait le temps de s'occuper des affaires contentieuses (2). »

(1) Auger, *Mém. pour...* p. 524 et sq.

(2) *Id.*, p. 633.

* * *

Le Grand Conseil était compétent en matière fiscale. Un arrêt du Conseil d'Etat du 23 septembre 1644 lui défend de connaître du fait des tailles. On estimait en effet qu'il serait dangereux de permettre aux privilégiés d'assigner devant des juges de leurs privilèges en matière d'imposition (1).

(1) Boislisle, I, v° 1, 809.

CHAPITRE V

CONFLITS DE JURIDICTIONS

Les règles concernant la compétence des tribunaux étaient d'ordre public. Il n'en demeure pas moins qu'il y eut toujours des conflits entre les juridictions sur l'étendue de leurs pouvoirs. Le 11 mars 1689 Baille est appelé à donner son avis sur une requête rédigée par les juges royaux de la Provence et les fermiers du domaine pour obtenir qu'il soit interdit aux juges des seigneurs de connaître des affaires relatives aux tailles et autres impositions et à la Cour des Aydes de juger en première instance (1).

Pourtant à cette époque, de nombreux textes avaient déjà invité les Cours à ne juger qu'en appel, et affirmé la compétence absolue des Elections et des Cours en matière d'impôt. Cette compétence demeura exclusive jusqu'à l'apparition des impôts nouveaux, et s'étendit selon la déclaration du 22 août 1665 (art. 18) et le règlement du 20 mars 1673 (art. 18) nonobstant tous privilèges contraires (2). Nul ne pouvait s'y dérober, même celui qui avait privilège de committimus (3).

Le sieur le Fèvre de Pacy, secrétaire du Roi, avait prétendu le contraire et pour faire respecter son privilège d'exemption aux tailles avait réussi à obtenir du Grand Conseil des décisions favorables à ses prétentions, mais ces arrêts furent cassés par d'autres arrêts rendus par le Conseil d'Etat les 7 septembre, 19 octobre 1700 et 11 janvier 1701, par deux desquels il fut ordonné, que sans s'arrêter aux décisions du grand Conseil, le sieur de Pacy s'adresserait en l'Election avec défense de se pourvoir ailleurs (4).

Les décisions du Conseil d'Etat firent jurisprudence et furent invoquées lors de l'affaire Emas du Perche. Compris dans le rôle de la taille de la paroisse Notre-Dame de Châtellerault, le sieur Emas du

(1) Boislisle, III, n° 670.

(2) Denisart, v° *Taille*, 5°.

(3) Ord. août 1669, art. 26. *Mém. alph.*, v° *committimus*.

(4) Denisart v° *Taille*, 51.

Perche argua de son titre de secrétaire du roi, audiencier de la Chancellerie près du conseil supérieur d'Alsace à Colmar, pour obtenir sa radiation du rôle. Il présenta à cet effet des copies de ses titres à l'élection de Châtellerault, mais le procureur du Roi refusa de les examiner et exigea la production des originaux. Dissimulant l'existence de ce jugement interlocutoire, du Perche s'adressa au grand Conseil pour avoir satisfaction. Il obtint une commission l'autorisant à assigner les habitants « pour voir entendre qu'il serait exempté » en vertu des dispositions particulières prises en faveur des secrétaires du Roi. Les suppliants ripostèrent en déclarant que les Elus et la Cour des Aides étaient seuls compétents pour juger de ces affaires. La connaissance de la cause fut néanmoins retenue par le Grand Conseil (arrêt 8 mai 1730) mais les habitants poursuivirent l'annulation de l'arrêt rendu par cette juridiction. Le Roi, conformément à leurs conclusions, cassa cette décision et pour les mêmes motifs qu'en 1701 il fut enjoint à du Perche de suivre la procédure en l'Election ou en la Cour des Aides (arrêt 4 juillet 1730) (1).

Il survenait par ailleurs de multiples conflits de juridictions. Etant donné le nombre élevé des tribunaux concurrents, les plaideurs pouvaient par ignorance ou sciemment, par un simple moyen dilatoire, assigner leurs adversaires devant une juridiction qui n'était pas légalement compétente ; mais en pareil cas, la juridiction saisie à tort se gardait bien de se dessaisir. Si l'adversaire réassignait le demandeur devant la juridiction compétente, les deux tribunaux se disputaient l'avantage de retenir le procès. Sous l'Ancien Régime, les conflits sont presque toujours positifs. Pour encaisser des épices, la magistrats avaient intérêt à travailler en quelque sorte « à la pièce ». Les conflits négatifs ne se rencontrent que lorsque les magistrats reçoivent des gages fixes. Divers conflits particuliers avaient été réglés par les ordonnances.

1^o Tout conflit entre deux tribunaux ordinaires ressortissant de la même cour était arbitré par cette dernière, en vertu de son pouvoir souverain.

2^o Tout conflit opposant les diverses chambres de la Cour des Aides de Paris était réglé suivant l'ordonnance de novembre 1774 (2), par cette cour toutes chambres réunies sur la convocation du premier président ou de l'officier qui le supplée. Si l'assemblée ne pouvait conci-

(1) *N. C. T.*, t. III, p. 385. Un arrêt de la Cour des Aides a jugé également que le de committimus des bourgeois de Paris et autres cesse dans les matières qui sont de la compétence de la Cour des Aides et des juges de son ressort (Auger, *Traité des Tailles*, ch. III).

(2) Ordonnance sur le rétablissement de cette Cour, art. 2 à 4.

lier les deux thèses opposées, la décision appartenait au Roi qui statuait sur le rapport établi par le chancelier ou garde des sceaux de France sur le vu des mémoires présentés par chacune des chambres intéressées. Les mêmes dispositions s'appliquaient en cas de conflit entre les officiers de l'une des chambres de la Cour avec les avocats et les procureurs généraux relativement à leurs fonctions ou aux privilèges de leurs offices.

3^o En cas de conflit entre deux cours souveraines ou deux tribunaux inférieurs indépendants l'un de l'autre et non ressortissants en la même Cour, on suivait la procédure de règlement de juges décrite par le titre II de l'ordonnance pour la réformation de la justice d'août 1669, et par l'ordonnance d'août 1737.

L'une ou l'autre des parties adressait au Chancelier ou au conseil les exploits qui leur avaient été donnés par les deux juridictions différentes, et permission était accordée d'assigner devant le Conseil où le règlement de juges était jugé de la même manière que les évocations.

4^o Le conflit qui opposait le Parlement et la Cour des Aides d'un même ressort était vidé suivant les dispositions de l'édit du 20 décembre 1559 rendu en faveur de la Cour des Aides à la suite d'un différend de cette nature : « amiablement et fraternellement » dans une conférence tenue entre les avocats et les procureurs généraux des deux chambres. Si les gens du Roi ne tombaient pas d'accord, la décision était rendue par la Grand'Chambre du Parlement réunie aux commissaires députés par la Cour des Aides. Toutefois à partir de l'entrée en vigueur du Code Michaud de janvier 1629, les parties, en cas de désaccord entre les gens du Roi, devaient se pourvoir directement au Conseil en règlement de juges (1).

Selon l'ordonnance d'août 1669, les avocats et les procureurs généraux se réunissaient tous les mois à jour certain ou plus souvent s'ils en étaient requis et les plaideurs étaient tenus de se pourvoir et de procéder en celle des Cours dont ils étaient convenus. En cas de diversité d'avis, ils faisaient connaître leur point de vue et les motifs exposés par les parties, et la question était tranchée au Conseil du Roi sommairement.

Si les deux Cours n'étaient pas établies dans la même ville, la conférence ne pouvait se réunir et le règlement était porté d'emblée au Conseil.

La section du Conseil qui statuait était le Conseil des Parties.

5^o En matière criminelle, en cas de conflit entre les Elus et les juges ordinaires, les charges et les informations étaient envoyées au Conseil

(1) *Mém. alph. I, v^o conflit*, p. 125.

aux fins de règlement de juges. Cependant l'instruction du procès était continuée par les officiers des Elections, mais il était sursis au jugement jusqu'à ce que la question de compétence ait été tranchée (Ord. juillet 1681, art. 37). Mais cette pratique ne pouvait avoir été suivie que pour les aides et autres droits de Roi, mais pas pour les tailles (1).

(1) *Mém. alph. I* v° *Compétence des juges ordinaires et des officiers d'Elections*, p. 112.

CHAPITRE VI

PRINCIPES GÉNÉRAUX DU CONTENTIEUX FISCAL

Le contentieux fiscal se plie aux règles générales du contentieux administratif ou judiciaire.

Or, sous l'Ancien Régime, il est un principe, qui n'est affirmé nulle part, mais qui se déduit des solutions admises : Tout recours contre un acte est porté devant l'auteur de cet acte. Il n'est pas de limite définie entre la justice et l'administration. Chaque juridiction concourt à l'administration et chaque officier possède une juridiction connexe à sa fonction. Cette maxime choque profondément les auteurs modernes habitués à révéler religieusement les principes de la séparation des pouvoirs et de la séparation des fonctions (1). La constatation que l'agent saisi se trouve à la fois juge et partie n'effrayaient nullement nos ancêtres (2) : l'essentiel pour eux était que la justice fût rendue de façon pratique et équitable. Leur système n'était pas dénué de toute logique, puisqu'au vrai, l'autorité la plus capable d'examiner le bien-fondé d'une décision, qu'il s'agisse d'un officier isolé ou d'un tribunal nombreux, n'est-elle pas justement celle qui l'a rendue. Elle seule en connaît les motifs profonds et la portée. La réclamation qui lui est adressée lui permet d'examiner à nouveau l'affaire, présentée vraisemblablement dans la nouvelle requête sous un aspect différent, de reviser son jugement et d'en examiner les conséquences au moment où l'exécution est imminente ou

(1) D'ailleurs les principes de la séparation des pouvoirs ou des fonctions sont actuellement une application moins étendue qu'on ne le croit ordinairement. Il suffit de penser à la juridiction du Conseil d'Etat et à celle du directeur des Contributions directes. En matière de juridiction administrative, l'Etat n'est-il pas forcément juge et partie ?

(2) D'Ormesson, intendant à Lyon, avait rendu deux jugements en matière de péage aux lieu et place des juges des seigneurs qui avaient établi les péages. Ces décisions furent cassées par le Conseil pour incompétence. L'intendant avait déclaré au contrôleur général qu'il avait cru bien agir en évoquant les affaires, sans quoi le seigneur aurait été à la fois juge et partie. Colbert lui répond : « La raison que vous dites que les juges des seigneurs seraient juges en leur propre cause est une raison trop générale et qui prouve trop par ce que cette même raison militerait contre tous les juges de seigneurs qui ont droit de haute justice et c'est pourquoi les juges d'appel sont établis. » Clément, *op. cit.*, t. VII, p. 298.

même commencée. Le particulier ne risque guère de dommage, puisque, au cas où il n'obtiendrait pas satisfaction, il lui reste la ressource de se pourvoir devant l'autorité supérieure. Cette menace du recours hiérarchique est bienfaisante, et incite le premier juge à faire une instruction réfléchie de la réclamation, dans le but d'éviter les observations de son chef. Les Elus dont les jugements mal motivés trahissaient la négligence ou l'ignorance s'attiraient les reproches du procureur de la Cour. De même à la suite de l'annulation par le Conseil d'une ordonnance mal étudiée, l'intendant risquait une semonce de la part du contrôleur général.

D'ailleurs, pendant longtemps le juge ne fut pas considéré comme une autorité souveraine et infaillible, mais comme un arbitre qui, par sa décision engageait sa responsabilité envers les plaideurs, principalement envers le condamné. Lorsque ce dernier estimait que la sentence avait été rendue à l'encontre de la justice, il s'adressait au Prince pour obtenir réparation.

Sans doute, convient-il de voir dans un tel recours une conséquence de la nature primitive de l'appel. La loi salique avait institué la prise à partie des rachimbourgs qui « non secundum legem judicaverunt ». Jusqu'au XIII^e siècle, tout plaideur mécontent provoquait en duel le juge qui avait rendu contre lui une sentence hostile. Lorsque le duel judiciaire fut aboli, la supplication de la partie condamnée était portée le jour même jusqu'au coucher du soleil devant le juge même qui avait prononcé la sentence, et les jours suivants devant le Roi.

Première conséquence : le contentieux de la taille sera judiciaire, le contentieux du dixième et des vingtièmes relèvera de la juridiction administrative, ainsi d'ailleurs que celui de la capitation tant que cette imposition n'aura pas été rattachée à la taille.

A l'origine, l'administration de la taille appartenait aux Elus à la fois assesseurs et juges, sous la direction des généraux des aides. Sans doute, les Elus, absorbés par leurs occupations judiciaires cessèrent-ils de participer et n'eurent même plus le droit de participer, à la confection des rôles, et se bornèrent à contrôler les opérations des assesseurs. Néanmoins, ils continuèrent à être consultés chaque année lors de la préparation du brevet des tailles, et à donner aux rôles confectionnés par les collecteurs, force de loi ; et à nommer le cas échéant des collecteurs d'office. C'était assez pour qu'on leur maintint la connaissance des litiges que soulevait l'exécution des rôles faits à l'ordinaire. L'appel était formé devant la Cour des Aides, juridiction du second degré investie à l'égard des tribunaux de son ressort du pouvoir de contrôle hérité des anciens généraux des Aides.

Par contre, une partie des attributions des Elus ayant passé aux

intendants ce furent ces derniers qui jugèrent désormais les réclamations concernant les cotes établies sous leur contrôle qu'il s'agisse des rôles faits d'office ou des taxes d'office.

Les impôts nouveaux, capitation (jusqu'en 1761) dixième ou vingtièmes étaient du domaine effectif des intendants, des subdélégués ou des agents de l'administration du dixième ; c'est donc à ces fonctionnaires que les contestations étaient portées tout naturellement. Lorsque la capitation fut transformée en une crue de la taille, son contentieux échut, comme pour cette dernière imposition aux tribunaux judiciaires.

Par contre, les règles de la procédure dépendent des caractères propres à chaque impôt puisque ces caractères déterminent l'étendue des droits et devoirs des contribuables, les occasions de conflit, ainsi que les effets des jugements qui mettent fin aux différends.

Seigneuriale avant d'être royale, la taille se modela étroitement sur la structure de la société du Moyen Age, et conserva à travers les siècles la marque du régime féodal.

Lorsqu'il se fût arrogé le pouvoir d'imposer, le Roi réclama à ses grands feudataires les subsides nécessaires pour la dépense commune des fiefs réunis sous son allégeance. Les seigneurs continuèrent à répartir entre leurs vassaux, comme ils le faisaient autrefois pour leur propre compte, la somme qui leur était imposée. Chaque vassal à son tour s'adressait à ses tenanciers ; et ainsi de suite jusqu'au dernier manant qui payait sans pouvoir se retourner contre personne. Lorsque les communes se furent intégrées dans le système, elles contribuèrent aussi aux dépenses de l'Etat. Plus tard, lorsque l'armature féodale eût fait place à une organisation administrative centralisée autour de la personne du souverain, celui-ci partagea le tribut entre les circonscriptions qui remplaçaient désormais les seigneuries et qui se trouvaient hiérarchisées comme les anciens fiefs : généralités, élections, communes et paroisses. L'impôt se répartissait entre les généralités du Royaume, la part de chaque généralité se divisait entre les Elections qui la composaient, celle de l'élection entre les communautés ; finalement celle de la communauté entre ses habitants.

Sous l'Ancien Régime, chacune de ses subdivisions, même les plus étroites formait une personne morale ayant des droits et des charges propres, indépendants des droits et des charges inhérents aux personnes qui la composaient. Il s'ensuit sur le plan fiscal que chacune d'elles était débitrice de l'impôt envers la collectivité plus large dont elle fait partie intégrante. Il n'y avait pas de rapport direct entre le taillable inscrit au rôle et le Roi qui a décidé l'imposition : vis-à-vis du prince, étaient seuls débiteurs les généralités ou les pays d'Etats, comme les Elections l'étaient envers les généralités et les communautés envers les Elections.

Evidemment la dette de la communauté pesait en fin de compte sur les êtres physiques qui la composent, mais encore pas sur tous. La répartition dernière n'atteignait que les familles, c'est-à-dire les communautés sociales les plus petites, les associations naturelles existant entre les individus liés par le sang et nécessaires pour les besoins quotidiens de la vie. « L'imposition a lieu dans chaque ville et dans chaque lieu, non sur chaque personne singulièrement, mais sur chaque chef de famille selon ses biens et selon son industrie » (1). Sous l'Ancien Régime, le véritable contribuable est le père de famille, au sens latin du mot. Ainsi seront cotisés le chef de ménage, les veuves et les filles non remariées, les enfants émancipés. Au contraire, ne figureront pas sur les rôles ceux qui demeurent *in potestate*, les femmes mariées (2), les célibataires mineurs de vingt-cinq ans vivant chez leurs parents (3). En application du même principe, la communauté taisible ne constitue qu'un seul contribuable « pères, enfants et frères demourans en communauté seront assis ensemble à la même ligne et l'un ou chacun d'eux estant excusables pour le tout » (4).

L'Etat perçoit l'impôt sur les familles, car ce sont les familles qui sont membres de l'Etat. L'Etat est une réunion de familles : « la division de la République, écrit Bodin, se fait par lignes et non par têtes ». « La République, écrit le même auteur, est un droit gouvernement de plusieurs ménages et de ce qui leur est souverain avec puissance souveraine » et le ménage est lui-même « un droit gouvernement de plusieurs sujets sous l'obéissance d'un chef de famille ». L'opinion du juriste du xvi^e siècle est encore partagée deux cents ans plus tard par Diderot (5) et Retif de la Bretonne (6).

(1) Domat, *Lois civiles*, titre V, Finances. La même idée est exprimée par Dupin. « La taille est une dette de chaque paroisse ou chaque communauté et non de chaque particulier. Quod autem debet universitas, singuli non debent. » *Economiques*, p. 309.

(2) Même les femmes séparées de corps ; leur incapacité perpétuelle les empêche d'être imposées même si elles exploitent des biens. Il n'en est autrement que si elles sont chefs de famille. *Mém. alph.*, v^o *Femme séparée de corps et de biens*. La Cour des Aides a rendu les 7 février 1676 et 23 avril 1694 deux arrêts conformes à cette opinion.

(3) Ducrot, *Traité des aides, tailles et gabelles*, p. 172 : « Ne seront pas imposés ceux qui sont sous la potestas. Le fils de famille résidant avec son père ne peut être imposé si ce n'est qu'il fut émancipé et par ce moyen « solutus a potestate paterna », ou qu'il fût marié ou qu'il fût domicilié à part. » Page 173 : « En France les tailles sont personnelles, mais aux chefs de famille seulement. La Cour des Aides défend l'imposition de mineurs avant l'âge de 25 ans. »

(4) La Barre, *Formulaire des Elus*, p. 228. On appelait communautés taisibles des communautés qui se formaient entre personnes ayant demeuré et vécu ensemble pendant un an et un jour avec mélange de leurs meubles. Tant qu'elles duraient, les comparais ou comparsonniers étaient considérés comme ne formant qu'une seule personnalité juridique véritable propriétaire de biens mis en commun.

(5) *Encyclopédie*, v^o *Famille*. « La famille est une société qui sert de fondement à la société nationale, car un peuple, une nation n'est qu'un composé de plusieurs familles. »

(6) L'Etat est une grande famille composée de toutes les familles particulières et le prince est le Père des pères.

La taille est successivement la dette des associations qui composent l'Etat depuis la famille jusqu'à la généralité (1). Le caractère collectif de la taille explique certains aspects de cet impôt qui étonnent à première vue : l'assiette et le recouvrement sont confiés aux contribuables eux-mêmes, l'administration royale ne s'occupe pas de ces détails. Son personnel ne serait pas suffisamment nombreux pour y parvenir. Au demeurant, elle n'y songe même pas ; la communauté forme vis-à-vis de l'Election et du receveur des tailles un tout inséparable, un groupe indivis qui s'administre lui-même par l'intermédiaire de ses représentants, et demeure responsable de ses actes (2). La détermination des cotes individuelles, leur encaissement sont laissés à l'initiative des habitants qui assument ces deux obligations comme des prestations qui s'ajoutent au versement des deniers. Ces opérations n'intéressent que très accessoirement le Roi : s'il en a défini les modalités, c'est uniquement par souci de l'intérêt public, pour éviter des abus ou des querelles qui préjudicieraient en définitive aux intérêts de son trésor : on pourrait presque dire qu'il s'agit d'affaires privées, d'affaires de familles (2).

Autre conséquence : La dette de taille est solidaire. Si certains contribuables deviennent insolvables, d'autres payent à leur place. « En matière de taille, il n'y a pas de non-valeurs au préjudice du Roi. » Le fort porte le faible, le riche aide le pauvre, disent de vieilles maximes (3). Si un contribuable trop taxé obtient sa décharge, c'est à la communauté à remplir le déficit qui en résulte. Si le collecteur chargé de la levée des deniers les dissipe au lieu de les porter à la recette des tailles, c'est encore la communauté qui fait les deniers bons de sa banque route au roi lequel reçoit toujours la totalité de la somme imposée. Ainsi tous les taillables de la communauté sont regardés comme contribuables solidaires répondant les uns pour les autres, répondant pour la communauté comme elle pour eux. Si les poursuites contre les collecteurs demeurent sans effet, le receveur obtiendra un jugement de solidarité l'autorisant à mettre en cause des personnes réputées solvables qui seront invitées à solder la cote des défaillants indépendamment du point de savoir si elles ont déjà acquitté leurs propres cotisations. De par leur nature même, les impôts de répartition sont solidaires (4). En outre, à l'époque,

(1) Voir préambule de l'édit de l'année 1775 sur l'abolition des contraintes extérieures. Turgot, *Œuvres*. Collection des principaux économistes. Ed. Daire, t. II, p. 373.

(2) « Il me faut tant d'argent, arrangez-vous comme vous voudrez ou comme vous pourrez, pourvu que j'aie l'argent que je vous demande. » Préambule édit de 1775. La répartition de ce qui doit être payé par chaque communauté est l'affaire de la communauté et non pas celle du roi qui n'y peut intervenir que comme le protecteur ou le défenseur de tous ceux auxquels on fait injustice, *eod. loc.*

(3) Cf. notamment Ord. Orléans, 1560, art. 123. Turgot, *loc. cit.*, t. II, p. 374.

(4) Pareille idée était émise dans le rapport présenté à la Chambre des Députés le 16 mai 1846 par la commission du budget de 1847.

« En matière d'impôt de répartition, le contingent assigné à une commune constitue

le caractère des institutions tendait à reconnaître à toute collectivité, même lorsqu'elle n'était pas érigée en commune indépendante, une unité, une individualité propre. « Les communautés légitimement établies tiennent lieu des personnes et leur union qui rend commun à tous ceux qui les composent, leurs intérêts, leurs droits et leurs privilèges, font qu'on la considère comme un seul tout. Et comme chaque particulier exerce ses droits, traite de ses affaires et agit en justice, il en est de même des communautés » (1). La force de l'esprit de famille, qui tenait groupés autour de leur chef commun, des rameaux même éloignés, la règle du formariage qui avait contribué à faire du village une grande famille, ont largement aidé au maintien de cet état de choses. Les paroisses et les villes dépourvues de personnalité civile « n'ayant corps ne commune » pouvaient néanmoins ester en justice et par conséquent, étaient considérées comme titulaires de droits et soumises à des devoirs. Or, tout membre d'une communauté est responsable des dettes de celle-ci. Dès qu'il y a union dans un but quelconque, les membres rassemblés forment une société dont ils subissent la bonne et la mauvaise fortune. Bénéficiaires des avantages que procure l'action commune, ils supportent obligatoirement les charges correspondantes. C'est ainsi que les bourgeois du corps communal devaient primitivement non seulement acquitter les dettes de la municipalité, mais encore répondre des obligations contractées par chacun d'entre eux avec les personnes étrangères à la ville (2).

Il en est tout autrement de la capitation : impôt qui frappe la tête, l'individu expressément visé par le tarif et taxé d'après son état ou sa profession. L'impôt s'établit avec une rigueur mathématique. Tout membre de telle classe paiera tant. Il n'est pas besoin de répartitions

une dette indivise dont chaque habitant imposable doit payer une part proportionnelle. Si donc, dans la répartition, une surtaxe comparative, une erreur de calcul, un double emploi, un faux emploi sont commis le contribuable qui en est victime se trouve supporter en partie la dette de ses codébiteurs ; il a contre eux le droit de répétition et c'est par voie de réimposition que ce droit est exercé. On conçoit qu'il en est autrement lorsqu'un contribuable régulièrement imposé dans le principe éprouve par l'effet d'un événement ultérieur la perte totale ou partielle de son revenu. Sa cotisation exactement établie n'a pas été un allègement pour les autres contribuables de la commune qui, dès lors, ne lui doivent rien. La réimposition serait en pareil cas une injustice. Aussi le montant des remises et modérations est prélevé sur le fonds de non valeurs. C'est pour le même motif qu'on impute sur ce fonds les dégrèvements pour perte de matière imposable (démolition, arrosions) et pour exemptions temporaires d'impôts (semis) (Fournier et Daveluy, *Traité des contributions directes*, p. 410).

(1) Domat, *Lois civiles*, tit. XV, section II, n° 2.

(2) Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, v° *Domicile*. A la question de savoir si un habitant qui se retire d'une paroisse est déchargé de plein droit par sa sortie de dettes communes contractées du temps qu'il y demeurait, le Parlement de Dijon répondit négativement dans un arrêt du 27 juillet 1613. C'est la vraie théorie du Moyen Age. Elle commençait d'ailleurs à tomber en désuétude car le 11 janvier 1673, la Cour des Aides se ralliait à la théorie contraire.

successives entre les différentes circonscriptions administratives ; il n'y a plus d'intermédiaire entre le Roi et le débiteur. Ce dernier est seul aux prises avec le fisc.

De même, le dixième et plus tard les vingtièmes sont des impôts aussi nettement individualistes frappant les revenus du propriétaire, du commerçant, de l'artisan ou de l'officier, *in singuli*, pris séparément, sans que le moins du monde la dette soit commune avec les autres habitants de la ville, ou avec ceux qui exercent la même profession. Ainsi que l'écrivait Terray, « le dixième est un impôt proportionné au produit des fonds, il n'est pas et ne peut pas être solidaire ; c'est une proportion fixe, chaque possédant est un contribuable pour ainsi dire isolé des autres. » Toute cote non recouvrée représente une perte irréparable pour le Trésor ; cette définition exclut le rejet.

En instituant la capitation et le dixième dans des circonstances quasi-désespérées, le Roi ayant déclaré adresser « au cœur de ses sujets », voulant par cette formule insister sur l'effort qu'il attendait de chacun d'eux pour préparer la résistance à l'invasion. La gravité de la situation exigeait la soumission sans réserve des personnes et la consécration des biens à la défense du royaume. Un appel général n'aurait pas eu le même effet psychologique, il importait que chaque sujet se sente visé par le péril imminent et prenne conscience de participer par son argent à la sauvegarde du territoire. Par ailleurs, il fallait pour renforcer l'armée, des ressources immédiates et les formalités de l'assiette devaient être simplifiées à l'extrême. C'est pour ces raisons qu'un impôt individualiste parut préférable.

La différence de situation entre le taillable et le débiteur d'une cote de dixième ou de capitation se traduisait dans le langage. Le premier est un contribuable, le mot rappelle le consentement initial des sujets aux prétentions du monarque ; il indique également que l'intéressé a l'impression de verser plutôt une cotisation d'associé qu'un tribut à son prince. Au contraire, les seconds étaient désignés sous le terme de redevables, car leur cote était une dette exclusivement personnelle, imposée sans discussion préalable possible de leur part.

La différence de caractère entre les différents impôts et ses conséquences se trouvent mises en lumière dans un document officiel catalogué aux Archives Nationales sous le n° k 900 35. Le Parlement de Metz avait émis la prétention en 1765 d'obtenir en qualité de chambre des comptes qu'on comptât devant lui de toutes les natures d'impositions tant en recette qu'en dépense. Le contrôleur général consulta l'intendant d'Ormesson qui répondit que la requête du parlement n'était susceptible d'aucune suite. D'abord parce qu'il n'est pas opportun de modifier les règles de la comptabilité. Au reste, les intentions

cachées de la haute juridiction se décèlent facilement : « en réclamant comme chambre des comptes la capitation et le vingtième [le Parlement] cache un second intérêt qui est de s'attribuer comme Cour des Aides la connaissance de toutes les discussions relatives aux deux impositions, et cette compétence qui serait fort onéreuse aux contribuables, deviendrait une conséquence nécessaire du droit qu'on lui attribuerait par rapport à la comptabilité. Or, on ne peut disconvenir qu'il y a une différence essentielle entre l'imposition ordinaire de la taille, et celle de la capitation et des vingtièmes. La taille doit revenir en entier au trésor royal, il n'y a point de non-valeur ; les taillables sont solidaires au moyen de quoi tous ont intérêt qu'aucun soit diminué ou augmenté qu'après un examen juridique et contradictoire, ce qui exige une instruction devant un tribunal réglé. C'est pour cette raison que les contestations auxquelles les privilèges, l'état, les qualités des personnes, les propriétés, les possessions, les facultés peuvent donner lieu, relativement à la taille, doivent être portées aux Elections et par appel aux Cours des Aides parce que le Roi n'y a point d'intérêt sinon celui que la justice soit rendue à ses peuples, ce qui s'entend de cette justice distributive et relative qu'il sait exercer par les tribunaux ordinaires ou d'attribution.

« Mais à l'égard de ceux qui se pourvoient en décharge ou modération de capitation ou de vingtième, c'est véritablement contre le Roi qu'ils se pourvoient parce que, s'ils sont modérés ou déchargés, c'est le Roi qui perd. C'est par cette raison que Sa Majesté s'est réservée le droit de juger de ces décharges ou modérations, qu'elle s'est réservée de faire faire les rôles de ces impositions en son conseil ou par les commissaires de son conseil et qu'elle a voulu que les comptes fussent rendus devant eux.

« Ne serait-il pas au surplus contre le bien général du royaume et contre la bonté du Roi de vouloir assimiler à la taille, imposition permanente et de rigueur la capitation et les vingtièmes qui ne sont que des impositions passagères dont le Roi désire avec ardeur de voir arriver le moment de soulager ses peuples (1). »

Ce texte indique nettement les motifs pour lesquels les contestations en matière fiscale suivent, selon les cas, des procédures différentes, et expose pourquoi toute réforme sur ce point serait inopportune. Il n'en faudrait pas conclure que les règles du contentieux des impôts directs demeurèrent inchangées. Bien au contraire, la capitation d'impôt de quotité devint impôt de répartition. Les vingtièmes abonnés se rapprochaient de la taille. Du simple point de vue procédure, la compétence

(1) Cf. également : *La 3^e lettre aux curés de la généralité de Limoges*, écrite par Turgot le 23 octobre 1762, éd. Daire, t. I, p. 641.

des Elus et des Cours des Aides subit au cours du xvii^e siècle des atteintes de plus en plus nombreuses à mesure que s'accrut le crédit des intendants. Ces commissaires finirent par détenir dès le milieu du règne de Louis XIV, un pouvoir que l'on jugea bientôt exagéré. Un mouvement décentralisateur se fit jour et prenant de plus en plus d'extension finit par influencer la législation. Les Cours souveraines profitèrent de la circonstance pour tenter de regagner le danger perdu. Elles marquèrent un point en 1761, et la création des assemblées provinciales réduisit les intendants à un rôle secondaire.

* * *

Nous n'examinerons que les contestations ayant une influence sur la quotité de la dette d'impôt, sur la qualité d'assujetti, ou sur la situation des personnes qui jouaient un rôle dans les formalités de l'assiette et du recouvrement : autrement dit, les litiges mettaient en jeu uniquement des principes de droit fiscal.

Nous laisserons de côté toutes les sortes d'actions en justice que le collecteur des tailles ou le contrôleur des vingtièmes pouvaient être amenés à intenter contre un redevable, comme un créancier quelconque contre son débiteur : par exemple contre une femme qui intentait une séparation de biens frauduleuse pour permettre à son mari de mettre son patrimoine à l'abri des poursuites, ou contre un redevable qui par des opérations en apparence licites organisait son insolvabilité (1). Auger cite, dans son *Traité sur les tailles*, les conflits de privilèges qui peuvent se produire en cas de saisies et d'oppositions faites par les propriétaires, fermiers ou collecteurs sur les biens d'un même contribuable. l'action en remboursement intentée par un héritier qui a payé tout ou partie de la taille de ses cohéritiers ou copartageants. Bien que ces litiges aient posé des questions de droit civil, ils étaient portés par-devant les Elections et la Cour des Aides comme ayant une dépendance trop étroite avec la taille (2). L'intérêt supérieur du roi détermine l'attribution

(1) La Cour des Aides défendait à toute personne de prêter son nom pour aider à la simulation de contrats ou à en faire aucun en fraude des tailles du Roi à peine de confiscation du bétail et de punition exemplaire (Arrêt d'enregistrement de la décl., 12 fév. 1663).

(2) Auger, *Traité sur les tailles*, I^{re} partie, ch. 1^{er}. En vertu de la décl. du 22 août 1665, les procès pour différends pour raison de saisies et oppositions sont instruits et jugés par les officiers d'Elections. Cette solution mettait fin à de trop fréquents conflits de juridictions car les particuliers se pourvoaient devant les officiers des présidiaux, baillages et prévôts et les justices ordinaires ; les assesseurs et collecteurs devant les Elections. De même un arrêt de la Cour des Aides de Paris ordonna que les contestations de partie à partie, notamment les actions en remboursement continueraient à être portées aux Elections en première instance et à la Cour en appel sous peine de tous dépens, dommages et intérêts et 1.000 livres d'amende. L'arrêt avait été rendu également pour prévenir les conflits entre les justices ordinaires et les élections.

de telles causes de la juridiction financière contrairement aux règles normales de la compétence *ratione materiae*.

Dans ce cadre ainsi délimité, notre étude portera principalement sur deux catégories de réclamations :

1^o Les demandes en décharge (1) ou réduction formées par les personnes qui se prétendent indûment imposées ou surtaxées dans les rôles ;

2^o Les demandes en remise ou modération tendant à obtenir des dégrèvements gracieux.

Dans les premières, le réclamant prétend être en droit d'obtenir une réduction de sa dette ; et pour obtenir satisfaction, il intente un procès aux auteurs du rôle qu'il critique, une action, au sens donné à ce mot par le droit romain. Ce procès, quelle que soit la nature de l'imposition contestée d'ailleurs, se fait par l'opposition, voie de recours normal à l'époque, contre toute décision judiciaire. La décision que le contribuable attaque est celle qui le rend débiteur, c'est-à-dire le rôle, tel qu'il a été vérifié et approuvé par l'autorité judiciaire, élection ou intendant, qui y a mis la formule exécutoire. Dans les secondes, il allègue que sa situation ne lui permet plus de se libérer et demande à titre de grâce à être exonéré en totalité ou en partie d'une obligation qu'il est hors d'état d'assumer. Il expose sa situation dans un placet qu'il soumet à la générosité de l'autorité compétente. Fondées sur des motifs différents ces réclamations suivent des procédures différentes.

Toutefois si les textes relatifs aux impôts nouveaux sont abondants, les recherches sur l'évolution des procédures qui concernent la taille dans les premiers temps qui ont suivi son apparition, demeurent assez peu fructueuses en raison du petit nombre et du laconisme des textes anciens qui traitent de la matière. En outre, certains usages dont on ne possède aucune description complète se sont perdus, et les auteurs les plus récents paraissent à peine en avoir conservé le souvenir.

Enfin, ce qui se passait en réalité ne correspond pas entièrement à ce que prévoyaient les textes qu'on peut lire dans le Code des tailles. De tout temps sous l'Ancien Régime, les tribunaux se sont signalés par leur indépendance en interprétant les ordres royaux à leur manière, souvent avec beaucoup de fantaisie ; ce qui explique le grand nombre d'édits et de déclarations qui se bornent à rappeler les dispositions antérieures en ordonnant qu'elles soient exécutées « selon leur forme et teneur. » Profusion qui n'est pas sans rendre confuse une législation déjà délicate par son objet.

(1) Les textes n'emploient pas un vocabulaire très strict : ainsi le mot décharge qui, dans la terminologie fiscale moderne, désigne des actions de nature contentieuse, désignait autrefois toutes instances contentieuses ou gracieuses qui tendaient à la suppression de la dette d'impôt.

Chemin faisant, nous verrons l'intérêt que portaient les juridictions financières aux questions fiscales, et combien les efforts tentés par le gouvernement pour rendre l'impôt équitable et universel ont suscité de plaintes et de récriminations de la part de la magistrature. Dans les remontrances rédigées au cours du XVIII^e siècle par les Cours des Aides et les Parlements, nous verrons croître la désaffection affichée par ces corps à l'égard du pouvoir central qui leur avait pourtant, à multiples reprises, témoigné sa sympathie. Dans les mémoires successivement présentés au Roi, le ton se fait de plus en plus arrogant et acide et annonce nettement la Révolution. Par contre, lors de ce bouleversement que les conseillers les plus véhéments ne souhaitaient pas et même longtemps après, il nous sera permis de constater combien un pays qui a une longue histoire se détache difficilement de ses traditions et combien les institutions que l'on dit périmées arrivent à survivre malgré les tentatives réitérées de réforme.

DEUXIÈME PARTIE

Contestations concernant la taille.

Les contestations auxquelles donne lieu la levée de la taille naissent dans les conditions suivantes :

1^o Lors des formalités préparatoires à la confection des rôles, un contribuable nommé collecteur demandait à être déchargé de cette fonction — action en décharge de collecte — ou prétendait que tel autre habitant aurait dû être nommé à sa place, — action en préférence de collecte.

2^o Un habitant inscrit au rôle prétendait avoir été taxé à tort et réclamait sa radiation — action en radiation.

3^o Un contribuable, sans contester le bien fondé de son imposition, s'estimait trop lourdement imposé eu égard à ses facultés et sollicitait une réduction de sa cote — il agissait par action en surtaux — ou prétendait que tel autre n'avait pas été suffisamment imposé — il agissait en ce cas par action en comparaison de taux.

4^o Les collecteurs qui avaient abusé de leurs fonctions et en avaient profité pour réduire illégitimement leurs cotes ou celles de leurs parents étaient mis en cause par l'action en abus ou par l'action en abus et malversation selon la gravité des cas.

5^o La communauté n'avait pas payé sa dette : le receveur des tailles poursuivait les collecteurs et les principaux habitants en vertu d'un jugement spécial des Elus, le jugement de solidité, suivi lui-même d'un jugement de rejet.

7^o Les collecteurs avaient commis des fautes particulièrement graves (actes de concussion, détournement de deniers) ; ils étaient poursuivis au criminel au cours d'une procédure extraordinaire.

Nous examinerons le cas où en dehors de toute procédure régulière des contribuables ou une communauté entière avaient tenté par la violence de mettre obstacle à la levée de l'impôt, c'était le cas d'émeute ou de rébellion châtié lui aussi extraordinairement.

Enfin, en dehors de toute contestation, une paroisse pouvait adres-

ser une demande pour obtenir de la grâce du Roi une atténuation sensible de sa dette, lorsque postérieurement à l'imposition des événements imprévus avaient réduit ou anéanti ses facultés contributives : c'est l'hypothèse de la demande en remise ou en modération.

Le contentieux de la taille présentait ceci de particulier qu'en vertu du principe de la solidarité des contribuables, toute modification — réduction ou décharge — apportée à un particulier, devait être supportée proportionnellement par les autres contribuables de la même communauté puisque l'imposition répartie sur cette dernière était irrévocablement fixée à la somme portée sur le mandement. Toute personne qui se prétendait taxée à tort ou surtaxée se retournait contre l'ensemble de ses codébiteurs pour les entendre condamner à payer à sa place la portion de sa cote qu'il avait, à son avis, supportée indûment. L'assignation était notifiée non seulement aux collecteurs mais aussi au général des habitants, véritable débiteur de l'impôt. Il en était ainsi même si la somme contestée était insignifiante ; même s'il s'agissait d'une taxe d'office, car les contribuables taxés d'office étaient solidaires des taillables taxés à l'ordinaire.

Le premier titre de cette partie sera consacré à la taille dite arbitraire ; le second à la taille établie par commissaires ou d'office et à la taille tarifée ou proportionnelle.

TITRE I

La taille arbitraire.

CHAPITRE I

CONTENTIEUX DE LA NOMINATION DES COLLECTEURS

Source de risques, de fatigues et d'humiliation, la charge de collecteur était peu enviée. Loyseau la déclare une fonction sordide. Indépendamment du danger de répondre des cotes irrécouvrables, le collecteur était obligé de parcourir le village comme un mendiant, de participer aux poursuites contre les contribuables, et de paraître aux procès : autant d'occasions qui l'éloignaient de sa maison et l'empêchaient de veiller avec tout le soin désirable sur les intérêts de sa ferme et de son commerce. Aussi tous les prétextes étaient bons pour se faire décharger d'une telle corvée.

Par contre, les réclamations soulevées à cette fin par les collecteurs portaient préjudice au Trésor Royal, en retardant l'assiette et le recouvrement des cotes au delà de la date d'exigibilité du premier terme de la taille ; aussi les instructions ne manquaient-elles pas d'insister pour que ces contestations d'ailleurs faciles à régler soient rapidement vidées. La procédure était différente selon le mode de nomination des collecteurs.

SECTION I. — *Nomination des collecteurs par les habitants.*

Les assesseurs et les collecteurs « doivent être élus ou nommés par les habitants des paroisses dûment assemblés à l'issue de la grand'messe, à jour de dimanche ou fête, et sera ladite assemblée qui se devra faire pour ladite élection publiée aux prônes des grands messes par deux

dimanches consécutifs (1) ». Selon le règlement de 1596, cette assemblée avait lieu au commencement de l'année. Les édits de 1600, 1634 et 1643 ne fixent aucune date. Le règlement de 1663 indique le 1^{er} dimanche ou jour de fête d'octobre ; le règlement de 1673 avance l'élection au commencement de septembre afin qu'elle puisse être signifiée aux intéressés avant le 1^{er} octobre. Un règlement de 1683 revient aux dates anciennes, la déclaration du 28 août 1685 et deux édits promulgués en janvier et octobre 1713 déclarent que cette nomination doit avoir lieu en septembre.

C'est contre les habitants que le collecteur réclamait, le cas échéant, sa décharge, puisque l'élection contestée était leur ouvrage et qu'ils seraient forcés de procéder à une nouvelle élection si la première était annulée. « La nécessité de les approcher se fait aisément sentir (2). »

Le demandeur usait en la circonstance de la voie de l'opposition (3) dans un délai de quinze jours à partir de la notification qui lui était faite de son élection à la requête du syndic de la paroisse. Ce délai fut réduit à huit jours par la déclaration de février 1663.

L'opposition se portait devant l'Élection qui statuait sommairement à l'audience, le procureur du roi entendu en présence du syndic de la paroisse où les habitants dûment appelés, également à jour de dimanche et fête à l'issue de la messe ou des vêpres.

Le demandeur avait à administrer la preuve de son exemption prétendue.

Celui qui avait été déjà collecteur depuis moins de trois ans exhibait la notification de la nomination qui lui avait été faite à l'époque.

Celui qui se prétendait septuagénaire n'était pas admis à faire la preuve de son âge par témoins mais seulement en présentant un extrait de baptême ou tous actes authentiques et non suspects (4). Mais cette disposition qui aurait permis de restreindre le nombre des fraudes ne pouvait pas être appliquée strictement, en raison de la mauvaise tenue des livres de baptême, et il semble qu'en de nombreuses occasions les Elus admirent la preuve par témoins.

Le réclamant malade, atteint du mal caduc, impotent, insensé, ou privé de ses membres ou de ses sens, devait également fournir la preuve de son état de déficience (5).

Par contre si l'exemption était fondée sur un privilège, la demande

(1) Déclaration 8 avril 1634, art. 39.

(2) Loisel de Boismare, *Dictionnaire du droit des tailles*, 1787, v^o *Collecteurs*.

(3) L'opposition est un acte par lequel le demandeur s'oppose à l'exécution d'une décision à laquelle il n'a pas été partie. C'est une procédure analogue à la tierce opposition de nos jours.

(4) Décl. 12 fév. 1663, art. 5.

(5) Guyot, *op. cit.*, v^o *Collecteurs*.

n'était recevable que si ce privilège avait été accordé par la loi (1). Sous prétexte que son exemption n'était prévue par aucun texte, l'arrêt du Conseil du 22 mars 1666 déclara sujet à la collecte un avocat postulant, c'est-à-dire un auxiliaire de justice exerçant en même temps la charge de procureur et celle d'avocat. Toutefois la Cour des Aides de Paris cassa le 11 juillet 1760 la nomination d'un avocat sans se référer à aucune disposition réglementaire, mais en invoquant de simples raisons de sympathie. « Cette jurisprudence qui n'est fondée sur aucune loi particulière, explique la Cour, est dictée aux magistrats et inscrite dans tous les cœurs de ceux qui exercent la fonction de la magistrature, par reconnaissance pour une profession aussi honorable et aussi utile. Il serait indécent qu'un avocat se trouve affligé de faire de maison en maison la collecte des deniers royaux (2). » Sans doute la Cour aurait-elle pu, pour renforcer ses attendus, invoquer un précédent romain, car la loi Fancimus défendait d'assujettir les avocats à des charges étrangères à l'exercice de leur profession. Cependant son opinion n'était pas partagée par tous les tribunaux ; on rencontrait souvent des avocats collecteurs, et si Gabriel Hanfray, collecteur de la paroisse de Pointel pour l'année 1675, obtint de l'élection de Falaise, la cassation de sa nomination, ce ne fut pas par égard pour l'honorabilité de sa profession, mais uniquement parce qu'il n'était pas domicilié dans la paroisse où il avait été nommé (3).

Pareil avantage était accordé aux médecins (4) ; comme pour les avocats, il ne leur était pas conféré par une loi, mais par une « jurisprudence universelle ». « L'importance et l'utilité des fonctions qui leur sont confiées, les connaissances qu'il faut acquérir pour exercer cette profession sont des motifs assez pressants pour les dispenser des charges communes aux autres hommes. » La Cour de Paris déchargea un médecin de la ville de Craon bien qu'il eût dérogé à la médecine en faisant des choses qui étaient du ressort des apothicaires.

Les officiers privilégiés dérogeant à leur privilège ne pouvaient néanmoins être élus collecteurs. Par arrêt de la Cour des Aides de Paris en date du 27 octobre 1681 un aide de fruiterie qui aurait dû demeurer collecteur en sa qualité de notaire à Châteaudun fut déchargé en raison du service qu'il devait comme officier de fruiterie de M^{lle} D'Orléans, service dont il justifia par certificats signés et signifiés aux habitants de la ville.

(1) Auger, *Traité*, ch. II, § 6.

(2) *Mém. alph.*, v^o Avocat.

(3) Esmonin, *La taille en Normandie*, p. 174, note 6.

(4) Loisel de Boismare, v^o Médecin ; *Mém. alph.*, v^o Médecin. La même exemption n'est pas accordée aux apothicaires, cf. Roussaud de la Combe, *Traité des tailles* ch. II, sect. I.

Un collecteur ne pouvait obtenir sa décharge sous prétexte qu'un autre membre de sa famille était collecteur en même temps que lui. Les habitants de Saint-Laurent-du-Rieu avaient nommé collecteurs, le père et le fils, Gilles et Jean Darmilly. L'Election de Bayeux décida que le fils viendrait en aide à son père et qu'eux deux ne compteraient que pour une seule et même personne ; elle nomma un nouveau collecteur à la place du fils. Les deux parents ne comptaient que pour une seule et même personne, car ils n'offraient qu'une seule garantie. Le patrimoine familial susceptible de répondre des cotes non recouvrées était déjà affecté par la nomination du père ; la présence du fils aux côtés de son auteur n'offrait aucune sûreté supplémentaire au receveur des tailles (1).

La sentence emportant décharge de la collecte était motivée et rendue par trois juges au moins. Le cas échéant, appel était obligatoirement levé devant la Cour des Aides à peine pour les contrevenants de payer une amende de 200 livres (2).

Pour hâter la solution de ces procès, la déclaration de 1634 avait enjoint aux Elections de statuer avant le 1^{er} janvier ; les appels devaient être déferés à la Cour avant le 15 janvier ; les délais furent reportés respectivement au 30 novembre et au 31 décembre, par la déclaration de 1663 (3), mais les dates antérieurement adoptées furent rétablies, le 22 août 1674. Dans la généralité de Paris, les dates limites fixées par la déclaration du 11 août 1776 étaient le 1^{er} août et le 7 septembre.

Si ces délais n'étaient pas respectés, les réclamants étaient forclos et se trouvaient astreints, quelle qu'ait été la valeur de leurs arguments, à faire la collecte, sans espoir d'être relevés de cette déchéance (4).

D'ailleurs le recours n'était pas suspensif, ni en première instance, ni en appel. Les demandeurs étaient astreints, en attendant la solution de l'instance, à procéder à l'assiette et à la levée des tailles jusqu'à ce que leurs remplaçants aient été nommés. Ils remettaient alors à ceux-ci un état des deniers reçus par eux ainsi que les quittances délivrées par le receveur des tailles. Ils pouvaient simplement réclamer à la communauté des dommages et intérêts, s'ils estimaient que les habitants avaient trop tardé à nommer de nouveaux collecteurs depuis leur décharge. Mais cette éventualité était rare,

(1) Sentence de l'Election de Bayeux, 2 déc. 1673.

(2) Arrêt, 2 sept. 1643.

(3) Confirmée par les déclarations des 20 mars 1667 et 20 avril 1673 (art. 3).

(4) Décl. fév. 1663 : Le dernier de novembre qui précédera l'imposition, il ne doit rester aucune décharge à juger par les élus et le dernier décembre suivant aucun appel ne sera reçu dans la Cour des Aides. Passés ces délais, les intéressés ont laissé prescrire leurs droits et ne peuvent faire réunir aucune assemblée, ni engager aucune poursuite pour obtenir leur décharge à peine de nullité.

car les Elus qui prononçaient la décharge de certains collecteurs nommaient généralement pour les remplacer par le même jugement « nombre suffisant des plus capables de la paroisse pour asseoir et collecter » (1). Les mêmes magistrats pouvaient d'ailleurs, s'ils avaient connaissance que les collecteurs élus étaient « gens de néant et insolubles » en nommer de leur propre chef de « plus riches et capables ».

Il était un cas où la décharge d'un des collecteurs était un droit : lorsqu'aucun de ceux qui avaient été élus ne savaient lire et écrire. La Cour des Aides de Paris l'admit dans une affaire concernant des collecteurs de Bonnières et ordonna par un arrêt du 12 ou 14 janvier 1694 que les habitants nommeraient un autre collecteur sachant lire et écrire à la place du seul d'entre eux qui, remplissant cette condition, avait réussi à se faire décharger.

L'auteur du *Mémorial alphabétique* pense que « c'est au collecteur qui a obtenu lors de l'élection le moins de voix, ou en cas de concurrence de voix celui qui a fait le dernier sa charge a demander sa décharge pour qu'on en désigne un autre à sa place plus lettré, capable de mettre les regus sur le rôle. »

SECTION II. — *Nomination des collecteurs suivant le système des échelles.*

En certaines provinces notamment en Normandie, les collecteurs étaient choisis avec le système des échelles (2). Ce système consistait à ranger sur un tableau les sujets à la collecte en trois groupes égaux suivant leur fortune : les plus riches étaient inscrits dans la première colonne, les plus pauvres dans la troisième colonne, les gens de fortune moyenne dans la colonne du milieu. Les membres de chaque échelle passaient à la collecte par roulement, en suivant les lignes du tableau.

Le système supprimait le caractère hasardeux de l'élection et introduisait l'équité en rendant impossibles les réélections répétées d'un collecteur solvable ; il fixait en même temps les droits respectifs des habitants dans l'exécution successive d'une obligation particulièrement désagréable. Il explique que la décharge de collecte n'ait pu être obtenue que par une procédure spéciale : l'action en préférence de collecte.

Cette procédure était prévue par l'édit de janvier 1597 portant règlement de la taille en Normandie (3). Le demandeur intentait son

(1) Déclar. 16 avril 1643.

(2) Le système des échelles avait été d'ailleurs reconnu officiellement par le règlement du 20 mars 1673.

(3) Pour divulguer plus facilement la teneur de ce règlement, il avait été ordonné de l'insérer dans le mandement des tailles.

action non pas contre la communauté mais contre tel habitant qu'il déclarait devoir faire la collecte à sa place : il se « cotait » sur lui. Aux termes de l'édit, l'intéressé devait se faire délivrer, le jour même de l'élection, un certificat du curé ou du vicaire indiquant la personne qu'il entendait faire charger à sa place et emportant en même temps assignation. Faute de présenter ce document, dans ce court délai, sa réclamation était irrecevable. Cette disposition trop rigoureuse fut tempérée, lors de la vérification du texte royal, par la Cour des Aides de Normandie qui permit à ceux qui avaient été absents le jour de l'élection de réclamer le certificat dans un délai de trois jours à partir de la signification de leur nomination. Les Elus au premier jour et « sans espoir de délai » réglaient l'affaire et nommaient, que les parties en désaccord aient comparu ou non, « ceux qu'il appartiendra », sans qu'il leur fut loisible d'appeler à la collecte des personnes autres que les personnes mises en cause. La sentence était exécutoire par provision.

Pour éviter les réclamations purement dilatoires les lettres patentes d'août 1664 avaient exigé, en leur article 3, que les collecteurs procéderaient à la confection des rôles huit jours après la réception des mandements des tailles sans être autorisés d'intenter « aucune action pour leur décharge ou préférence d'assiette qu'après avoir fait les dits rôles ». Mais l'article suivant stipulait que les collecteurs qui solliciteraient leur décharge se pourvoiraient huitaine après leur nomination ; les légistes royaux ne se faisaient-ils pas des illusions en imaginant que les collecteurs seraient suffisamment empressés pour faire l'assiette en une semaine ? Quoi qu'il en soit, ces causes dont l'examen exigeait de la célérité étaient jugées sommairement et sans frais à l'audience, de façon qu'elles fussent terminées en première instance avant le 30 novembre et devant la Cour avant le 15 janvier.

Cette procédure expéditive présentait un avantage appréciable pour le général des habitants : les frais du procès ne tombaient pas sur la communauté étrangère aux débats, mais restaient à la charge de celui des antagonistes qui demeurait ou était nommé collecteur. Par contre, elle devenait ruineuse pour les particuliers, car malgré l'interdiction (1) d'intenter une action en préférence de collecte contre plus de deux personnes, il arrivait très fréquemment qu'une même personne prise à parti se cotât à son tour sur plusieurs autres si bien que finalement les frais de procès supportés par le perdant étaient très élevés.

L'intendant le Blanc fait une assez sombre description des conséquences de ces différends : « Souvent le collecteur... se cote sur un autre qu'il prétend plus ancien et devoir faire la collecte, et celui-ci sur un

(1) Lettres patentes, août 1664, art. 4.

autre jusqu'à trois ou quatre et si les premiers sont obligés de faire les rôles par provision, ils font des rejets considérables et ruinent les particuliers qui sont obligés de soutenir leurs procès, et ceux contre lesquels ils se sont cottés, en attendant l'événement du procès ne font pas la collecte (1). » A son avis il y aurait lieu d'abandonner un système aussi pernicieux, et « d'ordonner que ceux qui veulent se pourvoir contre ces nominations agiraient contre le syndic et les habitants suivant l'article 39 du règlement de 1634 et l'usage de la Cour de Paris. » Comme à son avis les délais pour le règlement de ces contestations étaient trop longs, il insista pour que ces procès fussent terminés le 15 décembre à l'Election et le 15 janvier à la Cour. Il prit même sur lui de prescrire aux Elus de vider ces affaires dans les vingt-quatre heures.

En théorie d'ailleurs l'action en comparaison ne se justifiait pas. Loisel de Boismare en montre l'illogisme : « de quel droit diriger une action contre un particulier sous prétexte que c'est à son tour de passer à la collecte ? La nomination que l'on critique n'est pas son ouvrage, il n'en doit point être chargé d'en faire une nouvelle ; en un mot, c'est à son insu et quelquefois contre sa réclamation que la nomination a été faite et cependant on veut l'en faire répondre et on lui fait un procès parce que lui-même n'en a pas fait un aux habitants pour les forcer de le nommer collecteur. De tout point, cette marche est insoutenable, elle répugne aux dispositions de la loi, elle se trouve en opposition avec les notions les plus communes sur la procédure, et le bon sens et l'équité se réunissent pour la faire proscrire (2). » Ce vœu fut exaucé.

En effet, après que les paroisses eurent été obligées par la déclaration du 1^{er} août 1716 de dresser un tableau de collecteurs, les actions en préférence de collecte n'eurent plus de raison d'être et elles ne furent plus reçues ni tolérées. La Cour des Aides paraît d'ailleurs avoir interdit ces sortes d'actions avant cette date. Il n'en demeure pas moins que dans certaines élections l'usage de la préférence se continua « mais ce sont de mauvaises procédures » déclare Loisel de Boismare (3).

SECTION III. — *Nomination des collecteurs d'après un tableau.*

Il avait paru nécessaire de déterminer de façon stricte un ordre pré-établi dans lequel les habitants seraient tour à tour appelés à la collecte. Certaines communautés ou paroisses avaient été autorisées à établir

(1) Arch. Nat. G 7 491, 2 janvier 1679. Cité par Godard, *Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV*, chap. VII, p. 227.

(2) Loisel de Boismare cite au v^o *Préférence de collecte* un arrêt de la Cour de Rouen du 13 janvier 1713 dans une affaire Bois-Renoult contre le Sens, t. II, p. 253.

(3) Loisel de Boismare, v^o *Collecteurs*, t. I, p. 217.

à cet effet un tableau spécial divisé en colonnes. Dans l'une étaient inscrits les exempts ou exclus de la collecte ; les autres habitants étaient répartis, selon l'importance de leur cote, en autant de colonnes qu'il devait être nommé de collecteurs chaque année et placés dans chaque colonne d'après le temps qu'ils auront été pour la première fois imposés en quelque lieu que ce soit. Il s'agit en somme d'un système d'échelle perfectionné. La déclaration du 1^{er} août 1716 rendit la confection de ces tableaux obligatoire dans chaque communauté. Ses dispositions furent rappelées par la déclaration du 9 août 1723.

Ils étaient mis à jour chaque année par l'assemblée générale des habitants à la diligence des syndics et sous la surveillance des collecteurs. On rayait les défunts, les personnes qui n'étaient plus en état d'être collecteurs, on y ajoutait ceux qui étaient devenus sujets à la collecte avant le 1^{er} mai. En cas d'inobservation par les maires, échevins et syndics des paroisses des obligations qui leur étaient imposées pour la bonne tenue de ces documents, l'Election était saisie généralement par un réquisitoire du procureur.

La population mettait souvent peu d'empressement à préparer le tableau. C'est en vain qu'en 1774, l'Election de Guéret avait enjoint aux maire et échevins de la ville de Felletin de procéder à la confection du tableau paroissial et d'en déposer une copie au greffe. Le 5 décembre, les Elus ne purent que constater qu'au mépris de leur sentence, les habitants s'étaient refusés à s'assembler et n'avaient fait qu'un informe papier rempli de défauts. Ils durent ordonner la confection d'un nouveau tableau correct et obliger pour que le recouvrement ne souffrit pas d'autre retard, les particuliers les plus imposés à procéder à la « faction » des rôles pour l'année 1775 dans un délai de huit jours à dater de la notification de leur nouvelle sentence. Le 20 octobre 1776, le procureur du Roi de la même Election, fit rendre un jugement ordonnant aux syndics des paroisses de Monziéroux et Nouzières de porter dans les trois jours au greffe du Tribunal les récolements faits par l'officier qui avait accompli la chevauchée pour la nomination des collecteurs de l'année suivante, à peine en cas de désobéissance, d'y être contraints par toutes voies et moyens et condamnés à 3 livres d'amende (1).

Les habitants pouvaient se pourvoir avant toute nomination contre l'ordre suivi dans l'établissement du tableau, ensuite contre leur nomination elle-même faite suivant le tableau.

Ceux qui prétendaient avoir été inscrits sur le tableau contre l'ordre normal s'adressaient à l'Election ou à la Cour des Aides à condition

(1) Thomas, *L'Election de Guéret au XVIII^e siècle*, p. 211.

qu'ils puissent se faire rayer en première instance avant le 15 juin et en appel avant le 15 juillet de l'année précédant celle pour laquelle ils seraient susceptibles d'être nommés collecteurs (1). Si leur demande était reconnue fondée, les frais de l'instance étaient supportés par la communauté.

Une exception temporaire à la compétence des tribunaux réglés fut apportée par la déclaration du 24 mai 1717, qui invita les intendants à veiller de façon particulièrement sérieuse à la confection des tableaux dont l'établissement était devenu obligatoire. On autorisait les intendants non seulement à corriger ces tableaux s'ils étaient mal faits mais à les faire dresser eux-mêmes, si les habitants s'étaient dérobés à cette tâche. Les contestations qui surviendraient pendant cette période d'adaptation à la réforme seraient portées naturellement devant l'intendant, avec appel possible au Conseil du roi. Cette modification aux règles ordinaires de la procédure était provisoire : il était prévu qu'à partir du 1^{er} avril 1718 on reviendrait à la procédure normale et les lettres patentes du 5 septembre 1717 précisaient déjà que les appellations seraient jugées aux grandes audiences de la Cour des Aides, les jeudis de chaque semaine, de 9 à 11 heures du matin et les autres jours jugés convenables du 8 septembre à fin octobre.

Ceux qui n'avaient pas protesté, à titre préventif, contre le tableau, étaient admis à se pourvoir contre leur nomination parce que l'ordre du tableau n'avait qu'une valeur indicative ; néanmoins même s'ils gagnaient leur procès, les frais n'en restaient pas moins à leur charge comme sanction de leur négligence. Ces demandes s'exerçaient dans les mêmes formes et devant les mêmes juridictions que celles engagées avant la nomination. Elles étaient jugées dans les mêmes délais.

Les conclusions des réclamants invoquaient généralement l'un des trois motifs suivants :

- 1^o l'ordre du tableau n'a pas été suivi ;
- 2^o le tableau est défectueux ;
- 3^o le collecteur choisi remplit les conditions nécessaires pour être exempté.

1^o Les plaintes fondées sur le premier motif étaient nombreuses (2). En Normandie, celui qui avait été nommé alors qu'on n'avait pas suivi l'ordre du tableau pouvait obtenir que les habitants procèdent à une nouvelle nomination, régulière cette fois. Un arrêt de la Cour de Rouen daté du 15 avril 1734 avait également décidé que le taillable, classé le premier sur la colonne de sa catégorie, était fondé à faire casser la

(1) Décl. 1^{er} août 1716 (art. 9).

(2) Thomas, *op. cit.*, p. 214.

nomination d'un autre taillable inscrit après lui et à se faire nommer à sa place (1). Par contre, s'ils avaient des motifs valables pour ne pas nommer celui qui se trouve en tête du tableau, les habitants conservaient toute latitude pour nommer le suivant, à condition de consigner les raisons de leur choix dans l'acte de nomination afin que celui qui était nommé et celui qui ne l'était pas fussent en mesure de vérifier la valeur de la décision des habitants. Le procès donnait lieu à deux sentences. Par la première les Elus ordonnaient qu'il serait statué sur la question par l'assemblée générale des habitants ; ceux-ci examinaient la réclamation et pouvaient à leur gré décharger ou maintenir le collecteur ; un second jugement homologuait leur décision.

2^o Si le tableau était défectueux, l'élection avait une base vicieuse, et le réclamant devait demander non seulement qu'il soit procédé à une nouvelle nomination mais encore qu'il soit fait un nouveau tableau. En fait, les réclamations de cette nature n'étaient accueillies, d'après Loisel de Boismare, que « si les vices du tableau ont occasionné une nomination injuste, car si le tableau, quoique défectueux avait présenté à la collecte celui qui devait réellement le service, ou si les habitants ne prenant pas en considération le tableau avaient nommé celui qui devait effectivement être chargé de cette fonction, alors la demande en décharge ne pourrait pas être écoutée, car les irrégularités ne constitueraient pas un motif suffisant pour annuler une décision qui est juste en soi et conforme aux intentions de la loi. Il faut donc avant d'intenter ces actions examiner scrupuleusement si dans le fait celui qui est nommé doit s'acquitter de cette fonction dans l'année même où il est nommé. On n'écoute sa demande que si la nomination porte sur une injustice » (2).

On suivait en cette hypothèse une procédure originale : le réclamant concluait à être reçu opposant contre la nomination qui sera cassée ou annulée au vu du tableau tel qu'il était présenté sur le bureau de justice ; les habitants étaient condamnés à s'assembler dans le plus bref délai pour procéder tant à la confection d'un nouveau tableau qu'à la nomination d'autres collecteurs en se conformant pour l'une et l'autre opération aux dispositions des règlements le tout avec dépens.

3^o Celui qui jouissait d'une cause légitime d'exemption devait en apporter la preuve. Il demandait à être reçu opposant contre la nomination, sans qu'il ait à demander la représentation du tableau. Il lui suffisait de produire une expédition de l'acte de nomination, et les titres qui établissaient l'exemption, ainsi qu'une requête tendant à être

(1) Loisel de Boismare, *v^o Collecteurs*.

(2) Même référence.

admis à approcher les habitants. Il concluait à être déchargé et à être inscrit sur la colonne des exempts tant qu'il serait revêtu « de la charge, emploi, office ou commission qui lui conférait ce privilège ». Selon la déclaration du 9 août 1723, le syndic d'une paroisse ne pouvait pas être nommé collecteur, sauf dans le cas où il avait omis de déposer au greffe de l'Election, les actes de nomination de collecteurs. Cette exemption ne paraît pas avoir été respectée par tous les tribunaux si l'on en juge par une sentence rendue par l'Election de Guéret dans une affaire BRUNEAU. Deux frères du nom de Jean Bruneau, qui exerçaient les fonctions de syndics fabriciens de la paroisse de Dapeyre, furent désignés en 1748 comme collecteurs porte-bourse pour l'année suivante. Ils protestèrent en invoquant les termes de la déclaration de 1723. Consulté sur cette affaire, le receveur des tailles estima qu'il était conforme à l'ordre du tableau que les deux frères Bruneau fussent collecteurs l'année suivante, et que le récolement annuel ne permettait pas de changer l'ordre établi, sinon pour retirer seulement les personnes décédées ou les habitants hors d'état de faire la collecte. Le comptable ajoutait à cette argumentation peu conforme, il est vrai, à la déclaration de 1723, un motif d'équité en déclarant : « la charge de collecteur est beaucoup plus grande que celle de syndic, il n'est pas juste que cette dernière qualité acquit un privilège qui deviendrait onéreux au reste de la communauté. »

SECTION IV. — *Nomination de collecteurs d'office.*

Si les habitants n'étaient pas de collecteurs, les élus en désignaient d'office et ce choix était irrévocable, l'arrêt du conseil du 27 novembre 1641 déniait aux intéressés la faculté de se pourvoir contre cette nomination (art. 11). Le recours ne fut admis qu'à partir de 1643 (1). La procédure en fut modifiée à plusieurs reprises.

L'arrêt du 16 avril de cette année partage le droit de nomination d'office entre les Elus et le commissaire départi. Toutefois ce dernier ne peut y procéder que dans deux cas :

a) si l'ordre formel qu'il a adressé à la communauté retardataire de se réunir et de procéder à l'élection est demeuré sans effet, auquel cas la nomination d'office a lieu huit jours après la date prévue pour l'assemblée ;

b) si les collecteurs nommés par les habitants sont « gens de néant et insolubles ».

(1) Arrêt 16 avril 1643, art. 10.

Le texte primitif de l'arrêt prévoyait que pour obtenir sa décharge le collecteur nommé d'office se retirerait devant l'intendant, les Trésoriers de France et les Elus qui avaient assisté au département, ou devant les Elus seuls, en l'absence des Trésoriers et de l'intendant ; si sa réclamation était reconnue fondée, il était déchargé sur le champ et remplacé par un collecteur solvable. Mais le texte ne fut pas enregistré suivant sa teneur initiale, la Cour des Aides de Paris ayant inséré la double réserve qu'après avoir instruit les dits procès les intendants les jugeraient aux Elections avec les Elus, et que les appels seraient portés devant elle.

A partir de l'entrée en vigueur de la déclaration du 12 février 1663 la nomination d'office fut faite par l'intendant, ou les Elus seuls en son absence, si la communauté n'a pas nommé les collecteurs le 30 novembre. Celui qui entendait contester sa nomination devait se plaindre avant le 31 décembre, directement à la Cour des Aides, car la nomination faite par les Elus était assimilée à un véritable jugement, contre lequel le seul recours possible était l'appel.

Selon le règlement de 1673, l'intendant et les Elus procédaient à la nomination d'office des collecteurs dans le cas où les syndics n'avaient pas adressé et fait enregistrer le dernier jour d'octobre au greffe des Elections, le procès-verbal de nomination des collecteurs. La notification des nominations d'office était assurée par le receveur des tailles avant le 15 novembre. Mais l'examen des actions en décharge était exclusivement abandonné aux tribunaux ordinaires, contrairement à ce qui avait été admis en 1663 : les Elus devaient statuer avant le 15 décembre, la Cour des Aides avant le 15 janvier.

Toutefois, après l'arrivée au pouvoir de Colbert, les intendants fidèles mandataires du gouvernement, prirent en fait une part de plus en plus active dans l'administration des impôts et exercèrent un contrôle de plus en plus étroit sur l'assiette de la taille. La nomination d'office des collecteurs devint dans la majorité des cas leur œuvre, en raison de la paresse des habitants et de l'inertie des Elus. Le règlement de 1683 leur donna le pouvoir de délivrer aux receveurs des tailles, le premier septembre au plus tard, leur jugement portant injonction aux paroisses de nommer des collecteurs (1) et la déclaration du 28 août 1685 consacra définitivement le nouvel usage en retirant aux Elus la connaissance des décharges de collecte d'office, pour l'attribuer désormais aux seuls commissaires départis. Cette disposition fut confirmée par l'article 2 du règlement d'octobre 1713.

Un arrêt du 10 octobre 1716 ordonna que dans les paroisses où les

(1) Godard, *op. cit.*, p. 226.

tableaux n'auraient pas été faits dans la forme prescrite par la déclaration du 14 août précédent, il serait nommé des collecteurs d'office par les intendants. Mais devant le manque de zèle des paroisses, il parut plus expédient de faire désigner par l'intendant un commissaire spécial chargé de la confection du tableau.

SECTION V. — *Contestations entre collecteurs.*

Quelques différends pouvaient naître entre collecteurs au cours de la collecte. En principe la présence de tous les collecteurs n'était pas nécessaire pour procéder à la confection du rôle, mais aucun d'eux ne pouvaient se dérober à cette tâche sans motif légitime. Les collecteurs présents pouvaient contraindre les absents à venir les assister. Ils leur intentaient un procès en l'élection. C'est ainsi que deux collecteurs de Saint-Jons assignèrent leur collègue devant l'Election de Bayeux le 22 novembre 1674 pour « parachever avec eux l'assiette de la taille dudit lieu, encommencée le jour d'hier, suivant qu'il a esté nommé pour ce faire par lesdits paroissiens dudit lieu et dire la cause de refus. »

En principe la collecte était faite par les collecteurs indifféremment et conjointement ; mais il leur était permis d'organiser leurs tournées « comme bon leur semblait », par exemple que se diviser en deux ou quatre équipes, en exercice chacune pendant un semestre ou un trimestre seulement. La garde du rôle était presque toujours confié au plus haut taxé, ou à celui qui appartenait à la plus haute échelle, dans les régions où le système des échelles était adopté. C'est lui qui émargeait le rôle des paiements et conservait les deniers. S'il refusait de se dévouer pour se charger de la perception, ses collègues plus bas assis s'adressaient à l'Election pour obtenir une condamnation l'obligeant à porter la bourse et à conserver le rôle.

En contre-partie, ses collègues avaient le devoir de l'aider et de subir la saisie et la prison en cas d'insolvabilité. Une sentence de l'Election de Caudebec condamna un nommé Pierre Forestier, collecteur de Sasseville, à assister le porte-bourse, les mercredis de chaque semaine pour procéder aux exécutions et le jeudi pour les ventes à Granville : l'un et l'autre devaient se rejoindre les jours dits au presbytère de la paroisse à neuf heures du matin (1).

Si un collecteur solvable mourait en exercice, toute personne solvable habitant sous son toit était habilitée à le remplacer, ses biens conti-

(1) Esmonin, *op. cit.*, p. 411.

nuaient à répondre du recouvrement de l'impôt ; toutefois l'Election devait obligatoirement statuer sur les comptes du défunt avant que le rôle soit remis à son successeur.

* * *

L'institution de collecteur permanents aurait mis fin à ces querelles. Cette réforme était préconisée par Turgot. Choisir des préposés sédentaires qui se chargeraient de la perception des différentes taxes levées dans un ressort déterminé, et leur attribuer une commission raisonnable qui leur permettrait de subsister décemment sans être à charge aux paroisses. Ce ressort serait un arrondissement de plusieurs paroisses assez borné pour qu'un homme seul puisse veiller par lui-même au recouvrement avec l'assiduité nécessaire, mais en même temps assez étendu pour que les sommes à recouvrer puissent, à raison de 4 deniers par livre, présenter un profit capable avec les autres privilèges attribués aux préposés d'engager des particuliers intelligents et solvables à se charger de cet objet de leur plein gré (1). L'expérience fut tentée, sur un terrain limité : les lettres patentes du 18 juillet 1779 permirent aux habitants de Moulins et de Nevers de se choisir, sous leur propre responsabilité, des comptables que leur fourniraient une caution et rendraient compte de leur gestion.

Il n'y a plus besoin de collecteurs. Les particuliers que la paroisse élit chaque année, après le mandement des tailles, sont seulement chargés de la répartition de l'impôt, fonction ingrate certainement, mais dont on peut néanmoins s'acquitter en quelques jours. Les affaires personnelles des intéressés ne subissent qu'un retard passager, leur fortune se trouve à l'abri de l'action du receveur. Ils n'ont plus le même intérêt à obtenir à tout prix leur décharge.

Cette situation demeura exceptionnelle car les événements ne permirent pas de généraliser l'essai tenté dans la généralité de Moulins.

(1) Turgot, 3^e *Lettre aux curés*, 23 oct. 1762. Edit. Daire, t. I, p. 641.

CHAPITRE II

DEMANDES EN RADIATION OU EN DÉCHARGE

Tout particulier qui se prétendait taxé à tort pouvait demander la décharge de son obligation et la radiation de son nom sur ce rôle. Dans les temps anciens, un exempt simplement menacé d'être imposé irrégulièrement était admis à se plaindre devant la Cour des Aides qui y pourvoyait conditionnellement après avoir vérifié s'il n'avait pas dérogé (1). Cette action préventive tomba rapidement en désuétude.

Au XVII^e siècle, la demande en radiation était ouverte dans trois cas :

- 1^o L'assujetti jouit d'un privilège ou d'une exemption qui l'affranchit du paiement de la taille ;
- 2^o il n'habite pas la paroisse dans laquelle il est cotisé ;
- 3^o il a déjà été imposé dans une nouvelle paroisse.

SECTION I. — *Demandes en radiation fondées sur l'existence d'un privilège ou d'une exemption.*

Les privilégiés et les exempts ne devaient pas être imposés. « Exemption et privilège sont termes synonymes quant à l'effet, mais en diffèrent quant à leur nature, l'exemption participe de la nature du droit, le privilège suppose une faveur. Le gentilhomme est exempt, le commensal est privilégié (2). » Quoiqu'il en soit, l'avantage qui était accordé

(1) *Mém. Alph.*, v^o *Syndic*.

(2) *N. C. T.*, t. VI, v^o *Privilèges*. On appelait commensaux les officiers et domestiques de la maison du Roi, et des maisons de la Reine et des premiers princes et princesses de sang royal. Déjà du temps de Charlemagne ils jouissaient de certains privilèges fiscaux. Celui d'exemption de taille et de tous subsides leur fut confirmé sous François I^{er} par un édit du 1^{er} avril 1536 et sous Henri IV par un édit de février 1558. Ce privilège a été plusieurs fois révoqué et rétabli, cf. *Code de Commensaux*. Ils avaient encore d'autres privilèges : le droit de committimus, l'exemption du droit de gros, du logement des gens de guerre, des corvées, de la collecte. Jouissaient des mêmes privilèges les archers de la garde du Roi et de la prévôté de l'Hôtel, les officiers de l'artillerie et de l'Amirauté, ceux des capitaineries des chasses, les huissiers du Conseil, etc.

Toutefois pour jouir de leur privilège les commensaux devaient non seulement être

à l'un ou à l'autre constituait une dérogation au droit commun, dont la charge retombait sur la collectivité toute entière. La communauté avait au plus haut chef intérêt à connaître exactement quels étaient ceux de ses membres qui échappaient à la règle générale et l'on obligea en conséquence ces derniers à justifier clairement de leur exemption.

Dès lors, pour jouir pleinement de leurs droits, le privilégié et l'exempt étaient tenus :

- a) d'informer les habitants de leur situation,
- b) de se maintenir dans cette situation, c'est-à-dire de ne pas déroger ;

a) Ils devaient faire constater à la Cour des Aides de Paris leur titre « en le faisant coucher sur l'état au greffe » puis en faire enregistrer les provisions (1), obtenir un arrêt d'emploi, s'en faire délivrer un extrait qui était enregistré en l'Election et signifié à la paroisse avant le 1^{er} octobre (2), date à laquelle commençait la rédaction du rôle. Seule la Cour de Paris avait ce droit comme étant la plus ancienne et la plus considérable et aussi parce qu'elle était seule dépositaire des états des officiers. Pareil droit fut refusé à l'égard des officiers commensaux résidant dans les provinces du Royaume aux autres Cours des Aides notamment à celle de Rouen par un arrêt du Conseil du 19 décembre 1663.

Les commis des fermes faisaient registrer leurs commissions, soit qu'ils les aient pour la première fois, soit qu'ils en aient changé, à l'élection de leur résidence.

Toutefois la Cour de Rouen ayant fait connaître les inconvénients qui pouvaient arriver par le défaut d'enregistrement à son greffe des provisions des commensaux, étant donné que les usages suivis dans son ressort différaient de ceux des autres provinces, le Roi aurait par déclaration du 13 janvier 1690 obligé les officiers à faire enregistrer leurs titres au greffe de la Cour des Aydes de Rouen. Il ne devait pas être

employés aux états déposés au greffe des Cours des Aides et justifier aux habitants taillables de leur service effectif, mais encore disposer de gages de vingt écus au moins.

(1) Décl. 1614, art. 30. Rien en effet n'est si juste et si sage que cet enregistrement. C'est à la sagesse et à la prudence de la Cour à examiner si les particuliers qui veulent jouir des privilèges sont véritablement dans le cas de la loi qui les a accordés. C'est à elle à examiner si le particulier a rempli le temps et les formalités nécessaires pour jouir des exemptions qu'il réclame. Loisel de B. v^o *Militaires*.

(2) Loisel de Boismare estimait que les dates prévues par ces textes auraient dû être avancées pour les mettre en harmonie avec les nouvelles dates fixées pour l'accomplissement des diverses opérations de l'assiette. « Il restait autrefois, où le département se faisait au mois de décembre près de deux mois, aux habitants pour prendre les précautions nécessaires afin d'obtenir au département la récompense de la perte que pouvaient leur occasionner les significations. Mais aujourd'hui les significations relatives à la taille se font presque toutes le dernier dimanche de septembre et à cette époque, le département est souvent arrêté, car les intendants font cette opération en septembre. Les habitants reçoivent des impositions dont ils ne peuvent plus faire usage. Il y aurait lieu de faire une autre loi. » V^o *Signification*.

réclamé aux intéressés plus de neuf livres pour les frais de l'arrêt d'enregistrement (1).

Les lettres d'annoblissement étaient registrées en la Cour des Aides, où le procureur général et contradictoirement avec les habitants du lieu de la résidence de l'annobli.

L'obligation d'enregistrement à l'Election imposée aux officiers par l'article 8 de l'ordonnance de 1517 et par l'édit de janvier 1703 avait une portée générale et tout particulier devait y satisfaire s'il n'en était expressément dispensé : de telles dispenses avaient été prévues en faveur des officiers des cours supérieurs, des nobles, des officiers, des troupes, gardes du corps, gendarmes et cheveau-légers, des secrétaires du Roi de la Grande Chancellerie.

Les officiers qui servaient le Roi dans des charges périodiques étaient en outre obligés chaque année, conformément à l'ordonnance de 1673, de faire notifier aux habitants un dimanche ou jour de fête — quinze jours à l'avance — la date de leur départ et à leur retour de donner copie du certificat de service qui leur avait été délivré et d'en faire publier la teneur au prône de la messe dominicale (2). Il ne pouvait y avoir dispense de service qu'en cas de maladie certifiée par le juge et le procureur du Roi du lieu de leur demeure. Le certificat de dispense était signifié et les formes habituelles aux habitants et à leur procureur syndic ainsi qu'au procureur de l'Election pour qu'ils puissent la « débattre » en cas de fraude soit par écrit soit par témoins sans être obligés de s'inscrire en faux contre l'acte.

Les bourgeois de Paris avaient été autorisés par le règlement de 1663 à faire valoir par leurs mains ou par celles de leurs serviteurs une de leurs terres à condition de faire publier aux prônes des paroisses l'exploitation qu'ils entendaient faire desdites fermes (3). A Lyon les officiers de l'Election vérifiaient la qualité des bourgeois de cette ville, et ne les laissaient jouir des privilèges attachés à la bourgeoisie qu'une fois qu'ils avaient obtenu une sentence reconnaissant leur titre de bourgeois.

Ce n'est qu'à ces conditions que les intéressés avaient le droit de ne pas figurer au rôle.

(1) *Mém. alph.*, v^o *Commensaux*, 5.

(2) *Mém. alph.* La simple déclaration de l'intéressé n'aurait pas suffi. La preuve de la noblesse a toujours été la condition essentielle de l'exemption. L'ordonnance de 1517 ordonnait déjà d'imposer ceux qui se prétendaient exempts mais étaient incapables d'en fournir l'exhibition, de même les commensaux devaient justifier annuellement du quartier de leur service et du paiement de leurs gages. Il était permis aux habitants de faire la preuve que le service n'avait pas été rempli, sans qu'ils soient tenus de s'inscrire en faux contre le certificat. *N. C. T.*, VI, v^o *Commensaux*.

(3) C'est ainsi que le règlement de 1634 avait accordé aux bourgeois de Paris le droit de faire valoir en franchise une ou plusieurs fermes d'une étendue de 4 charrues. Le privilège fut réduit à 2 charrues en 1667 puis à une en 1673 et supprimé en 1759.

Tout retard dans l'accomplissement de ces formalités anéantissait les effets du privilège, et les collecteurs étaient fondés en leur âme et conscience à taxer le retardataire qui était réduit, du fait de sa négligence, à essayer de faire valoir ses droits par une procédure judiciaire. Ainsi en avait décidé la Cour des Aides de Paris, le 8 juillet 1766 en faveur des habitants corps et communauté de la paroisse de Douillancourt-en-Sery contre le sieur Godde, écuyer secrétaire du Roi.

b) Tout exempt qui dérogeait devient imposable : par exemple selon l'article 127 de l'ordonnance d'Orléans des officiers qui faisaient commerce. Le Mémorial alphabétique cite le cas d'un commensal de la maison du Roi imposé pour s'être livré à des actes de commerce. Reconnaissant qu'il avait dérogé, il paya sa part mais quitta la paroisse pour venir résider à Paris. Comme il continuait néanmoins à être imposé à son ancien domicile, il fit opposition en l'Election et réclama la radiation de son taux en invoquant son privilège. Il obtint satisfaction en première instance, mais les habitants n'acquiescèrent pas à cette décision et relevèrent appel en alléguant que le demandeur avait toujours dérogé en la paroisse et qu'il continuait à le faire à Paris. Par un arrêt rendu au mois de juin 1697, la Cour des Aides de Paris infirma la sentence attaquée et ordonna conformément aux conclusions des habitants, l'exécution du rôle : le demandeur serait imposé dix ans de suite à son ancienne demeure avant de pouvoir acquérir la franchise, dans les mêmes conditions qu'un non-privilegié qui serait venu s'installer à Paris (1).

En application du même principe la première chambre de la Cour des Aides décida en 1702 qu'une femme noble qui avait épousé un roturier pouvait jouir de la noblesse après le décès de son mari, sans qu'il lui soit besoin d'obtenir des lettres de réhabilitation à condition qu'elle ne déroge pas. Mais cette opinion n'était pas généralement adoptée (2).

Par contre le fait de payer la taille n'emportait pas dérogeance. Pas plus le fait de donner à ses fermiers des bestiaux à moitié de croît (3).

Tout noble imposé à tort n'en devait pas moins payer sa cote par provision. Toutefois il lui était recommandé d'attendre d'y être contraint et de le faire en protestant qu'il avait tenté de se faire rayer du rôle et d'obtenir la répétition de la somme qu'il prétendait indûment

(1) *Mém. alph. v^o Privilège.*

(2) Arrêt 9 août 1702. Affaire Sourdille. Renée Sourdille, veuve d'un roturier, s'était mariée avant que son père Gabriel Sourdille obtint une charge de secrétaire du Roi ; les échevins de Château-Gontier lui avait refusé la qualité de noble. *Mém. alph., v^o Enfants de secrétaires du Roi.* L'auteur du Memorial estime que des lettres sont nécessaires.

(3) *Mém. alph., v^o Bestiaux, 4.*

réclamée. Il agissait par la voie de l'opposition, mais celle-ci s'engage différemment selon qu'elle est intentée d'un exempt ou d'un privilégié.

L'usage s'établit qu'il pouvait se pourvoir directement devant la Cour des Aides sans être tenu de s'adresser d'abord à l'Election. Les juristes ne sont pas d'accord sur la justification de cet usage. Pour Bellet-Verrier (1) auteur du *Mémorial alphabétique*, les sentences des Elus ne suffisent pas à établir la qualité de noble ou d'écuyer, si elles ne sont pas confirmées par la Cour des Aides, par conséquent, il n'y a aucune raison d'engager les parties à faire des frais inutiles en s'adressant d'abord à la juridiction inférieure. Le rédacteur du Code des Tailles (2) n'admet pas cette opinion, car l'insuffisance de la juridiction des Elus est, pour lui, toute relative : ces magistrats peuvent parfaitement juger en première instance en matière de noblesse. Divers textes, comme l'article 12 de la déclaration du 17 février 1688, prévoient expressément leur compétence en ces sortes de contestations. Il faut en déduire que la faculté laissée aux nobles d'éviter un degré de juridiction n'est pas un droit intangible mais une simple latitude. Il aurait été plus simple semble-t-il de justifier cette procédure en faisant remarquer que la demande en décharge était considérée comme un appel à l'encontre de la décision des Elus qui avaient rendu le rôle exécutoire, cette décision devant être assimilée à un jugement.

Le Nouveau Code des Tailles décrit ainsi la conduite de la demande formée par un noble (3). L'intéressé présente une requête par laquelle il demande à être reçu appelant de la cote à lui ouverte au rôle de la paroisse et à obtenir une commission pour faire assigner les habitants par voir dire (4) qu'il sera maintenu dans les exemptions attachées à la noblesse ; en conséquence il conclut que sa cote sera rayée du rôle. Sur cette requête, communiquée à M. le Procureur Général, intervient ordinairement un arrêt conforme. Le noble fait alors assigner les habitants et la cause est placée au rôle et vient à son tour à l'audience, où elle est jugée sur les conclusions du ministère public ou appointée en cas de difficulté.

Quelquefois le noble présente requête par laquelle, en demandant à être appelant de la cote, il conclut, attendu sa qualité de noble, à être maintenu en ladite qualité ; il demande que son appel soit converti en opposition et que sa cote soit rayée avec défense aux habitants de l'imposer à l'avenir. Sur cette requête communiquée également au procureur général, intervient ordinairement un arrêt qui en recevant

(1) *Mém. alph.*, v^o *Noblesse*, p. 225.

(2) *N. C. T.*, t. VI, v^o *Nobles*.

(3) *N. C. T.*, t. VI, v^o *Noble*.

(4) Le texte dit bien « voir dire », l'expression est d'ailleurs fréquemment employée.

l'appel, ordonne avant faire droit que le prétendu noble sera tenu d'articuler les faits de généalogie et de noblesse et d'en faire preuve tant par titres que par témoins, tant avec le procureur général qu'avec les habitants.

Le noble dresse les faits de généalogie et de noblesse sur parchemin et les présente à M. le Procureur général qui au bas met qu'il les juge suffisants ou qu'il les rejette. S'ils sont accordés — et c'est le cas le plus fréquent parce que cet accord ne préjudice à rien — le noble fait signifier ces faits en papier timbré tant au procureur général qu'aux habitants, après quoi il présente une requête par laquelle il se désiste quant à présent de la preuve par témoins et se restreint à la preuve par titres sauf à reprendre s'il y a lieu ce mode de preuve et demande l'adjudication de ses précédentes conclusions.

Cette requête est répondue par le greffier d'une ordonnance de viennent. Le prétendu noble la fait signifier et offre l'appointement (1) : si on ne veut pas passer l'appointement, il le fait recevoir à l'audience et l'instance ainsi introduite est distribuée à l'un de ces messieurs.

Les parties produisent à l'ordinaire en exécution de l'appointement et si les adversaires ne satisfont pas au règlement, après les sommations ordinaires de produire à peine d'en être forclos, l'instance est alors jugée avec et sur les conclusions du procureur général.

Au reste les contestations sur le fait de la noblesse n'étant guère susceptibles d'être jugées à l'audience, elles sont presque toujours appointées.

De leur côté, les privilégiés, notamment les officiers dont la franchise des tailles était l'accessoire de la fonction, s'adressaient à l'Élection et à la Cour des Aides. Hors la question de compétence, la procédure était la même que dans le cas précédent, tout au moins jusqu'en 1778. La déclaration du 23 avril 1778 n'apporta aucune modification à la conduite des demandes en radiation formées par les exempts qui continuent à être instruites et jugées suivant les formes prescrites par les anciens règlements.

Les demandes engagées aux mêmes fins par les privilégiés furent désormais soumises aux prescriptions de l'article 7 de la nouvelle déclaration, c'est-à-dire, comme les demandes ordinaires en radiation

(1) L'appointement est un complément d'instruction que le tribunal ordonnait après les plaidoiries lorsqu'il n'était pas suffisamment éclairé. Cette procédure supplémentaire avait pour objet tantôt un nouvel examen de pièces, tantôt la discussion de moyens de droit. Ces formalités tournaient vite à l'abus car les magistrats se lançaient à cette occasion à des examens et des écritures interminables qui prolongeaient la procédure et augmentaient sensiblement les frais. C'est le seul cas où la déclaration du 17 février 1688 portant règlement des procédures qui doivent être observées par les officiers des Elections permettait d'appointer, art. 12.

ou en réduction dans lesquelles les communautés étaient parties contre les privilégiés, elles étaient introduites dans un délai de trois mois à partir de la vérification du rôle par un simple mémoire, sur papier timbré. L'aide d'un procureur était facultative.

Néanmoins, au lieu de saisir la juridiction réglée de leur réclamation, privilégiés ou exempts s'adressaient fréquemment à la juridiction administrative et ceci traduit bien l'incohérence qui régnait entre les attributions des différentes juridictions. Imposé à 20 livres sur les rôles de la paroisse de Nanterre par les collecteurs obéissant à la pression de douze habitants de la ville, c'est à Phélypeaux intendant de justice, police et finances de la généralité de Paris que Pierre Germain, premier archer du prévôt de l'Isle, adressa sa demande en décharge, « comme seul juge à qui Sa Majesté en attribue la connaissance » ; et il citait à l'appui de cette affirmation un arrêt du Conseil du 30 juin 1696. La requête fut instruite par l'intendant qui la communiqua pour avis aux collecteurs de Nanterre et ordonna en fin de compte la radiation (1).

Souvent les privilégiés qui n'avaient pas obtenu gain de cause devant l'Election ou la Cour formaient un pourvoi à l'intendant ou au Conseil, que l'on croyait plus généreux. Quelques décisions le feraient croire aisément. Bien que la noblesse ne fut acquise par les secrétaires du Roi qu'après vingt ans de service, les enfants d'un sieur Bouchard qui avait été pourvu d'une de ces charges peu de temps avant sa mort, réussirent à se faire décharger de leur taxe par l'intendant et la sentence fut confirmée par le Conseil du Roi malgré un arrêt contraire de la Cour des Aides. Une telle décision ne peut guère se justifier ni logiquement ni en équité.

Vincent père, fabricant et vendeur de rubans en gros, acquit en 1701 une charge de secrétaire en 1762 et ne fut plus imposé à Saint-Etienne, mais ses fils qui avaient repris le commerce paternel furent inscrits aux rôles. Le maire et les échevins prétendaient en effet qu'ils ne pouvaient jouir de leur privilège avant que leur père eut accompli un service de vingt ans, et que d'ailleurs leur commerce devait être considéré comme un commerce de détail dont l'exercice entraînait la dérogeance. Les intéressés répliquèrent qu'ils n'étaient pas détaillants et que par les édits de 1690 et de mars 1691, les veuves et les enfants des officiers étaient assimilés aux officiers même, et devaient jouir comme ceux-ci du privilège au même moment, c'est-à-dire dès qu'ils avaient été reçus dans leur office. Déboutés par les Elus de Saint-Etienne, ils obtinrent gain de

(1) Fonds Rondonneau, Arch. Nat. AD. IX, n° 48.

cause devant le Conseil, qui défendit de les imposer tant qu'ils vivraient noblement et ne feraient pas acte de dérogeance (1).

SECTION II. — *Demandes en décharge pour cause de translation de domicile.*

Nous examinerons séparément ce qui se passait dans la majeure partie des pays d'Election et en Normandie.

(1) *Mém. alph.*, v^o *Enfans des secrétaires du Roi*, et Loisel de Boismare, v^o *Enfans*.

Pareille demande en décharge pouvait être intentée durant le temps de leur privilège par certaines personnes qui auraient été imposées alors qu'elles avaient obtenu à titre de récompense ou d'encouragement une exemption temporaire de la taille : certains soldats, les invalides, les pères de famille nombreuse, et les propriétaires qui entreprenaient de défricher les forêts ou d'assécher des marais.

Selon la déclaration du 28 août 1717, les soldats des milices levées de 1702 à 1708 qui feraient bâtir une maison dans laquelle ils prendraient leur retraite, ou qui défrichaient des terres incultes seraient exempts de taille pendant cinq ans à compter du jour de leur retour dans la paroisse, pourvu dans les pays de taille personnelle qu'ils ne fassent valoir que leurs biens et ceux de leur femme. La seule formalité exigée était de présenter au commissaire départi de leur généralité les congés de service par eux obtenus avec un certificat du curé et de deux principaux habitants de leur paroisse constatant le jour où ils étaient venus s'y installer. *N. C. T.*, II, p. 139-140.

Les soldats des régiments provinciaux, après six ans de service, jouissaient d'une exemption d'un an. Ceux qui se mariaient pendant ce délai, bénéficieraient pendant deux autres années d'une exonération de taille personnelle ou industrielle pour leurs biens propres et pour ceux de leurs femmes. Dans le cas où ils prendraient pendant le dit temps des fermes, la durée du privilège serait prolongé d'un an (Ordonnance 19 octobre 1773, art. 11. *N. C. T.*, IV, p. 507-508).

Pour faire valoir leur privilège, il leur était délivré par l'intendant des certificats imprimés qu'ils notifiaient aux habitants.

Les invalides étaient exempts de taille personnelle et industrielle s'ils ne faisaient ni trafic ni exploitation (Ord. 25 mars 1776, t. VIII, art. 13 ; ordon. 9 mars 1778 ; arrêt Grand Conseil 26 novembre 1699. *N. C. T.*, V, 136, 528).

Ceux qui avaient dix enfans vivans ou eu douze vivans ou décédés (Décl. 13 janvier 1683, *N. C. T.*, II, p. 8) nés en loyal mariage, ni prêtres ni religieux étaient exempts de taille. Les pères de famille qui renaient dans ces catégories administraient la preuve de leurs droits en produisant leur contrat de mariage et en faisant compulser les extraits des baptistaires et mortuaires de leurs enfans avec les assesseurs et les collecteurs et le procureur royal en l'élection, tout le dossier était remis au greffe. Ce privilège fut révoqué par la déclaration du 13 janvier 1683 (*N. C. T.*, II, p. 181).

Les propriétaires de marais, palus et terres inondées qui entreprenaient l'assèchement de ces fonds, ceux qui les prenaient à bail emphytéotique ou à titre de champart étaient exempts pendant vingt ans de dîmes et de taille à raison de ces terres. Passé ce délai, ils payaient la dîme à raison de la cinquième gerbe seulement (Déclaration 14 juin 1764 rappelant un édit de janvier 1607). L'état et la consistance des terres faisaient l'objet d'un procès-verbal dressé par le juge royal le plus voisin en présence de toutes les parties intéressées (*N. C. T.*, IV, p. 137).

Des avantages analogues étaient accordés à ceux qui défrichaient des terres incultes, sous réserve qu'ils aient déclaré au greffe de la justice royale et de l'Election de leur ressort la quantité des terres en question, avec leurs tenants et leurs aboutissans. Pour mettre les décimateurs et les habitants à portée de vérifier leur déclaration, une copie de celle-ci était affichée à la principale porte de l'Eglise paroissiale, un dimanche ou jour de fête par un officier qui dressait immédiatement procès-verbal. Cette déclaration pouvait être contredite par les habitants dans un délai de six mois à dater de cette formalité ; passé ce délai aucune opposition n'était plus recevable. Le privilège qui ne durait que quinze ans mais qui portait sur les vingtièmes cessait si le propriétaire abandonnait la culture.

A. Dans la majeure partie des Elections.

En général, la taille suit la personne ; en conséquence, elle est assise au domicile du contribuable (1). Le domicile de fait était seul pris en considération ; la résidence commencée au 1^{er} octobre entraînait l'imposition au lieu où l'on vient demeurer. « On peut même être taxé en deux endroits à la fois, dans celui que l'on quitte si l'on n'a pas fait signifier son changement de domicile, et dans celui où l'on va demeurer. Les collecteurs de cette dernière localité sont fondés à penser que le nouveau venu n'est pas imposé ailleurs et les collecteurs de l'ancien domicile ne sont pas obligés de croire qu'il est allé résider autre part, sans avoir fait signifier sa translation (2) ».

Dès lors, il était nécessaire que le contribuable fasse connaître son domicile exact pour éviter une double imposition. Quand il déménageait, son intérêt était de se faire rayer des rôles de la paroisse qu'il délaissait et de se faire inscrire dans celle où il s'installait.

Les particuliers cotisables, édictait l'article 58 du règlement de 1634, ne pourront être taxés qu'au seul lieu de leur domicile pour tous les biens qu'ils possèdent. Toutefois, cette disposition risquait d'être une source de fraudes. Les taillables quittaient souvent la paroisse où se trouvaient leurs principaux biens pour se retirer dans une chambre ou une petite maison située dans une autre élection ou paroisse, dans l'espoir d'être imposés à une somme moindre à leur nouveau domicile (3) soit parce que le taux d'imposition y était moins lourd, soit surtout parce que leurs facultés exactes y étaient inconnues ; leur seul actif apparent était constitué par le mobilier de leur logement, le reste était hors la vue des assésurs. Aussi les déplacements étaient-ils fréquents. Certains placés sur les confins de plusieurs élections se faisaient construire une maison, dans celle de ces circonscriptions qui jouissaient de la réputation d'être la moins taxée et y étaient imposés à une somme légère quoique allant et venant au lieu de leur vrai domicile (4). D'autres parvenaient à s'exempter en se réfugiant dans une ville franche, dans

(1) « Les tailles s'imposent dans les paroisses sur les personnes au lieu du cottisé par la raison que le domicile emporte avec soi la qualité de contribuable. » Vieuille, *Traité des Elections*. « Comme les cotisations personnelles regardent directement les personnes, sans expression de leurs biens, quoiqu'elles doivent se faire par rapport aux biens, chacun est cottisé dans le lieu de son domicile et non dans les lieux où pourraient être situés ses biens. » Domat, *Droit public*, LI, t. 5, sect. V.

(2) Guyot, v^o *Domicile*.

(3) Art. 22, édit 1600 ; art. 61, règl. 1634. Les taillables font des changements de demeure et se retirent assez souvent d'une grande paroisse en laquelle ils tiennent des fermes et vont dans une plus petite qui porte moins de taille et qui est protégée pour tâcher de se faire soulager. Ainsi faisaient certains taillables de l'Election du Mans qui se réfugiaient dans celle d'Alençon. Cf. arrêt Cons. d'Etat, 5 janv. 1665.

(4) *Mém. alph.*, v^o *Habitans*, 16.

un pays de taille réelle où ils n'avaient aucune propriété, ou dans des Pays d'Etats. Ceux-ci exerçaient une véritable attirance : les Normands notamment se précipitaient en Bretagne : « A toutes occasions, déclare la Barre, les taillables se jettent en Bretagne à l'abry cuidans par ce moyen évader aux tailles » (1). D'autres, plus astucieux encore, parvenaient à un résultat identique en déménageant de leur paroisse à l'époque de la Saint Rémy, puis en y revenant dès que l'assiette était terminée et réussissaient ainsi à n'être imposés dans aucune des deux paroisses (2).

L'édit de 1600 remédia partiellement aux conséquences de ces manœuvres en des cas déterminés : les taillables qui, bien que résidant dans des pays de taille réelle, possédaient des biens dans des pays de taille personnelle seraient désormais cotisés dans ces derniers et les fruits provenant de leurs héritages seraient affectés au paiement de l'impôt (art. 21). De même ceux qui reviendraient à leur ancien domicile après s'être absentés seulement pendant le temps de la confection des rôles, y seraient cotisés jusqu'à ce qu'ils aient demeuré un an et un jour dans celui où ils ont déclaré vouloir habiter (art. 22).

Pour mettre fin à toutes pratiques frauduleuses, l'édit du 8 avril 1634 imposa à ceux qui voulaient déménager l'exécution de diverses formalités : faire publier leur délogement au prône avant le 1^{er} octobre précédant l'année d'imposition, et signifier cette déclaration aux habitants de la paroisse qu'ils entendent quitter. La translation de domicile devait être effective avant le 1^{er} janvier suivant. Ils demeureraient imposés pendant une année dans leur ancienne paroisse, et ne le seraient dans la nouvelle qu'au bout d'un an et un jour ; ils le seraient d'ailleurs au même taux que l'année précédente ; toute augmentation de leur cote pourrait faire l'objet d'un pourvoi en surtaux. Mais le fait de payer la taille au nouveau domicile n'aurait pas suffi à lui seul pour prouver que le contribuable avait renoncé au pays où il demeurerait auparavant s'il n'était pas confirmé par d'autres actes : l'accomplissement du devoir pascal, l'affirmation de ce nouveau domicile dans les différents actes de la vie, l'exercice des privilèges dont l'intéressé est en cas de jouir.

Aux termes de la déclaration du 16 août 1683, une déclaration était également obligatoire avant le premier octobre au greffe de l'Election de leur nouveau domicile. Les contribuables y indiquaient 1^o la paroisse d'où ils sortaient, 2^o la somme à laquelle ils y étaient imposés, 3^o le

(2) La Barre, *op. cit.*, ch. XXII.

(1) Moreau de Beaumont, *op. cit.*, t. II, p. 18. *Mém. alph.*, v^o *Habitants*, §. « Il y a des fuyards qui vont d'une paroisse à une autre et qui changent quasi tous les ans de demeure. » Observation de l'intendant de Rouen à Colbert sur l'arrêt du Conseil du 5 janvier 1665 (Man. Cl. 127. Fos 261-264).

nombre de charrues que comportait leur exploitation, 4^o qu'elle profession ils y exerçaient, 5^o la paroisse dans laquelle ils allaient habiter, 6^o la vocation qu'ils entendaient y professer, 7^o le nombre de charrues qu'ils y feraient valoir et de qui ils les tiendraient.

La translation était constatée par un jugement en l'élection avec les habitants de la paroisse délaissée, avant le 31 décembre, à peine de nullité ; en outre si elle n'avait pas été jugée ou exécutée avant le 1^{er} janvier le taillable était taxé dans les deux paroisses. Les actes de translation étaient enregistrés sur un registre coté et paraphé par le président de l'Election et un élu ; le greffier en délivrait des extraits à ceux qui le demandaient.

Ces prescriptions parurent insuffisantes et pour éviter la continuation des abus que les précautions prises n'avaient pas réussi à faire disparaître, autant que pour compenser les pertes que coûtait aux paroisses le départ de leurs habitants, surtout lorsqu'ils allaient demeurer dans des villes franches, on décida que l'imposition au nouveau domicile ne serait obligatoire qu'au bout d'un certain délai, variable selon les cas en vertu de ce qu'on appelait le droit de suite :

1^o ceux qui n'exploitaient aucun bien ni dans leur ancien ni dans leur nouveau domiciles, seraient taxés pendant un an selon l'édit de 1634, pendant deux ans selon le règlement de 1643 dans la paroisse qu'ils avaient quittée, passé quel délai ils seraient imposés dans la paroisse de leur nouvelle demeure à la même somme qu'ils payaient dans l'ancienne (1),

2^o s'ils cessaient de cultiver leurs héritages sis dans leur ancienne paroisse, ils continueraient à y être imposés pendant une année seulement

(1) Défense était faite de les imposer à une somme inférieure. L'interdiction d'augmentation ne visait pas l'augmentation générale qui peut survenir dans le montant de la taille imposée à la paroisse, et dont ils doivent supporter leur part au sou la livre de leur cote. Cette disposition, édictée par l'article 28 du règlement d'août 1673 pour la province de Normandie, était considérée comme applicable dans tous les pays d'Election.

Défense était faite d'imposer les nouveaux venus, « les entrants » à une somme inférieure (régl. 1634, art. 59) que dans celle qu'ils venaient de quitter, à égalité du contingent des deux paroisses. Ce texte n'avait pas une portée absolue, et les tribunaux ont parfois autorisé l'augmentation contrairement aux prétentions des taillables qui estimaient que leur cote, absolument « fixée », ne pouvait être modifiée en dehors du sol la livre de l'imposition totale des habitants. En effet l'entrant était considéré comme un taillable qui changeait de domicile ; toutes les actions actives et passives qui résident dans la personne des autres taillables résident également dans sa personne et s'il peut intenter les actions en abus, en réduction, etc., il était susceptible d'être nommé collecteur et de subir les autres charges qui pèsent généralement sur les taillables. D'ailleurs dans l'espèce où la Cour de Rouen se prononça le 19 décembre 1731, le plaignant n'avait invoqué qu'un bien faible argument de texte, il prétendait que selon les termes du règlement « l'augmentation ne doit avoir lieu que s'il y échet », et que puisqu'il n'y avait aucun prétexte de l'augmenter, l'augmentation ne pouvait se soutenir. Loisel de Boismare, v^o *Entrants*.

avant d'être cotisés à la nouvelle (Déclaration du 16 avril 1683 et arrêt du Conseil du 23 septembre de la même année). Toutefois si la nouvelle paroisse était située dans une élection différente, les contribuables n'étaient déchargés dans la première paroisse que trois ans après la signification de leur déménagement : déclaration du 16 juin 1735),

3° s'ils continuaient à faire valoir leurs héritages ou leurs fermes dans la paroisse qu'ils avaient quittée, tout en exploitant d'autres biens dans leur nouvelle paroisse, ils seraient taxés dans l'une et l'autre paroisses, à proportion de leurs exploitations qu'elles fussent ou non situées dans la même élection (1). Toutefois s'ils avaient pris d'autres fermes dans différentes paroisses de la même élection, ils seraient imposés dans la seule paroisse de leur domicile, à condition de remplir des formalités particulières,

4° s'ils continuaient à posséder des biens, sans les exploiter, dans leur ancienne paroisse, ils étaient imposés en cette dernière pendant trois ans,

5° s'ils allaient demeurer dans un pays d'Etat leur translation de domicile n'avait d'effet qu'au bout de dix ans (arrêts rendus en 1719 et 1766) (2),

6° ceux qui se retiraient dans une ville franche ou dans une ville abonnée demeuraient imposés à leur ancien domicile pendant cinq ans (règlement de 1643 (art. 26) puis pendant dix ans (arrêt du Conseil du 27 janvier 1646) (3),

(1) Décl. 16 juin 1635 et arrêt Cons. 25 janv. 1687 rendus en interprétation de la déclar. du 16 août 1683. On avait remarqué que les taillables réussissaient, grâce à ce cumul de domiciles, « à se faire taxer à bon marché au lieu de leur domicile », grâce à l'ignorance où se trouvaient les collecteurs de l'importance des biens qu'ils possédaient en des paroisses éloignées. La déclaration du 17 février 1728 obligeait les contribuables à faire au greffe de l'Election chaque année, avant le 1^{er} septembre, une déclaration indiquant le nom de la paroisse de leur domicile, la quantité de biens qu'ils y exploitent, le nom de la paroisse où ils exploitent d'autres biens, et les biens qu'ils y exploitent (art. 2). Cette déclaration était signifiée aux habitants de la paroisse de leur domicile, un dimanche ou jour de fête à l'issue de la messe ou des vêpres. Ces déclarations sont inscrites sur un registre à l'Election. Les collecteurs distinguent dans leurs rôles, les cotes personnelles des contribuables qui y sont domiciliés et les cotes d'exploitation de ceux qui y possèdent des biens (art. 5).

Faute d'avoir fourni cette déclaration dans le délai imparti, les intéressés étaient imposés dans toutes les paroisses où ils exploitaient des héritages. Défense était faite aux Elus de modifier ces taxes à peine de demeurer responsables envers les collecteurs du montant des cotes contre lesquelles l'on se serait pourvu. Toutefois l'action en surtaux était possible, et il devait y être fait droit selon l'exigence des cas. La déclaration des biens dont l'exploitation était abandonnée devait être faite en des formes identiques.

(2) Loisel de Boism., v^o *Translation*.

(3) Une exception était prévue pour la ville de Richelieu qui avait obtenu un privilège particulier de Louis XIII en 1635 et de Louis XIV en 1643. La question du transfert de domicile a soulevé au cours du xvii^e siècle des difficultés de compétence dans la généralité de Lyon. Le conflit était survenu entre les particuliers qui se retiraient dans

7^o ceux qui, vivant sur les confins de deux Elections, possédaient des biens dans l'une et leur maison dans l'autre, étaient cotisés dans l'Election où ils exploitaient des héritages ainsi que dans celle de leur résidence à moins qu'ils ne préférèrent les donner à ferme (édit de 1600 art. 21, règlement de 1634, art. 61 et arrêt du Conseil du 5 janvier 1665).

Par contre — s'il ne bénéficiait pas d'un privilège particulier — le bourgeois qui passait d'une ville franche dans un lieu taillable était imposé sans délai mais ne supportait pas les charges du domicile qu'il avait quitté (règlement de 1643, art. 27).

Lorsqu'un contribuable n'était plus imposable dans une communauté d'une paroisse, le contingent annuel de celle-ci était diminué au département suivant du montant de sa cote ; celui de la nouvelle paroisse était augmenté d'autant.

Le contribuable imposé en contravention des règles précitées dans l'une ou l'autre des localités où il avait successivement habité était fondé à obtenir sa décharge. Sa réclamation n'était recevable que s'il avait fait la déclaration exigée avant son déménagement. Un arrêt de la première chambre de la Cour des Aides de Paris rendu le 12 avril 1737 sur les conclusions de l'avocat général de la Bedoyère, infirma une sentence de l'Election de Poitiers et deux ordonnances du commissaire départi qui avaient défendu aux collecteurs de la paroisse de Lusignan de porter au rôle Etienne Tribert, marchand de la paroisse de Toué, alors qu'il n'avait pas fait juger sa translation de domicile en présence des habitants de Lusignan.

Néanmoins la jurisprudence admettait — et l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 janvier 1687 ratifia cette opinion — qu'une femme veuve quittant le domicile de son ancien mari devenait libre d'aller habiter où elle voulait, à Paris comme dans toute ville franche, sans que le droit de suite puisse lui être opposé. Après la mort de Philippe Caron survenu à Chevilly le 11 avril 1671, sa veuve alla s'installer à Sceaux sans faire aucune publication. Elle fut imposée à Chevilly en 1672 : elle fit opposition au rôle devant l'Election de Paris qui lui donna gain de cause ; et cette sentence fut confirmée, sur appel des habitants par un arrêt de la Cour en date du 12 août 1672. C'était là une des consé-

la ville de Lyon, ville franche, avec les habitants des lieux taillables d'où ils sortaient. Les habitants des paroisses se pourvoyaient au Conseil qui jugeait, selon le règlement du 3 juillet 1597, sur l'avis des Commissaires nommés par le Roi Henri le Grand pour le règlement de la taille dans la généralité de Lyon. Les taillables en déplacement s'adressaient à la Cour des Aides qui n'avait pas enregistré le règlement précité. Ce conflit d'attribution ne fut réglé que par la déclaration royale du 6 août 1669 qui prescrivit aux bourgeois de Lyon de jouir de l'exemption pour leurs maisons de plaisance situées dans le plat pays. Ceux qui quittaient le plat pays pour la ville continueraient à être imposés pendant dix ans dans leur ancienne paroisse. Voir ce dernier texte N. C. T. à sa date.

quences juridiques de l'incapacité de la femme mariée. On ne peut pas dire qu'une veuve change de domicile car le fait d'avoir un domicile suppose que l'on jouit de sa pleine capacité. Or la femme mariée, étant incapable, n'a ni état ni nom durant son mariage, elle ne jouit qu'à dater de son veuvage de son état et de sa personne. Elle n'est donc pas tenue de faire signifier le choix de son domicile puisqu'auparavant elle n'en avait pas (1). La déclaration du 24 janvier 1687 lui imposa néanmoins, pour éviter toutes discussions, de faire signifier son élection de domicile dans les quarante jours du décès de son conjoint ; au syndic de la paroisse où il est décédé et aux collecteurs désignés pour l'année suivante et de la faire publier à l'issue de la messe paroissiale (2). De même, la femme qui se remarie doit indiquer au syndic et aux habitants de la paroisse le lieu où elle va habiter avec son nouvel époux. Elle doit être déchargée si elle a, malgré ces précautions, été comprise au rôle et les sommes payées lui étaient restituées (arrêt Cour des Aides de Paris, 6 sept. 1684).

Le règlement de février 1663 prévoyait « la translation faite après la nomination des collecteurs n'aura aucun effet » ; ce qui voulait dire qu'un collecteur n'est pas fondé à demander la décharge de la collecte sous prétexte qu'il allait déménager.

Les précautions prises pour éviter les déménagements frauduleux ne paraissent pas avoir été efficaces. Par contre elles étaient gênantes, car les formalités exigeaient l'intervention des juges royaux et entraînaient des frais. Une réforme était souhaitable, elle fut réalisée par la déclaration du 27 janvier 1772 qui, dans son article 23, supprima l'obligation de faire juger la translation. Désormais celui qui quittait une paroisse se bornait à signifier avant le 1^{er} octobre de chaque année au procureur syndic de la paroisse une déclaration de déménagement, et à faire constater sur les registres de l'Election que cette signification avait été opérée dans le délai exigé. La déclaration du 23 avril 1778 reprit les mêmes dispositions ; une autre déclaration était faite à la nouvelle paroisse et le délogement devait être réalisé dans un délai de six mois de la date des significations. Les déclarations n'étaient l'objet d'un débat judiciaire que si elles étaient contestées.

B. En Normandie.

En Normandie était adopté un système original : Toute personne imposée en cette province le demeurait quelle que fut sa résidence

(1) *Mém. alph.*, v^o *Femme*, 4. *N. C. T.*, t. V, p. 506.

(2) Guyot, *Répertoire*, v^o *Domicile*.

effective tant que la révision des rôles n'était pas ordonnée par le Roi. Cette mise à jour s'appelait le « changement d'octroi » et était prescrite par lettres de commission en vertu desquelles était ordonné « le changement de contribution à raison du domicile changé » (1).

Le changement d'octroi n'avait pas lieu à intervalles réguliers mais « de dix ans en dix ans ou de sept ans en sept ans jaçoit que les Etats tiennent d'an en an es mois d'octobre ou de novembre, ou plutôt ou plus tard, comme il plaît à Sa Majesté ou que les affaires y sont disposées ou après la guerre » (2). Il était plus ou moins général et s'appliquait soit à une paroisse, soit à une élection, soit à toute la province. En fait, malgré ce qu'a déclaré le président La Barre, tous les changements portèrent, semble-t-il, sur la province entière. Pratiquement on ne déroge jamais les Normands qui passent en Bretagne car ce dernier pays avait un système d'impôt considéré comme plus favorable.

Les paroisses en étaient avisées dans le mandement. Les collecteurs s'informaient aussitôt de l'identité des nouveaux habitants survenus depuis le dernier changement qui seraient à enrôler et de ceux qui, ayant quitté la paroisse, étaient au contraire à déroger. Ils faisaient publier leur mémoire au prône pour le notifier aux habitants et pour provoquer leurs observations.

Le changement fut ordonné en 1529, en 1640, en 1647 (3) et en 1660 (4). Celui-ci fut d'ailleurs le dernier. Il spécifiait ainsi que l'avaient fait en leur temps les précédents, que le domicile occupé par les contribuables le 31 décembre 1659 serait enregistré et considéré comme immuable jusqu'au prochain changement — qui n'eût d'ailleurs pas lieu. Les habitants de chaque paroisse réunis en assemblée générale étaient invités à dresser la liste des contribuables sortis de la paroisse et à mentionner le chiffre d'impôt payé par chacun d'eux en 1660. Cette liste serait envoyée aux Elus qui résumeraient dans un tableau tous les changements survenus dans leur ressort. Pouvoir était donné aux intendants de vérifier ces tableaux et de s'en servir pour faire le département des tailles. S'ils y découvraient des fraudes (délogements fictifs, omissions, falsifications de rôles) ils y remédieraient lors du département suivant en poursuivant les coupables.

Toutes contestations entre particuliers ou entre paroisses sur ce changement d'octroi étaient jugées en première instance par les Elec-

(1) Cf. La Barre, *op. cit.*, ch. 22 ; cf. également Arrêt C. des A. Rouen, 1600, dans les règlements de Normandie, p. 55 ; Esmonin, *La taille en Normandie au temps de Colbert*, p. 291.

(2) La Barre, *op. cit.*, p. 224.

(3) Le règlement du 16 avril 1643 avait prévu un changement d'octroi tous les trois ans ; mais cette disposition ne fut jamais appliquée.

(4) Décl. 24 fév. 1660.

tions et en appel par les intendants. On peut penser que les conseillers de la Cour des Aides de Rouen, d'humeur généralement acerbe ne manquèrent pas de protester contre cette commission souveraine attribuée aux intendants de Normandie ; ils envoyèrent au Roi une délégation pour demander que les commissaires départis ne puissent plus entreprendre ni connaître d'aucune matière concernant la juridiction contentieuse de la dite Cour. Ils obtinrent satisfaction puisque l'arrêt du 28 mars 1661 limitait au 31 mars 1662 la durée des pouvoirs exceptionnels donnés aux intendants ; après cette date les parties se pourvoiraient en appel devant la Cour sans que celle-ci puisse en rien préjudicier aux ordonnances précédemment rendues par les commissaires.

Ce n'était là qu'une satisfaction de principe, car la date avait été choisie suffisamment éloignée pour permettre aux intendants de terminer l'examen de la majeure partie des affaires qui leur étaient soumises et ils firent toute diligence pour les liquider avant le terme fixé.

Le système du changement d'octroi présentait l'avantage d'empêcher les fraudes que favorisait la pratique des translations de domicile ; mais il aggravait la situation des collecteurs en les obligeant à recouvrer des cotisations dues par des contribuables dont la résidence était fort éloignée.

Les procès qu'entraîna le changement d'octroi de 1660 furent fort nombreux tant étaient multiples les erreurs ou les omissions sur les qualités et la résidence des contribuables. Les paroisses étaient condamnées à restituer à leurs voisins, les impôts établis au nom des particuliers mal dérolés et les collecteurs se ruinaient en frais de voyage pour tenter le recouvrement des cotes. Aussi parut-il sage d'abandonner cette procédure et d'introduire en Normandie, le système des translations de domicile appliqué dans les provinces voisines. La déclaration du 3 mars 1671 supprima le changement d'octroi, étendit l'usage de Paris à la Normandie en décidant que les taillables paieraient leurs impôts aux lieux, paroisses et élections où ils seraient domiciliés. »

Le système fut adapté par le règlement du 20 août 1673 et une ordonnance du 22 août 1674.

Mais au lieu de donner compétence tout de suite aux Elections pour juger les contestations en matière de changement de domicile, l'arrêt du Conseil du 22 avril 1671 enjoignit aux intendants de juger sommairement en dernier ressort et sans frais pendant les deux années 1671 et 1672 tous les différends de cette nature. Les intendants ordonnèrent aux contribuables d'introduire leurs demandes par devant eux ou leurs subdélégués, mais dès l'expiration du délai de deux ans, la Cour de Rouen proclama que tous les procès relatifs aux translations de domi-

cile, non jugés par les intendants avant le 31 mars 1673, et ceux qui naîtraient à l'avenir seraient obligatoirement portés aux Elections et en appel devant elle.

Toutefois les intendants s'appliquèrent à réduire le nombre des procès et l'importance des frais qu'ils occasionnaient en insérant dans les mandements annuels des recommandations telles que les suivantes : les procès seront sommairement jugés avec défense aux intéressés de se pourvoir contre les jugements rendus après le 31 décembre.

La déclaration du 16 novembre 1723 sur la manière de faire l'imposition des tailles en Normandie, prévoyait que les habitants qui, sans changer de domicile désireraient être imposés au lieu de leur résidence, à raison de leurs propriétés ou des biens qu'ils tenaient « à ferme, baux à loyer, recette, marché de récolte de fruits et de grains de bois, commerce ou régie », devaient en faire la déclaration au greffe de l'Election de leur domicile avant le 1^{er} septembre. Dans un délai de huit jours, cette déclaration serait notifiée un dimanche ou un jour de fête aux habitants des paroisses dans lesquelles ils exploitaient des biens y compris celle de leur domicile, en présence du syndic et des deux marguilliers afin que les habitants des communautés intéressées fussent en état de former le cas échéant, contredit à cette déclaration.

Les greffiers des Elections tiendraient un registre spécial où seraient notés les déclarations faites et les contredits qui y seraient opposés. Les registres seraient consultés par les intendants avant de régler la répartition de la taille. Au vu des renseignements qui y seraient portés, l'imposition de la paroisse du domicile du déclarant serait augmentée d'une somme égale à celle dont étaient diminuées les paroisses où il exploitait d'autres biens.

Faute de faire la déclaration dans les formes et les délais prescrits, les intéressés seraient imposés dans toutes les paroisses où ils faisaient valoir des héritages sans avoir la ressource de se pourvoir en radiation de cotes.

SECTION III. — *Demandes en radiation pour cause de double emploi ou de double imposition.*

Le cas de double imposition se produisit assez fréquemment tant que les limites des communautés demeurèrent imprécises. Les paroisses mal délimitées se disputèrent longtemps les maisons et les habitants qui se trouvaient sur leurs confins. De tels différends furent primitivement considérés dans l'intérêt unique des paroisses ; les contribuables jouaient en la cause un rôle purement passif : d'ailleurs que leur importait dans la majeure partie des cas l'issue du débat, puisqu'en tout état

de cause, ils seraient obligés de payer. Ils n'avaient qu'à s'en rapporter à la justice. Les deux paroisses qui s'annexaient d'autorité des habitants en prétendant qu'ils étaient de « leur limite » procédaient selon l'ordonnance de François 1^{er} de 1517, sans frais devant les Elus qui jugeaient sans figure de procès et chacune était habilitée à citer, s'il était nécessaire, jusqu'à six témoins « non suspects ». Après ces dépositions, les Elus ordonnaient à quelle paroisse les particuliers ou les terrains, enjeu du débat, seraient rattachés et devraient payer leurs cotes par provision durant le procès.

Mais au lieu de prendre l'initiative d'un arbitrage qui pouvait lui être défavorable chacune des paroisses concurrentes demeurait dans le *statu quo* et profitait d'une situation trouble pour réclamer des cotes faisant double emploi, de telle sorte que le taillable risquait d'être poursuivi deux fois. L'édit de 1634 (art. 52) vint au secours du malheureux contribuable victime d'un aussi préjudiciable cumul, en lui permettant de prendre l'offensive contre la paroisse devant l'Election, étant entendu que si sa requête était admise, la communauté où la taxe serait annulée supporterait le rejet, l'année suivante (arrêt Conseil 5 janvier 1665). Par exception à la règle générale, lors de l'introduction de l'instance, il n'était pas nécessaire au demandeur de payer sa cote par provision, car il n'aurait pas été juste qu'il paye sans cause la taille dans deux paroisses en même temps (1).

Toutefois, le principe de l'imposition unique établie au lieu du domicile fut momentanément abandonné. Il portait tort aux communautés dont le sol était partagé en grandes propriétés dont les maîtres résidaient ailleurs. Les paroisses étant taxées au département suivant leurs ressources apparentes, la répartition dans ces communautés se trouvait faussée puisque les plus solvables des propriétaires du crû échappaient à l'impôt. On finit par admettre dans le ressort des Cours des Aides de Paris et de Clermond-Ferrand qu'il valait mieux imposer séparément chaque contribuable dans les diverses localités où il avait des biens, à raison de la possession de ces biens. Cette réforme fut également introduite en Normandie. Dès lors, une double imposition ne pouvait se produire que dans les cas très rares à partir du xvii^e siècle où des paroisses se disputaient un même lopin de terre. Mais alors les

(1) *Mém. alph.*, v^o Taxes. Si les habitants et collecteurs demandent des défenses contre la sentence ou par provision l'exécution du rôle contre un particulier qui, primitivement taxé dans deux paroisses d'une même élection, avait été maintenu par une sentence des Elus taillable dans l'une et déchargé dans l'autre (à moins qu'ils ne justifient que le particulier n'a pas satisfait aux ordonnances de la translation de domicile ou qu'il ait continué à exploiter au lieu où il a quitté et fasse en même temps valoir des héritages dans son nouvel établissement), la Cour ne donne point, en ce cas, provision aux habitants et aux collecteurs de la paroisse, d'où le particulier a été déchargé.

réclamations provenaient plus souvent des contribuables que des communautés.

Selon les vœux du Roi exposés dans les règlements de 1634 et de février 1663, les réclamations des personnes imposées dans diverses élections d'une même paroisse étaient portées devant l'Election. Mais en enregistrant ce dernier règlement, la Cour de Paris y avait inséré cette réserve que ces demandeurs pourraient s'adresser directement à elle. Cette clause ne fut levée que par le règlement de 1667 qui défendit aux procureurs de présenter à la Cour de requêtes sur le fait des tailles, sinon en cas d'appel d'un jugement des Elus. Certains auteurs regrettaient cette rectification, car les modifications apportées par la Cour leur paraissaient justifiées et avantageuses pour les plaideurs. Ainsi que le déclare l'un d'entre eux le particulier qui, taxé dans deux élections à la fois, voulait se faire tirer du rôle de la paroisse où il ne résidait pas était obligé de faire assigner les habitants de l'une et de l'autre paroisse, pour voir ordonner dans laquelle des deux il serait imposé. De la sorte quand les deux paroisses dépendent de deux élections, il y a toujours un déclinatoire proposé de part ou d'autre, ce qui impose au demandeur des frais considérables qu'il éviterait s'il pouvait se pourvoir directement en la Cour.

On revint aux anciens errements lorsque la déclaration du 17 février 1728 eut permis aux contribuables sous certaines conditions de se faire imposer au lieu de leur domicile pour l'ensemble de leurs biens.

Mais l'assiette au lieu du domicile avait de tout temps occasionné des contestations en raison de l'existence des « extensions » ou des réunions d'imposition.

« Les extensions étaient des terres situées dans une paroisse et dépendantes d'une ferme dont le chef-lieu ou principal logement est situé et assis sur le territoire d'une autre paroisse. Elles suivent le sort du chef-lieu de la ferme, c'est-à-dire que l'imposition qui les grève est acquise à la paroisse où se trouve situé le logement principal de l'exploitation (1) ». A condition néanmoins que le principal logement comprenne réellement une construction utilisable et utilisée. La présence d'un vestige de l'habitation ancienne aurait été insuffisante (2).

Le propriétaire imposé contrairement à cette maxime dans la paroisse où étaient situées ses parcelles éloignées, réclamait contre cette imposition qui faisait partiellement double emploi avec celle établie à la paroisse de son domicile pour l'ensemble de sa propriété. De telles contestations étaient fréquentes en raison de l'extrême morcellement

(1) Loisel de Boismare, *op. cit.*, v° *Extensions*; cf. également règl. 1634, art. 37; Décl. 16 nov. 1723; Lettres-pat. 7 juillet 1736; Ar. Cons. 20 août 1745.

(2) Arrêt Cons. 27 juillet 1779.

des terres. Le sieur Hardouin possédait en Normandie une exploitation composée d'une maison, d'une terre labourable et d'un herbage. La maison et le labour étaient situés sur le territoire de la paroisse de Guerguesalle, l'herbage partie sur cette paroisse, partie sur celle de Pont-de-Vic. Les habitants de Pont-de-Vic imposèrent Hardouin en 1715; il obtint sa décharge. En 1721, Hardouin, afferma son herbage à un taillable habitant en dehors de l'Election. Les habitants de Pont-de-Vic imposèrent Hardouin sous le nom de l'exploitant puisque la portion de l'herbage située sur leur paroisse ne pouvait plus être considérée comme une extension de la ferme de Guerguesalle. L'imposition de Hardouin fut maintenue en première instance; il fit appel et assigna les habitants de Guerguesalle qui prétendirent que l'herbage n'était pas séparé, une vente seule pourrait opérer le démembrement; un bail était insuffisant pour produire un tel effet. Ils ajoutèrent qu'ils ne devaient pas dépendre de la volonté du propriétaire de faire perdre un impôt à une communauté en affermant séparément un herbage qui était jusque-là une dépendance de sa maison. La Cour leur donna gain de cause et attribua l'imposition de la propriété entière à la commune de Guerguesalle.

Une affaire identique opposa les habitants du Merlerault et ceux de Talonné. Les premiers soutenaient qu'un herbage loué séparément était tout entier de leur paroisse. Les seconds prétendaient au contraire que les deux tiers de cet herbage était sur le territoire de Talonné. Les Elus ordonnèrent que le locataire payerait la taille à Talonné, mais la Cour se prononça en sens contraire. L'avocat général avait en effet reconnu que la location avait entraîné la désunion de l'herbage d'avec le reste de la ferme, mais il constatait que les habitants de Talonné n'avaient produit aucun titre susceptible de confirmer leurs prétentions sur la parcelle imposée. Cette décision laisse à penser que si cette preuve avait été fournie le jugement de l'élection aurait été confirmé. Dans ce cas, l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen aurait été en contradiction avec celui rendu dans l'affaire Hardouin.

La « réunion » ou le « rapport » des terres d'extension était possible pour des terres appartenant à deux élections différentes (1). Il fut même admis par la Cour de Rouen que le rattachement au corps de ferme serait admis pour des éléments appartenant à des provinces différentes (2).

Pour que les collecteurs fussent avertis que des terres égrenées nou-

(1) Divers auteurs avaient admis l'opinion contraire. Loisel de Boismare déclare qu'elle n'est fondée sur aucune loi, et apporte beaucoup d'embarras pour les corps de ferme qui sont situés aux confins des élections. *Op. cit.*, v^o Extensions.

(2) Arrêt 20 juin 1731.

vement acquises en des paroisses voisines étaient désormais réunies à tel corps de ferme, le propriétaire devait faire en chacune des paroisses intéressées une déclaration dans laquelle il affirmait son « intention de réunir à telle ferme située paroisse de... divers objets situés sur la paroisse de... pour ne former qu'un seul corps de bâtiment et (requérait) d'être dérolé de la paroisse des objets réunis pour être imposé en la paroisse du corps principal de bâtiment ». La signification devait en être assurée avant le département pour permettre aux habitants de s'y faire diminuer (1). En fait de cette signification, le propriétaire était fondé à se pourvoir contre toute imposition concernant des terres lointaines dont il avait déclaré la réunion.

Les paroisses et communautés étaient ainsi en mesure de fournir au greffier des Elections leurs contredits sur cette déclaration. Celle-ci était consignée sur un registre que les intendants consultaient pour régler avec équité la répartition entre les paroisses en augmentant la paroisse du domicile du déclarant de la somme que celui-ci aurait supportée dans les paroisses des biens exploités. Quant à ceux qui n'ont pas fourni de déclaration dans le délai voulu, ils étaient imposés dans toutes les paroisses où ils exploitaient des héritages sans qu'ils puissent, sous quelque prétexte que ce fût se pourvoir en décharge.

Néanmoins une extension n'aurait pas perdu son caractère parce qu'elle avait été imposée dans la paroisse de sa situation pendant une année ; la situation pouvait être régularisée l'année suivante.

Le rapport d'imposition fut abandonné en 1768 (2), désormais les taillables qui faisaient valoir dans plusieurs paroisses d'une même Election différentes exploitations seront taxés dans chacune des paroisses pour les exploitations, les tenures et le commerce qu'ils pourraient faire dans les paroisses ; leur cote personnelle serait établie dans la seule paroisse de leur domicile.

Les doubles impositions demeuraient possibles dans les paroisses limitrophes. Le cas se présentait notamment entre certaines paroisses de l'Election d'Angoulême (généralité de Limoges) et diverses autres des Elections de Barbezieux, Saintes, Cognac et Saint-Jean-d'Angély. (généralité de La Rochelle). Il avait été convenu que seraient taxés dans chaque communauté tous les fonds qui y seraient situés lorsqu'ils auraient une superficie supérieure à 25 arpents ou lorsque les récoltes y seraient engrangées. Au contraire, il ne serait pas tenu compte des héritages d'une superficie supérieure à 25 arpents, ni de ceux plus

(1) Ces formalités furent exigées par la déclaration du 16 novembre 1723 pour la Normandie, et celle du 17 février 1728 pour toutes les généralités des pays d'élection. La déclaration devait être souscrite par le propriétaire avant le 1^{er} septembre.

(2) Décl. 7 fév. 1768.

étendus dont les récoltes étaient transportées hors de la généralité dont ils faisaient partie. Les fonds de ces deux dernières catégories seraient taxés au domicile du propriétaire.

Le système adopté ne présentait pas de difficultés dans la généralité de Limoges, où la taille était tarifée, mais était d'une application plus délicate dans la généralité voisine, pays de taille personnelle où les collecteurs étaient tentés d'imposer les immeubles au lieu de leur situation quoiqu'ils aient été déjà taxés au lieu du domicile du propriétaire. Aussi Turgot, lorsqu'il prit possession de la généralité, proposa-t-il à son collègue de décider désormais que les héritages au-dessous de 25 arpents et ceux dont les récoltes sont engrangées sur le territoire d'une autre Election seraient taxés au lieu de leur situation, qu'ils constituent des morceaux de terre détachées ou qu'ils dépendent d'un corps de domaine sis dans la généralité voisine.

Les deux intendants jugeraient, chacun dans sa circonscription, les réclamations des personnes propriétaires d'héritages sis dans leur généralité, mais domiciliées dans la généralité voisine. Dans le cas où les propriétaires de ces sortes d'héritages refuseraient de payer les impositions dont ils étaient chargés, l'intendant du lieu de situation des biens, après avoir fait vérifier par son subdélégué que les débiteurs défaillants étaient en demeure de payer leurs cotes, autoriserait la vente de leurs meubles et de leurs récoltes jusqu'à concurrence du montant de l'impôt. Par contre, si la réclamation du propriétaire était reconnue fondée, l'intendant ordonnerait en sa faveur le remboursement des sommes par lui payées, soit par la voie du rejet sur la paroisse soit en rendant responsables les collecteurs dans le cas où la surcharge proviendrait de leur fait (1).

(1) Turgot, *Œuvres*, édit. Daire, t. I, p. 522. Mémoire sur les doubles impositions en Angoumois communiqué à M. l'intendant de la Rochelle.

CHAPITRE III

DEMANDES EN RÉDUCTION

Il arrive qu'au lieu de demander sa décharge, un contribuable se plaigne simplement que l'imposition qui lui est réclamée est trop élevée, soit parce qu'il estime que les collecteurs l'ont taxé au delà de ses facultés réelles ou plus sévèrement que certains de ses voisins, soit par ce qu'il bénéficie d'un privilège qui ne permet de le taxer au delà d'une certaine somme. C'est l'hypothèse de la demande en réduction.

Cette sorte de réclamation était prévue depuis longtemps dans le cas de la levée d'une taille occasionnelle. D'après une ordonnance promulguée au mois de mars 1214 par Philippe Auguste, les habitants d'une ville qui avaient offert au roi de l'argent pour la croisade au lieu de servir en personne à l'ost ou à la chevauchée, étaient admis, s'ils se trouvaient taxés à une somme trop élevée, à se pourvoir devant l'évêque ou son official pour obtenir la réduction de leur dette (1).

Postérieurement à l'établissement de la taille royale permanente, « dans les temps anciens », mais à une époque qu'il ne précise pas, le *Mémorial alphabétique des tailles* (2) enseigne qu'un taillable simplement menacé d'être augmenté avait la faculté pour « prévenir les mauvais desseins des collecteurs » de se pourvoir, sans plus attendre, pour empêcher les désordres et « la Cour y pourvoyait conditionnellement après avoir vérifié si le taillable n'avait pas acquis de nouveaux biens ». Cette réclamation préventive était le pendant de l'archaïque action en décharge à laquelle il a été fait allusion au chapitre précédent. Elle, non plus, n'a pas survécu. En vertu de l'adage admis par la Cour « a futuri grave mine » on crut logique d'attendre que la surtaxe ait été commise par les collecteurs pour y remédier.

Cependant le souvenir ne s'en était pas totalement perdu, car elle pouvait encore être intentée au ^{xvii}e siècle dans un cas exceptionnel par le syndic et les échevins d'une communauté.

(1) Isambert, t. I, p. 207.

(2) *Mém. alph. v^o Syndic.*

Il était en effet admis que la cote des officiers municipaux en exercice ne pouvait pas être augmentée par rapport au taux qu'ils avaient supporté avant leur entrée en fonctions. Invoquant ce principe, les échevins de Coulommiers en 1661 présentèrent une requête où ils exposaient qu'ils étaient menacés d'être imposés à une somme plus forte que celle qu'ils avaient payée l'année précédente. La Cour admit leurs conclusions et par un arrêt du 14 mars fit défense de les augmenter à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils s'étaient enrichis. Cette décision dont l'exécution avait été arrêtée par une opposition fut confirmée par deux arrêts postérieurs rendus les 1^{er} juillet et 19 septembre de la même année.

Le maintien anormal d'une procédure antique s'expliquait par la crainte que les collecteurs élus contre leur gré ne se vengent des syndic et échevins qui avaient présidé l'assemblée des habitants qui les avaient désignés. On ne connaît pas plus complètement les détails de cette sorte d'action ; en tout cas, elle présentait cette particularité de se porter directement devant la Cour des Aides, sans doute par égard pour les demandeurs qui se trouvaient assimilés aux privilégiés dont la franchise avait été méconnue, à moins qu'il ne s'agisse d'une survivance d'une époque où, la compétence respective des tribunaux appartenant à deux degrés différents n'était pas encore définie, la Cour statuait sur des affaires qui devaient quelque temps plus tard être attribuées aux Elections.

La législation régla bientôt la procédure des actions en réduction. L'édit de 1597 indique qu'en cas de surcharge prétendue les Elus faisaient « accession de lieux pour voir et faire le procès-verbal des facultés et commodités des parties. Mais cela était de peine et fraiz ; on a excogité autres expédients » (1).

Ces « expédients » furent :

- 1^o l'action en aide ou profit ;
- 2^o l'action en comparaison de taux ;
- 3^o l'action en surtaux.

SECTION I. — *L'action en aide ou profit.*

En usage en Normandie, l'action en « aide ou profit » (2) ou « en aide ou contribution » était intentée par un taillable contre un particulier non imposé afin de le faire « contribuer à la taille et d'obtenir sur sa propre

(1) La Barre, *op. cit.*, ch. XXXIII, p. 261.

(2) Cf. Loisel de Boismare, v^o *Action en aide ou profit* ; La Barre, ch. XXIII, des omis en l'assiette.

cote une diminution correspondante ». Cette action n'était formellement prévue par aucun règlement, mais l'article 13 de l'édit du mois de juin 1614 et les articles 35 et 36 de l'édit de janvier 1634, en décidant que nul ne pourrait être exempt de taille, et que ceux qui se feraient indûment exempter seraient imposés à la première assiette, ont servi de base à la jurisprudence de la Cour de Rouen.

D'après les usages suivis dans le ressort de cette juridiction l'action en aide était possible :

a) contre un taillable qui ne payait aucune espèce de taux ou qui n'était point imposé pour raison des héritages qu'il faisait valoir ;

b) contre un collecteur qui aurait négligé de s'imposer à raison de biens dont son exploitation se trouverait augmentée depuis sa nomination à la collecte, hypothèse dans laquelle l'action en abus était irrecevable.

Par contre, d'après un arrêt du 4 juin 1706, on ne pouvait mettre en cause de cette manière un gentilhomme qui aurait fait valoir une terre plus étendue que ne l'y autorisait son privilège, car c'était aux collecteurs et aux habitants qu'il appartenait de l'imposer pour les exploitations superflues.

En tout cas les adversaires ne pouvaient être que des occupants ou des naturels taillables d'une même paroisse. La Cour de Rouen avait en effet dénié aux habitants de paroisses de l'Election de Valognes le droit d'agir en aide et profit contre le curé de Quettehou. Il eût paru peu raisonnable de concéder à ces contribuables d'une généralité ou même d'une Election quelconque le droit d'inspecter la répartition opérée dans les autres paroisses, et de leur permettre à la faveur de ce droit de parcourir le territoire de l'Election ou de la généralité pour traduire en justice les habitants qui n'étaient pas imposés ou qui l'étaient insuffisamment. Toutefois cette exclusion des étrangers n'avait lieu qu'en matière de taille d'exploitation et non pas en matière de taille personnelle. On pensait communément que l'action en aide pour raison du taux personnel appartenait à tout le monde : « Tout homme de condition taillable, déclarait l'avocat Flaust, doit supporter l'impôt personnel dès qu'il est majeur. Il a seulement le choix de la paroisse, il peut porter son premier enrôlement où il lui plaît... avant l'enrôlement, l'homme taillable est proprement dit l'homme de toute communauté. Or s'il eut négligé de faire son choix et de se faire enrôler, la première qui le saisit s'empare utilement de lui et en cela elle ne dépouille aucune paroisse puisqu'il appartenait à toutes et n'était spécialement à aucune... Supposons que ce ne soit pas une communauté qui s'empare de ce taillable imposé nulle part, et que ce soit un taillable qui le dénonce par l'action en aide ; le principe est le même. »

Le jugement était rendu après dépositions d'experts en ne tenant compte de celles qui étaient le plus défavorables au défendeur ou de celles qui lui étaient le plus favorables que pour tirer une moyenne (1). Si le défendeur estimait exorbitante la somme à laquelle on voulait qu'il contribuât, il pouvait faire des offres et en cas de refus demander à être renvoyé devant les collecteurs pour que ceux-ci déterminent à quelle somme il devrait être imposé au profit du demandeur.

L'action s'intentait dans l'échéance des trois premiers quartiers de la taille. Certains auteurs prétendaient que ce délai était susceptible d'être prorogé jusqu'à la fin de l'année taillable, et que l'action était dès lors recevable jusqu'au 30 septembre. Cette opinion fondée sur le peu de faveur que mériterait un contribuable qui a trouvé « le secret de se soustraire à une charge commune dont il n'a nulle raison de s'exempter » n'était pas généralement admise, tout au moins en Normandie où le délai accordé était de neuf mois. Le demandeur en aide et contribution ne pouvait plus en application de la règle « non bis in idem » poursuivre la même année, le même particulier en cote et réduction (2).

L'instance pouvait d'ailleurs être déclenchée par le ministère public. Le procureur du Roi qui constatait l'omission au rôle de contribuables importants s'en prenait aux collecteurs ; ceux-ci défendaient généralement en rejetant la faute sur le général des habitants qui n'avait pas décidé l'enrôlement des intéressés, auquel cas les personnes omises étaient assignées pour se voir taxer au profit du Roi ou à la décharge des pauvres de la paroisse.

SECTION II. — *La comparaison de taux.*

Dans l'action en comparaison de taux, appelée aussi « l'action en cote et réduction de taux » le taillable qui se prétend surtaxé assigne devant les Elus « un ou plusieurs particuliers qu'il estime être soulagez de leurs impôts et devoir porter ce dont il est surchargé. » (3)

La comparaison fut en usage dans la majeure partie des pays d'Elec-

(1) « De gens de bien qui sont interrogés des biens et moyens qu'ils ont et du taux qu'ils peuvent porter sans se régler plus au moins ni au plus grand taux et moindre taux, mais entre eux à ce qui est de médiocrité. » La Barre, *loc. cit.*, même référence.

(2) Cour de Rouen, arrêt 7 juil. 1719.

(3) Expliquant dans une circulaire aux intendants le mécanisme de l'action en comparaison, Colbert écrit : un paysan qui est imposé à 100 livres soutient que son voisin qui a plus de bien que lui et qui n'est imposé qu'à 80 livres doit porter une partie de son imposition et par ce moyen les deux particuliers se défendent et le jugement ne tombe jamais sur la communauté en sorte que l'acte en comparaison remédie entièrement à l'inconvénient des échelles. » Clément, *Lettres inst.*, t. II, p. 71 ; cf. également, Domat, *op. cit.*, L. I, t. V, sect. 14.

tions (1), elle trouva la terre de prédilection en Normandie et elle est surtout connue grâce à l'article 37 des lettres patentes d'août 1664 portant règlement général des tailles en cette province.

La requête n'était recevable que si le demandeur :

1^o était imposé à dix livres au moins ; condition restrictive instituée dans le but d'éviter des procès pour des cotes insignifiantes.

2^o avait payé par provision le montant des termes échus de la cote contestée, ce qu'il prouvait par la production des quittances délivrées par les collecteurs.

Par contre, le montant de la réduction réclamée n'était soumis à aucune limitation. De même, le contribuable pouvait agir contre un seul ou plusieurs taillables à son gré, hormis les collecteurs qui avaient établi les rôles contenant la cote litigieuse ; cette réserve était prévue par charité car on ne voulait pas qu'après avoir eu la peine de faire l'assiette, les collecteurs aient encore celle de soutenir leur taux (2) ; la loi ne les protégeait d'ailleurs que s'ils n'avaient commis aucun abus (3) ; mais même dans cette hypothèse, par pitié pour leur ingrate mission, ils n'étaient mis en cause que l'année suivante, suivant la procédure usitée en matière d'abus.

Pour démontrer l'exagération de sa coté, le demandeur faisait appel à des témoins connaissant sa situation de fortune. Le ou les adversaires en nommaient d'autres qui s'appliquaient à fournir la preuve contraire. En cas de carence des parties, les témoins étaient nommés par les Elus. Dans un cas comme dans l'autre, ils étaient choisis dans la localité des plaideurs ou dans une localité voisine appartenant ou non à la même Election. Ils jouaient le rôle d'experts ou d'arbitres et étaient entendus non pas individuellement, mais ensemble par « une conférence et commune audition », c'est-à-dire assemblés en une sorte de commis-

(1) L'article 134 de l'ordonnance d'Orléans de 1560 y fait allusion puisque « les Elus doivent ouïr les parties en personne et vider sans ministère d'avocat... tous différends de comparaison et collation des tailles d'habitant à habitant ».

(2) La Barre, ch. XXXII, p. 260. « Prenant les choses de bon sens comme elles se doivent prendre il n'y a pas grande apparence d'affliger les affligés donnant perte sur perte et se coter contre les pauvres collecteurs par vindicte sous ombre de quelque hausse qu'ils auraient baillée à quelqu'un. De ma part je ne les ai point ouïs. Le sage défend de donner à l'affligé affliction. Mal sur mal, dommage sur dommage qui n'est grand heur. Ils souffrent d'autres commodités assez, quand donc ils prennent de la hausse du soul à la livre comme ils baillent aux autres, si hausse y a en leur année ou du rabais à mesme échantillon si rabais y a : il me semble qu'on ne devrait ou saurait exiger et requérir d'iceux davantage. « Nemo carnem suam odio habet », dit l'apostre personne n'est tenu de se mesfaire. Le mesme degré de charité commence à nous-mesme et nous oblige à nous bien faire et entendre à notre conservation. Se hausser d'eux-mêmes à grand taux serait se mesfaire et contrevenir aux lois de nature. Bien leur année passée, s'il leur survient quelque héritage, se cote qui voudra. Mais l'année de leur collection, ils la doivent passer franche de toute cote pour les causes que dessus.

(3) Règlement 1664, art. 34.

sion réunie sous l'autorité du tribunal. Ils donnaient leur avis sur la solvabilité respective des parties suivant la commune renommée, sans puiser leur opinion dans ce qui était allégué par les parties. Il leur était interdit de livrer à des informations ou à des estimations de biens, non plus que de se faire représenter des baux ou des actes concernant le commerce ou l'industrie des plaideurs.

S'ils ne répondaient pas pertinemment aux articles qui leur étaient proposés, ils devaient se livrer à un complément d'enquête ; si les nouveaux avis n'étaient pas concordants, on prenait la moyenne de leurs appréciations (1). L'affaire était ainsi jugée sommairement et sans frais.

Les contribuables disposaient pour poursuivre la réduction de leur cote d'un délai de trois mois à dater de la rédaction du rôle, mais les tribunaux avaient pris l'habitude de recevoir les demandes « dans l'échéance des trois premiers quartiers de la taille, après lequel délai il y avait une fin de non-recevoir invincible » (2).

Si le jugement était favorable au requérant, le rôle était annoté en conséquence par les Elus qui y inscrivaient le montant de la réduction accordée et sur la ou les parties perdantes.

Cette procédure relativement simple pouvait se compliquer à l'infini lorsque plusieurs procès se greffaient les uns sur les autres. Tout contribuable de la paroisse était admis à intervenir à l'instance et à agir contre l'une ou l'autre des parties en conflit, ou contre les deux à la fois. Devant les inconvénients de ces instances multipliées, l'usage et la jurisprudence défendirent de prendre en cote plus de quatre personnes à la fois (3).

(1) La Barre, ch. XXXIII. Et là où l'un dirait plus et l'autre moins, la raison veut que l'on suive la voie moyenne entre le plus et le moins ; d'autant que l'équité, guide de justice, consiste en médiocrité marchant entre les extrémités.

(2) Loisel de Boismare, *op. cit.* v^e action en cote et comparaison, t. I, p. 32.

(3) Une procédure voisine avait existé dans la Grèce antique. Sous la 100^e Olympiade on perçut d'Athènes un impôt frappant la fortune mobilière et immobilière de chaque citoyen. Les différentes classes de la population étaient frappées selon un barème progressif, les citoyens appartenant à une même classe étaient taxés à un taux uniforme. La fortune des assujettis et par conséquent le capital imposable étaient connus par les déclarations des intéressés. Lors de l'institution de l'impôt, la vanité porta la plupart d'entre eux à enfler leurs déclarations, mais cet enthousiasme fut éphémère, la prudence incita rapidement les plus orgueilleux à réduire à l'envi l'importance de leur patrimoine. Pour lutter contre ce défaitisme, on dut autoriser tout citoyen inscrit dans une classe qu'il prétendait trop lourdement chargée relativement à celle dans laquelle tel autre était rangé à faire rejeter sa taxe sur celui qu'il croyait plus capable de la supporter ou à demander contre lui, au cas où sa proposition ne serait pas acceptée par l'adversaire, l'échange de leurs patrimoines respectifs (*αντιδοσις*). Le citoyen menacé d'être dépossédé par une telle demande avait le droit de la réfuter. Les fortunes des deux antagonistes étaient alors soumises à une expertise comparée, et si les conclusions des arbitres étaient favorables au réclamant, le défendeur ne pouvait échapper à l'échange forcé qu'en assumant la charge de la taxe litigieuse (Esquirou de Parieu, *Histoire des Impôts*, Paris, 1864, p. 20).

Il est facile de constater la ressemblance qui existe entre la procédure grecque et

On ne peut tenter la comparaison contre un contribuable qui a fait signifier sa translation de domicile (1) ; on ne peut agir qu'une fois dans l'année contre le même contribuable.

La comparaison de taux était en quelque sorte parallèle à l'action en préférence de collecte ; elle présentait les mêmes avantages et les mêmes inconvénients.

Elle déchargeait la collectivité de l'obligation de défendre à l'audience et d'assumer en cas de perte, des frais de procès dont le montant calculé à proportion des impositions contestées ne manquait pas d'être élevé.

Par contre, les instances étaient fort nombreuses. Entraîné par son naturel procédurier, le moindre cultivateur, surtout s'il était normand, ne se résignait pas à supporter sans protestation la cote qui lui était imposée dès qu'il jugeait que son voisin s'en tirait à meilleur compte que lui. De tels procès entretenaient entre les plaideurs des haines définitives. Domat constatait en effet « cette voie peut bien être utile au

l'ancienne procédure française. Quant à prétendre que l'une dérive de l'autre rien ne permet de le supposer : Dupin n'hésite pourtant pas à l'affirmer. Dans son *Discours général sur la levée des impositions et autres droits*, t. II, 2^e partie, p. 234, il déclare, « que la procédure en vigueur entre les Triétarques, en Grèce, se retrouve dans la procédure de surtaux puisque suivant l'article 30 du règlement de 1643, l'opposant doit faire assigner et prendre à partie ceux des habitants de sa paroisse qu'il prétend être trop peu cotisés à son égard et par comparaison de biens pour voir dire qu'ils seront augmentés et lui diminué. » Dupin commet d'abord une erreur car la procédure visée par l'article 30 du règlement de 1643 n'est pas l'action en surtaux mais l'action en comparaison. En tout cas, on ne voit pas sur quel motif l'auteur se fonde pour affirmer la filiation entre les deux procédures. Si elles présentent des analogies, la sanction prononcée n'est pas la même. L'échange des patrimoines n'est pas dans l'esprit du système français ; on ne voit d'ailleurs pas comment les paysans normands auraient adopté un tel risque !

Néanmoins qui sait si, au XIII^e siècle, le contribuable qui avait cherché à se dérober au paiement d'une portion de la taille seigneuriale qu'il aurait dû supporter, n'était pas puni avec la même sévérité ; on peut en juger par un passage de Beaumanoir : « Ceux qui sont imposés à la taille... doivent se faire un devoir de dire vérité, car s'ils affirmaient moins qu'ils n'ont et qu'ils fussent atteints et convaincus de leur infidélité, ils perdraient tout ce qu'ils auraient manqué de déclarer et le montant de l'omission appartiendrait à celui par l'autorité de qui la taille aurait été faite, excepté que selon la valeur déclarée ou affirmée, il en serait mis à la taille tant à la livre, c'est à savoir si le contribuable devait payer de 100 l., 10 l. ; et on trouvait qu'il lui appartienne 100 livres au-dessus de sa déclaration, il conviendrait de prendre 10 livres pour la taille et les 90 seraient acquises au seigneur. Mais si la ville faisait la taille sans le seigneur, l'excédent du bien sur la déclaration est acquise à la ville et non pas au seigneur. »

On pourrait d'ailleurs évoquer — sans plus — d'autres situations comparables entre l'antiquité grecque et le Moyen Age. Les collecteurs rappellent sans nul doute les symonies de la *πολις*, ces contribuables qui formaient une association mutuelle pour le recouvrement de l'impôt et qui, le cas échéant, étaient contraints à en faire l'avance de leurs deniers personnels. La coupeure du Moyen Age avait été trop vive pour que les souvenirs hellènes aient influencé aussi nettement les institutions de l'Occident au XVII^e siècle. Il s'agit là de dispositions analogues qui viennent tout naturellement à l'esprit du législateur, lorsque pour assurer plus rapidement la rentrée de l'impôt, il rend les contribuables solidaires.

(1) Sauf si ces déménagements sont trop fréquents pour paraître sineères (arrêt C. de Rouen, 7 mai 1715). Loisel de B., *vo* Action en cote.

public, mais elle a ce méchant effet d'être une occasion de querelles et d'inimités » (1).

En outre au point de vue doctrinal, elle ne correspondait pas à la nature même de l'imposition dont le caractère essentiel était d'être une dette solidaire de la communauté. Celle-ci restait étrangère aux procès alors que par l'intermédiaire des collecteurs qu'elle avait choisis, elle était responsable au premier chef de l'assiette de la taille.

Pour ces différents motifs, la Cour des Aides de Paris avait dès 1560 interdit l'exercice de la comparaison pour lui substituer l'action en surtaux « voulant laisser le soin aux syndics et procureur des manants et habitants de soutenir la taxe sans faire appeler ni décharger celui contre qui la comparaison est faite ». La déclaration de 1600 ne décrit que le surtaux. Néanmoins la proscription dont elle avait été l'objet en 1566 ne paraît pas avoir été définitive puisque l'article 30 de la déclaration de 1643, en sa rédaction première, supprimait l'action en surtaux et, revenant aux anciens errements, permettait à ceux qui s'estimaient trop lourdement imposés par les assésurs et les commissaires, de prendre à partie ceux des habitants qu'ils trouvaient trop peu taxés en vue de les faire augmenter et de se faire diminuer (2). Mais cet article ne fut pas enregistré en ces termes par la Cour des Aides de Paris qui confirma la procédure du surtaux. Devant une telle hostilité, la comparaison ne se développa que dans des territoires limités : la Normandie, l'Auvergne (3), la Bourgogne.

En fait, elle ne continua vraiment à être usitée qu'en Normandie (4).

Son exercice y était réservé aux naturels taillables, c'est-à-dire aux personnes qui habitent la communauté et y font valoir leurs héritages, par opposition aux occupants qui font valoir des biens sans résider dans la communauté. Ces derniers agissent par l'action en surtaux. Le demandeur devait obligatoirement donner dans l'exploit introductif d'instance copie des quittances des quartiers échus et de l'extrait de rôle : formalité essentielle car il était indispensable que le requérant indiquât ce qu'il était invité à payer pour qu'on puisse comparer sa cote avec celle du défendeur. L'omission de cette insertion entraînait

(1) Domat, *op. cit.*, titre V, Finances.

(2) Voulons et ordonnons que dorénavant tous ceux desdits cottisés et taxés soit par les commissaires ou assésurs qui se rendront opposant ne puissent faire appeler ni prendre à partie les syndics et habitants en corps mais suivant l'ancien usage fera l'opposant assigner et prendre ceux des dits habitants de la paroisse qu'il prétendra trop peu cottisés à son égard pour voir dire qu'ils seront augmentés et lui diminué, le tout sans préjudice ni retardement du paiement de leurs cotes... » *N. C. T.* à sa date.

(3) Lettres de M. de Vaubourg, intendant en Auvergne au Contrôleur général : 22 mai, 18, 25 juin-28 juillet 1688. Boislisle, *Correspondance des Contrôleurs généraux*, t. I, p. 151, n° 578. Les procès étaient d'ailleurs assez peu nombreux en cette région.

(4) Clément, *Histoire de Colbert*, lettre 6 nov. 1681, p. 181.

l'irrecevabilité de la demande et cette nullité ne pouvait se couvrir (1).

L'instance une fois engagée devait être suivie et vidée sans discontinuation dans les six semaines de l'assignation en première instance ; et le délai d'appel était de trois mois contre les décisions des Elections de Valognes, Avranches, Coutances, Carentan, Saint-Lô et Mortain, et de deux mois contre les sentences des autres Elections plus proches de Rouen (2). Ces délais rigoureux étaient fixés pour mettre fin à l'abus qui consistait pour un contribuable à se faire imposer à de petites sommes, puis à se laisser assigner par des amis pour faire rejeter sa cote sur les autres contribuables ; après quoi il se portait appelant sans faire la moindre diligence pour que le procès soit jugé.

Lorsqu'après avoir assigné plusieurs contribuables, le demandeur transigeait avec un ou deux d'entre eux, il ne pouvait plus suivre l'instance contre les autres ; l'arrangement lui ayant procuré le dédommagement qu'il souhaitait il n'avait plus aucun intérêt à suivre l'instance.

L'usage était de faire autant de procédures particulières qu'il y avait de défendeurs en cote, si bien que pour des affaires connexes on multipliait les citations, les significations au grand dam des plaideurs. La Cour de Rouen agit sagement en décidant, le 9 mai 1783, que l'action en cote intentée contre plusieurs taillables serait désormais jugée entre toutes les parties en une seule et même sentence.

Colbert aurait tenu à étendre dans les autres provinces de la France l'usage de la comparaison telle qu'elle se pratiquait en Normandie, dans l'intérêt des communautés « car dans ces procès ni l'Etat ni la commune n'ont rien à perdre » (3). Pourtant l'intendant Le Blanc qui sur place voyait les inconvénients de cette procédure ne l'y encourageait pas. Car selon lui « cette action n'a servi qu'à ruiner les uns et les autres par la multitude des procès sans utilité. Pour y remédier il faut abolir ce mauvais usage et rendre la jurisprudence uniforme dans tout le royaume (4) ».

SECTION III. — *L'action en surtaux.*

L'action en réduction admise dans la majeure partie des provinces était l'action en surtaux. Contrairement à ce qui se passait dans la

(1) Loisel de Boismare, *op. cit.*, p. 39 à 43, cite des exemples. Cf. notamment : Arrêt C. des Ar. Rouen, 9 mai 1783.

(2) C. des A. Rouen, arrêt 11 août 1618.

(3) Clément, *Histoire de Colbert*, lettre, 6 nov. 1681, p. 181.

(4) Rapport à Colbert du 4 janv. 1680. Esmonin, *op. cit.*, p. 356. La comparaison de cotes renferme en elle-même une injustice, parce qu'elle oblige un homme qui ne veut pas de procès à en avoir un. C'est sans doute ce motif, et l'expérience du trouble que la comparaison occasionnait qui a engagé à l'abolir dans la plupart des provinces où elle a eu lieu autrefois : Turgot, *Observations sur un projet d'édit*, édit. Daire, t. I, p. 629.

comparaison, le contribuable qui se prétendait imposé par les collecteurs au delà de ses facultés ne s'en prenait pas à tel ou tel autre contribuable, mais à la communauté tout entière, considérée comme véritable débitrice de l'impôt. Il exerçait contre ses codébiteurs le recours qui lui était ouvert en vertu des règles de la solidarité pour obtenir le remboursement de ce qu'il était obligé de payer à leur place, puisque chacun d'eux était indûment soulagé du fait de sa propre surcharge.

Si le surtaux était permis à tout contribuable, il devait l'être non pas seulement aux particuliers, mais aussi à toutes les collectivités : généralités, Elections ou paroisses qui étaient à des degrés différents débitrices de la taille. Celles d'entre elles dont les facultés contributives avaient été exagérées pouvaient demander la revision du département et la réduction corrélative du contingent qui leur était fixé, réduction inévitablement compensée par l'augmentation du contingent des collectivités de même nature.

Définissant le surtaux, le *Mémorial alphabétique* s'exprime ainsi : « le mot veut dire qu'une généralité, une élection ou un particulier ont été taxés au delà de ce qu'ils devaient être à la taille. Il y a des surtaux de trois espèces par rapport à ceux qu'ils ont pour objet ». En principe, il y a même quatre espèces de surtaux car les paroisses, quoique non citées par l'auteur, étaient fondées à se pourvoir. Mais cette définition resta plus théorique que pratique.

A. Surtaux entre généralités.

« Une généralité peut être surtaxée quand au Conseil on lui fait porter une somme trop forte du total de la taille, mais cette espèce de surtaux n'arrive que fort rarement en raison du soin qu'apporte le Conseil à faire le département de la taille » (1). En fait, on ne trouve aucun exemple de telles réclamations. D'ailleurs aucun texte n'en avait déterminé ni les conditions d'exercice ni les formes essentielles. Au surplus les généralités ne disposaient d'aucun élément pour déterminer si elles avaient des motifs de se plaindre. Le brevet particulier expédié à l'intendance était un simple extrait du brevet général, mentionnant simplement la somme imposée sur la généralité destinataire sans aucune référence aux sommes mises à la charge des autres généralités

(1) *Mém. alph.* v^o *Surtaux*, p. 198. Cf. également Vieuille : cette espèce de surtaux par l'exactitude que l'on apporte au Conseil à faire le département originaire des tailles avec toute l'égalité, que l'étendue, la fertilité ou l'infertilité de chaque généralité le peut permettre. Et d'ailleurs il n'y a point d'ordonnance qui statue aucune chose à cet égard ; il n'y a que le Conseil qui par sa prudence y puisse remédier sur les avis des sieurs commissaires départis. Voir aussi Callery, *Histoire de la taille royale aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 12.

de telle sorte que les intendants et les trésoriers généraux ignoraient si leur généralité avait été augmentée ou diminuée dans la même proportion que les autres.

On ne voit pas qui aurait intenté l'action et qui y aurait défendu. Car les généralités — tout au moins dans les pays autres que les pays d'Etats — n'avaient aucun représentant qualifié pour ester en justice en leur nom, l'intendant et le gouverneur étant des agents du pouvoir central et non pas des organes représentatifs de la circonscription qu'ils étaient chargés d'administrer. Au surplus, ayant pour mission de faire exécuter le brevet et les instructions qui y étaient jointes, ils auraient été mal venus à en critiquer les dispositions essentielles et à en demander la revision.

Quelle procédure aurait été suivie ? Certainement pas la procédure judiciaire normale en matière de surtaux : les tribunaux réglés n'auraient pu en connaître. La répartition entre les généralités étant l'œuvre du Roi toute discussion à cet égard aurait dû être portée devant le Prince ou son conseil, selon la procédure administrative ; ce qui aurait eu pour avantage primordial de réduire les frais de procès, car la généralité déboutée aurait été accablée du poids des dépens, en raison de l'importance considérable de l'intérêt du litige.

Comment la demanderesse aurait-elle fait la preuve de l'inégalité dont elle se prétendait victime, dans l'impossibilité à peu près complète où l'on se trouvait de chiffrer la richesse relative d'aussi vastes espaces que les généralités ? Autant de questions qui demeurent sans réponse. Ainsi que l'ont remarqué les auteurs, la prudence du Conseil du Roi rendait de tels différends improbables.

Chaque année avant l'établissement du brevet, les trésoriers généraux et les Elus étaient consultés et donnaient leur avis sur l'état de la province tel qu'il résultait des constatations qu'ils avaient faites au cours de leurs chevauchées. A leur tour, les intendants furent invités à fournir sur le même sujet un rapport circonstancié qui complétait heureusement ceux rédigés généralement sans grand soin par les autres officiers. Les commissaires départis profitaient de l'occasion pour se faire les avocats de leur province et réclamer, si quelque malheur lui était survenu, le plus large dégrèvement possible. Il existait même entre eux une véritable émulation pour dépeindre l'existence de leurs administrés sous les traits les plus lamentables et exalter l'impatience dans laquelle ces malheureux attendaient une preuve tangible de la bienveillance du Roi. « Je ne crois pas qu'il y ait aucun département dans le royaume qui soit en si pitoyable estat que celui-cy, déclare Sanson, intendant à Montauban en 1695, et je crois qu'à moins que les communautés ne soient considérablement soulagées dans les imposi-

tions de l'année prochaine et qu'on ne leur donne du temps pour payer celles de l'année présente, il sera tout à fait impossible aux receveurs des tailles de remplir leurs traités parce qu'il est constant qu'elles sont la plupart d'une misère qui passe toute imagination, et tellement épuisées qu'il n'est pas possible d'en rien tirer de quelque manière qu'on s'y prenne » (1). Parlant de l'Auvergne, d'Ormesson écrit l'année suivante (2) : « Je me trouve engagé de vous représenter que la misère augmente si fort en cette province par le défaut de commerce, par les sommes extraordinaires qu'on a tirées, de celles qui sont imposées et dont les recouvrements se font actuellement que chacun gémit et que ceux qui étaient un peu accommodés sont tombés dans un état si pauvre qu'après avoir vendu leurs bestiaux et leurs meubles, ils sont réduits à découvrir leurs maisons pour faire argent des couvertures et des bois pour subsister. Le recouvrement de la taille se fait mal... »

Malgré le parti pris de telles descriptions, les intendants des finances et le contrôleur général pouvaient apprécier avec une justice satisfaisante les généralités qui devaient être déchargées et celles qui pouvaient être augmentées. La justice parfaite n'était pas toujours obtenue. Turgot dans son avis sur l'imposition de la taille dans la généralité de Limoges pour l'année 1766 (3) se plaint de « la surcharge que la province éprouve depuis longtemps dans la répartition générale des impositions du royaume ». Il ajoute plus loin que cette surcharge subsistera probablement jusqu'à ce que, par un travail très long et très difficile et dont les principes sont même très peu connus, le gouvernement ait pu se procurer des moyens suffisants pour comparer en connaissance de cause les forces des différentes provinces. C'était affirmer la nécessité d'un cadastre. Colbert avait déjà songé à la confection d'un tel ouvrage, mais le travail ne put être mené à bien. Il n'existait que des cadastres locaux mal établis et non tenus à jour. La Cour des Aides de Paris protesta contre cette situation (4).

« Le brevet et les commissions sont non seulement des actes d'autorité arbitraire déclare-t-elle, mais aussi des actes clandestins dans leur exécution car jamais ni le brevet ni les commissions ne sont annoncés publiquement. On envoie seulement les commissions à l'élection qui doit s'y conformer lors du département pour faire la 3^e répartition. La province n'apprend donc son sort que dans le moment de ce département c'est-à-dire quand tout est irrévocablement terminé. Elle ne connaît jamais le sort des autres provinces car nulle part dans le royaume on ne voit le tableau général.

(1) Lettre à Colbert, 28 mai 1695. Boislisle, *op. cit.*, t. I, n° 1432.

(2) 19 mars 1696. Boislisle, *Corresp.*, t. I, n° 1520.

(3) *Œuvres*, éd. Daire, t. I, p. 540.

(4) Remontrances relatives aux impôts, mai 1775. Auger, *Mém.*, p. 657.

Ainsi non seulement les provinces sont jugées sans être entendues lorsqu'on arrête le brevet et les commissions, mais il leur est absolument et physiquement impossible de se pourvoir devant votre Majesté elle-même par opposition. »

Malgré ces protestations qui pouvaient paraître fondées en toute logique, aucune réforme ne fut tentée.

A défaut d'un instrument précis, force était de s'en remettre pour la correction des inégalités à l'initiative du gouvernement malgré la faible valeur des éléments d'appréciation dont il disposait. Pourtant la Monarchie avait l'intention de parfaire les résultats obtenus quelque peu empiriquement. Dans le préambule de la déclaration du 13 février 1780 ordonnant la fixité des deux brevets de la taille, Louis XVI déclarait se réserver « d'examiner un jour [dans notre sagesse] si les proportions de la taille et de la capitation établies entre les différentes généralités sont les plus conformes à leur richesse respective, mais si cette étude nous engage jamais à faire quelque changement dans la répartition de ces impositions nous l'ordonnerons par une loi semblable à celle-ci afin que nos motifs soient toujours manifestes et c'est encore sous ce point de vue que nous avons senti l'avantage de fixer dans chaque généralité le montant de la taille et de la capitation d'une manière authentique » (1). Cette loi ne parut jamais.

B. Surtax contre les Elections.

Ils furent plus fréquents. D'ailleurs leur exercice ne soulevait pas les mêmes difficultés pratiques, car les Elections auraient pu, à la rigueur, être valablement représentées par les magistrats des tribunaux qui leur avaient donné leur nom. Au surplus, la procédure était prévue par un texte, l'article 40 du règlement du 8 avril 1634. Le Roi avait bien remarqué que, malgré les recommandations qui leur étaient faites de procéder au département avec « justice et égalité », de faire leurs chevauchées « sans y apporter aucune faveur ou passion » et les trésoriers de France ne manquaient pas de favoriser l'élection de leur résidence au préjudice des autres. Il autorisait les Elus des Elections qui se prétendaient surtaxées à envoyer avant le département un procès-verbal motivé et appuyé de pièces justificatives, au Conseil du Roi qui modifierait les taux des unes, augmenterait les autres et corrigerait ainsi l'élection par l'élection la répartition provisoire.

C. Surtax entre les paroisses.

« L'inégalité, dit Vieuille, peut se rencontrer dans l'imposition d'une élection, sur les paroisses qui la composent, sur quoi les paroisses sur-

(1) Cité par Marion, *Les Impôts directs sous l'Ancien Régime*, p. 175 in fine.

chargées peuvent faire leurs représentations qui doivent être fondées sur la qualité ou la différence du terroir, leur situation pour le débit de leurs denrées, le nombre et les facultés de leurs habitants. » Autrement dit, la paroisse surtaxée peut introduire une action en surtaux (1). Le syndic, le maire et les échevins représentants autorisés de la paroisse étaient admis à l'engager, à condition postérieurement à 1683, d'avoir obtenu les autorisations nécessaires de l'assemblée générale des habitants et de l'intendant. L'instance aurait dû être portée devant les Elus, mais en fait les affaires de cette nature étaient systématiquement portées devant le Conseil ou évoquées par lui. Dans ses deux lettres de jussion requérant l'enregistrement de la déclaration de 1663, le Roi avait en effet dénué à la Cour des Aides le pouvoir qu'elle entendait s'arroger de statuer en première instance sur tous les différends nés de paroisse à paroisse à l'occasion du département des tailles. La Cour des Aides de Paris se plaint dans ses remontrances de 1761 de voir sa compétence restreinte aux causes de particulier à particulier, depuis que la connaissance de la répartition de paroisse à paroisse et d'élection à election lui a été enlevée (2).

Toutefois on trouve peu d'exemples de contestations de ce genre. Vieuille le déclare lui-même « mais cela n'arrive presque point parce que lors du département de la taille, les intendants et les officiers de l'Election donnent leur attention pour que l'égalité soit maintenue de paroisse à paroisse ». L'examen des requêtes des paroisses au cours des opérations du département paraissait le moyen le plus efficace de nuire à aucune, et la déclaration du 7 février 1768 prévoit (art. 11) que les paroisses qui seront reconnues surchargées « seront diminuées successivement jusqu'à ce qu'elles aient été réduites à leur taux et que celles trop soulagées seront augmentées graduellement jusqu'à ce qu'elles portent une imposition juste et proportionnée ». En somme, on leur permettait un recours préventif analogue à celui permis aux particuliers à l'origine, et l'on procédait à la suite de l'examen de chaque requête par approximations successives.

Une fois les mandements signés, « il n'y a plus de remède aux injustices parce que le roi a un intérêt principal et essentiel à ce que la tota-

(1) Cf. notamment : ord. d'Orléans, 5 janv. 1560, art. 134. « Toutes oppositions formées pour les tailles des paroisses. » Décl. avril 1683 ; Décl. 2 août 1687.

(2) La Cour reconnaissait cependant que cette évocation était fondée à la vérité sur des lois anciennes « elles ont été enregistrées par le commandement exprès de Votre Majesté, et malgré la réclamation de ses Cours des Aides. L'abus en est aujourd'hui bien sensible et par l'inégalité connue de ces répartitions et par ce que les plaintes portées à ce sujet n'ont point de juges ; que le recours même au Conseil n'en donne point puisque ces plaintes seraient des plaintes de concussion et que le Conseil de Votre Majesté n'a jamais été constitué juge de contestations criminelles : cependant cet abus n'est point réformé. » *Mémoires pour servir*, p. 130.

lité de la taille soit payée, ce qui doit empêcher qu'il ne modère des impositions de paroisses surchargées à moins que de rejeter aux autres paroisses trop soulagées leur surcharge ». Ce serait remettre en cause tout le travail de l'assiette de l'élection. D'ailleurs, la répartition annuelle du moins imposé (1) diminuait beaucoup l'intérêt qu'auraient eu les paroisses à se pourvoir en surtaux, puisqu'elles pouvaient obtenir à ce moment une compensation indirecte à leur surcharge.

L'adoption de la subvention territoriale destinée à remplacer les vingtièmes, aurait certainement amené le gouvernement à préciser la manière dont seraient instruites et jugées les réclamations des collectivités qui s'estimaient désavantagées par la répartition. L'édit du mois d'août 1787 prévoyait déjà que la comparaison des rôles de chaque paroisse par les assemblées supérieures ou inférieures chargées dans chaque province ou généralité d'assurer la répartition de la subvention, donnerait le taux commun de chaque partie de la province et accessoirement de la généralité ; et de la comparaison de ces taux communs pour chaque province ou généralité résulterait le taux général du royaume. Une fois que le taux commun du royaume serait fixé après une expérience suffisante, aucune généralité, élection ou paroisse ne devrait pas être imposée au-dessus de ce taux général. Le Roi se réservait ainsi qu'à son Conseil la connaissance des réclamations émanant des provinces, généralités et paroisses. Mais cette subvention territoriale disparut avant d'être appliquée et les dispositions prises pour assurer l'égalité de sa répartition ne furent pas adaptées à la taille, malgré la ressemblance qui existait entre la dernière imposition et la subvention (2).

D. Surtaux entre particuliers.

Par contre, une législation abondante réglementait le surtaux entre les particuliers. C'est une procédure originale qui tient compte du caractère solidaire de la taille. Le demandeur ne devait pas se contenter de mettre en cause les collecteurs puisque ceux-ci en établissant les rôles n'avaient pas agi dans leur intérêt personnel, mais dans celui de la paroisse ou de la communauté, et que cette dernière, seule débitrice de l'impôt, était, en vertu des règles du mandat, responsable de l'ouvrage de ses représentants tant qu'elle ne les avait pas désavoués. La communauté devait donc normalement être mise en cause par le réclamant, assignée et partie à l'audience en même temps que les collecteurs. La condamnation prononcée à la requête du demandeur était

(1) Voir plus loin p. 196.

(2) Edit d'août 1787 ; art. 10 et 11. Marion, *Les impôts directs*, p. 322.

supportée par la communauté entière ou par les collecteurs selon qu'elle avait ou non approuvé le rôle.

Les premiers textes qui font allusion à l'action en surtaux sont l'article 15 de l'ordonnance de 1517, les articles 123 et 134 de l'Ordonnance d'Orléans de 1560, et les articles 6 et 15 de l'édit de mars 1600. Ils sont d'ailleurs des plus succincts. Ils renseignent plus sur la manière dont le procès se vide que sur la procédure selon laquelle il s'engage. Assimilant les procès en surtaux à des affaires de faible importance, l'ordonnance de 1517 prescrit aux Elus de les vider sommairement et par expédient et sur le champ. La justice est rendue de manière très populaire puisque les magistrats sont invités à statuer autant que possible d'après l'opinion des assistants. L'aveu ou le désaveu était donné par les habitants à l'audience. La sentence était l'œuvre commune des magistrats et de l'auditoire. Les Elus qui auraient cherché par esprit de lucre à compliquer cette procédure, simplifiée à l'extrême, étaient menacés d'une amende envers le Roi et de dommages et intérêts envers les parties.

On ne possède aucune précision sur la manière dont les habitants faisaient connaître leur avis ; on ignore si le président interrogeait au hasard les divers assistants assis devant eux sur les bancs de la salle ou s'il s'adressait seulement à des députés spéciaux de la communauté. Il est en effet difficile d'admettre que les juges aient pris l'avis des curieux qui encombrement toujours les salles des palais de justice ; on peut supposer plutôt qu'ils avaient convoqué au préalable des voisins du requérant, qui déposaient en leur âme et conscience ou lisaient le texte d'une délibération de l'assemblée générale des habitants.

Sans doute, les audiences tenues de la sorte les jours de marché étaient-elles bruyantes. On imagine aisément que l'affluence des paysans, plaideurs ou témoins, égayés par l'agitation de la foire et le contact hebdomadaire avec le village devait remplir le tribunal d'un tumulte nuisible à la célérité et à la dignité des audiences.

Il faut croire que malgré les sages conseils donnés par les édits, les magistrats avaient tendance à multiplier à l'excès les formalités pour compléter une procédure qu'ils jugeaient par trop expéditive et économique, puisque les édits qui se succédèrent à partir du milieu du xvi^e siècle marque le souci constant de la part du gouvernement de conserver la simplicité des formes du procès et de réduire les frais susceptibles de rester à la charge des parties.

A partir de 1560 (1) les juges prennent seulement l'avis de trois ou quatre habitants de la paroisse au maximum, nommés parmi les habi-

(1) Ordonnance d'Orléans, art. 134.

tants les plus « apparents » de la paroisse « non suspects aux parties ». Selon l'édit de mars 1600, les experts sont choisis « dans un bref délai » parmi les principaux habitants de la paroisse, sinon, ils sont désignés d'office par les Elus mêmes. L'affaire est jugée sans ministère d'avocat ni de procureur.

Le jugement était rendu immédiatement après l'audition, des témoins au vu des rôles des trois dernières années. Les effets des jugements ont varié. Selon l'ordonnance d'Orléans (art. 123), les asséeurs et les collecteurs sont tenus de verser de leurs deniers personnels les sommes dont « les pauvres sujets du Roi » étaient reconnus surchargés ; par contre, l'édit de 1600 n'exige plus la condamnation des collecteurs que dans le cas exprès où « l'inégalité dans l'assiette » est désavouée par les habitants (art. 15).

En tout cas, le litige devait être porté devant la justice ; la cote contestée ne pouvant être réduite du seul consentement des habitants (1). La présence de ceux-ci était nécessaire à la régularité des débats. Celle de leurs représentants administratifs ne suffisait pas. « Les parties ouïes devant les Elus » stipulait en effet l'article 6 de la déclaration de 1600. Un arrêt de la Cour des Aides de Paris en date du 31 mai 1606 rendu sur l'appel du procureur général casse diverses sentences par laquelle une Election de son ressort avait en présence des échevins et d'un maire d'une communauté, accordé des modérations à des contribuables sans convoquer les habitants pour leur demander s'ils avouaient ou désavouaient les asséeurs alors qu'ils sont « les vraies et légitimes parties qui y ont le seul et véritable intérêt ».

L'édit du 8 avril 1634 apporta en même temps que des précisions, des modifications aux errements anciens. Le contribuable qui se prétendait surtaxé formait son opposition dans les trois mois « après que l'assiette aura été faite au greffe de l'Election » c'est-à-dire après la vérification des rôles. Toute réclamation faite hors délai était irrecevable. Le demandeur signifiait simultanément au substitut du procureur général — c'est-à-dire au procureur de l'Election — au procureur syndic et aux habitants de sa paroisse l'acte dans lequel il se déclarait opposant et indiquait ses conclusions.

Désormais les habitants faisaient connaître s'ils avouaient ou désavouaient les taxes faites par les collecteurs, avant l'audience. Ils étaient à cette fin convoqués en assemblée générale, un dimanche ou un jour de fête, devant le notaire ou le curé à l'effet de délibérer sur la requête de l'opposant, en discuter les moyens, et préparer la réponse qui lui serait notifiée à son tour et dont une copie serait envoyée pour information

(1) Edit 1634, art. 51.

au substitut. Cette double signification de la délibération paroissiale rendait inutile la parution des habitants à l'audience ; ce qui leur évitait des frais de déplacement ; l'instruction du procès était dirigée par le substitut défenseur-né des collectivités. Ce magistrat se mettait d'accord avec l'opposant dans les huit jours qui suivaient la signification de la réponse des habitants, sur le choix des trois témoins, qui selon la coutume étaient trois prudhommes de la paroisse ou des paroisses voisines : étant entendu que, s'ils étaient choisis dans la paroisse, ces témoins seraient exempts de tailles et étrangers à la famille du demandeur, sans quoi ils auraient été trop intéressés dans le procès pour donner un avis sincère. On finit même par admettre que les témoins ne devaient jamais être désignés dans la paroisse. Leur déposition était écoutée et enregistrée par le commissaire examinateur (1) et procès-verbal en était dressé par l'Elu qui avait fait la chevauchée et assisté à l'assiette de la taille (2).

Si les témoins, les syndics et les collecteurs ne se présentaient pas à la convocation, ou si, présents, ils ne répondaient sur les faits de la contestation, ils étaient assignés à leurs frais et sans répétition possible à l'encontre de la paroisse, à la requête du procureur, à comparaître à l'Election pour faire leurs déclarations devant un juge commis à cet effet.

La partie qui succombait, la communauté si le demandeur obtient une réduction, ou le demandeur, s'il était reconnu justement imposé, supportait les dépens, tels qu'ils étaient liquidés en la sentence. Après le prononcé du jugement les pièces étaient rendues aux parties à qui elles appartenaient exception faite du procès-verbal des dépositions qui demeurait au greffe qui en délivrait des extraits à ceux qui le demandaient.

A la suite de nombreuses plaintes révélant l'énormité des frais qui retombaient à la charge des communautés à la suite des procès en surtaux, le Roi dut par un arrêt du 5 janvier 1665 rappeler les termes de l'article 6 de l'édit de mars 1600 et exiger que les prescriptions soient exécutées en leur « forme et teneur ». Ce fut peine perdue. De multiples élections, dont celle de Paris, méprisèrent ces ordres et multiplièrent les formalités qu'elles alléguaient comme absolument nécessaires pour rendre la justice en connaissance de cause. Il fallut par un nouvel arrêt promulgué le 25 février 1666 (3) définir les différentes phases de la procédure : celle-ci n'a guère varié jusqu'à 1772.

(1) Le commissaire examinateur était l'Elu chargé spécialement de faire les enquêtes et les interrogatoires.

(2) Cet Elu ne peut pas prendre part à la délibération et au vote qui précède le jugement.

(3) *C. T.*, I, p. 597.

Le nouvel arrêt détaillait tout d'abord les mentions contenues dans l'exploit de l'opposant : à savoir « l'indication des biens qu'il possède, soit en propre ou à loyer, le sujet de son opposition, la diminution qu'il prétend, combien de tailles il portait les trois dernières années, à quelle somme montait le total de la paroisse en chaque année, ensemble, le nom, surnom, demeure et vacation de celui que l'opposant voudra nommer pour arbitre » (art. 1^{er}).

Les habitants ne paraissaient pas au tribunal, ils n'en donnaient pas moins leur avis. La requête introductive d'instance leur était signifiée en parlant à la personne du syndic, lequel était assigné à l'Election dans un délai de huit jours. Le dimanche compris dans ce délai, les habitants étaient conviés à délibérer sur l'affaire. A la première audience, le syndic révélait à l'Election le parti pris par sa paroisse.

1^o Si les habitants avaient avoué la cote, ils la reconnaissaient comme justement établie à leurs yeux, et par là-même acceptaient de se solidariser avec les collecteurs. L'instance continue à leurs risques et périls. Le syndic désignait sur le champ l'arbitre de la communauté, les Elus lui donnent acte de son choix et convoquaient cet arbitre à comparaître dans un délai de huitaine avec celui du demandeur. Le nombre des arbitres était désormais réduit à deux.

Ils se livraient à une véritable enquête et pour compléter et vérifier les renseignements colportés par la commune renommée, ils étaient autorisés à se rendre au domicile de l'opposant (1). Néanmoins leur pouvoir d'investigation était limité par le secret des familles et celui du commerce. Pas plus que les collecteurs au moment de l'assiette, ils n'avaient pas le droit de se faire communiquer les livres de comptabilité, les actes de vente, les baux à ferme, les testaments (2) ; la tradition du droit français a toujours répugné aux visites domiciliaires. Une ordonnance de 1302 avait déclaré qu'on « s'informerait par loial gent qui plus doivent savoir l'estimation des héritages et des biens de chacun et ainsi ensuivre resonnablement la renommée de la richesse ». En fait les tribunaux éliminaient presque systématiquement les preuves matérielles pour s'en rapporter à la commune renommée. « Les experts ne doivent prendre d'autres instructions que la commune renommée : ces instructions suffisent parce que les impositions du fait des collecteurs sont censées avoir été faites et l'ont été, en fait, d'après les connais-

(1) Cf. Arrêt Conseil d'Etat, 4 avril 1730 ; affaire Jean Vignaux, *N. C. T.*, III, p. 374. *Mém. alph.* v^o *Surtaux*.

(2) En 1664, la Cour des Aides de Normandie avait eu à se prononcer sur le point de savoir si les collecteurs étaient admis à faire compulser chez un notaire les pièces qui justifieraient des facultés d'un particulier ; elle décida que non. Tolérer « cette voie extraordinaire... permettre de pénétrer dans le secret des familles et de faire faire telles perquisitions cela était contre la liberté publique des Français ».

sances que la commune renommée aura donnée des biens et facultés de chacun des taillables. Lorsqu'il s'agit de confirmer ou de réformer leur ouvrage, il est raisonnable de suivre la même marche que celle qu'ils ont prise eux-mêmes, ce serait renverser le droit des tailles que d'introduire l'usage que des parties instruisent leurs experts par des déclarations de biens. Si l'on faisait l'estimation d'après un arpentage de biens et une déclaration en règle du revenu mobilier, il en résulterait de grands inconvénients de ces formes de procédés en ce qu'elles étaient peu propres à faire connaître sûrement les biens et facultés des parties et qu'elles seraient ruineuses pour les parties. Elles occasionnaient des productions sans fin et des écrits sans nombre. Les justifications deviendraient volumineuses et l'on ne s'en contenterait pas encore. On en viendrait à des procès-verbaux d'arpentage, peut-être des procès-verbaux d'accession de biens et de descente de juge. Un seul procès ruinerait des familles entières » (1).

Le serment des parties avait été employé longtemps admis en matière fiscale comme en toute matière.

Leur enquête faite, les arbitres étaient entendus au jour fixé par l'officier commis à cet effet (2) ; leurs dépositions étaient consignées sur un registre spécial tenu par le greffier. A l'audience suivante, le greffier lisait l'acte d'assignation et les dépositions des témoins ; on entendait ensuite le syndic, et le demandeur ; après quoi l'opposition était jugée sans appointer les parties ; les dépens étaient liquidés dans la sentence. S'il y a une grande divergence entre les opinions émises par les personnes consultées, les juges statuaient en leur conscience d'après la connaissance qu'ils avaient prise de l'affaire. Pour être valable la sentence devait être rendue par trois juges au moins qui signaient la minute.

2^o Si les habitants reconnaissant que la taxe du demandeur était exagérée, avaient désavoué la cote, le syndic en faisait part aux Elus qui examinaient en premier lieu si ce désaveu était valable ou non. S'ils l'estimaient mal fondé, la communauté ne pouvait se décharger de sa responsabilité et la procédure suivait son cours comme dans le cas précédent.

Par contre si le désaveu était admis, les collecteurs étaient pris à partie personnellement, conformément aux articles 123 de l'ordonnance d'Orléans et 15 de l'édit de 1600 (3), c'est-à-dire qu'ils répon-

(1) Loisel de Boismare, t. I, p. 415.

(2) Arrêt C. des A., 20 juillet 1719 portant règlement entre les officiers de l'Election d'Angoulême, art. 15.

(3) Ord. d'Orléans, art. 123 (janvier 1560) : « Toutes personnes contribuables à tailles seront cottisées, le fort portant le faible, et contraintes de payer leur cote et part, à peine de payer par les asséeurs et collecteurs les sommes desquelles nos pauvres sujets seront surchargés. » Edit. 1600, art. 15. « S'il y a de l'inégalité en l'assiette et

daient en leur propre nom à la réclamation du taillable sans pouvoir appeler en intervention les habitants ni exercer de recours en réparation contre eux si le jugement emportait leur condamnation.

La communauté ne pouvait se dérober à sa responsabilité en faisant défaut. Au contraire, si le syndic « ne compare pas » à la première assignation, l'assiette est tenue pour avouée, et le représentant de la communauté était réassigné pour défendre au surtaux et nommer un arbitre.

S'il faisait à nouveau défaut, les Elus procédaient à la nomination d'office d'un arbitre et le procès se déroulait, comme dans le premier cas. La communauté était défendue par le procureur royal. La réduction prononcée par l'Election et les frais de procès étaient supportés par les habitants et répartis entre eux au marc la livre de leur cote.

La procédure s'était nettement compliquée et ralentie ; la convocation et l'audition séparées des arbitres allongeaient forcément les délais et ne permettait plus de rendre un jugement immédiat. La procédure n'était plus seulement orale, mais au contraire exigeait des transcriptions de dépositions qui occupaient le greffier. Toutefois, par mesure d'économie, le ministère d'un procureur ou d'un avocat restait facultatif et les Elus ne pouvaient exiger aucune épice à peine de concussion.

Pour éviter des instances purement dilatoires, le contribuable devait, nonobstant sa réclamation, payer par provision sa taxe à l'échéance normale des quartiers (1).

Par contre d'autres dispositions avaient été prises pour que les parties évitent de se ruiner à la légère dans des procès interminables : la faculté d'appel était limitée et les frais réduits au minimum.

Conformément aux usages anciens confirmés par des textes plus récents (2), les Elus jugeaient les oppositions en surtaux sommairement et à l'audience sans appointer les parties, ni prendre aucun droit d'épices. Toutefois l'édit de 1689 leur permit d'appointer les surtaux de taxes considérables dont l'instruction les obligeait à examiner des pièces nombreuses. Ils pourraient également dans ce cas réclamer des épices.

Les procès de faible importance étaient jugés définitivement par les offices des Elections. Le taux au-dessous duquel les magistrats de première instance statuent en dernier ressort a varié, mais toujours

qu'elle soit désavouée par les habitants, lesdits assesseurs pourront être pris à partie par les particuliers qui s'en plaindront conformément à l'article 123 de l'ordonnance d'Orléans. »

(1) Edit. mars 1654 ; Décl. 7 déc. 1713, art. 15.

(2) Arrêt Cons. 25 fév. 1666. Edit de suppression des chevaliers du guët, août 1669 ; Décl. nov. 1685 ; Décl. 18 avril 1690. N. C. T., à leur date.

dans un seul sens, celui de l'augmentation ; d'abord parce que la valeur de l'argent a presque constamment baissé, ensuite parce qu'il apparaissait nécessaire, devant le nombre imposant des procès de ce genre, d'accroître le pouvoir des Elus pour éviter l'encombrement des Cours des Aides.

D'après l'article 134 de l'ordonnance d'Orléans de 1560, les Elus décidaient souverainement jusqu'à 100 livres tournois ; d'après l'édit de mars 1600 jusqu'à 3 écus. En 1634, jusqu'à « dix livres du principal de la taille et des actions à l'équipolent. » En mars 1654 jusqu'à 20 livres, sauf dans le cas où les syndics et procureurs de communautés ont fait une demande reconventionnelle pour que les cotes litigieuses ne soient pas diminuées mais au contraire augmentées et pour celles qui sont supérieures à 20 livres, les jugements des Elus sont exécutoires par provision.

Dans l'édit de suppression des chevaliers du guet (août 1669) le Roi ordonna que les Sentences des Elus qui n'accordaient pas une réduction de plus de 50 livres seront exécutées en dernier ressort. Prenant ces termes à la lettre, les Elus prétendirent juger en dernier ressort les oppositions en surtaux qui entraînaient une modération ne dépassant pas 50 livres, quel que fût le montant initial des cotes en litige. Il était à craindre que dans leur désir de juger au souverain, ils ne cherchassent à réduire au-dessous de l'équité les demandes de réductions supérieures à 50 livres. La déclaration du 18 avril 1690 interdit d'une manière plus précise la reformation des sentences rendues sur des cotes de 50 livres ou inférieures à ce chiffre, ou sur des cotes supérieures à 50 livres lorsque l'opposant aura déclaré par acte devant les Elus qu'il entend réduire son surtaux à cette somme (1). La manœuvre des Elus se trouvait ainsi déjouée. Par contre, l'avantage d'obtenir une réduction limitée, mais définitive, d'un tribunal voisin de leur domicile et par conséquent à moindres frais, incitaient les réclamants à restreindre volontairement leurs prétentions.

Toutefois appel pouvait être relevé de jugements rendus dans des instances où l'intérêt du litige ne dépassait pas 50 livres, dans les cas suivants :

1^o les magistrats avaient omis d'inscrire que la sentence était rendue en dernier ressort ;

(1) Cet édit fut confirmé par celui d'octobre 1713, et par un arrêt du Conseil du Roi du 4 avril 1730. Jacques Vignault était un pauvre ouvrier de la paroisse Saint-Jacques-de-Chatellerault dont la cote fixée en 1727 à 3 livres avait été portée à 8 livres en 1728 et à 15 livres en 1729. Il obtint d'être réduit à 3 livres. Mais la sentence des Elus fut attaquée par les collecteurs devant la Cour des Aides. Le contribuable se pourvut alors devant le Conseil du Roi en faisant remarquer que la sentence des Elus avait été rendue en premier et dernier ressort. Le Conseil lui donna gain de cause.

2° ou d'indiquer dans la sentence que le rôle était exécuté par provision pour la totalité de la cote ;

3° le nombre de juges qui avaient signé le jugement était inférieur au nombre requis ;

4° le nombre des juges présents n'était pas indiqué sur ce jugement ;

5° la demande en surtaux était fondée sur un privilège ;

6° le surtaux était connexe à une demande en abus et malversation.

Dans tous les cas où il était autorisé, l'appel était porté devant la Cour des Aides, par acte signifié par un huissier ou un sergent, même de justice seigneuriale, pourvu qu'il ait le droit d'instrumenter au lieu où se faisait la signification. Les parties étaient assignées devant la Cour par un simple exploit sans lettre, commission ni arrêt. La Cour ne pouvait non plus appointer, mais statuait elle aussi sommairement et sans frais jugeant à l'ordinaire même dans les instances où les Elus avaient reçu, depuis 1689, le droit d'appointer. Le Roi se réservait de juger toutes les contraventions qui seraient faites à ses règlements en cette matière. Lorsque l'affaire était mise en délibéré, le rapport était l'œuvre d'un conseiller et l'arrêt rendu sans épices.

Depuis la promulgation de l'édit de 1634 (art. 51) : « les habitants des paroisses ne pourront être pareillement intimés [en appel], ainsi seulement ledit substitut, pour lequel notre dit procureur général prendra le fait et cause, et sera l'appel jugé en nos dites cours, sur ledit procès général sans que les Elus et les substituts de notre dit procureur général, assesseurs et collecteurs puissent être pris à partie en leurs noms tant en cause principale que d'appel, sinon en cas de concussion seulement ».

La présence du syndic devait être autorisée au préalable par le général des habitants et par l'intendant. Toutefois, si les habitants ne participaient pas aux débats, ils subissaient toutes les conséquences des arrêts prononcés en dehors d'eux, c'est-à-dire les augmentations consécutives à la modération accordée au plaignant ; charge très lourde en raison de la générosité habituelle de la Cour en faveur des opposants comme si celles-ci avaient cherché à les encourager à recommencer l'année suivante. « Tous ceux qui se pourvoient en surtaux gagnent leur cause contre la communauté qui s'est mal défendue (1). » C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles Colbert aurait désiré remplacer l'action en surtaux par la comparaison qui, dirigée contre un particulier sachant défendre ses intérêts avec soin, ne coûtait rien au général de la paroisse.

(1) Clément, *op. cit.*, t. II, lettre n° 129 ; lettre à Le Bret, 28 janv. 1682.

La situation des communautés, condamnées sans avoir été entendues, parut bientôt injuste ; et lorsqu'à la fin du XVIII^e siècle, on jugea nécessaire d'opérer une décentralisation administrative et de rendre aux collectivités locales une certaine autonomie, on leur permit notamment de se défendre aux instances où l'intérêt de l'ensemble des habitants était en jeu.

La déclaration de 1772 a été rédigée dans cet esprit. Elle tend également à simplifier la procédure, à écarter tout ce qui pourrait en retarder l'expédition et à substituer en matière des tailles des formes plus simples à des formes inutiles. Conformément aux maximes anciennes, la communauté devait être partie aux procès en surtaux comme en tous procès de nature fiscale (1) : elle donnait son avis par l'intermédiaire de son assemblée générale.

Le mémoire du demandeur contenait à peine de déchéance, les énonciations prescrites par la déclaration de 1666. Deux copies étaient remises à un élu lequél, après les avoir cotées et paraphées, les communiquait au procureur du Roi qui les faisait signifier aux échevins et au maire de la communauté — si celle-ci était défenderesse — par le ministère d'un garnisaire. Ce dernier remettait également aux collecteurs un avertissement d'avoir à se présenter à l'assemblée générale.

Selon le texte nouveau la requête introductive d'instance était présentée en double exemplaire par le demandeur à un officier de l'Election pour être par ce dernier cotée et paraphée sur chaque feuillet ; cette formalité préliminaire accomplie, elle était transmise au procureur royal. Celui-ci, après l'avoir enregistrée, communiquait l'une des copies aux maire, syndic et échevins par l'intermédiaire d'un homme de garnison qui remettait en même temps aux collecteurs de la part du ministère public un avertissement d'avoir à se trouver à l'assemblée générale des habitants. Cette assemblée était convoquée par le maire et les échevins dans un délai de quinzaine à partir de cette signification, sous peine pour ces magistrats de subir une amende de 10 livres, sans préjudice de dommages et intérêts envers l'opposant. Ils encourraient une autre amende de 10 livres s'ils n'assistaient pas à cette assemblée.

Le rôle de l'assemblée était toujours de déterminer si elle approuvait ou non le rôle fait par les collecteurs. Si la cote était avouée, le procureur

(1) « Lorsqu'il s'agira soit d'opposition en surtaux contre les rôles faits à l'ordinaire, soit de demandes ou radiation de cotes, à l'exception de celles formées en raison des droits et privilèges de la noblesse, soit des plaintes en abus et malversations contre les collecteurs et toutes autres contestations concernant les impôts dans lesquelles les communautés devront être parties contre les particuliers... (art. 2). »

du roi en l'Election en était averti par l'envoi de deux copies de la délibération. Mais, disposition nouvelle, la communauté, si elle le jugeait à propos, était admise à présenter ses défenses par le ministère d'un procureur. Le ministère public notifiail la délibération ou le mémoire en défense de la paroisse à l'opposant. Que celui-ci réponde ou non, le procureur donnait ses conclusions au greffe dans un délai de huitaine et déposait les pièces du dossier pour que l'affaire soit sans délai jugée en Chambre du Conseil.

En cas de désaveu de la part de la paroisse, l'affaire était instruite et jugée entre l'opposant et les collecteurs avec le ministère public selon les mêmes formes que précédemment.

Si la communauté ne répondait pas à l'assignation dans un délai de trois semaines, son silence était interprété comme un aveu tacite et il était fait droit à la réclamation de l'opposant.

Dans aucun cas, il n'était plus choisi d'experts ; on jugeait sur pièces. Si néanmoins les « mémoires réponses et pièces des parties » ne suffisaient pas à éclairer la religion des juges, l'un de ceux-ci était commis pour se rendre à la paroisse pour y constater les faits dont la preuve était jugée nécessaire (art. 12). Le juge commis faisait annoncer sa visite aux maire, syndics et échevins au moins deux jours à l'avance par un homme de garnison. Les représentants de la communauté avertissaient les fermiers des dimes, les collecteurs de l'année courante et des trois années précédentes d'avoir à se présenter au jour dit et à l'heure fixés pour répondre aux questions du conseiller commis. Ceux qui se déroberaient à cette convocation seraient assignés à comparaître au siège de l'Election pour y faire leur déclaration. Le juge pouvait, s'il le désirait, interroger en outre telle autre personne qu'il aviserait, qu'elle soit indiquée ou non par l'opposant, et l'opposant lui-même ; il se faisait montrer également tous actes dont il estimerait la communication utile. Il dressait de sa visite un procès-verbal contresigné de tous les comparants et communiqué au procureur. Le jugement était rendu sans autre formalité.

La déclaration de 1778 n'a apporté aucune modification à cette procédure.

Le montant des réductions accordées était réimposé sur les rôles de l'année suivante, et remboursé seulement à cette époque à leurs bénéficiaires. Cette réimposition donnait d'ailleurs lieu à une nouvelle instance : l'instance en rejet (1).

(1) Voir *infra*, p. 184. Une demande en réduction d'une forme particulière était prévue en faveur des militaires retraités qui auraient été l'objet d'une surtaxe au temps de la déclaration du 1^{er} décembre 1697. Pour permettre à ceux qui après avoir servi durant la campagne précédente se retiraient « à leur habitation pour y faire demeure »

* * *

Lorsque malgré une sentence définitive défendant de l'augmenter à l'avenir, un particulier se trouvait augmenté l'année suivante, il pouvait se pourvoir en l'Election pour obtenir que le rôle ne soit pas exécuté à son égard, ou pour faire condamner les collecteurs à l'indemniser de l'augmentation qu'il subissait indûment, ou d'en acquitter le montant à sa place, quitte pour eux à en demander la réimposition sur la paroisse à la nouvelle assiette. C'est un des rares cas où les tribunaux étaient fondés à mettre obstacle à l'exécution des rôles d'impôts (1).

de réparer les pertes subies par leur ménage durant leur absence et pour faciliter l'établissement de ceux qui étaient encore célibataires, les anciens soldats n'étaient imposés qu'à cinq sols pendant deux ans à partir du 1^{er} octobre 1698, s'ils étaient déjà mariés et pendant quatre ans s'ils se mariaient. Ils ne pouvaient être nommés collecteurs ni compris dans les contraintes solidaires.

Pour jouir de cette faveur, il appartenait aux intéressés de dénoncer leur arrivée aux habitants et de la faire publier au prône avant le 1^{er} juin 1698. En cas de contestation sur l'exécution de cette déclaration, les parties, communautés ou bénéficiaires, se pourvoyaient déjà le commissaire départi dont l'ordonnance était exécutoire nonobstant opposition et appellation quelconque, lesquelles étaient jugées au Conseil du Roi.

1. N. C. T., I, 32, 375. VI, v^o *défenses*.

CHAPITRE IV

INSTANCES FONDÉES SUR DES FAUTES COMMISES PAR LES COLLECTEURS

Les collecteurs étaient responsables des erreurs ou des fautes qu'ils commettaient dans l'établissement des rôles. Ainsi s'ils avaient oublié d'indiquer à la fin de ceux-ci la liste des exempts, ils étaient passibles d'une amende au moins, car ils risquaient d'être punis exemplairement, s'il était prouvé que cette omission avait été volontaire(1). De même s'ils omettaient sciemment de porter au rôle certains contribuables, ils devaient payer en leur propre et privé nom, à la décharge des habitants de la paroisse, les sommes qu'auraient normalement acquittées ceux qu'ils avaient exemptés indûment, sans préjudice des autres condamnations que pourraient prononcer les Elus.

Mais les cas dans lesquels leur responsabilité était le plus souvent mise en cause, étaient :

1^o la diminution frauduleuse de leur cote ou de celle de leurs parents et amis : l'abus simple ;

2^o la diminution frauduleuse de la cote de particuliers qui n'avaient aucune parenté avec eux : l'abus et malversation ;

3^o l'imposition arbitraire sur la paroisse d'une somme supérieure à celle prévue au mandement ;

4^o le détournement ou le divertissement des deniers de la collecte.

Ces fautes sont diversement appréciées d'après leur gravité. L'abus simple est considéré comme le moins répréhensible et par conséquent comme plus facile à pardonner. L'instruction s'en poursuivait civilement. L'abus et malversation était plus grave, et s'instruisait, selon les cas, civilement ou extraordinairement. L'imposition arbitraire et le divertissement les exposaient à des peines exemplaires.

(1) Règlement 1600, art. 17.

SECTION I. — *L'imposition arbitraire.*

Les anciennes ordonnances de Moulins (art. 23), de Blois (art. 275 et 280), l'édit de 1579 avaient expressément interdit la levée d'impositions sur les sujets du roi, sans lettre expresse de sa part dûment enregistrées et vérifiées dans ses cours. Un tel crime commis par les Elus au temps où ils étaient chargés des opérations de l'assiette était puni par le règlement de 1508 (art. 37) de la confiscation de corps et de biens. L'article 11 de l'édit de 1600 menace de « privation de leur office et punition exemplaire » les Elus qui ont « failli en leur département par corruption ou par faveur » (1). C'est la peine de vie qui est prononcée contre les gouverneurs des places qui auraient exigé sans autorisation la levée de contributions non autorisées (2).

En fait d'aussi graves sanctions étaient rarement appliquées contre les Elus.

On considérait d'abord l'importance de la somme dont ils avaient « enflé » l'assiette. Si elle était faible, la Chambre des Aides se contentait de prendre une ordonnance de diminution pour l'année suivante, l'état remis au receveur ne pouvait plus être diminué. Au contraire si la différence était notable (200 ou 300 écus), elle décernait une commission au procureur général lui enjoignant d'approcher les Elus pour répondre de la surcharge qui était leur part. La peine était la suspension de leurs gages et taxations pendant six mois. Il était également fait recette de l'intégralité de la somme imposée, la réduction n'intervenant que l'année suivante.

Lorsque les collecteurs commencèrent à remplacer les Elus dans le travail de l'assiette des recommandations identiques (3) leur furent faites : c'est un crime capital, même de lèse-majesté, de faire aucune imposition « sans urgente nécessité, lettres et exprès commandement du Roi (4) ».

En réalité, aucune peine précise n'était désignée sous ces grands mots et les collecteurs étaient punis selon l'importance de leur faute et l'humeur des magistrats. Parfois même ils ne recevaient qu'une simple admonestation, indépendamment de l'obligation de restituer les sommes dûment imposées.

Par une sentence de l'Election de Châteaudun du 29 décembre 1707, deux collecteurs de la paroisse de Cloye, les nommés Lebas et

(1) La Barre, *op. cit.*, p. 78 et 166. Guidon, *Général des Financiers. Annotations.*

(2) Règlement 1597, art. 19.

(3) Edits déc. 1589 et déc. 1590 ; Isambert, t. XV, p. 10 et 20.

(4) Clément, *Lettres*, t. II, n° 141.

Cibot, prévenus d'un tel crime, furent condamnés à la requête du procureur, outre les dépens, Lebas à restituer trois fois trois livres six sols, et Cibot à être admonesté et condamné à six livres d'amende. Cibot acquiesça ; au contraire Lebas interjeta appel, mais la sentence fut confirmée.

En 1778, l'élection de Tours se montra plus sévère à l'égard d'un contribuable de cette ville, Pierre Boursault, coupable d'un même forfait. Il fut attaché au carcan, place du marché de la ville, et y demeura de midi à deux heures avec un écriteau : « collecteur des tailles prévaricateur et infidèle envers les habitants de sa paroisse dans la perception des deniers royaux ». Après quoi, il fut frappé de verges et marqué au fer rouge de la lettre V sur l'épaule droite et banni pour trois ans du duché de Touraine. Ses collègues, complices, furent simplement blâmés et condamnés à trois livres d'amende. La Cour des Aides maintint la condamnation à l'admonestation de Boursault et lui infligea trois livres d'amende (1).

SECTION II. — *L'abus simple.*

Les collecteurs pouvaient plus simplement profiter de leurs fonctions passagères pour essayer de payer moins d'impôts, et pour accorder le même avantage aux membres de leur famille. Pareil désir était illégitime, car il avait été expressément défendu aux collecteurs de se taxer ou de taxer leurs parents jusqu'au degré de cousins germains inclusivement à une somme inférieure à celle qu'ils supportaient l'année précédant leur collecte.

Toutefois des exceptions atténuaient la rigueur du principe :

1^o Si l'imposition de la communauté avait été diminuée, les collecteurs étaient autorisés à se diminuer ainsi que leurs parents dans la même proportion que le général des habitants.

2^o S'ils avaient subi une « perte notable » survenue « en leurs biens, commodités et profits pour raison de laquelle, il soit jugé par les Elus au nombre de trois pour le moins, que ledit rabais leur ait dû être fait » (2). Autrement dit si les pertes subies par eux étaient reconnues par un jugement des Elus (3) rendu contradictoirement avec les habitants et après conclusions du procureur du Roi.

3^o Un arrêt du 4 septembre 1647 avait autorisé les collections à se

(1) *N. C. T.*, t. V, p. 127.

(2) Edit mars 1600, art. 10.

(3) Guyot, *v^o Taille*. Voir réquisition présentée le 23 mars 1770 par le procureur général de la Cour des Aides qui rendit un arrêt sur la matière.

diminuer de la moitié de leur cote s'ils avaient été taxés l'année précédant leur collecte à 100 livres et au-dessous, — de 100 livres s'ils avaient été taxés à 400 livres et au-dessous — de 150 livres s'ils avaient été taxés au-dessus de 400 livres. Mais un arrêt du 17 octobre 1635 revint sur ces dispositions généreuses — qui au reste ne s'expliquaient pas très bien — et ordonna que les collecteurs ne pourraient pas se diminuer en dehors des cas prévus par les règlements, les habitants et les syndics des paroisses ouïs.

Par contre les articles 5 et 28 du règlement de 1673 stipulaient qu'il y avait également abus lorsque les collecteurs avaient augmenté les taxes des habitants qui ont fait signifier leur translation de domicile et celles de leurs prédécesseurs à moins, en ce qui concerne ces derniers, qu'il ne soit prouvé que leur fortune se fut accrue suffisamment pour justifier une augmentation de l'imposition. Cette augmentation injuste entraînait la même sanction qu'une diminution irrégulière.

Le collecteur coupable d'abus (1) était poursuivi à la requête du procureur royal ou de n'importe quel taillable ; l'action en abus était une action populaire, ouverte à tout habitant de la paroisse dans l'intérêt général de cette dernière. A la différence des actions en réduction, elle était engagée contre le collecteur en particulier et non pas contre la paroisse : on estimait en effet que le collecteur avait engagé sa responsabilité personnelle en transgressant les limites de son mandat.

La demande était formée dans les trois mois de la vérification des rôles par simple mémoire écrit sur papier libre et portant le domicile des parties. Le recours à un procureur était facultatif. La plainte devait contenir le détail des abus (2) ; et il y était joint « les extraits de rôle desquels on prétend les faire résulter ». Elle était présentée en double exemplaire à un officier de l'Election qui y notait le jour du dépôt et y portait au pied l'ordonnance de soit communiqué au substitut du procureur général en l'Election auquel les pièces étaient remises sur-le-champ ou au premier jour d'audience (3). Ainsi qu'on l'a vu l'instance était jugée en présence des habitants.

Devait-on mettre en cause tous les collecteurs à la fois ou seulement celui dont le parent avait été diminué ? La question ne paraît pas avoir été tranchée de façon précise. Le président La Barre estimait que le parent des contribuables favorisés doit seul supporter la peine

(1) Loisel de Boismare, v^o *Abus*, p. 5.

(2) « Ce serait une nullité de les assigner indéfiniment pour représenter leurs rôles aux fins sur cette représentation d'indiquer les abus : Loisel de Boismare, v^o *Abus* p. 6.

(3) Règlement 1778, art. 9, 10, 11, 12.

de la loi parce qu'il est supposé avoir seul diminué son parent. Viéville dans son *Traité des Elections* est d'avis au contraire que tous les collecteurs doivent collectivement supporter la peine parce que l'imposition de chaque redevable s'effectuant à la pluralité des voix, tous les collecteurs sont censés avoir concouru à la diminution et doivent en conséquence participer à la peine prévue par la loi. Loisel de Boismare partage cette dernière opinion car les collecteurs peuvent toujours, selon lui, échapper à la peine en indiquant à la fin du rôle que la diminution a été faite contre leur avis. A vrai dire, la solution dépendait des circonstances. Les différents arrêts et sentences cités par les commentateurs ont été rendus tantôt contre un collecteur, tantôt contre tous, et aucune contestation n'a d'ailleurs été soulevée sur ce point particulier pendant les instances considérées (1).

Quoi qu'il en soit, l'abus commis par les collecteurs avait faussé la répartition, et ceux qui avaient subi une augmentation de leur cote du fait même de la réduction injustifiée dont bénéficiait le collecteur ou ses parents étaient fondés à attaquer l'assiette de l'impôt et à intenter une action en surtaux. Il était rare qu'un taillable déclanchât une action en abus sans former une action connexe en surtaux parce que l'intérêt est le mobile des actions civiles. Sans doute le châtimement d'un mandataire prévaricateur est-il un noble but, mais le demandeur cherchait à obtenir du premier chef un allègement notable de son imposition.

En pareil cas deux des demandes étaient jointes, instruites dans la même forme que les actions en surtaux et jugées par la même sentence (2). Les Elus ne statuaient jamais en dernier ressort quel que fût l'importance du litige.

En Normandie, les collecteurs n'étaient pas forcés, en application des dispositions de l'article 37 du règlement de 1664, de répondre d'une action relative à la taille pendant l'année de leur collecte ; mais cette règle subissait une exception dans le cas où ils s'étaient rendus coupables d'abus personnel, c'est-à-dire lorsqu'ils avaient diminué leur propre cote. La jurisprudence permettait alors que l'action en abus fut intentée immédiatement, et les collecteurs ne pouvaient s'y dérober. Dans les autres cas, l'action pouvait être renvoyée, sur sa demande, à l'année suivante ; on ne voulait pas que le soin qu'il eût donné à sa défense puisse le détourner du recouvrement.

Les collecteurs reconnus coupables étaient obligés de « reprendre leurs cotes et celles de leurs parents », autrement dit de payer de leurs

(1) Loisel de Boismare, v^o *Abus*, p. 25.

(2) Arrêt C. des A., 7 août 1669.

deniers le montant de la diminution injustifiée, plus une somme équivalente à titre d'amende. Cette amende lorsque l'abus était jugé seul, était versée à la caisse du receveur des tailles et profitait au général des habitants en venant en diminution de l'imposition de l'année suivante. Si l'abus était connexe à une action en surtaux l'amende profitait aux opposants qui obtenaient gain de cause jusqu'à concurrence des diminutions qui leur étaient accordées, sans qu'il fût nécessaire de procéder à une réimposition l'année suivante. Le surplus, s'il y en avait, était remis au receveur des finances (1). La déclaration de 1778 ne prononce plus de condamnation à l'amende et les sommes dont les abus ont été jugés étaient consignées à la requête du procureur du Roi entre les mains du receveur pour venir en déduction de l'imposition de la paroisse l'année suivante.

Le collecteur était exposé à subir des accusations multiples car les Cours des Aides admettaient qu'un collecteur déjà condamné pouvait être entrepris par d'autres contribuables ; à condition que ce fut pour d'autres abus, en vertu de l'adage *non bis in idem* (2).

On témoigna quelque pitié pour les collecteurs qui s'étaient trompés de bonne foi, ou qui témoignaient des remords. Ainsi on défendit aux Elus de refuser de leur rendre le rôle dans le cas où ils demanderaient d'eux-mêmes à le rectifier avant la vérification. Ceux qui, une fois cités en justice, reconnaissaient leur erreur et offraient d'en passer condamnation, n'étaient passibles des frais de justice que jusqu'au jour de leur offre (3). Enfin si les Elus découvraient dans l'examen préparatoire à la vérification, quelques abus, ils devaient en avertir les collecteurs pour qu'ils les corrigent avant que le rôle ne devienne définitif (4).

La jurisprudence se montrait en général assez indulgente. Elle admit qu'un collecteur qui, l'année antérieure à sa collecte, était imposé à deux lignes différentes pouvait en rayer une sans commettre d'abus, et que celui qui avait épousé une veuve avant le 1^{er} octobre n'était pas obligé d'augmenter sa ligne de l'imposition que supportait antérieurement sa nouvelle épouse. Tirant argument de ce que les dispositions des règlements avaient été édictées pour empêcher les collecteurs de se

(1) *Mém. alph.* (2^e partie) v^o *Opposans*, n^o 4, p. 51. Un arrêt de la Cour des Aides de Paris du 21 novembre 1685 infirma une sentence des Elus de Joigny qui avait ordonné que les sommes auxquelles se montaient les abus et malversations connus par les collecteurs de l'année 1684, seraient employées à la surtaxe des opposans en surtaux et demandeurs en abus et malversations. La Cour ordonna au contraire que les deniers seraient mis entre les mains du procureur syndic de la paroisse pour être employé à la décharge du général des habitants et être d'autant moins imposés.

(2) *Mém. alph.* v^o *Abus*.

(3) Arrêt 21 nov. 1685.

(4) Arrêt 16 déc. 1702. *Mém. alph.* v^o *Rôle*, 4.

diminuer et non pour les obliger à s'augmenter, la Cour des Aides de Paris a jugé plusieurs fois qu'un collecteur n'était pas obligé d'augmenter sa cote même si ses « occupations » avaient augmenté. On avait aussi autorisé deux collecteurs à modérer le troisième, mais on s'aperçut vite que cette tolérance prêtait à de multiples irrégularités « d'autant qu'il leur était loisible, dit le président la Barre, collectant ensemble, de se modérer frauduleusement tous trois en partageant entre eux les modérations et remises accordées au troisième » (1).

La plupart du temps les Elections accordaient aux demandeurs en abus et surtaux la diminution réclamée mais ne prononçaient pas contre les collecteurs fautifs la peine de l'amende. On rencontre même des décisions où les demandeurs furent déboutés, faute d'avoir apporté des preuves suffisantes pour démontrer la fraude commise par les collecteurs (2).

C'est ainsi que les tribunaux et les auteurs cherchaient à tempérer la rigueur des lois toutes les fois que la conduite des collecteurs « était exempte d'injustice, de haine et de toute autre sentiment reprehensible ». Par un arrêt du 7 août 1716, la Cour de Rouen a, dans cet esprit, acquitté les collecteurs d'une paroisse qui avaient déchargé l'un de leurs parents, parce qu'à la suite d'une assignation en comparaison l'adversaire de ce contribuable avait accepté de payer une partie de sa cote (3).

Par contre les tribunaux n'hésitaient pas à « mulcter de condamnation » les collecteurs lorsqu'il était évident qu'ils avaient agi avec partialité, comme par exemple les collecteurs de la Haye-du-Puits qui, pour faire partiellement bénéficier leurs parents de la modération de 104 livres que l'intendant voulait voir répartir entre les pauvres taxés à moins 20 livres, les avaient taxés délibérément au-dessous de cette somme.

Lesage, collecteur du Lorey en Normandie, fut, pour avoir réduit sa cote de 418 à 200 livres, condamné par la Cour de Rouen à se recharger d'autant, à diminuer ceux qu'il avait taxé en trop ; à payer en outre les dépens de l'instance et 100 livres d'amendes : il dut tenir « prison fermée » jusqu'au plein et entier paiement de la dite somme.

De même les commissaires des tailles et les Elus qui, par autorité, vice de cœur ou autrement, auraient obligé les Elus à commettre des

(1) La Barre, ch. 28, p. 223.

(2) Esmonin, *op. cit.*, ch. VI (2^e partie), p. 330.

(3) Loisel de Boismare, v^o *Abus*.

abus pouvaient être traduits en justice pour garantir les collecteurs dont ils avaient usurpé les fonctions. La Cour de Rouen se pronouça en ce sens dans un arrêt du 13 août 1766.

La question s'est posée de savoir si le collecteur qui, dans l'année de sa collecte, cessait de jouir d'une ferme était admis délibérément à se diminuer en exécution du certificat de dérèglement qui lui était accordé par la paroisse, ou s'il devait au préalable faire homologuer ce certificat. On avait pris parti de quelques décisions particulières pour décider que dans tous les cas, il fallait recourir à la voie dispendieuse de l'homologation. Mais Loisel de Boismare n'admettait pas cette interprétation trop restrictive. Si les règlements de 1600 et de 1634 avaient exigé un jugement c'était selon lui pour « éviter qu'il ne se rencontrât entre la perte soufferte et le dédommagement prétendu, une disproportion préjudiciable à l'intérêt commun », mais cet inconvénient n'était pas à craindre dans le cas envisagé, car si un collecteur quittait une ferme, la cote dont il était déchargé était supportée par son successeur. « Une opération de cette nature ne présente aucun doute ; elle ne peut apporter aucun préjudice à l'intérêt de la communauté ; il n'y a nulle comparaison à faire entre l'objet quitté et la diminution à faire. » Celui qui cesse de jouir d'un objet doit cesser de payer l'impôt établi à raison de cette jouissance. L'opinion de l'avocat de Lisieux était partagée par divers juriscultes de la Cour des Aides de Rouen et aurait été affirmée dans des arrêts de cette Cour (1).

On a discuté également pour savoir si la défense faite par l'article 5 du règlement de 1673, aux collecteurs en exercice d'augmenter les collecteurs qui les avaient précédés, les empêchait de les diminuer. Les juristes qui inclinaient pour l'affirmative soutenaient que le collecteur sortant, ne pouvant être augmenté, ne pouvait pas non plus être diminué, raisonnement il est vrai un peu simpliste. D'autres auteurs estimaient que la lettre du règlement voulait que la prohibition de faire le mal n'empêchât pas de faire le bien. La voix publique était pour ce sentiment, les tribunaux aussi puisqu'ils acquittèrent les collecteurs du bourg des Périers poursuivis en abus par un sieur Dufiquort pour avoir diminué en fait l'un des collecteurs de l'année précédente en ne lui faisant pas proportionnellement supporter l'augmentation imposée à la paroisse (2).

(1) Même référence que la note précédente.

(2) Loisel de Boismare, même référence.

SECTION III. — *L'abus et malversation.*

Selon Auger (1) « l'abus et malversation se commet lorsqu'il y a des brigues ou complot pour la confection des rôles, ou lorsque les collecteurs prennent de l'argent pour augmenter les uns et diminuer les autres ».

Il y a fraude bien caractérisée ; l'abus simple n'est souvent qu'une erreur involontaire et même si cette erreur est volontaire elle s'excuse, car elle révèle seulement de la part du collecteur une exagération de l'esprit de famille ou un souci trop grand de ses intérêts pécuniaires. L'abus et malversation est une véritable concussion ; c'est à la fois un abus de pouvoir et une malhonnêteté ; son auteur n'a pas agi en son âme et conscience, mais a profité de sa fonction pour fausser, au mépris des ordres royaux, la répartition de l'impôt au profit de ceux qui l'ont soudoyé.

De tout temps des peines avaient été édictées contre ceux qui truquaient les opérations de l'assiette : les Elus qui portaient sur l'état des paroisses un nombre de feux moindre qu'il n'était en réalité ou qui auraient recelé ou laissé receler les dits taux des impôts étaient punis comme faussaires et a jamais privés de tous états, dignités et offices royaux en vertu de l'article 6 du règlement de 1454. Les collecteurs héritèrent de cette responsabilité (2).

Sans doute, reconnaît-on néanmoins des degrés dans la faute. La procédure l'admettait aussi puisque, selon les circonstances, la malversation s'instruisait civilement ou extraordinairement ; c'est-à-dire criminellement. Le procureur du roi, défenseur de l'ordre public et chargé de veiller à l'exécution des édits de Sa Majesté, avait droit de citation directe. Les particuliers taillables étaient également admis à déposer plainte, et à joindre à leur requête une opposition en surtaux ou en radiation selon les cas. La demande était introduite dans les mêmes formes qu'elle émanât du procureur ou des particuliers (3).

Si les faits de la cause le justifiaient, l'action engagée civilement pouvait se continuer extraordinairement (4), par exemple dans le cas où l'abus et malversation ne pouvant être prouvé par écrit, le demandeur obtenait la permission de faire publier un monitoire, l'information se poursuivait par l'audition s'il y échet de ceux qui sont venus à révélation, des dénonciateurs qui étaient « recollés » en leurs dépositions et confron-

(1) *Traité des tailles*, ch. III.

(2) Moreau de Beaumont, t. V, p. 109.

(3) Règlement 1778, art. 63.

(4) *Mém. alph. v^o Abus*, 3.

tés avec les accusés quand la matière le méritait « on dit s'il y échet, parce qu'on n'est pas obligé d'entendre toujours ceux qui sont, à révélation quoiqu'il faille informer à charge et décharge, étant impossible que ces gens se prétendent frauduleusement pour être témoins. Cela dépend des circonstances » (1).

L'abus et malversation était puni comme l'abus simple, mais le collecteur était en outre condamné à une peine laissée à l'arbitraire du juge. Selon une coutume reconnue par une sentence de l'Election de Château-Thierry et confirmée par un arrêt de la Cour des Aides de Paris en date du 25 octobre 1689. Les dénonciateurs ou les parties qui obtenaient gain de cause se voyaient attribuer des dommages et intérêts qui étaient répartis entre chacun d'eux à proportion de leur cote de taille. Comme en matière d'abus simple, le collecteur repentant était autorisé à corriger le rôle tant que celui-ci n'était pas vérifié. Cette tolérance fut affirmée par un arrêt de la Cour des Aides de Paris rendu le 10 décembre 1702 en faveur des collecteurs de Loudun. Les collecteurs de cette ville ne sachant pas assez bien lire et écrire pour rédiger eux-mêmes le rôle en chargèrent un scribe qui commit de multiples erreurs, omissions et doubles emplois. Ils s'en aperçurent avant la vérification et donnèrent alors requête afin que le rôle fut corrigé. La requête fut communiquée au procureur du roi qui « désirant pratique » c'est-à-dire prévoyant le nombre de procès fructueux en épices qu'un rôle aussi informe pourrait entraîner, conclut à son rejet. Les Elus animés du même état d'esprit les déboutèrent et le rôle fut vérifié malgré ses défauts. Les collecteurs interjetèrent appel et la Cour défendit d'exécuter la sentence de l'Election et ordonna que le rôle serait réformé et vérifié devant d'autres Elus.

Toutefois il ne paraît pas qu'en cas d'abus et de malversation, les collecteurs qui reconnaissaient leurs erreurs devant le juge ait bénéficié d'une atténuation de peine. Le Code des tailles estime en effet que cette proposition ne valait pas pour la malversation en raison du principe « *criminis confessio non absolvit* ».

La compétence des tribunaux réglés subit une éclipse pendant le milieu du xvii^e siècle devant la mollesse que témoignaient les Electeurs et les Cours dans la poursuite des collecteurs malhonnêtes, l'article 19 de la déclaration de 1643 a permis aux intendants « d'informer des abus, exactions et malversations commises contre les contribuables pour raison des impositions levées et recouvrement des deniers de la taille, par les officiers commis receveurs et autres ». C'était leur permettre d'instruire les affaires et de les mener jusqu'à jugement ; ils pouvaient se choisir des mandataires pour cette tâche. Les intendants usèrent de

(1) Même référence que la note précédente.

la faculté qui leur était laissée. Le premier président de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand se plaignit à Colbert de cette concurrence faite aux tribunaux ; il lui fut répondu : « Lorsque les crimes en abus et malversations ont duré assez longtemps sans que les officiers des compagnies qui devaient poursuivre la vengeance publique ne l'ont pas fait, Sa Majesté a renvoyé les affaires de cette nature aux intendants et leur a donné pouvoir de juger souverainement. Si les officiers des Cours souveraines s'étaient mis en état de punir, leur compétence n'aurait point été divertie » (1). Les tribunaux réglés paraissent avoir recouvré la connaissance de ces affaires, à la fin du xvii^e siècle, ou au début du siècle suivant.

La déclaration du 23 mai 1778 soumet l'action en abus et malversation à une procédure identique à celle des oppositions aux rôles quant à la manière dont elle est introduite (art. 11), et communiquée à la communauté intéressée (art. 16) et instruite par le juge commis. Les substitués du procureur général conservaient le droit de former des demandes en abus et malversations dans les mêmes formes que les particuliers.

Envisageant dans le *Traité des tailles* le cas où le rôle avait été fait d'office en présence d'un commissaire, Auger explique que le procureur du Roi communiquait une copie du mémoire en abus à ce commissaire qui était tenu de donner son avis et de rendre le mémoire au ministère public qui suit la remise de ce document. Il s'est introduit une jurisprudence qui est d'ordonner d'avant faire droit, et sur les conclusions du procureur du Roi, de communiquer le mémoire des commissaires aux habitants. Toutefois ceux-ci ne sont pas mis en cause et la procédure reste dirigée contre les collecteurs seuls (2). La déclaration ne dit pas si les Elus doivent toujours statuer dans la huitaine. L'hypothèse envisagée demeure assez invraisemblable, car la présence du commissaire avait justement pour objet de conserver les collecteurs et de les empêcher de commettre des abus et encore moins des malversations. On ne conçoit guère que de tels errements aient pu être commis sans qu'il en soit complice.

SECTION IV. — *Le Divertissement de deniers.*

Selon la définition de Guyot « est coupable de divertissement le collecteur qui détourne les deniers qu'il a reçus des contribuables et les applique à son profit ». Il s'agit d'un vol commis au préjudice du Roi et par conséquent d'un crime de péculat. En principe, pareille escroquerie n'aurait pas été possible si les collecteurs avaient, ainsi qu'ils y étaient

(1) Clément, *Lettres inst.*, t. II, Lettre, n° 30.

(2) Auger, *Traité des tailles*, ch. III.

tenus, émargé le rôle des acomptes reçus et délivré quittance aux contribuables, puis remis au receveur des tailles au moment de l'échéance des quartiers une somme égale au montant total des émargements effectués. Ils déduisaient seulement, le cas échéant, les avances qu'ils avaient précédemment consenties de leurs deniers et pour laquelle ils avaient eux-mêmes reçu quittance du receveur. Mais très souvent ils omettaient volontairement ou non d'émarger le rôle ou de donner la quittance, ce qui leur permettait d'accaparer des sommes dont le versement n'était constaté par aucune preuve.

D'ailleurs même si les versements d'acomptes avaient donné lieu à des écritures régulières, les collecteurs pouvaient avoir utilisé l'argent pour leurs besoins personnels et ne plus se trouver en mesure le moment venu d'en opérer le reversement à la caisse du comptable royal.

La peine était sévère car l'argent de l'impôt dès qu'il passait dans les mains des collecteurs étant considéré comme « deniers royaux » avait un caractère sacré.

Au temps où les Elus étaient encaisseurs, l'ordonnance d'Orléans, en son article 130, prévoyait le cas où ils omettaient délibérément de lui donner quittance dans le dessein de se ménager l'occasion de réclamer deux fois la même somme à un contribuable ; les députés du Tiers Etat, représentants des contribuables requéreraient contre eux l'information et il était pourvu sur l'information au Conseil privé.

Les règlements de 1600, 1663 et 1664, les arrêts de la Cour de Paris des 5 octobre 1665, 17 novembre 1712, et 4 avril 1764 répétaient que les collecteurs qui ne conserveraient pas et n'encaisseraient pas simultanément les versements qui leur étaient faits par les cotisés seraient considérés comme faussaires et punis comme coupables de soustraction et de divertissement. Les poursuites seraient exercées par les officiers des Elections et les commissaires départis à la diligence du receveur des tailles. Toutefois l'arrêt ordonnant l'enregistrement du règlement de 1663 à la Cour des Aides de Paris portait que les fautifs seraient jugés par les officiers des Elections seuls sans que les commissaires départis puissent prendre aucune connaissance des matières concernant la juridiction de la dite Cour.

La surveillance des collecteurs s'opérait de manières différentes.

Elle fut d'abord confiée aux receveurs des tailles ; les collecteurs en charge qui n'avaient pas acquitté à la recette les termes échus devaient se rendre au bureau du receveur au moins une fois par mois, sauf au temps de la moisson, pour y faire viser et examiner le rôle, à peine de 10 livres d'amende par contravention. Les collecteurs retardataires des années précédentes étaient contraints d'accomplir la même formalité, au premier avertissement qui leur était adressé par le receveur ;

une amende de 10 livres était également infligée aux défaillants (1).

Un contrôle plus proche était nécessaire ; les syndics et marguilliers des paroisses avaient mission de surveiller les collecteurs, et de leur faire compter tous les trois mois les sommes qu'ils avaient encaissées, et celles qu'ils avaient portées en recette, à peine d'être responsables de la dissipation des deniers (2).

En outre, la comptabilité des collecteurs était vérifiée par les chefs de garnison à leur arrivée dans les paroisses où ils venaient loger à titre de représailles chez les contribuables récalcitrants. Après s'être fait annoncer au son de la cloche et du tambour, le chef de garnison se faisait représenter à la fois les rôles émargés des paiements et les quittances délivrées par les collecteurs et s'il découvrait un excédent de recette de plus de cent livres dont le montant ait été diverti, il en avertissait aussitôt le receveur des tailles (3). Sans plus attendre, il procédait à la saisie du mobilier du rétionnaire et procédait à une saisie-arrêt conservatoire. Si, après un mois de détention, le collecteur n'avait pas rendu les sommes diverties la vente était opérée, et si le produit en était insuffisant, on poursuivait les autres collecteurs, et au besoin la paroisse par solidarité.

De droit commun les affaires criminelles en matière de taille étaient de la compétence des tribunaux réglés. Le divertissement était donc poursuivi devant les Elections, selon la procédure extraordinaire, le procureur du roi entendu. Toutefois, là comme ailleurs, les intendants vinrent en concurrence avec eux à partir du milieu du xvii^e siècle, mais aucune sanction n'était fixée par les règlements.

Les ordonnances anciennes et modernes avaient édicté la peine de mort contre certains comptables qui avaient commis de graves divertissements (4), mais aucun texte ne visait les collecteurs spécialement. L'arrêt de la Cour des Aides du 4 juillet 1664 prévoyait seulement la saisie du mobilier des dissipateurs, mais cette sanction était une sanction civile intervenant à titre de réparation au profit du Trésor Royal. En fait l'amende honorable, le pilori, le bannissement, les galères ou la simple amende étaient prononcés selon l'importance du divertissement commis. Aussi grâce à l'indulgence coutumière des juges, la plupart des coupables s'en tiraient à bon compte. Le silence de la loi présentait trop d'inconvénients. L'intendant du Berry de Seraucourt signale au contrôleur général en octobre 1677 qu'il a trouvé au cours d'une de

(1) Arrêt du Conseil, 23 avril 1718.

(2) Arch. Nat. U 994. Cf. également règlement sur les contraintes faisant suite à la déclaration du 13 avril 1761, art. 13 et 14.

(3) Ordon. 31 janvier 1742, art. 4.

(4) Exemple : Les commis de fermes, décl. 5 mai 1690.

ses tournées quatre collecteurs emprisonnés pour dissipation des deniers de la taille et de la gabelle ; sur son étonnement de ne pas les voir juger, on lui répondit qu'il y avait à cela deux difficultés : « la première sur la peine à laquelle ils doivent condamner les accusés n'y ayant point de règlement qui la détermine ; la seconde, sur les frais de transport des personnes au cas qu'ils soient condamnés à une peine afflictive et qu'ils interjettent appel en la Cour des Aides » (1).

L'intendant de Bordeaux de Bezons insiste pour que de sévères sanctions soient appliquées à ces voleurs : « on commence à s'apercevoir, dit-il, que la misère est cause que les collecteurs divertissent plus de deniers qu'ils ne le faisaient parce qu'ils les appliquent à leurs affaires ou pour subsister... Je vous envoie un mémoire qui m'a été donné sur ce sujet pour que vous jugiez qu'il serait à propos d'accorder une déclaration qui établisse une peine afflictive contre ceux qui divertissent les deniers. Je crois que celle des galères serait la véritable peine, puisque c'est un vol qu'ils font dont les habitants ne peuvent se garantir (2) ».

Cette lacune fut comblée par la déclaration de 1708 : elle impose aux coupables le rétablissement des deniers dissipés, et en cas d'inexécution de cette obligation dans un délai de quinzaine à partir du jour où la vérification de la comptabilité a eu lieu, les peines encourues sont les suivantes :

1^o le carcan et le fouet, si le divertissement est inférieur à 150 livres dans les paroisses où les impositions s'élèvent à 500 livres et inférieures à 300 livres dans les paroisses imposées à plus de 500 livres.

2^o les galères pour trois ans, si le divertissement est supérieur à 150 livres dans les paroisses imposées à 500 livres, ou supérieur à 300 livres dans les paroisses imposées à plus de 500 livres. Ces peines ne pourront être ni « réduites ni modérées » (3). Elles furent confirmées par l'arrêt du Conseil d'Etat du 23 avril 1728.

Le *Mémorial des tailles* cite le cas^{de} Gabriel Thierceau, l'un des collecteurs de la paroisse de Surènes de l'année 1723 condamné par l'élection de Paris pour avoir diverti une partie des deniers de la taille et des autres oppositions (4). Le procès dura cinq ans environ. Il fut instruit à la requête du procureur du roi par M^e Blanchard, conseiller du roi, élu au siège de Paris. D'après le procès-verbal établi par ce magistrat, Thierceau avait dilapidé 1191 livres 12 sols 10 deniers, et pour cacher son forfait avait fait falsifier et raturer divers reçus par son fils. Ce der-

(1) Boislisle, *Corresp.*, t. II, p. 449, n^o 1623.

(2) Boislisle, *op. cit.*, t. I, n^o 1072, p. 284.

(3) C. d. T., t. II, p. 683.

(4) *Mém. alph.*, p. 159, C. d. T., III, p. 345.

nier fut arrêté avec l'autorisation de l'intendant, en même temps que son père, et enfermé dans la prison de Surènes. D'après un autre procès-verbal fait le 11 mars 1726 à la suite de la comparaison faite à la recette des tailles des rôles avec les quittances le montant net des sommes diverties apparut de 1200 livres 17 sols 10 deniers. Le procureur déposa plainte. Une ordonnance du 14 décembre 1726 lui donna acte de sa plainte et permit d'informer. Une sentence du 24 janvier 1717 ordonna que Thierceau serait écroué à la conciergerie du Palais ; il y fut interrogé le 10 février 1727. Une sentence du 18 du même mois ordonna l'audition des témoins et leur confrontation avec l'accusé. Au jour de l'audience, le 3 mars 1728, après lecture des conclusions du procureur, et du rapport du premier président, Thierceau fut conduit en chambre du Conseil où il fut « ouï et interrogé étant assis sur la sellette ». Reconnu coupable, il fut condamné à trois ans de galère.

Loisel de Boismare cite deux arrêts de la Cour des Aides de Normandie condamnant respectivement Etienne Demolin et Etienne Delaunay respectivement collecteur principaux de Bréville et de Ranville-la-Place à la peine du carcan et à trois livres d'amende. Le premier avait diverti 231 livres, 19 sols et 5 deniers et le second 182 livres 1 sol (1).

Il faut croire cependant que les tribunaux hésitaient à prononcer des peines aussi rigoureuses, puisque le 7 septembre 1781 la Cour des Aides de Paris rend à la requête du procureur général, un arrêt dans lequel elle constate que jamais les divertissements des deniers des tailles n'ont été aussi nombreux. Les collecteurs ont perdu de vue les peines prévues par la déclaration de 1708. Il lui paraît nécessaire d'ordonner que cette déclaration soit à nouveau « imprimée, publiée et affichées partout où besoin sera, afin que les collecteurs ne puissent prétendre cause d'ignorance ».

Toutefois la défaillance des collecteurs ne pouvait pas porter tort au Trésor royal. Si les coupables n'avaient pas remboursé les deniers dont ils étaient rétentionnaires, le déficit était comblé par les habitants en vertu du principe de la solidarité, même s'ils avaient déjà acquitté leurs cotes personnelles. Leurs versements antérieurs ne les avaient nullement libérés, les acomptes dont le trésor n'avait pas profité étant présumés n'avoir jamais été remis aux collecteurs. La communauté, débitrice de l'impôt, n'était libérée qu'une fois que sa part d'impôt était encaissée par le receveur des tailles. La collecte faite parmi les habitants ne constituait qu'une opération préliminaire au paiement réel de la taille. La dette des habitants était une dette

(1) *V^o Divertissement*, p. 338 et sq.

civile, encore que privilégiée. Les fonds de la taille ne devenaient royaux qu'une fois qu'ils étaient dans les mains des collecteurs (1). Les contribuables risquaient par la faute des collecteurs d'être contraints de payer deux fois, et subissaient ainsi les conséquences de l'indélicatesse comme des erreurs commises par leurs mandataires dans l'assiette et la confection des rôles (2).

(1) Auger, *Traité des Tailles*, chap. III, § poursuites des collecteurs contre les tail-
lables.

(2) Décl. 30 oct. 1731 rendant obligatoire dans le ressort de la Cour des Aides de
Bordeaux des dispositions de la déclaration de 1708 édictant des peines contre les col-
lecteurs rétentionnaires.

CHAPITRE V

INSTANCES FONDÉES SUR DES FAUTES COMMISES PAR DES TAILLABLES

Ces fautes sont commises soit par des contribuables isolés, et n'engagent qu'eux, soit par des groupes de contribuables ou une communauté entière, et la responsabilité retombe sur toute la collectivité. On peut citer :

- 1^o l'usurpation de la noblesse ;
- 2^o la séduction des collecteurs ;
- 3^o la simulation des actes ;
- 4^o la rébellion.

SECTION I. — *L'usurpation de la noblesse.*

La qualité de noble donnant, dans les pays de taille personnelle, l'exemption de la noblesse, il était tentant pour un roturier de l'usurper s'il ne pouvait pas l'acquérir régulièrement de la faveur royale ou par la possession d'un office.

L'édit de mars 1583 ordonna la taxation des usurpateurs de noblesse qui invoquaient des sentences à l'Election non confirmées par un arrêt de la Cour des Aides. L'édit du 8 avril 1634 contient des dispositions analogues. Le noble était toutefois dispensé d'articuler lorsque son père avait obtenu un arrêt de confirmation de sa noblesse. La dispense ne s'étendait pas au cas où celui qui avait obtenu la confirmation était un aïeul ou un autre ascendant que le père.

Entre temps, l'article 25 du règlement de 1600 avait défendu à toute personne de prendre le titre d'écuyer s'il n'était « issu d'un aïeul et d'un père qui ont fait profession des armes ou servi au public en quelque charge honorable » (1). Pour mettre un terme aux agissements des accapareurs de noblesse plusieurs dispositions ordonnèrent au cours de l'Ancien Régime, l'enregistrement et la vérification des titres

(1) N. C. T., t. I, p. 142.

précédemment accordés. De telles « recherches » eurent lieu en 1607, 1669, 1690 et 1703.

Elles levèrent — notamment en 1669 — dans maintes provinces de telles récriminations qu'il parut prudent parfois de ne pas les poursuivre jusqu'au bout (1). D'ailleurs elles ne donnèrent que des résultats fragmentaires en raison de la mauvaise volonté des nobles qui, authentiques ou usurpateurs, refusaient de se prêter aux formalités.

Suivant les dispositions de l'arrêt du Conseil de 1703, la procédure contradictoire usitée en matière de contestations nobiliaires se déroulait de la manière suivante (2) :

Le Procureur général près la Cour des Aides averti qu'un particulier prend la qualité d'écuyer et s'en attribue les privilèges, alors qu'il est douteux qu'il soit fondé à le faire, « donne sa requête sur l'avis qu'il se trouve obligé par le ministère de sa charge de conclure contre ce particulier à ce que faute de rapporter les titres en vertu desquels il prend cette qualité, il sera déclaré usurpateur du titre de noblesse, que la qualité d'écuyer lui sera rayée et biffée et le timbre de ses armoiries rompu.

« Sur cette requête intervient un arrêt donnant à l'intéressé un délai pour déposer au greffe les pièces justificatives de sa prétendue noblesse. Le noble prétendu est assigné. S'il ne paraît pas le procureur général lève un défaut au greffe et le fait juger ; on lui adjuge les conclusions de sa requête.

« Si le noble comparaît et dépose ses titres, il les communique au procureur général et remet une requête à ce qu'en considération des titres qu'il présente sa noblesse se trouve justifiée. Sur le vu de cette requête le procureur général requiert que le prétendu noble soit tenu avant faire droit d'articuler les faits de sa généalogie et noblesse tant avec lui qu'avec les habitants du lieu de sa demeure et faire la preuve d'iceux tant par titres que par témoins, sauf au procureur général et aux habitants de faire preuve contraire si bon leur semble. Sur ces requêtes et conclusions il se prend un appointé.

« En exécution de cet arrêt, le noble prétendu fait assigner les habitants du lieu de sa demeure à comparaître en la Cour dans le délai de l'ordonnance — à Paris il n'est pas tenu de faire assigner le prévôt des marchands ou échevins de la ville.

« Si sur cette assignation, les habitants ne comparent point, il faut

(1) Décl. 1^{er} déc. 1670 : le Roi recevant chaque jour des plaintes des vexations et des abus qui se commettaient dans la recherche des usurpations des titres de noblesse, Sa Majesté a résolu de les faire cesser.

(2) *Mém. alph. v^o Noblesse.*

lever un défaut faute de comparaitre, le faire joindre à l'instance entre le procureur général et le noble et en ce cas le Noble articulera seulement avec le procureur général. Si les habitants constituent un procureur sur l'assignation à eux donnée le noble fait dresser ses faits de généalogie et noblesse.

« Pour rendre les faits de généalogie moins confus, il ne faut faire mention que de ceux desquels le noble est descendu en ligne directe sauf dans l'inventaire des productions qui se fait ensuite à parler de leurs frères et sœurs au cas que cela soit nécessaire pour justifier la filiation et la noblesse ou l'une ou l'autre de ces deux choses.

« Les faits de généalogie et noblesse ainsi dressés, on en fait un original en papier et un en parchemin, on les signifie ensuite à Monsieur le Procureur général et aux habitants et la signification se met sur l'original en papier. Sur celui en parchemin qui se présente à Monsieur le Procureur général, ce dernier met : j'accorde les faits de généalogie et noblesse ci-dessus pour être fait enquête.

« La signification de ces faits doit être accompagnée d'une sommation faite à Monsieur le Procureur général et aux habitants de faire preuve contraire si bon leur semble conformément à l'arrêt sinon ils seront déchus de ce droit.

« Si le noble a besoin de faire preuve par témoins, il dépose une requête à la Cour rappelant l'arrêt de la Cour l'autorisant à faire preuve par témoins et il supplie la Cour de commettre telle personne qu'il lui plaira ou tel juge des lieux pour être fait enquête. On prend sur cette requête un appointement au greffe par lequel la Cour commet les personnes.

« Cet arrêt se signifie au procureur général et aux habitants et on leur donne assignation devant le juge commis pour faire le serment des témoins et écouter leurs dépositions. Le procureur général ou les habitants peuvent s'ils le jugent à propos faire enquête contraire.

« Mais si le noble a des titres suffisants pour emporter la preuve, il doit déclarer qu'il demande acte de ce que la preuve est faite et qu'il renonce à faire appeler des témoins, sauf au procureur général et aux habitants de faire la preuve contraire. Sur cette requête dûment signifiée aux parties, il se prend un appointement au greffe. »

Cet exposé révèle en tout cas la complexité des procédures qui se déroulaient devant les tribunaux réglés.

SECTION II. — *La séduction des collecteurs.*

Sans prétendre à la noblesse, bien des particuliers parvenaient à se faire exempter ou diminuer par des moyens détournés. L'argent était

leur meilleure arme, l'âme et la conscience des collecteurs, très humaines et très fragiles, n'étant pas inaccessibles à la corruption.

Les Elus avaient autrefois donné l'exemple : ils ne dédaignaient pas les petits cadeaux et il fallut leur défendre de recevoir « des plats de poisson les jours de fête ou des chapeaux de roses au mois de mai » (1). Non contents d'accepter avec reconnaissance ces légers dons qui s'offraient à eux, ils allaient parfois jusqu'à exiger des contribuables les gibiers et les volailles qui varieraient leurs menus, les graines et le foin qui engraisseraient leur petit élevage domestique, et même quelquefois des subsides en argent (2).

Les collecteurs dont la convoitise n'était pas limitée par le souci de la dignité d'une charge judiciaire cédaient avec moins de scrupule encore à la tentation. Ils y succombaient d'autant plus facilement que les particuliers aisés, désireux de se dérober à la lourdeur et à l'humiliation de l'imposition, y mettaient le prix et leur procuraient des avantages plus substantiels que des chapeaux fleuris. Si dans certaines localités, les collecteurs se ruinaient, dans d'autres ils se constituaient en cachette un pécule intéressant, à condition toutefois que leurs manœuvres demeurent inaperçues.

Si elles venaient à être démasquées ils étaient poursuivis en abus. Quant au corrupteur, il encourait de son côté des peines morales et pécuniaires, relativement bénignes d'ailleurs. Pierre Gallais qui avait « séduit » les collecteurs de Tours en fit l'expérience. Pour se faire décharger de 15 livres, il avait réglé aux collecteurs toutes les dépenses faites par eux au cabaret, où malgré les règlements, ils avaient préparé le rôle. Il fut blâmé en présence des juges de la Chambre criminelle du Conseil de l'Election de Tours et condamné à trois livres d'amende envers le Roi. La sentence fut affichée dans les différentes paroisses de l'Election. Par arrêt du 17 janvier 1778 rendu sur le recours de l'intéressé et l'appel à minima du substitut du procureur général, la peine fut maintenue sauf que l'amende fut convertie en une aumône applicable au pain des pauvres prisonniers de la ville de Tours (3).

Les particuliers qui versaient des indemnités aux collecteurs pour imposer des habitants qui ne devaient pas l'être, ou pour en augmenter d'autres au delà de ce qu'ils devaient porter étaient ainsi que leurs complices punissables d'amende ainsi qu'il a été jugé par un arrêt du 4 mars 1681.

(1) Ord. 1517, art. 24.

(2) Ord. 1560, art. 132.

(3) N. C. T., à sa date, t. V.

SECTION III. — *La simulation des contrats.*

Selon le règlement de 1596 et l'arrêt de vérification de la déclaration du 12 février 1663, les personnes qui prêtaient leur nom à la simulation des contrats ou passaient des conventions en fraude des tailles du Roi encouraient la confiscation de leur bétail et une punition exemplaire qui n'était d'ailleurs pas précisée. Ces sanctions qui furent confirmées par l'arrêt du conseil 11 mars 1690 et l'article 18 du règlement de 1713 visaient surtout les baux à cheptel frauduleux que passaient les particuliers pour éluder le paiement des taxes et faire revendiquer la totalité de leurs bestiaux pour les mettre à l'abri de la saisie des collecteurs.

SECTION IV. — *La rébellion.*

La faute la plus grave est assurément la rébellion. La rébellion est « l'acte d'empêcher par violence et voie de fait les ordres de la justice » (1). Mais cette définition est incomplète car on admit qu'il y avait rébellion dans tous les cas de désobéissance caractérisée, qu'elle résulte d'une action concertée ou individuelle, d'un acte positif ou d'une abstension. Ceux qui commettaient rébellion pour empêcher le recouvrement des deniers étaient poursuivis extraordinairement et condamnés à des peines corporelles (2), comme tous les grands criminels.

Il y a deux sortes de rébellion :

la rébellion d'un taillable isolé ou rébellion particulière ;

la rébellion d'une fraction plus ou moins importante ou de la totalité des habitants d'une communauté, d'une paroisse ou d'une province.

La rébellion particulière se limitait généralement à une dispute entre un taillable retardataire et un agent de poursuites. Le règlement du 6 juillet 1385 sur le fait des aides prévoyait le cas où des officiers, sergents ou fermiers des aides seraient battus ou injuriés par quelque irascible contribuable. Le Roi prend fait et cause pour les représentants de l'autorité et les venge par la dépossession temporaire de l'auteur des violences. « Il est informé de ces faits par les Elus et ceux qui seront reconnus coupables seront punis par la mise de leurs biens et de leurs terres dans les mains du roi jusqu'à ce que leur méfait soit amendé. » Le roi espère que « si bonne punition et justice en soit faite que ce tourne en exemplaire à tous autres ». Le ministère public n'in-

(1) Loisel de Boismare, *op. cit.* v^o *rébellion*.

(2) Loisel de Boismare, t. II, p. 516.

tervenait que si la rébellion était de nature à entraîner une peine afflictive.

Les gentilshommes et les seigneurs des paroisses qui s'opposaient par persuasion à la levée de la taille ou empêchaient leurs fermiers d'acquitter leurs cotes couraient le risque d'être déclarés roturiers et de solder de leurs deniers les sommes imposées à la paroisse, au besoin par la saisie de leurs biens. Ordre fut donné aux intendants d'en informer exactement par l'article 18 du règlement de 1633 de faire et parfaire le procès et de juger souverainement et en dernier ressort avec l'aide de gradués. Toutefois l'arrêt de vérification porta que les intendants instruiraient et jugeraient ces affaires en l'Election à charge d'appel devant la Cour.

Le ministère public n'intervient dans la rébellion particulière que si elle est de nature à mériter une peine afflictive. La transaction intervenue sur une rébellion particulière ne pouvant donner lieu à aucune peine afflictive doit être exécutée selon l'article 19 du titre 25 de l'ordonnance criminelle.

Au lieu d'être limitée entre quelques antagonistes la rébellion pouvait s'étendre à une portion plus ou moins importante de la population. S'il faut en croire Beaumanoir les opérations de la taille — il ne s'agissait alors que de la taille seigneuriale — créaient des perturbations graves dans la vie des paroisses (1) : « Nombre des débats s'élevèrent dans les bonnes villes de communes par rapport à leurs tailles. Car il arrive souvent que les riches qui sont chargés de la répartition imposent moins qu'ils ne doivent eux et leurs parents. De même ils soulagent les personnes riches afin d'être eux-mêmes moins grevés. Et par ce moyen toute la charge tombe sur le commun des pauvres. Cette manière occasionnait beaucoup de maux parce que les pauvres souffraient impatiemment la surtaxe et ne sachant pas le vrai moyen de se faire rendre justice, ils se sont oubliés au point d'insulter les riches. Ces excès ont été la cause de la mort de plusieurs et ils ont entraîné un désordre considérable dans les villes (2). » Le désordre avait alors opposé les membres des différentes classes d'habitants d'un même village. Parfois les habitants de toute condition se retrouvèrent dans un seul t même camp contre les représentants du fisc.

Il y avait trois cas de rébellion collective :

a) la paroisse « n'a pas fait assiette et nommé collecteurs » ; (3)

(1) Extraits des coutumes et usages de Beauvaisis, 1283, ch. 50, p. 269 de l'édition de la Thaumassière dans Auger, *Traité des tailles*, p. 4.

(2) Ce fut le germe de la Jacquerie en Beauvaisis qui éclata en 1358 ajoute le commentateur.

(3) Règlement 1660, art. 34.

b) les taillables se sont concertés pour refuser de payer l'impôt ou s'opposent par la force à l'exécution des poursuites faites pour briser leur résistance ;

c) les contribuables prenant l'offensive s'assemblent en groupes et causent des troubles dans les voies publiques avec bagarres et effusion de sang dont le but ou le prétexte est de réduire à l'impuissance les représentants de l'administration financière, huissiers, receveurs ou garnisons : il y a alors émotion populaire.

Le refus de nommer des collecteurs constituait contre le fisc une protestation pacifique qui perdit toute efficacité lorsque fut autorisée la désignation de collecteurs d'office.

Le second cas de rébellion était une autre manifestation de la résistance passive des habitants qui aurait pu causer d'assez graves préjudice au Trésor royal si la solidité n'avait pas permis de recouvrer, coûte que coûte, la somme portée au mandement de la taille.

Les émotions populaires étaient évidemment des événements plus graves. Elles furent jusqu'à la fin du ^{xvii}e siècle relativement fréquentes ; plusieurs dégénérèrent du meeting bruyant en véritables insurrections sanglantes. En 1652 les habitants de plusieurs paroisses de l'Election de Lisieux s'assemblèrent au château de Mailloc et en sortirent après leur réunion accompagnés d'hommes armés qui maltraitèrent les collecteurs et les obligèrent à rendre les bestiaux qu'ils avaient saisis (1).

Clamageran résume l'histoire de quelques-unes de ces jacqueries (2). En 1543 les croquants dans le Sud-Ouest parvinrent à réunir 30 à 40.000 hommes d'armes et leur agitation dura deux ans. En 1636 des manants de l'Angoumois et de la Saintonge refusent de payer la taille. L'année suivante, la révolte s'empare de la Guyenne, du Périgord et du Poitou. En 1639 une insurrection soutenue par la Cour des Aides de Rouen éclate en Normandie ; durant les désordres, des financiers furent tués et les bureaux des aides et autres droits furent sacagés. Pendant l'hiver 1657-1658 des engagements se produisirent en Saintonge entre soldats et paysans. En 1658 les « sabotiers » se soulevèrent en Sologne.

La punition de la rébellion collective était poursuivie différemment selon les circonstances. Si l'agitation était restée bénigne on agissait conformément aux prescriptions des articles 14 du règlement de 1643 et 31 de l'édit de 1664, — dans la majeure partie des pays de taille personnelle — et 23 de l'édit de 1597 — en Normandie —. L'huissier

(1) Loisel de Boismare, t. II, p. 17.

(2) Clamageran, *Histoire de l'Impôt en France*, t. II, p. 292 et 517.

qui, envoyé pour effectuer des poursuites dans une paroisse, ne pouvait accomplir sa mission du fait de l'hostilité des habitants, en dressait aussitôt un procès-verbal qu'il apportait aux officiers de l'Élection ; ceux-ci saisissaient à leur tour les prévôts des maréchaux ou les lieutenants de robe courte, les exempts ou archers qui se transportaient en nombre suffisant et dans le plus bref délai, au lieu de l'agitation pour y informer. Une fois leurs constatations faites, la paroisse était reconnue rebelle et coupable de lèse-majesté. Le nouveau procès-verbal qu'ils avaient établi était remis aux Elus qui jugeaient extraordinairement, à la requête du procureur du roi, défenseur-né de l'ordre public ; l'appel était, le cas échéant, interjeté devant la Cour des Aides.

Toutefois, les intendants qui, de par leur commission recevaient le pouvoir « de faire et parfaire le procès à tous ceux qui commettent des rébellions, empêchements ou s'opposent directement ou indirectement à la levée des deniers, jusqu'à jugement définitif, et exécution d'icelui inclusivement en dernier ressort » (1) arrivèrent à supplanter les Elus. On le comprend aisément car une émeute ne pose pas un problème juridique, mais appelle une solution politique qu'on attend de l'autorité administrative plutôt que de la magistrature. Il importait de réagir vite et les intendants étaient plus à même de le faire qu'un tribunal. Les receveurs leur devaient donner avis de la rébellion pour qu'ils prennent les mesures propres à rétablir l'ordre promptement, ce qui permettait en même temps de réduire le nombre des cas de contraintes solidaires. Les commissaires hésitaient d'ailleurs à utiliser un pouvoir aussi large et mal défini que celui qui leur était accordé au moment de leur nomination, et dans la crainte de subir un désaveu dans l'hypothèse où la situation empirerait, ils demandaient généralement un arrêt d'attribution spécial si le gouverneur central ne leur en avait pas fait parvenir spontanément après l'examen de leurs premiers rapports (2).

Si la sédition prenait une certaine ampleur, le rétablissement de l'ordre devenait une opération militaire. Avant de punir les coupables, il fallait s'en emparer, et la répression devait être exemplaire et rapide et ne comporter que le minimum de procédure. On y expédiait la maréchaussée ou des troupes qui y séjournaient jusqu'à la pacification des esprits. La venue de ces militaires était un sujet réel de crainte, car ils

(1) Commission donnée à Ménars, fév. 1674. Godard, *op. cit.*, p. 458.

(2) Boisliële, *Corresp.*, t. II, p. 366, n° 320. Mais dans l'incertitude si vous avez fait cette punition par voie militaire, ce que vous n'auriez pu faire puisque le lieutenant du roi dans la province était présent à cette action, et qu'il y avait des troupes ou que vous ayez fait ce procès en conséquence de votre commission qui vous en donne le pouvoir Sa Majesté m'a ordonné de faire expédier sur-le-champ l'arrêt du Conseil que je vous envoie ci-joint.

se comportaient comme en pays conquis. Non seulement les occupants réclamaient le logement, la nourriture et une paye de dix sous par jour, mais encore ils ne se gênaient pas pour procéder à la vente des récoltes, brûler les charrettes et briser les portes des maisons ; autant dire qu'après leur départ, le village était complètement ruiné. Souvent même pour être occupée la paroisse devait être reconquise, la paix n'était rétablie qu'après une véritable campagne et les forces antagonistes se livraient de redoutables combats. La décision fut toujours au bout d'un temps plus ou moins long à l'avantage des éléments réguliers. Néanmoins l'insurrection normande de 1639 ne fut matée que par Gassion à la tête d'une armée de 6.000 fantassins et de 12.000 cavaliers. Lorsque Richelieu tenta d'introduire en 1624 les Elections dans les pays et Etats, le Quercy s'amenda ; les rebelles au nombre de 16.000 furent écrasés par les troupes du Maréchal de Themines.

Une fois le calme rétabli, on sévissait contre les coupables et la communauté qui les avait suivis. La rébellion fut d'abord jugée devant l'Election en première instance et la Cour d'appel conformément à l'article 14 du règlement de 1643, à la diligence du procureur. Plus tard l'intendant déférait selon les circonstances les chefs de l'émeute aux Elections ou les jugeait lui-même avec l'aide de gradués. « Le juge informe contre la communauté et décrète contre les particuliers. Il instruit le procès par interrogatoire, recolement et confrontation. Il fait aux particuliers leurs procès avec la communauté (1). » Et la transaction faite sur une rébellion publique ne pouvait empêcher le procureur du Roi de suivre l'effet de sa plainte conformément à l'article 19 du titre 25 de l'ordonnance criminelle de 1670. La peine encourue était la mort (2), la déportation, les galères (3), ou bien l'emprisonnement. A la suite de « cabales et émotions » qui se sont produites en 1714 dans des paroisses de l'évêché d'Avranches, l'intendant de Caen, Guynet, reçut l'ordre de juger les mutins ; l'un d'entre eux dont l'esprit était notoirement dérangé fut envoyé au Mont-Saint-Michel. Quelques années auparavant de la Grandville, intendant à Limoges, fut invité après avoir réprimé une sédition auprès d'Angoulême, à faire une punition exemplaire des plus séditeux. On ne sait quelle décision il prit à leur égard.

Mais le châtiment des meneurs n'exemptait pas l'ensemble des habitants des rigueurs de la justice royale. En se soulevant la population s'était *ipso facto* rejetée hors de la communauté royale et subissait après sa défaite, la colère de son souverain vainqueur. Le commun

(1) N. C. T. v^o rébellion.

(2) Boislisle, t. II, n^o 1544.

(3) Depping, t. III, 1.

peuple subissait toutes les conséquences inévitables d'une situation identique à l'état de guerre : meurtres, dévastations, pillages causés par les troupes de passage, mais en outre, après l'écrasement des émeutiers il était traité en pays vaincu. En 1640, Avranches fut mis à feu et à sang, les villes où passèrent les soldats furent saccagées ; un certain nombre d'habitants furent pendus, roués ou envoyés aux galères.

S'ajoutaient à ces punitions individuelles, des sanctions, collectives morales et pécuniaires. Les cloches de l'église ou du beffroi, objet d'orgueil du village et symbole de son indépendance, étaient descendues et restaient pendant plusieurs mois à terre (1). A la suite de l'insurrection de 1639, la ville de Rouen perdit ses franchises financières.

En outre, la population devait acquitter non seulement les deniers dont le recouvrement avait été différé mais encore les frais extraordinaires exposés pour « la remettre en devoir », une amende (2) très lourde sans compter des dommages et intérêts ou réparation des dommages causés par l'insurrection. Les frais étaient taxés par les Elus et avancés par le receveur des tailles qui se remboursait sur les premiers acomptes versés à leur caisse par les collecteurs (3).

Le recouvrement de ces sommes donnait lieu, le cas échéant, à l'émission par le receveur des tailles d'une contrainte solidaire avec toute la rigueur que ce système comportait.

(1) Ainsi à Luzeret ; même référence que la note 2 de la page 171.

(2) En 1640, Rouen supporta une amende de 1.085.000 livres. On y leva de nouveaux droits onéreux sur les marchandises. Les habitants furent également contraints de loger les troupes.

(3) Loisel de Boismare, t. II, p. 519. N. C. T., t. IV, p. 551. Edit de 1664 (art. 31). Arrêts Cons. 4 juillet 1664 (art. 14), 5 octobre 1665 (art. 12).

CHAPITRE VI

LA SOLIDITÉ ET LES REJETS

La solidité et les rejets sont la conséquence logique des modifications apportées par les jugements à la répartition primitive du contingent imposée à la communauté. « La taille, dit Lebret, est une dette de chaque paroisse et non des particuliers habitants d'icelle » (1). La délégation que la paroisse entière a faite aux collecteurs de faire l'assiette et de procéder au recouvrement, ne la libère pas de sa dette fiscale au cas où ses mandataires seraient dans l'incapacité de la régler eux-mêmes. La somme portée sur le mandement devant rentrer tout entière dans le Trésor, celui-ci ne saurait supporter la conséquence de l'insolvabilité des sujets du Roi. La solidarité des habitants était mise en jeu dans tous les cas où l'attitude de la collectivité ou de ses représentants rendait le recouvrement impossible. « Le clocher est responsable des événements de l'imposition » (2).

SECTION I. — *La solidarité.*

Cette solidarité se présentait sous deux aspects successifs :

Solidarité entre les collecteurs ;

Solidarité des collecteurs et de la paroisse.

Les occasions d'application de la solidarité furent toujours limitées. « Ne voulant pas fatiguer les esprits par des saisies plus capables d'irriter ces esprits que de procurer l'avantage des finances, » François II défendit dans son ordonnance de 1543 d'user pour le payement des tailles des contraintes solidaires contre des particuliers, de les emprisonner et de saisir leurs meubles, leur bétail, leurs instruments (3). Ducrot dit la même chose : un particulier ne peut en principe être contraint par emprisonnement de sa personne de payer ce que le collecteur devrait, « et n'y a que le collecteur qui puisse être emprisonné pour

(1) Lebret, *Œuvres*, p. 473.

(2) Dupin, t. II, p. 309.

(3) *Id.*, p. 308.

faute de paiement» (1). Et toutefois, ajoute l'auteur, «il était ci-devant ordonné que si toute une paroisse était refusante de payer la taille en ce cas pour punition de leur contumace, le receveur pouvait user de contrainte par corps contre la personne des refusants non seulement pour ce qui serait de sa taxe particulière, mais aussi pour la généralité des habitants ». En effet, l'édit de mars 1600 (2) avait prévu l'exécution solidaire des habitants dans les trois cas suivants : « à savoir de rébellion jugée par les Elus, de n'avoir pas fait assiette et nommé collecteurs, ou bien que les dits collecteurs, sommaire discussion faite de leurs biens, meubles, ayent été trouvés insolvable. »

Ainsi la communauté était responsable des fautes commises par la foule anonyme de ses habitants, mais encore de la carence des collecteurs qu'elle avait désignés à ses « périls et fortune ».

1^o rébellion : le mot doit être entendu ici dans son sens étroit d'émeute, sinon il ferait double emploi avec les expressions suivantes (non-nomination d'électeurs et nomination de collecteurs insolvable) qui constituaient déjà des cas de rébellion. En cas de sédition, la contrainte solidaire se justifie pleinement, car on ne peut pas individualiser facilement les instigateurs de la révolte, qu'un silence complice de la part des habitants dérobe aux poursuites ; seule une punition collective et aveugle s'impose.

2^o refus de participer à l'assiette. L'article 23 de la déclaration de janvier 1597 portant règlement des tailles en Normandie exigeait qu'il soit procédé contre la communauté qui n'avait pas nommé de collecteurs ni préparé l'assiette, et contre les habitants les plus solvables comme rebelles et criminels de lèse-majesté. La déclaration de février 1663 stipule à son tour que si les rôles ne sont pas faits le dernier jour du mois de février de l'année pour laquelle l'imposition est faite, les habitants seront contraints solidairement par le receveur des tailles au paiement de la portion échue des sommes portées sur les mandements, sans que le comptable n'ait à faire aucune autre discussion qu'un simple commandement. Toutefois la Cour décida dans l'arrêt de vérification que les contraintes solidaires ne seraient décernées que dans les cas portés par l'article 55 de la déclaration de 1634, et cette modification subsista (3). D'ailleurs, les Cours des Aides interprétèrent ce texte d'une manière indulgente en déclarant que les habitants entrepris seraient déchargés dès que le général des habitants aurait désigné les

(1) Ducrot, *op. cit.*, ch. VII, p. 177 et sq. ; cf. également Lebret, 1^{er} plaidoyer, p. 87 et sq.

(2) Art. 34. Cf. décl. 1634, art. 39.55.

(3) La 1^{re} lettre de jussion pour l'enregistrement de la déclaration du 12 février 1663 ne vise que le cas d'insolvabilité des collecteurs. *N. C. T.*, t. I, p. 526.

collecteurs. Une déclaration du mois de décembre suivant les obligea à adopter une interprétation plus conforme à la lettre de la loi : l'élargissement des collecteurs ne devait intervenir qu'une fois que les rôles auraient été établis et vérifiés.

Ce procédé rigoureux pour les habitants pris inopinément à partie fut abandonné en 1707 (1) dans l'hypothèse où les collecteurs nommés n'ont pas préparé le rôle. Il fut remplacé par un autre à la fois moins désagréable pour les intéressés et plus utile pour le fisc. Les habitants inscrits sur la contrainte, et dont le nombre diffère suivant l'importance de la paroisse ne furent plus conduits en prison, mais obligés, dans un délai de quinze jours à partir de la notification qui leur était faite du jugement de solidité, d'opérer aux risques et périls des collecteurs négligents, la confection des rôles, de les déposer et faire vérifier au greffe de l'Election, et de commencer la collecte. La solidarité ne tend plus à punir aveuglément des habitants quelconques, mais à substituer aux collecteurs mal intentionnés des collecteurs forcés qui accomplissent dans l'intérêt du Trésor la tâche que les premiers ont méprisée.

Ces collecteurs occasionnels étaient au nombre de 4 dans les paroisses de moins de 100 feux, de 6 dans les paroisses comprenant de 100 à 200 feux et de 8 dans les paroisses de plus de 100 feux. Ils étaient astreints à toutes les obligations imposées aux collecteurs qu'ils remplaçaient : ils ne pouvaient se diminuer ou diminuer leurs parents et amis sous peine d'abus, et étaient emprisonnés s'ils n'opéraient pas la collecte. Leurs fonctions cessent néanmoins obligatoirement dès que les collecteurs ordinaires revenus à de meilleurs sentiments leur faisaient part de leur intention de reprendre les rôles et les rembouraient de tous les frais qu'ils avaient avancés depuis l'exécution de leurs fonctions involontaires.

3^e Nomination de collecteurs insolvables. L'insolvabilité des collecteurs ne se constatait pas toujours dès leur désignation, mais ne se révélait souvent qu'au bout d'un certain temps.

Encore les habitants désignaient-ils parfois systématiquement des insolvables qui s'entendaient aussitôt avec eux pour différer indéfiniment l'assiette, présumant bien que leur dénûment notoire les mettrait à l'abri des poursuites (2) ; on leur promettait même de leur donner un salaire et de leur fournir des subsistances lorsqu'ils iraient en prison. Ils pensaient ainsi selon l'expression de la Cour des Aides de Paris « rendre les exécutions et les contraintes illusoires à l'encontre d'eux. » Pour mettre fin à cette pratique, le règlement du 12 février 1663 (3) per-

(1) Décl. 4 oct. 1707.

(2) Edit. 1596.

(3) N. C. T., I, p. 505, même disposition pour la Normandie ; Décl. d'août 1664, art. 18.

mit aux Elus lorsque la fraude était manifeste de rendre un jugement emportant condamnation solidaire de tel nombre d'habitants qu'ils jugeraient convenable, selon la force des paroisses, sur la justification de la part des receveurs de l'extrait d'écrou et de la certification qu'aucun versement n'avait été reçu depuis l'emprisonnement des collecteurs indigents.

L'insolvabilité des collecteurs était présumée lorsque, pour une raison ou pour une autre, ils n'avaient pas acquitté à la caisse du receveur les quartiers échus. Ils étaient alors poursuivis à la requête du comptable par voie de contrainte de biens et par corps (1), qu'ils soient ou non porte-bourse, sans préjudice, le cas échéant, des peines applicables en matière de divertissement. Les poursuites se faisaient par deux sortes de contraintes la première contre les collecteurs, la seconde contre les habitants.

Les collecteurs étaient considérés comme solidaires entre eux, la solidarité des habitants n'était pour le roi qu'une garantie supplémentaire.

La discussion des collecteurs se faisait à l'échéance de chaque quartier de la taille. Le receveur qui aurait laissé accumuler plusieurs quartiers ne pouvait plus exercer de recours contre les collecteurs qui seraient devenus entre temps insolvable, ni réclamer la réimposition des sommes en souffrance sur les habitants qui auraient été en droit de lui reprocher sa négligence, toutes les fois que le délai anormal n'avait pas été accordé pour faciliter la libération des collecteurs.

Le receveur envoyait chez les collecteurs l'huissier et les recors procéder à la saisie de leurs meubles et de leurs bestiaux qui étaient confiés à des voisins non suspects constitués gardiens pendant huit jours. Les frais de garde et nourriture leur étaient remboursés par les saisis à moins que ceux-ci n'aient aimé mieux fournir la nourriture de leurs bêtes. Pendant cette huitaine, les collecteurs procédaient à la cueillette des deniers arriérés pour obtenir la mainlevée. S'ils n'y parvenaient pas, la vente des biens était effectuée dans la quinzaine suivante à peine de nullité. En cas d'insuffisance du produit de la vente, le receveur adressait à l'Election une requête dans laquelle après avoir indiqué les diligences qu'il avait faites et leur insuccès, il demandait au tribunal d'ordonner l'incarcération des collecteurs (2). Les Elus lui délivraient alors une ordonnance de contrainte par corps dite « arrêt de prison » dont l'exécution était assurée par un huissier ou un sergent, ceux-ci accompagnaient

(1) Toutefois pour le recouvrement du premier quartier, même s'il était échü, la contrainte ne pouvait pas être décernée qu'un mois après que le rôle ait été remis entre les mains des collecteurs.

(2) Il était bien spécifié qu'ils devaient être conduits à la prison la plus proche, les géoliers préféraient au contraire choisir une prison relativement éloignée pour toucher pour chaque déplacement des gratifications supplémentaires.

à la prison la plus proche un ou deux collecteurs seulement pour laisser les autres continuer à vaquer à la collecte. Les prisonniers ne pouvaient être libérés d'ordre des Elus. L'initiative de leur élargissement appartenait au receveur seul ; il intervenait généralement lorsqu'avait été versé au moins le quart des sommes pour lesquelles l'emprisonnement avait été requis (1), il n'aurait pu en être autrement que si tous les collecteurs avaient été emprisonnés alors qu'il resterait encore un recouvrement à faire, auquel cas l'un d'eux pourrait être relâché, nonobstant l'avis contraire du receveur. Les Elus qui auraient fait procéder de leur propre chef à la libération des collecteurs auraient été contraints de payer les taxes arriérées par les mêmes voies que les collecteurs.

Les collecteurs prisonniers se faisaient indemniser de leur détention par leurs collègues restés en liberté. Cette indemnité n'était pas fixée et variait suivant les régions. Par exemple, à Alençon, elle était de 20 sols par jour. Généralement le porte bourse assumait seul le paiement de cette redevance dont l'allocation paraît assez difficile à justifier d'ailleurs, parce que les prisonniers ne dépensaient rien et demeuraient au repos alors que les autres continuaient leur pénible quête à travers les chemins.

Ils disposaient également d'un recours pour obtenir leur libération, à condition d'obtenir une sentence favorable de l'Election. A Saint-Aubert près Falaise, deux collecteurs assignèrent le porte-bourse aux fins d'obtenir un élargissement qu'ils estimaient mérité puisqu'ils avaient avancé de leurs propres deniers l'un 28, l'autre 10 livres, alors que le défendeur s'était contenté de verser 864 livres sur les 890 qu'il avait reçues des contribuables (2).

Le président La Barre estimait pourtant qu'en raison du caractère forcé de leur mission, il n'était pas logique d'astreindre les collecteurs à répondre mutuellement du paiement de l'impôt : « ils sont consorts courans même fortune, mais non associés car l'association requiert consentement. C'est assez que chacun réponde pour son fait et de son tiers ou de son quart. Autrement, il ne faudrait qu'un mauvais mesnager, joueur ou ivrogne pour ruiner tous les autres » (3). Néanmoins cette thèse n'avait pas prévalu et l'article 38 de la déclaration de 1634

(1) Règlement fév. 1663. Arrêt Cons. 4 juillet 1664. Art. 22 : Règlement de l'Election de la Flèche : les requêtes d'élargissements de prisonniers seront rapportées à la Chambre du Conseil les jeudis et vendredis seulement par les trois conseillers du mois après audition du substitut du procureur général. Il faut toujours les communiquer à la partie qui a fait faire l'emprisonnement.

(2) Les collecteurs de Nonette font des poursuites contre l'un d'entre eux nommé Lemoine qui a été mis en prison comme rétentionnaire de deniers et qui s'est évadé alors qu'il devait 500 livres. Or il avait promis à ses collègues de les indemniser. Bois-lisle, *Corresp.*, t. I, n° 439.

(3) Ch. XLVI, p. 300.

édicte que même s'ils ne participent à la levée de l'impôt que pendant une partie de l'année, les collecteurs sont responsables les uns des autres. Il était admis que le collecteur principal qui avait fait des avances pouvait assigner ses consorts pour les obliger à compter avec lui les mauvais deniers et payer leur part. On reconnut même qu'il avait trente ans pour exercer ce recours (1).

En certaines régions, la responsabilité des collecteurs était partagée par les magistrats municipaux. A Senlis, les échevins choisissaient les collecteurs et étaient pécuniairement responsables avec eux du recouvrement de l'impôt sauf leur recours contre eux (2).

Lorsque les collecteurs étaient restés longtemps en prison sans rien payer de leur dû — et ce temps fut fixé à un mois par l'article 18 de la déclaration de 1664 — les poursuites étaient reprises, mais contre les habitants cette fois. Le receveur se substituait aux collecteurs pour assurer le recouvrement des deniers royaux à l'encontre de la communauté qui avait contrevenu aux dispositions des édits et des déclarations en ne nommant pas des collecteurs loyaux, honnêtes et solvables.

Le receveur introduisait un nouveau placet à l'Election qui faisait procéder à la saisie sommaire des biens des collecteurs pour s'assurer qu'ils ne possédaient plus aucun bien exploitable. Selon la première lettre de jussion pour l'enregistrement à la Cour des Aides de Paris de la déclaration de février 1663, la contrainte solidaire ou « solidité » était accordée trois jours après la présentation à l'Election des procès-verbaux de perquisition de la personne des collecteurs et de vente de leur mobilier.

A vrai dire, la solidité ne frappait pas tout d'abord en bloc la totalité des habitants car la discussion de patrimoines d'importance médiocre aurait pris un temps trop long pour remplir les droits du Trésor royal et aurait entraîné parmi les petites gens trop de ruines. On désignait seulement quelques personnes dont les ressources paraissaient suffisantes pour obtenir d'elles le paiement de l'impôt sans avoir à multiplier les actes de poursuites. En vertu de l'article 34 de la déclaration de 1600, les contraintes énoncent les noms et surnoms de « trois ou quatre habitants plus riches et aisés de la paroisse ou autre plus grand nombre s'il est besoin ayant égard à la grandeur de la somme due ». Le nombre des victimes fut laissé par le règlement de 1634 à l'appréciation des Elus. La déclaration de février 1663 en fixe le nombre, lorsque la contrainte solidaire est décernée aux cas où les rôles n'ont pas été faits le 28 février, à six désignés par les receveurs aux Elus. Elle ne détermine aucune limite « tel nombre d'autres habitants qu'ils jugeront à propos,

(1) Arrêt 24 janvier 1723.

(2) Boislisle, *loc. cit.*, t. I, n° 1555. Lettre de Phélypeaux, intendant à Paris au contrôleur général.

selon la force des paroisses » si la contrainte est demandée, lorsque l'emprisonnement des collecteurs s'avère inefficace pour accélérer le recouvrement. Ils étaient toujours choisis par le receveur et désignés par leur nom, prénoms et qualités sur la contrainte. Étaient à l'abri de ce triste choix ceux qui avaient été collecteurs depuis moins de trois ans, les syndics et les échevins de la paroisse (1), les gens de mer pendant la durée de leur service (2) et ceux qui apportaient la preuve qu'ils avaient régulièrement fait publier leur changement de domicile.

En Normandie, selon le président La Barre, au début du xvii^e siècle, on agissait d'abord contre douze des principaux taillables et on exécutait leurs meubles et leurs bestiaux. Si cette exécution ne suffisait pas, on exécutait une autre série de douze habitants parmi les plus haut taxés. L'article 43 des lettres patentes de 1664 réduisit à six le nombre des malheureux contraignables.

En cas de non-paiement, les personnes contraintes étaient poursuivies par la vente de leur mobilier, mais ne pouvaient pas être emprisonnées sauf au cas de rébellion. « C'est encore une règle commune à toutes sortes de contributions qu'on ne peut pour aucune contraindre les redevables par emprisonnement de leurs personnes s'il n'y a quelque délit. Car les tributs ne regardent les personnes qu'à cause de leurs biens, et sont assez à charge sans y ajouter cette dureté dont la licence pourrait aller à remplir toutes les prisons » (3). La menace suffisait pour presser les intéressés à s'exécuter rapidement. D'ailleurs leur versement ne constituait qu'une avance qu'ils récupéreraient l'année suivante ; il eut été injuste qu'un petit nombre payât pour la paroisse entière (4), sous prétexte que leur patrimoine était le meilleur ou le seul gage de l'impôt. Sans doute, ce paiement forcé était-il parfois une punition méritée pour ceux-là même qui étaient à l'origine des difficultés rencontrées par les collecteurs et le receveur dans le recouvrement de l'impôt, mais ce n'était pas le cas général. La mise en cause des « notables » ne déchargeait pas pour autant leurs concitoyens. Bien au contraire, ils recevaient une quittance subrogatoire attribuant à leur créance le privilège des deniers royaux et leur donnant le droit d'user des mêmes voyes et moyens que le receveur contre les collecteurs et les communautés. Ils jouissaient de l'hypothèque sur les biens des collecteurs rétentionnaires, et dans le cas d'insolvabilité de ces derniers, ils

(1) Loisel de Boismare, v^o *Maire et échevins*.

(2) *Id.*, v^o *gens de mer*, à condition toutefois qu'ils présentent un certificat justifiant qu'ils étaient employés au service de Sa Majesté (Arrêt du Conseil, 9 mars 1755).

(3) Domat, *Droit public, Œuv.*, t. II, p. 35, sect. VI-XV. Cf. également Lebreton, 15^e plaidoyer : L'ordonnance du Roy François vérifiée en 1543 est très digne de recommandation pour laquelle il défend aux receveurs que pour le paiement de la taille ils n'ayent à user de contraintes solidaires contre les particuliers pour le commun de leurs paroisses n'y d'emprisonner leurs personnes...

(4) Moreau de Beaumont, t. II, p. 56.

demandaient la réimposition sur le général des habitants en trois ans en fractions égales chaque année (1). Les graves rébellions devinrent moins fréquentes, mais le recours à la contrainte solidaire demeura assez fréquent en certaines provinces : Gascogne, Dauphiné, Poitou et Limousin.

L'intervention de ces personnes aisées sauvait la paroisse de très grands maux en lui évitant d'être déclarée rebelle ; néanmoins les poursuites étaient rigoureuses à l'encontre des cinq ou six personnes qui se trouvaient exposées à cause de leur situation de fortune, de payer chaque année en plus de leur propre cote celles de leurs concitoyens. Le Bret demeurait hostile au principe de la solidarité, mais l'argument qu'il invoque est purement philologique et par conséquent n'a rien de péremptoire : il s'appuyait sur l'origine du mot taille « qui vient de l'ancien verbe latin *taleari* dont use *Pline*... qui estoit pour montrer que la taille se devait asseoir, cueillir et lever *divisione et per partes* et que l'on ne pourrait être contraint de payer pour les autres. » Il n'est pas sûr que le mot taille vienne du mot *taleari* (2), ensuite la solidarité paraît une conséquence logique du principe que Le Bret avait lui-même énoncé « la taille est une dette de chaque paroisse ». Colbert regrettait tout le premier que ce système aboutit à forcer les bons contribuables à payer deux fois. Il lui déplaisait d'ailleurs également qu'on retint en prison un trop grand nombre de collecteurs dont l'absence nuisait aux travaux des champs et à l'économie des paroisses, et il recommandait aux intendants de veiller à ce que le recouvrement se poursuive avec une certaine indulgence et invitait ses subordonnés à suspendre de leurs fonctions et à punir les receveurs qui auraient fait le plus de frais contre les collecteurs et ceux qui en auraient fait emprisonner le plus grand nombre (3). L'émission de contraintes solidaires était d'ailleurs pratiquement abandonnée dans les cas où la nomination des collecteurs n'avait pas été faite et où la confection des rôles restait en souffrance. Les Elus puis les commissaires départis trouvaient plus expéditif en pareille occurrence de nommer des collecteurs d'office ou d'envoyer dans les paroisses retardataires des commissaires chargés d'établir les rôles.

L'intendant de Tours avait en 1689 prié « les receveurs des greniers à sel d'être très retenus à demander des solidités sur les paroisses sans avoir discuté exactement les facultés de tous les collecteurs pour ne pas donner sans nécessité cette nouvelle charge de rejets aux paroisses ». Déjà en 1639 et en 1651 la Cour des Aides de Normandie avait décidé

(1) Arrêt Cons. de Roi, 4 juillet 1730, art. 7 à 11.

(2) Voir ci-dessus, Introd. p. 2, note 3.

(3) Clément, *Lettres inst.*, t. II, introduction.

d'interdire les contraintes solidaires dans l'étendue de son ressort (1).

Mais cette suppression présentait de trop graves inconvénients pour être étendue ; sans elle, la négligence des collecteurs n'aurait plus été punie. D'ailleurs la situation de ces derniers était moins digne de pitié que certains auteurs ne tendaient à le faire croire. Les rôles étant exécutoires par provision, aucune contestation n'aurait dû servir de prétexte aux contribuables pour retarder le paiement de leur cote ; d'un autre côté le salaire de 6 deniers pour livre qui était accordé aux collecteurs compensait les avances qu'ils étaient tenus de faire pour le compte des insolubles, avances d'ailleurs récupérables, puisque réimposables l'année suivante.

Contrairement à l'opinion de la Cour normande, la Cour des Aides de Paris avait estimé en 1664 que la contrainte solidaire demeurait le seul moyen de mettre fin aux manœuvres ourdies avec l'aide des collecteurs par les principaux habitants pour se dérober à leurs obligations fiscales : « sinon le Roi n'aurait aucun recours contre personne ».

Cette sanction maintenait également dans l'esprit des habitants le sens de l'intérêt général de la paroisse et obligeait les plus riches, s'ils ne voulaient pas que la charge de l'impôt retombât entièrement sur eux « à ménager les intérêts des modestes contribuables ». On remarquait en effet, par exemple en Auvergne, que les principaux habitants prêtaient de l'argent aux collecteurs non seulement parce qu'ils étaient persuadés que ceux-ci auraient en retour quelque égard pour eux lors de la confection des rôles, mais encore parce qu'ils prévoyaient que « si un paysan était totalement ruiné sa cote retomberait sur eux ». Pour se faire rembourser, ils exigeaient bien la livraison d'une partie de la récolte de leurs débiteurs, mais si la solidarité n'avait pas existé, il est certain qu'ils auraient laissé leurs débiteurs se ruiner sans rémission afin de racheter leurs biens à vil prix (2).

Même au milieu du XVIII^e siècle, la contrainte solidaire n'avait pas perdu toute faveur. Le citoyen qui, en 1763, a exposé ses idées sur l'Administration des finances du roi supposait bien que le recouvrement du subside royal qu'il proposait d'établir sur le royaume ne serait vraiment assuré que par la solidarité des contribuables. « La perception des deniers nécessaires au souverain ne devant être ni retardée ni diminuée, la raison exige que les concitoyens des mêmes classes, communautés et paroisses seraient consolidaires entre eux pour l'acquittement du subside royal. Rien de plus juste ni de plus légal que cette

(1) Esmonin, *Taille en Normandie*, ch. IX, p. 497.

(2) Lettre de Le Blanc, intendant en Auvergne ; Boislisle, *op. cit.*, t. II, n° 1064.

solidarité. En quelle occasion pourrait-elle être admise, si elle n'avait pas lieu vis-à-vis de l'intérêt le plus essentiel et le plus pressant de l'État (1). »

Toutefois la notion de famille et de communion sociale qui était le fondement même de la solidarité s'estompait peu à peu et n'inspirait plus aucun respect aux écrivains et aux administrateurs pénétrés de l'état d'esprit nouveau, et plus préoccupés de la sauvegarde des droits des individus que des intérêts de la collectivité. On connaît les appréciations de Dupont de Nemours, les tableaux de Boisguilbert (2) sur la misérable condition des collecteurs ruinés et trainés en cachot ; opinions et descriptions outrées, mais qui n'en eurent pas moins un profond retentissement sur les âmes sensibles nombreuses dans un siècle déjà romantique. N'envisage-t-on que l'intérêt supérieur du Trésor royal, la contrainte doit être maintenue dans toute sa rigueur. Se penche-t-on au contraire avec commisération sur les contribuables astreints malgré leur ponctualité à payer la part des retardataires, on ne peut que souhaiter la suppression d'un mode de poursuite aussi injuste.

Turgot était de cet avis, arrivé au pouvoir, il prépara une déclaration qui supprimait la contrainte solidaire dans la majorité des cas. Ce texte fut promulgué le 3 janvier 1775 (3) : « Je crois devoir proposer à votre Majesté, écrit-il dans le préambule, une loi qui m'a toujours paru cruelle... » surtout dans le cas de divertissement de deniers. « Tous les ans, il y a un certain nombre de cultivateurs, les plus riches et les plus capables, qui sans qu'il y ait aucunement de leur faute et uniquement à cause de la faute d'autrui sont ruinés. » Cette situation préjudicie au développement de l'agriculture, « car il ne faut pas croire que parce qu'on est cultivateur aisé, on ait pour cela beaucoup d'argent dans sa caisse. Ceux-ci l'emploient à mesure qu'ils en ont à augmenter le nombre de leurs bestiaux ou à les avoir de plus belle race, à se procurer de meilleurs animaux de trait qui font les meilleurs labours... si ces hommes précieux sont mis en prison à cause d'un déficit qu'ils ne pouvaient prévoir ni empêcher dans les paiements de leur paroisse, tous leurs travaux sont suspendus et tout le profit qu'en retirait la nation cesse d'avoir lieu ».

(1) Idées d'un citoyen sur l'Administration de Finances du Roi, 1763, § II du recouvrement du subside royal (p. 32 et sq.).

(2) L'emploi de collecteur causait le désespoir et la ruine de ceux qu'on en chargeait tour à tour. Dupont de Nemours. Boislisle, *Détail de la France*, 1697, ch. II ; cf. également Turgot, *Observation sur un projet d'édit*, éd. Daire, t. I, p. 447-448 (art. 15). Vaurban, p. 51.

(3) Déjà dans les observations sur un projet d'édit portant abonnement aux vingtièmes et deux sous pour livre du dixième, Turgot avait proposé la suppression de la solidarité, t. I, p. 458. On obligerait le receveur à poursuivre en son nom les biens des collecteurs dissipateurs et on lui accorderait en cas d'insuffisance le rejet à son profit.

« L'indemnité qu'on leur donne par la réimposition à leur profit sur les rôles de l'année suivante est insuffisante parce qu'elle ne leur rend pas la perte qu'ils ont subie sur les ventes forcées auxquelles ils ont été contraints pour se procurer les moyens de faire ce déboursé et qu'on ne peut leur rendre ni à la nation les productions qu'ils auraient fait naître si l'on n'eut pas dérangé leurs travaux et dont ce dérangement a rendu l'existence impossible. Mais il faut réimposer au profit des plus hauts taxés la portion d'imposition dont ils ont fait l'avance, n'est-il pas plus raisonnable et plus juste de faire la réimposition au profit du Trésor royal. »

En ce qui concerne les autres cas d'application de la contrainte solidaire prévus par les anciens textes, « la loi ayant pourvu à ce qu'il y ait des collecteurs d'office et prescrit les précautions nécessaires pour la confection des tableaux et prononcé des peines sévères contre les collecteurs qui divertissent les deniers, la rébellion nous a paru le seul cas extraordinaire dans lequel nous devons laisser aux receveurs la faculté de faire usage de cette contrainte... notre affection pour les habitants de la campagne nous engage à la supprimer pour les deux autres cas plus ordinaires ». Et encore dans ce cas extrême, avant de passer aux mesures d'exécution, les receveurs devraient avertir d'abord par écrit, l'intendant afin que le représentant du roi emploie son autorité à rétablir l'ordre et la subordination de manière à rendre inutile le recours aux poursuites.

En conséquence les collecteurs, élus ou désignés d'office, qui refuseraient ou négligeraient de faire l'assiette, de quérir et de verser les quartiers échus y seraient contraints par les voies ordinaires et suivant les formes établies par les règlements (art. 3). S'ils étaient reconnus insolubles après discussion sommaire de leurs meubles et perquisition de leur personne le receveur des tailles se pourvoyait devant l'intendant pour obtenir la réimposition des sommes qui lui étaient dues par les paroisses. Sa demande serait communiquée aux habitants pour qu'ils fournissent leurs observations. La réimposition aurait lieu au département suivant tant en principal qu'en intérêts et frais sur tous les contribuables. Si la somme était trop forte pour pouvoir être acquittée en une seule fois, elle serait réimposée en deux ou trois années. La solidité n'était plus alors qu'une mesure administrative.

En cas de rébellion, au contraire, les principaux habitants étaient entrepris comme précédemment ; ils conservaient leurs recours contre la paroisse pour obtenir le remboursement des sommes dont ils avaient été contraints de faire l'avance.

La réforme faisait perdre au Roi la garantie précieuse que représentaient pour lui les principaux habitants dont la mise en cause lui

permettait d'encaisser la taille dans l'année qui suivait la vérification des rôles. Les seuls bénéficiaires étaient ces mêmes notables qui se trouvaient affranchis d'une menace sérieuse. Les habitants et les collecteurs n'y trouvaient aucun avantage ; bien plus la situation des collecteurs se trouvait aggravée car ils devenaient seuls débiteurs de l'impôt vis-à-vis du receveur ; ils risquaient de bénéficier d'un crédit moindre qu'autrefois de la part de ce comptable qui devait attendre un délai de plusieurs années pour récupérer les sommes correspondant aux échéances acquittées aux receveurs généraux. Quant aux habitants peu leur importait que le rejet fût fait au profit du roi ou des notables de la paroisse.

SECTION II. — *Le rejet.*

Le rejet ou la réimposition découle de la solidarité. Le montant des articles de rôles que les collecteurs ou certains habitants avaient payés au lieu et place des insolubles, les sommes dont les contribuables en réclamation avaient obtenu le dégrèvement en vertu d'une décision passée en force de chose jugée devaient être supportées en définitive par la paroisse. A cet effet, elles étaient rejetées « sur elles et réparties l'année suivante en même temps que le contingent de la taille sur tous les contribuables au marc la livre de la cote de chacun d'eux, non compris ceux au profit desquels la réimposition était ordonnée. C'est ainsi que, conformément aux maximes admises, le fort aidait le faible et le riche le pauvre, et que les non-valeurs étaient évitées. Le rejet permet de couvrir le contribuable lésé de son droit de répétition à l'encontre des contribuables indûment avantagés.

« Autrefois, dit le *Mémorial alphabétique* (1) lorsqu'un particulier avait obtenu quelque condamnation contre une communauté d'habitants la sentence ou l'arrêt qui la condamnait obligeait la communauté d'obtenir des « lettres d'assiette » pour imposer sur eux la somme qu'il était obligé de payer. A présent, les sentences ou arrêts ordonnent la réimposition de ce que la communauté est condamnée de payer, ce qui a rendu l'obtention des lettres d'assiette inutile ».

Ainsi la réimposition était ordonnée par une sentence. Les collecteurs ne pouvaient faire aucun rejet de leur propre autorité. Quand ils avaient des motifs valables ils devaient introduire une instance devant les Elections aux fins d'obtenir une sentence qui fixerait les conditions exactes dans lesquelles le rejet serait fait. S'ils négligeaient de le faire, le receveur des tailles se substituait à eux.

(1) *Mém. alph. v^o Assiette.*

La nécessité d'une autorisation judiciaire aurait pu constituer une garantie pour les taillables. En fait, les rejets étaient une source constante d'abus. Ils permettaient aux collecteurs de faire traîner le recouvrement en imposant inutilement des personnes notoirement insolvable et en faisant rejeter chaque année les cotes impayées sur le reste de la paroisse (1). Les « coqs des paroisses » prenaient leurs dispositions pour que les sommes réimposées par ordre des Elus ne retombent pas sur ceux qu'ils protégeaient. Il existait des gentilshommes et des curés qui de leur propre autorité entraînaient les habitants à passer des certificats emportant consentement de rejeter les impôts des personnes qu'ils désiraient voir ménager et les faisaient ensuite exécuter par les collecteurs. Les Elus, loin de s'opposer à ces trafics, les encourageaient le plus possible, puisque chaque instance en réimposition était pour eux une occasion de percevoir des épices. Aussi les rejets atteignaient-ils des chiffres importants, s'élevant parfois à plus de la moitié du principal de l'imposition.

Par un arrêt du Conseil du 4 juillet 1664 préparé sur les instructions de Colbert, on ne permit plus aux Elus d'ordonner des rejets sans les faire approuver par l'intendant qui en référerait le cas échéant au Conseil. Au lieu de rendre des jugements, les Elus se bornaient à dresser sans frais les états des rejets demandés par les collections ou les particuliers et à les remettre aux commissaires départis « pour ce nous donner avis pour après en être pour nous ordonné ainsi que nous verrons être à faire par raison ». La réforme fut introduite par lettres patentes du mois d'août suivant en Normandie où les abus étaient particulièrement criants ; l'article 41 de ce dernier texte interdit aux collecteurs, sous peine de la vie, d'accepter à l'avenir des certificats de complaisance émanant des gentilshommes et des curés.

L'arrêt de juillet ayant été diversement interprété par les Elus et les collecteurs, il parut nécessaire d'en préciser la portée véritable : ce fut l'objet de l'arrêt du 5 juillet 1665. D'abord sont limités à cinq les cas où les réimpositions sont possibles, elles avaient lieu :

1^o au profit des particuliers taillables ou officiers privilégiés qui avaient obtenu décharge de leur cote par une décision de l'Election ou de la Cour des Aides ;

2^o au profit des particuliers qui avaient bénéficié d'une modération consécutive à une demande en surtaux ;

3^o au profit des particuliers qui avaient payé pour le compte de la paroisse en exécution d'une contrainte solidaire ;

4^o au profit des collecteurs qui avaient avancé les deniers imposés

1) Esmonin, *La taille en Normandie*, p. 349.

sur des contribuables reconnus insolvable en connaissance de cause ;

5° au profit du receveur des tailles qui, bien que n'ayant pas reçu des collecteurs insolvable ou rétentionnaires les deniers échus avaient tenu leurs engagements envers le receveur général.

Les rejets inférieurs à 500 livres devaient être faits sans frais en une ou plusieurs années selon les forces de la paroisse ainsi qu'il serait jugé sommairement par la Cour des Aides ou les Elections sans qu'on puisse y comprendre, à peine de concussion, les frais de voyage. S'ils dépassent 500 livres, les magistrats surseoiraient à statuer et prévendraient l'intendant qui demanderait des instructions à Sa Majesté.

Les décisions des juridictions (1) étaient signifiées aux parties et au procureur du Roi qui les adressait à l'intendant quinze jours avant le département des tailles.

On reconnut rapidement que la faculté laissée aux Elus de prononcer des rejets jusqu'à 500 livres leur permettait encore de commettre trop d'abus. Un arrêt du Conseil du 14 mars 1676 réduisit leur pouvoir à 200 livres par année, et par paroisse, et encore les rejets ne pouvaient être prononcés qu'après que l'intendant ait été saisi de l'affaire.

Mais sous prétexte qu'ils n'avaient été suivis d'aucune déclaration royale, ces arrêts ne furent « aucune loi entre la Cour des Aides » de Paris qui les appliqua à sa manière. Chaque fois que cette juridiction prononçait une réduction ou une radiation en faveur de taillables, elle ordonnait que le montant du degrevement ou de la décharge serait réimposé aux assiettes suivantes sur les habitants par les soins des collecteurs en exercice qui en deviendraient personnellement responsables ; étant entendu que ces rejets seraient faits en une ou plusieurs années suivant qu'ils étaient inférieurs ou supérieurs à 200 livres.

Ces décisions étaient en apparence conformes à la lettre de l'arrêt du Conseil de 1676, mais en apparence seulement, car cet arrêt avait prévu une unique réimposition de 200 livres à la charge de chaque paroisse, alors que la Cour ordonnait un rejet au profit de chaque contribuable dont la réclamation était admise jusqu'à concurrence de cette somme, de telle sorte que si trois ou quatre particuliers avaient obtenu une telle réduction, la communauté subissait cette année-là 6 ou 800 livres de réimposition.

Les intendants pratiquaient de leur côté des rejets ; mais le pouvoir central leur recommandait de les éviter le plus possible, car ils aboutissaient à faire payer deux fois les bons contribuables pour les mau-

(1) *Mém. alph. v^o rejet*. Les requêtes déposées par les collecteurs aux fins d'obtenir une réimposition étaient rapportées ; mais les juges ne pouvaient prendre aucune épice.

vais (1) Colbert recommande même à ses subordonnés de contrôler toutes les sentences de réimposition rendues par les Elus (2).

Après l'entrée en vigueur de la déclaration du 13 avril 1761 ce fut l'intendant qui opéra lui-même la répartition des rejets, en même temps que le département de la taille, au vu des sentences et des arrêts définitifs que ceux qui en avaient bénéficié lui signifiaient par une requête spéciale. Le montant des réimpositions ne pouvaient plus dépasser le cinquième du principal de la taille. Si les décisions judiciaires ordonnaient la réimposition de sommes excédant cette proportion, les réimpositions étaient faites dans l'ordre chronologique des significations de ces décisions, les frais étaient ajoutés au principal et réimposés chaque année proportionnellement aux sommes sur lesquelles ils étaient calculés. Il en était autrement toutefois des frais de poursuites criminelles qui étaient rejetés en bloc par un rôle particulier, à titre de peine, et supportés sans exception par tous les habitants au marc la livre de la cote de chacun d'eux.

Toutefois les articles 12 et 13 prévoyaient qu'il n'y a pas lieu de réimposer la condamnation aux dépens et aux dommages et intérêts mis à la charge d'une communauté à la suite d'une délibération :

1^o qui n'avait pas été autorisée par l'intendant (la réimposition se fait seulement au préjudice de ceux qui ont approuvé et signé la délibération) ;

2^o qui n'avait été ni autorisée par l'intendant ni signée et avouée par un nombre d'habitants portant au moins la moitié de la taille de la paroisse (en ce cas les habitants pouvaient opposer une fin de non-recevoir totale à la réimposition).

Ces dispositions furent reproduites par la déclaration de 1778 en ses articles 52 et 53, sauf que les habitants cessent de pouvoir opposer de fin de non-recevoir lorsque les délibérations à fin d'ester en justice ont été prises d'après les communications faites au général des habitants en exécution de ce règlement. Ceux qui obtenaient une sentence ou un arrêt ordonnant à leur profit une réimposition devaient représenter leur titre au procureur du roi en l'Election qui l'adressait au commissaire départi quinze jours avant la date fixée pour le département.

Toutefois, on remarquait encore que, même à cette date, les collecteurs ignoraient souvent la réforme accomplie en 1761 et, au lieu de

(1) « Pour soulager un village qui paye mal on charge de la dette un village qui paye bien. On ne rétablit pas le premier, on ruine le second, le peuple est désespéré entre la nécessité de payer pour éviter les exécutions et le danger de payer par crainte de surcharge. » *Encycl. méth. v^o taille*. Voir également Boislisle, t. I, n^o 102.

(2) Boislisle, t. I, n^o 141.

s'adresser directement aux intendants, allaient demander conseil à un procureur qui, en homme de loi soucieux de ses intérêts, les engageaient à se pourvoir immédiatement à l'Election. Aussi Turgot crût-il utile de recommander aux curés de sa généralité d'instruire leurs paroissiens de l'état de la législation sur ce point (1).

(1) Turgot, 5^e *lettre aux curés*, 14 janvier 1770 ; éd. Daire, t. I, p. 653.

CHAPITRE VII

REMISES ET MODÉRATIONS

On appelle demandes en remise ou en modération celles qui sont fondées sur des pertes ou des accidents survenus soit depuis les chevauchées des élus et des trésoriers, soit depuis la confection des rôles. Le demandeur ne se prétend pas victime d'une erreur de taxation, ne revendique pas la reconnaissance d'un droit d'exemption qu'il déclare méconnu ; il expose au contraire que les facultés retenues pour servir de base à la taxation ont depuis lors fortement diminué et que l'importance des dommages qu'il éprouve justifie un allègement correspondant de sa dette, sinon une exemption totale. C'est un acte de générosité qu'il attend du Roi, une « charité » disent les textes.

De son côté, le Roi consent à cette faveur parce qu'elle est équitable, aussi parce qu'il ne servirait à rien de la refuser. Comparant le contribuable malchanceux au débiteur civil, La Barre déclare : « Celui qui n'a rien n'est pas moins tenu d'acquitter ses dettes, mais la redevance du Roy est d'autre nature. Elle n'est pas pour tradition de chose équivalente, ainsi pour aide du seigneur et reconnaissance de supériorité plus de respect que autrement. Elle n'est donc obligatoire sinon en tant que les moyens y sont et le permettent. Ainsi dit-on communément : où il n'y a rien, le Roy perd son droit et qu'il ne décrète point » (1).

A l'origine, nul autre que le Roi ne peut accorder de remise sur les tailles selon l'article 14 de l'édit de mars 1600, les modérations, décharges et surséances ne s'obtenaient que par lettres patentes vérifiées. L'impôt, denier royal, ne pouvait être remis que par son royal créancier. Seul ce dernier est capable de consentir des abonnements à une ville, à un village, à une province en considération de leur situation particulière, ou de l'importance de la finance payée aux coffres de Sa Majesté. Il le fait par lettres en grande Chancellerie. L'affranchissement des tailles était aussi octroyé par acte officiel.

(1) La Barre, ch. V, p. 167.

Les Elus qui, à cette époque, collaboraient encore activement à la répartition de l'impôt n'avaient pas le droit en principe d'accorder à des particuliers des modérations (1). A plus forte raison, l'exonération ne peut-elle pas être consentie à un contribuable par les habitants de son village. C'est un principe formel : nul ne peut être exempté du payement de la taille par le simple consentement des habitants ni abonné par eux à certaines sommes pour toutes tailles au préjudice des autres (2), sans quoi les taillables ne seraient pas taxés selon leurs facultés respectives, et l'égalité de l'assiette se trouverait faussée, toute faveur accordée à l'un d'eux entraînant inéluctablement une surcharge pour les autres. Néanmoins malgré la rigueur de ce principe, les auteurs citent quelques cas d'abonnements qui avaient été tolérés et même homologués par un arrêt. M. Coué ne pouvant obtenir des habitants de Saint-Cyr-sur-Loire, le recouvrement des créances qu'il possédait contre eux leur proposa de les tenir pour quitte à condition que, s'il venait demeurer dans leur paroisse, il ne serait imposé le reste de ses jours qu'à 20 sols par an. Cette proposition fut écoutée dans une assemblée convoquée à cet effet et un acte fut rédigé et homologué en l'Election. Lorsqu'en 1685, l'intendant imposa d'office M. de Coué, celui-ci fit opposition au rôle en alléguant son abonnement. L'intendant n'en confirma pas moins la taxe. Sur appel de l'intéressé, les habitants furent assignés mais le demandeur obtint contre eux défaut faute de comparaître. Par un arrêt rendu au cours du mois de mars 1686, la Cour ordonna avant-faire-droit que de Coué conviendrait avec les habitants d'experts pour savoir ce qu'il devait porter de taille eu égard à ses biens et facultés. Le *Mémorial alphabétique* en conclut que « l'abonnement quoique homologué par sentence est inutile s'il « est confirmé par arrêt » (3). Divers abonnements de ce genre furent admis par la Cour des Aides de Paris notamment, en faveur d'un organiste de Coulommiers-en-Brie, du maître d'école de Saint-Denis-en-l'Hôtel. En effet, la Cour défendait les abonnements qu'autant qu'ils causaient un préjudice à ceux qui n'en bénéficiaient pas, il n'y avait donc pas lieu de les interdire si les habitants acceptaient de payer la taille d'un des leurs lorsqu'ils trouvaient dans les services que ce dernier leur rendait la compensation de la réduction d'impôt qu'ils lui consentaient.

En quels cas les remises ou modérations étaient-elles accordées ?

(1) La Barre, p. 46.

(2) Décl. 1614, art. 13 ; Décl. 1634, art. 35. Le règlement de 1643 condamne le privilège de certains hommes d'obtenir par leur crédit et autorité des consentements ou procurations des autorités pour obtenir des décharges.

(3) *Mém. alph.*, v° Abonnement.

Pour réparer les dégâts causés par des accidents ou des calamités, jamais pour alléger la surcharge d'imposition supportée par une communauté par rapport à une autre. Les désastres le plus souvent invoqués par les requérants étaient les différentes calamités agricoles qui en peu de temps anéantissaient les revenus d'une population essentiellement rurale : la grêle principalement et les inondations. Les incendies étaient également fréquents, d'autant plus qu'en raison des faibles moyens dont on disposait alors pour les combattre ils détruisaient rapidement des quartiers entiers.

Comment ces malheurs étaient-ils constatés et pouvaient-ils, une fois qu'ils étaient officiellement reconnus, entraîner un allègement d'impôt en faveur des victimes ? Les remises et les modérations étaient accordées :

1^o soit avant le département,

2^o soit après le département.

SECTION I. — *Modérations et Remises accordées avant le département.*

Nous avons vu que chaque année dans leurs chevauchées de printemps, les Elus et les Trésoriers de France comparaient les ressources des paroisses de leur ressort, leur richesse ou leur pauvreté, découvraient celles qui avaient souffert pendant les mois précédents et qui mériteraient pour cette raison de bénéficier au département d'un allègement sensible de leur imposition, allègement dont la charge serait supportée par les paroisses saines (1). Les contribuables épargnés venaient ainsi en aide aux sinistrés, c'est vraiment dans de telles circonstances qu'il était normal que le riche aide le pauvre. De la sorte, le département pouvait se faire avec quelque justice. Cette justice est néanmoins assez imparfaite, car après avoir lu dans La Barre que « pour les paroisses endommagées, on regarde d'abord l'étendue de la perte », on est quelque peu étonné d'apprendre que « si la perte est générale, on les cottise à même somme que les années précédentes ». La solidarité se trouvait donc abandonnée au moment où elle apparaîtrait le plus nécessaire. L'auteur en donne cette raison assez simpliste : « si mon voisin a brûlé sa maison je ne suis pas tenu de payer ses dettes » (2). On ne s'explique pas pourquoi je serais tenu de payer

(1) « Regardant principalement les paroisses qui sont nommées esdits procès-verbaux qui ont souffert les gens d'armes, les grêles, gelées, et autres inconvénients pour modérer le taux qu'elles aient accoustumé porter et la dite modération égailler sur celles qui n'auraient souffert telles misères. » Guidon général, V^e partie, p. 298.

(2) La Barre, p. 167.

les dettes de mon voisin si le feu n'a détruit qu'une aile de sa maison.

Les Elus ne pouvaient néanmoins, de leur propre chef, exempter des particuliers sans que leur ruine ait été constatée par le tribunal, sauf s'il s'agissait de malheureux dont l'impécuniosité était notoire : « pauvres personnes misérables, aveugles, manquets, estropiez et à condition que l'accepte la paroisse qui devra supporter leur taux » (1). Cas exceptionnel où l'exonération pouvait être concédée par une autre autorité que le Prince.

Lorsque la répartition se fit sous la haute direction des intendants, la réparation des dégâts subis depuis l'année précédente était assurée d'après les rapports circonstanciés que ces agents adressaient chaque année au gouvernement central sur l'état de leur généralité avant l'établissement du brevet général. Ces rapports établis d'après les résultats de leurs propres chevauchées (2) ou de celle des subdélégués, étaient généralement plus complets que ceux des élus et des trésoriers ; comme ces derniers, mais avec plus d'autorité les intendants signalaient les malheurs qui avaient affligé leurs circonscriptions et sollicitaient pour elles la plus large modération possible (3). La collection de leurs rapports forme un concert de plaintes et de lamentations.

« Je me trouve engagé de vous représenter, déclare d'Ormesson en 1694, que la misère augmente si fort en cette province (L'Auvergne) par le défaut de commerce, par les sommes extraordinaires qu'on a en tirées, celles qui sont imposées et dont le recouvrement se fait actuellement que chacun gémit et que ceux qui étaient un peu accommodés sont tombés dans un état si pauvre qu'après avoir vendu leurs bestiaux et leurs meubles ils sont réduits à découvrir leurs maisons pour faire argent des couvertures et des bois pour subsister (4). »

Très souvent la diminution accordée au brevet leur paraît insuffisante.

« J'ai reçu la lettre par ou vous me mandez que le Roi accorde 200.000 livres de diminution sur la taille, écrit Trudaine le 27 août 1709... Cette généralité [de Lyon] est dans un état affreux. Ainsi diminuez et diminuez beaucoup, plus que je ne vous le demande, si vous ne voulez pas absolument voir périr cette province. Je vous ai demandé 100.000 écus de diminution, je vous demande aujourd'hui 500.000 livres et je ne vous demande pas assez... Je suis outré de douleur de voir ce

(1) La Barre, p. 46.

(2) Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, III, p. 38.

(3) *Code municipal*, p. 102.

(4) Lettre au Contrôl. général Boislisle, *Corresp.*, t. I, n° 1520, voir également Boislisle, t. II, n° 837 ; Clément, *Lettres*, t. II, p. 137, 172, 208, 380.

que je vois tous les jours : l'humanité, je ne dis pas le christianisme, ne le peut pas supporter (1). »

Des plaidoyers aussi grandiloquents ne suffisent pas pour apitoyer le contrôleur central et le Roi. Il ne pouvait guère en être autrement, car « toutes les provinces se plaignant à peu près également et le Conseil ne pouvant connaître par lui-même à quel point leurs plaintes sont fondées, il les regarde à peu près du même œil et laisse les choses comme elles sont. Le témoignage même des intendants est suspect parce que désirant tous procurer du soulagement à la province qui leur est confiée, ils en plaident la cause avec une zèle égal. On résiste d'autant plus volontiers à leurs sollicitations que les besoins de l'Etat ne permettent guère de soulager une province sans répartir en augmentation sur les autres les diminutions qu'on lui accorde ». Ainsi malgré les efforts de son intendant, l'Auvergne n'obtint aucune modération en 1697. S'il se laissait convaincre, le contrôleur général faisait préparer un arrêt particulier accordant la diminution (2), mais il exigeait des précisions sur la situation effective des provinces et l'emploi qui sera fait de la modération. « Sa Majesté ne fera aucune diminution que sur la connaissance certaine que vous donnerez de l'état présent de votre département et sur le plan que vous enverrez pour la distribution par Elections à celles qui en auront le plus besoin tant par rapport aux pertes qu'elles ont souffertes que pour mettre les contribuables en état de payer ce qu'ils doivent de leurs cotes et impositions des années précédentes et de la courante (3). »

Lorsqu'il procédait à la répartition de la taille entre les Elections et les paroisses, l'intendant tenait compte d'abord des déclarations inscrites au greffe de l'Election en vue de translations de domicile, de rapports d'imposition ainsi que des sentences de décharge en réduction prononcées les années précédentes en faveur des contribuables taxés d'office. Il consultait également son subdélégué ou un élu pour s'enquérir de l'étendue des pertes qui lui étaient signalées. Il jouissait d'une grande liberté d'appréciation pour répartir « la réduction entre les élections où l'abondance est grande avec celles qui souffrent par la stérilité de leur récolte par des accidents ou autrement... vous ne devez pas hésiter, conseille le contrôleur général, à augmenter considérablement la taille de l'année précédente ou la diminuer sans vous arrêter au sol la livre (4) ». En fait, chacun procédait à sa manière.

(1) Boislisle, t. II, n^{os} 315 et 887.

(2) *Mém. intendants de la génér. de Paris*, p. 489. Par exemple pour 1726, ces diminutions montaient pour 420 généralités taillables à 2913 294 livres.

(3) Circulaire aux intendants 5 août 1710. Boislisle, III, p. 695.

(4) Circulaire aux intendants des généralités taillables, 13 sept. 1687. Boislisle, *op. cit.*, I, n^o 461.

Du Cluzel, intendant de 1766 à 1783 de la généralité de Tours, communiquait aux Elus les requêtes des communautés ou des particuliers qui demandaient des diminutions. Après le 1^{er} novembre, les Elus, les subdélégués et les receveurs des tailles se réunissaient avec lui pour déterminer ceux qui étaient en situation de participer aux secours, « c'est-à-dire non seulement ceux qui présentent des mémoires ou requêtes, mais encore de ces infortunés timides qui attendent que les bienfaits aillent les chercher, l'intention du souverain et la mienne étant que cette classe, la plus malheureuse, ne soit point oubliée » (1).

La communauté qui aurait été taxée sans qu'il fût tenu compte des causes légitimes de réductions aurait été vraisemblablement fondée à se plaindre par placet à l'intendant, mais aucun texte n'a précisé les formes et les conditions d'exercice d'un pareil recours.

SECTION II. — *Modérations et Remises accordées après le département.*

Pendant longtemps les accidents survenus depuis le département demeurèrent irréparables, les rôles exécutoires et payables par provision ne pouvant plus être modifiés après leur vérification. Il ne restait aux paroissiens malheureux que la ressource d'obtenir du Roi des lettres de remise. A cet effet, ils devaient faire constater les dégâts, présenter « par forme de plainte » requête aux Elus en leur demandant « à jour solennel accession de lieux, tirer d'iceux information et procès-verbal ». Les élus ne procédaient pas toujours à la vérification des pertes supportées par les requérants ; ils y dépêchaient la plupart du temps un expert. Dans les affaires sans grande importance, la constatation était faite par le Curé, le juge du lieu ou un notable dont la signature était légalisée par le lieutenant civil ou criminel du siège le plus voisin. Après quoi, les habitants adressaient une requête au Roi qui consultait anciennement la Chambre des Comptes, puis plus tard les Trésoriers généraux de France pour obtenir leur avis sur l'importance de la remise qu'il convenait d'accorder. Les décisions étaient prises par le Roi en son conseil. Elles accordaient selon les cas la remise totale ou partielle des restes à recouvrer des années antérieures ; la remise totale ou une réduction sensible de l'imposition qui serait perçue à l'avenir « cinq, six ou dix à douze ans à l'équipolent du dommage » (2). Tantôt la remise était définitive, tantôt elle n'était que conditionnelle ;

(1) Arch. chap. Indre-et-Loire, C. 84.

(2) La Barre, p. 46.

c'est-à-dire qu'elle demeurait subordonnée au règlement du solde des cotisations en souffrance (1).

Parfois était accordée en sus ou au lieu de la modération, la sur-séance pour le paiement des sommes restant dues (2).

De très nombreuses décisions étaient rendues en cette matière chaque année par le Conseil ; la plupart en faveur des communautés d'habitants ; on en rencontre aussi quelques-unes qui profitent à des particuliers, mais il s'agit de collecteurs ou de receveurs qui sollicitent la décharge de leur responsabilité pécuniaire susceptible d'être mise en jeu à la suite d'une perte ou d'un vol : la décharge profite d'ailleurs indirectement aux corps des habitants de la paroisse, car le bénéficiaire de l'arrêt s'abstenait de réclamer le rejet des sommes dégrevées (3).

Lorsque la décision était prise, les formalités n'étaient pas terminées ; pour jouir de la remise les bénéficiaires étaient obligés de se faire délivrer des lettres patentes, de les faire vérifier par « Nos seigneurs des comptes », le Trésorier de l'Epargne et les Trésoriers de France ; ils devaient en outre au prochain département produire en plus de ces pièces, la copie de la requête présentée au roi, l'avis des trésoriers généraux, et un certificat du receveur des tailles « comme on ne lui a rien payé » et « comme il n'a payé aucune chose audit receveur général » (4). « A défaut de l'un quelconque de ces documents, la partie était tenue en souffrance ». Les sommes remises ou modérées étaient rejetées sur les autres paroisses de la même élection.

Une telle procédure exigeait un temps très long et coûtait de grands frais de telle sorte que la plupart du temps les malheureux renonçaient à l'engager et préféraient abandonner un pays devenu stérile. Les habitants d'Ozor-sur-Loyre mirent deux ans à obtenir la remise qu'ils avaient sollicité en 1587 ; ceux de Manthès-sur-Cher dans le Berry n'eurent pas cette patience et « quittèrent tout, n'y pouvant plus ».

Les occasions de réclamations de la part des paroisses étaient nombreuses ; car la répartition était faite d'après les résultats des chevauchées des Elus et des trésoriers de France, chevauchées qui avaient lieu

(1) Noël Valois, *Inventaire des arrêts du Conseil d'Etat sous le règne d'Henri IV* : exemples de remises définitives : 14 janv. 1593 n° 85 (Clair., 654, p. 256) ; 4 fév. 1593, n° 169 (Clair., 654, p. 337) ; 15 mars 1593 n° 263 (Clair., 654, p. 451) ; 31 mars 1593 (Clair., 654, p. 491) ; 3 mars 1594 n° 525. Exemples de remises conditionnelles : 4 janvier 1593 n° 39 (Clair., 654, p. 219) ; 7 janv. 1593 n° 44 (Clair., 654, p. 221).

(2) Noël Valois, *op. cit.*, 23 janv. 1593, n° 113 (Clair., 654, p. 284) ; 11 fév. 1593 n° 191 (Clair., 654, p. 358).

(3) Noël Valois, *op. cit.*, 3 fév. 1593 (Clair., 654, p. 326) ; 27 mars 1593 (Clair., 654, p. 475) ; 15-18 avril 1594, n° 637. Ms Fr. 18159 F° 104 r° ; 27 oct. 1594, n° 1587 Ms Fr. 18159 f° 387 v°.

(4) Noël Valois, *op. cit.*, 14 juin 1594, n° 950. Hennequin, *Guidon, général des Financiers*, II^e partie, p. 130 ; La Barre, *op. cit.*, p. 168.

au printemps pour la taille qui serait levée à partir du mois d'octobre suivant ; entre ces deux périodes de l'année, fréquentes étaient les intempéries qui anéantissaient les espoirs de récolte, et ruinaient une paroisse dont la moisson s'annonçait quelques semaines auparavant des plus prospères. (1)

Il semble d'ailleurs que pour faciliter l'octroi des remises on ait toléré que les Elus et les Trésoriers de France accordent directement la remise lors du département postérieur aux accidents sur le simple procès-verbal établi par les premiers.

En ce qui concerne les remises pour calamités survenues postérieurement à l'assiette, on put grâce à l'institution du moins imposé abandonner la procédure lourde admise jusqu'au début du ^{xvii}e siècle.

Le moins imposé est justement la remise ou la modération que le Roi accorde chaque année sur le montant des tailles « pour raison de malheurs particuliers qui mettent des contribuables hors d'état de payer tout ce à quoi ils sont taxés ».

La commission expédiée chaque année dans chaque généralité portait que « quoique le brevet de la taille monte à la somme de... néanmoins il ne sera imposé que la somme de... » la différence entre ces deux sommes constituait le moins imposé. C'est sur ce fonds spécial qu'étaient imputées les diminutions.

A partir de ce moment ce fut l'intendant qui la plupart du temps examina les demandes en remises et modérations. Il commettait généralement un subdélégué ou un élu pour connaître de l'étendue des désastres ; parfois il exigeait que le montant des pertes soit apprécié par les habitants en une assemblée générale, et consigné sur un certificat signé des collecteurs et des habitants qui l'affirmaient sincère et véritable (2). L'appréciation des dommages devait être faite avec le plus grand soin. Colbert conseille à l'intendant de Normandie de faire un rôle distinct de toutes les maisons qui ont été brûlées et d'inscrire le nom des particuliers avec leur cote de taille en distinguant ceux qui simples manufacturiers n'ont que leurs bras, les marchands et bourgeois qui n'avaient que leur trafic ou leurs maisons et ceux qui avaient des terres dans l'étendue du terroir « la raison que j'ai de toutes ces distinctions est que, à l'égard de ceux qui ont du bien en fonds de terre dans l'étendue du terroir, il faut sans difficulté qu'ils payent la taille à proportion

(1) La Barre, *op. cit.*, p. 168. « Pour le plus court, les Esluez suivant le dû de leurs charges, doivent diligemment informer de tels accidents qu'ils arrivent et dresser leurs procès-verbaux qu'ils enverront à Messieurs les Trésoriers de leur généralité : à ce que dressans leurs Etats et départements ils y aient égard en conscience pour donner de la dête diminution, laquelle sera par lesdits Elus appliquer à la décharge des ruinés et perdans. »

(2) Thomas, *Elect. de Guéret*, p. 187.

de leurs biens parce qu'il faut qu'ils soient toujours cultivés et qu'ils payent au Roi leur part d'imposition. Au contraire, les simples manufacturiers qui n'ont que leurs bras payent peu de taille et ne peuvent pas avoir perdu beaucoup de chose ; comme ils ne demeureront pas dans ce bourg s'il n'y a des maisons pour les loger, ou ils s'en iront dans les lieux circonvoisins et y payeront la taille, ou ils se mettront dans ce même bourg à mesure qu'il sera rebâti et y profiteront du soulagement qu'on lui donnerait tous les ans sur les impositions. A l'égard des marchands et des bourgeois qui n'avaient que ce trafic où les maisons qui ont été brûlées on pourrait les décharger des tailles pendant quatre ou cinq ans à condition de rebâtir leurs maisons de bons matériaux et de les couvrir de tuiles et, outre cette décharge, ils profiteront encore du soulagement qui serait donné à ce bourg pendant les quatre, cinq ou six années suivantes » (1).

Les enquêtes ne devaient pas être menées avec trop de précipitation, surtout s'il s'agissait de reconnaître les dégâts causés par la grêle. « Vous devez observer que le bruit que l'on fait de ces grêles est toujours beaucoup plus grand que l'effet. Il faut attendre trois semaines ou un mois pour reconnaître la ruine que les grêles ont causée parce que presque toujours le mal paraît plus grand d'abord mais lorsque les fruits grossissent et que la seconde sève pousse, cela répare le mal dans la plus grande partie » (2).

Le moins imposé était réparti par l'intendant entre les Elections et les paroisses en considération des malheurs reconnus éprouvés par elles ; la répartition entre les habitants d'une même paroisse était assurée par les collecteurs. D'ailleurs les taxes étant perçues par provision le montant de la remise ou la modération n'était pas matériellement distribué ; pour éviter des déplacements de numéraire, la cote du taillable était simplement dégrevée l'année suivante d'une somme équivalente.

Si tous les habitants avaient essuyé les mêmes accidents l'ordonnance de l'intendant était expédiée pour la paroisse et le montant en était réparti au marc la livre de la taille de chacun d'eux. Si seulement un petit nombre d'entre eux avait souffert l'ordonnance était rendue à leur profit exclusif et les collecteurs étaient tenus de recevoir les ordonnances ou atténuation de la dette de leurs bénéficiaires. Ces ordonnances étaient également prises pour comptant par le receveur des tailles moyennant quittance aux collecteurs ou aux particuliers qui en indiquaient la mention au bas de la page de la délivrance desdites quit-

(1) Lettre 10 juillet 1682. Clément, t. IV, p. 122.

(2) Lettre à l'intendant d'Orléans, 18 juin 1682.

tances. Les receveurs comprenaient à leur tour ces ordonnances dans leurs versements aux receveurs généraux.

Logiquement, les communautés dévastées étaient déchargées au détriment d'autres dont le sort n'était pas aussi défavorable. La remise ne devant rien coûter à l'Etat c'est bien ainsi que Colbert l'entendait. En 1676 à la suite des incendies et des orages de grêles qui dévastèrent Bolbec et Buchy près de Rouen, les élections voisines qui n'avaient pas souffert les mêmes maux portèrent la charge des communes sinistrées (1). Toutefois par mesure de pitié pour les paroisses dont le sort se trouvait rendu pire par suite d'événements imprévus, la déclaration de 1761 stipula que les remises et les modérations ne pourraient pas être réimposées sur les habitants sans leur consentement.

Après la promulgation de la déclaration du 7 février 1768, l'intendant assura la répartition du moins imposé non seulement entre les paroisses après la clôture du département mais encore entre les particuliers, après la vérification des rôles. Les diminutions portaient uniquement sur les sommes imposées en exécution du 2^e brevet de la taille. Cet arrangement nouveau avait pour objet de mettre le commissaire départi à même de rendre une justice plus exacte aux paroisses en cas d'éprouver des accidents ou des calamités après les départements alors que suivant les errements précédemment observés il ne pouvait plus être apporté de soulagement avant l'année suivante. En outre on pensait que pressés de connaître la remise qui leur serait accordée, les taillables et les collecteurs se prêteraient avec plus de facilité aux déclarations exigées d'eux au moment de la confection des rôles. En faisant porter la diminution sur le deuxième brevet, celui des accessoires de la taille, on arriverait à rendre le premier, celui de la taille elle-même, fixe. Le principe du rejet serait ainsi définitivement abandonné.

La Cour des Aides de Paris contesta l'utilité de cette réforme (2) dans ses remontrances du 9 juillet. Elle estimait le secours à l'intendant inutile, les confecteurs ordinaires des rôles étant aussi bien capables de rendre justice à ceux à qui la diminution était due. « Leur premier devoir était de ménager celui qui avait souffert de pertes. Leur intérêt s'y trouvait aussi, car l'intérêt du collecteur est toujours que le contribuable soit solvable. Aujourd'hui c'est le commissaire départi qui applique immédiatement la diminution à celui à qui il la croit due ; opération d'autant plus susceptible d'injustice qu'elle ne sera faite ni par le commissaire ni par le subdélégué, mais par des administrateurs du dernier ordre et ce sera vraisemblablement les commissaires aux

(1) Lettre 14 août 1676. Clément, *op. cit.*, IV, 120.

(2) Auger, *Mém. pour...* Remontrances du 9 juillet 1768.

rôles ». Elle voit dans cette nouvelle décision une manœuvre destinée à supprimer le recours judiciaire dont disposait le contribuable contre les rôles faits par commissaires ou par l'intendant et à permettre au contraire à la fantaisie de ce dernier de se donner libre cours. Le commissaire départi peut imposer telle somme qu'il veut sur la paroisse par son autorité absolue au département. Il en imposera une plus forte parce qu'on croit que la paroisse peut payer et que ce qu'on veut qu'elle paye, en se réservant de la réduire au juste taux par les diminutions. En conséquence le particulier qui voudra une diminution devra fatalement s'adresser au commissaire départi : s'il s'adressait à l'Election, il ne pourrait jamais obtenir justice entière parce que le jugement qu'il obtiendrait ne pourrait réduire sa taxe que d'après le taux apparent de la taille de la paroisse. Il faudrait pour obtenir pleine satisfaction qu'il se pourvût à nouveau devant le commissaire départi qui ne manquerait pas de lui tenir rigueur d'avoir recouru d'abord à une autre autorité que la sienne ».

Le particulier aura donc avantage à se pourvoir directement devant le commissaire départi pour lui demander ou une modération ou une décharge. « Si le commissaire départi croit la lui devoir accorder, ce n'est pas sous le nom de décharge ou de modération, ce sera sous celui de diminution prise sur la diminution totale de la paroisse et cela produira absolument le même effet, car suivant la forme actuelle, un contribuable qui se pourvoit contre sa cote, plaide contre la communauté, et s'il réussit, la somme dont il est déchargé est réimposée sur le général des habitants ; il en sera de même puisque la diminution qu'on lui donnera pour sa décharge sera prise sur la diminution destinée au général des habitants. »

Mais si le résultat est le même, le moyen d'y parvenir ne l'est pas. Si l'intendant juge et décide, c'est au préjudice des tribunaux ; il attire à lui la connaissance de tout ce qui appartenait à la justice réglée. « Voilà comme on prétend éteindre les procès. On assurera à Votre Majesté qu'il n'y a plus de contestation parce qu'il s'appelle demande en surtaux ou en radiation s'appelle demande en diminution ».

La Cour voit d'autres inconvénients à la réforme. D'abord le surcroît d'autorité donné de la sorte aux intendants et à leurs délégués. Ensuite l'injustice qu'il y a à ne faire porter la diminution que sur le second brevet, surtout dans le cas où une paroisse aurait perdu la totalité de sa récolte sous la grêle. Enfin la conservation du rôle ne sera plus assuré ; car si ce document n'est plus comme autrefois déposé au greffe de l'Election, la répartition ne pourra plus être vérifiée légalement ni par les juges ni par les contribuables et une fois que les col-

lecteurs seront mis en possession du rôle, ils pourront impunément le falsifier ou le perdre.

La Cour propose comme solution que des représentants des habitants désignés librement parmi les propriétaires du lieu soient adjoints au commissaire pour assister à la répartition.

La Cour prit même le 13 juillet 1768 un arrêt ordonnant que chaque élection de son ressort enverrait chaque année à son greffe un état certifié conforme contenant la somme totale des impositions à répartir sur les paroisses, ainsi que le montant de toutes les diminutions accordées et s'il était établi d'autres impositions ou alloué d'autres diminutions que celles qui étaient prévues, les Elus en donneraient aussitôt avis à la Cour.

Le Roi refusa d'accepter ces remontrances et maintint la séparation entre la juridiction gracieuse et la juridiction contentieuse. « A l'égard de la distribution de la diminution que je veux bien accorder, ma Cour des Aides n'ignore point que cette question ne la concerne en aucune façon. En vain elle voudrait transformer en acte de justice ce qui est l'effet de ma bonté. Ces réparations sont ordonnées tous les ans par des arrêts que je rends en mon conseil et mon désir qu'elles soient répandues en effet sur les paroisses et sur ceux qui ont souffert de l'intempérie ou d'accidents malheureux sera toujours la règle ». Et l'arrêt du 13 juillet fut cassé par les lettres-patentes du 14 août.

Selon la déclaration du 27 décembre 1782, la répartition du moins imposé dans chaque généralité continua à être faite par l'intendant, et fut homologué par un arrêt du Conseil dont une expédition était rapportée par chacun des receveurs généraux au jugement de son compte avec les certificats de *non soluto* signés de deux Elus. Ces certificats constataient que chaque communauté avait réellement bénéficié de la réduction octroyée.

* * *

Ces diminutions étaient accordées avec parcimonie. Si l'on examine ce qui se passa en Limousin sous l'intendance de Turgot, on voit que les revendications de l'intendant ne furent jamais satisfaites. En 1762, le Roi avait accordé par un arrêt postérieur à la commission des tailles une diminution de 190.000 livres. En 1763, le commissaire demanda en plus de cette réduction une nouvelle diminution de 200.000 livres et les années suivantes bien davantage. C'est ainsi qu'en 1770 il réclame 500.000 livres, il obtint 250.000 plus un supplément de 200.000 livres. En 1771, au lieu de 900.000, il reçut 280.000 livres. En 1772, il obtint 270.000 livres sur 700.000. En 1773, « devant les besoins sans bornes »

il renonce à fixer un chiffre, on lui accorda 270.000 livres. En 1774, il sollicite à nouveau 700.000 livres, il en eut 150.000.

Les réclamations des intendants avaient de tout temps lassé le gouvernement qui se refusait à se laisser entraîner dans une voie trop généreuse où il n'aurait pu s'arrêter ; comme le disait déjà Colbert à Herbigny : « le Roi donne de trop grands soulagements à ses peuples pour croire que les grands ravages dont vous me parlez puissent les mettre en état de ne pouvoir les supporter » (1).

L'administration centrale n'aimait pas accorder des remises postérieurement à la confection des rôles. Elle préférait autant que possible être avisée des accidents susceptibles de justifier une remise avant l'expédition du brevet. Elle était ainsi mieux en mesure de tenir compte de l'état des provinces malheureuses et de faire supporter par celles qui étaient plus florissantes la part que les premières se révélaient incapables de porter. « S'il y a des paroisses qui aient été affligées par des grêles et des accidents particuliers, vous pouvez m'en donner des avis circonstanciés et envoyer les procès-verbaux sur lesquels le Roi ordonnera ses charités dont Sa Majesté estime que le secours est bien plus effectif que celui des arrêts de diminution sur les tailles hors certains cas où cette diminution est toujours nécessaire (2). »

Il est en effet des cas, au grand désappointement du gouvernement, des remises massives se révélaient nécessaires. La taille ne se recouvrait pratiquement jamais dans l'année d'imposition ; mais dans un délai de quatorze mois au moins, de telle sorte que les cotisations de l'année nouvelle s'ajoutait à l'arriéré de l'année antérieure. Les retardataires se trouvaient en butte aux poursuites simultanées des collecteurs successifs qui avaient été contraints de faire l'avance de leurs cotes. A la suite des périodes de trouble, où le recouvrement se trouvait particulièrement ralenti, le royaume finissait par se trouver débiteur d'un passif considérable dont le report d'un exercice sur l'autre nuisait à la perception de la nouvelle assiette.

Le seul moyen d'apurer cette situation était d'accorder la remise des restes à recouvrer. Le « coup d'éponge » était malheureusement favorable aux mauvais contribuables dont la passivité trouvait une récompense imméritée au détriment des contribuables ponctuels qui s'étaient régulièrement libérés aux échéances prescrites. Aussi cette remise n'était généralement accordée que dans les cas extrêmes lorsqu'il apparaissait réellement que le règlement des cotes en souffrance ne pourrait être poursuivi sans consommer la ruine définitive des con-

(1) Lettre à Herbigny, intendant de Grenoble. Clément, *op. cit.*, t. II, n° 131.

(2) Circul. aux intendants des généralités taillables, 13 sept. 1687. Boislisle, *Corresp.* t. II, n° 461.

tribuables. D'ailleurs pour éviter que la décision ne tire à conséquence, on prenait prétexte pour la prendre d'un événement heureux, tel que l'avènement d'un prince ou la naissance d'un dauphin, cas dans lesquels l'allégresse qui s'emparait du cœur des contribuables consciencieux ne leur laissait pas le loisir de regretter leur funeste empressement à remplir leur devoir fiscal.

Louis XIV avait pensé, à la fin de 1657, à accorder à ses sujets la remise des restes de taille, mais lorsqu'il lui fut présenté « que rien n'avait été trouvé jusqu'alors si préjudiciable au recouvrement de ses deniers que ces sortes de remises, parce que les peuples qui payaient régulièrement et soigneusement n'en profitaient point (il n'y avait que les malintentionnés, et qui ne payaient que par la force, qui, non seulement se confirmaient dans leur opiniastreté, mais mesme attireraient les autres par l'avantage qu'ils y recevaient). Sa Majesté se résolut d'attendre quelque grande occasion qui fut de telle qualité qu'elle ne put tirer à conséquence pour faire cette remise » (1). Cette occasion se présenta l'année suivante lors de la naissance du Dauphin.

Des modérations furent accordées assez souvent même à partir du *xvii^e* siècle. Par l'édit de mars 1600, Henri IV accorde à ses sujets ruinés par les guerres de religion la remise des tailles et accessoires des deux années 1596 et 1597, soit environ 20.000.000 livres à condition de payer leurs cotes des années 1598 et 1599 sous peine d'être déchus de cette grâce.

Une ordonnance de 1611 fit remise des tailles antérieures à 1603, et l'édit du 16 avril 1634 du quartier d'avril à juin de cette année-là du principal de la taille et des crues extraordinaires.

Un édit du 16 juillet 1648 prononce la remise des restes des années antérieures à 1647, et un autre édit du 31 du même mois accorde une nouvelle remise d'un quart sur les tailles ; c'est la Fronde et la Régente cède à la pression du peuple et du Parlement. La victoire des révoltés est complète le 24 octobre suivant, date à laquelle un nouvel édit généreux diminue d'un cinquième le montant des tailles de l'année en cours et de l'année suivante.

A son entrée en fonctions en 1656, Colbert exonéra les peuples des restes à recouvrer datant de 1647 à 1656.

En 1658 : remise est accordée pour fêter la naissance du Dauphin.

En 1660 : remise de 20.000.000 livres sur les restes des tailles et autres impositions de l'année 1647 et suivantes jusques y compris 1656 et sursis pour le montant du solde.

En 1663 : remise d'un million sur les tailles de cette année.

(1) Clément, *op. cit.*, t. II, p. 47 et 48. Mémoires sur les affaires des finances de France pour servir à l'Histoire.

En 1678 : remise de 6.000.000 livres prononcée par un arrêt du Conseil du 7 juin.

Par arrêt du 21 décembre 1719, le Roi remet à ses sujets les restes des tailles et des autres impositions restant dues des années antérieures. Mais un arrêt du 20 février 1720 retira le bénéfice de cette grâce à ceux qui n'auraient pas payé avant le 1^{er} juillet 1720 leur cote de l'année 1719, etc.

Toutefois, les remises ne concernaient que les sommes dues au Trésor Royal. Elles n'étaient pas opposables aux collecteurs qui avaient fait des avances à la caisse du receveur des tailles et qui étaient en droit d'en poursuivre le recouvrement à l'encontre des habitants. Ainsi en décida un arrêt du 22 mai 1722 entre un sieur Lainé de la paroisse d'Espargin et le collecteur de cette localité qui avait avancé le montant de sa cote et auquel on opposait l'arrêt du Conseil de 1719.

TITRE II

Rôles faits d'office et taxes d'office. Taille tarifée ou proportionnelle.

CHAPITRE I

CONTENTIEUX DES ROLES FAITS D'OFFICE ET DES TAXES D'OFFICE

L'assiette faite par les collecteurs donnait lieu à de multiples abus. S'ils étaient illettrés, ils se laissaient tromper par les scribes auxquels ils abandonnaient le travail de confection des rôles. S'ils étaient mal-honnêtes ou timides, ils cédaient obséquieusement à la pression des coqs de village et leur accordaient moyennant quelque pourboire des réductions dont le coût retombait sur l'ensemble des assujettis ; enfin leur paresse les conduisait parfois à ajourner purement et simplement la rédaction des rôles.

SECTION I. — Rôles faits par commissaires ou rôles faits d'office.

Pour suppléer aux collecteurs défaillants ou sans scrupule, ou pour diriger le travail de ceux dont les connaissances juridiques et fiscales étaient bornées, on faisait appel à des commissaires spéciaux. « C'est l'unique moyen de prévenir l'injustice, déclare l'intendant de Mongeron et d'empêcher les procès que certains font aux collecteurs qui ont assez de fermeté pour augmenter leur taux sous prétexte des abus qu'ils prétendent que ces derniers commettent dans la confection des rôles. (1) »

(1) Boislisle, *Corresp.*, t. III, p. 63, n° 198, lettre de l'intendant de Limoges au contrôleur général. Il avait été enjoint en 1634 aux collecteurs de se rendre au siège de l'Election pour y faire le rôle en présence de l'Elu qui avait fait la chevauchée. Mais il apparut assez rapidement que les Elus avaient trop d'intérêts dans leur circonscription pour demeurer impartiaux, et l'on abandonna cette procédure inutile dès l'année suivante.

La surveillance de l'administration provinciale avait de tout temps été confiée à des agents qui munis d'une commission temporaire, allaient tenir des assises dans les villes et les villages, recevaient les plaintes des habitants, extirpaient les abus qui leur étaient signalés, et punissaient les coupables. Certains d'entre eux reçurent la mission plus spéciale de surveiller l'assiette de l'impôt ; ce furent les « commissaires départis dans la réformation et réglement des tailles ». L'édit du mois de mars 1583 leur permit de juger au civil et au criminel et de faire exécuter leurs sentences par provision « nonobstant opposition et appellation quelconque tant en matière d'exemption, de fausse attribution de noblesse que de réglement général des paroisses. » Par contre alors que le roi avait jusque-là réservé au Conseil d'Etat, l'appel des décisions des commissaires, il dessaisissait cette haute juridiction au profit des Cours des Aides qui statuaient en dernier ressort, tout au moins dans les causes civiles, après s'être assuré que « notre main soit suffisamment garnie par les appelans de la somme à laquelle ils auront été condamnés et ce par quittance du receveur », c'est-à-dire après avoir vérifié que les demandeurs en appel avaient bien payé par provision le montant de la cotisation contestée.

L'article 40 de l'édit de mars 1600 réaffirme la compétence des Cours, ce qui tendrait à prouver que nonobstant le texte royal intervenu dix-sept ans plus tôt, le conseil du roi avait continué à évoquer ces sortes d'affaires. Il étend même cette compétence aux causes criminelles concernant la noblesse. Toutefois malgré les plaintes violentes, mais généralement mal fondées des contribuables, la juridiction en premier ressort des commissaires est consolidée : « afin que ce qui a été fait et ordonné par eux soit gardé » les rôles qu'ils ont établis ne pouvaient être l'objet d'une instance en surtaxes pendant l'année de l'imposition, mais seulement les années suivantes, s'il est jugé raisonnable de le faire après avoir appelé et ouï ceux qui y ont intérêt. L'appel est impossible dans les cas criminels où ils ont reçu pouvoir de juger souverainement. Les Cours des Aides ne pouvaient même pas modifier les règlements qu'ils ont faits, s'ils ne sont pas contraires aux textes royaux et si elles trouvent qu'il faille y apporter quelque changement obligation leur était faite d'en donner avis à sa Majesté avant d'y pourvoir (1).

Les intendants héritèrent — les attributions de ces hommes de confiance du souverain — ils portaient d'ailleurs un titre très voisin de celui de leurs prédécesseurs puisqu'ils se nommaient « commissaires de police, justice et finances ». Mais leur mission fut stable, il leur appar-

(1) Art. 39.

tenait de veiller à la juste répartition de l'impôt dans leur généralité, de contrôler les opérations de l'assiette et de mettre fin aux abus. Ils exerçaient leurs fonctions soit par eux-mêmes, soit par leurs subdélégués, soit encore par des particuliers de leur choix ; les uns et les autres effectuaient exactement les mêmes opérations que les anciens commissaires. L'existence des commissaires fut consacrée par l'édit d'août 1715 qui supprimait et révoquait tous les annoblissements par lettres et les privilèges de noblesse accordés depuis 1689 ainsi que les privilèges accordés aux officiers dont la finance était inférieure à 10.000 livres. Pour prévenir les brigues et les cabales que l'exécution de cet édit ne manquerait pas de faire naître, les intendants furent autorisés à faire procéder en leur présence ou en celle des officiers des Elections ou d'autres particuliers qu'ils pourraient commettre à cet effet à la confection des rôles des tailles dans les bourgs, villes et paroisses taillables (art. 20 (1)).

Ces commissaires n'avaient pas à participer à la confection matérielle des rôles ; leur tâche se bornait à guider les collecteurs sans entraver leur liberté d'appréciation. Sous peine de devenir personnellement garanti des abus qu'ils auraient commis ou fait commettre ; hypothèse assez peu vraisemblable puisque leur désignation avait justement pour but d'empêcher les abus des collecteurs. Par contre il eût paru délicat de les rendre par définition responsables de toutes les erreurs commises dans l'assiette, puisqu'ils n'agissaient qu'en qualité de conseillers, et que le rôle n'était pas fait en leur âme et conscience.

C'est aux intendants que l'article 22 de l'édit donne pouvoir d'examiner les contestations qui pourraient naître à l'occasion de la rédaction ou de l'exécution des rôles faits par commissaires — qu'il s'agisse de demandes en radiation ou en réduction. Défense était faite aux Elections et aux Cours des Aides de connaître directement ou indirectement de ces procès, et aux particuliers de s'adresser à ces juridictions sous peine de nullité et de cassation de la sentence qui interviendrait. La compétence des intendants n'avait été prévue que pour un délai de deux ans, mais elle fut prorogée d'année en année à partir de 1717, d'abord par des arrêts de Conseil puis par de simples lettres patentes, enfin même seulement par les commissions annuelles fixant la contribution de chaque Election.

Les Cours des Aides supportaient mal la concurrence qui leur était faite par les intendants et s'efforcèrent de ruiner la réputation de ces agents et des commissaires, leurs délégués dans l'intention de leur faire perdre tout crédit dans l'esprit du souverain.

(1) D'habitude les commissaires choisis étaient soit des particuliers instruits, soit le subdélégué, soit même un élu de la généralité.

L'une des principales manifestations du courroux des assemblées fut la communication faite en 1760 au Chancelier d'un mémoire concernant les évocations et les commissions extraordinaires dans lequel la Cour des Aides de Paris demandait qu'on rendit aux sujets du Roi « leurs juges naturels, seuls dépositaires des lois du Royaume (1). »

Elle estimait les attributions conférées aux commissaires illégales et leur action nuisible. « Bien que le motif de l'édit de 1715 ait cessé, et que les deux années soient expirées, les commissaires continuent à établir des rôles d'office sans qu'on sache quel est le pouvoir sur lequel ils se fondent pour les continuer. » D'ailleurs les plaintes qui lui sont adressées prouvent suffisamment les abus qui règnent souvent dans la confection des rôles. Considérant des lors « une pareille imposition comme une concussion puisqu'aucune loi ou aucun édit ne permettent de la faire » elle menace d'exercer des poursuites contre les commissaires « suivant les ordonnances qui enjoignent de poursuivre toutes personnes qui n'étant pas collecteurs se mêlent à la répartition de la taille ».

Au surplus les pouvoirs judiciaires des intendants sont à son avis sans fondement et la procédure employée ne donne aucune satisfaction aux justiciables, elle provoque au contraire des conflits de juridictions inévitables : « la manière dont on juge les oppositions faites à ces rôles n'en est pas moins irrégulière. Les parties qui ignorent et doivent ignorer ce pouvoir des commissaires départis se pourvoient d'abord devant les officiers des Elections. La Cour doit croire que les officiers ont des ordres positifs de ne point connaître de ces affaires puisqu'ils se dépouillent eux-mêmes et renvoient devant les commissaires départis. Les premiers frais sont perdus. » Contrairement donc à ce que l'on pense cette procédure n'est ni économique ni pratique ; par surcroît elle ne permet pas la libre défense des redevables. « Cette manière de juger paraît plus abrégée et moins ruineuse ; mais sans entrer dans la discussion de savoir si les frais ne sont pas aussi considérables et si les ordonnances et jugements sur l'appel que l'on en peut faire au Conseil ne sont pas aussi longs à obtenir (ce qui ne serait peut-être pas difficile à prouver) cette brièveté prétendue est-elle un motif suffisant pour anéantir les lois sans aucunes formalités et pour admettre une pareille forme de juger les citoyens. Ne traîne-t-elle pas avec elle les plus grands inconvénients ? N'est-ce pas rendre le commissaire du rôle maître de la fortune des particuliers ? Le commissaire départi, dira-t-on, est animé des principes de la justice, il peut réformer la cote. Mais en suivant cette manière de procéder, est-il bien sûr de rendre cette

(1) Auger, *Mém. pour...*, p. 25. Le mémoire a été rédigé au mois de juin 1760.

justice ? Les occupations qui sont bien plus importantes et qui demanderaient tous les instants de sa vie pour s'en acquitter dignement ne lui permettent pas de se livrer à la discussion d'un procès et il est obligé de s'en rapporter à un commissaire qui n'est jamais contredit. »

Si d'un côté, les formalités établies dans les tribunaux de justice entraînent quelque retard dans la décision, de l'autre elles mettent les citoyens en état de défendre leurs intérêts et les juges de les décider en connaissance de cause. » Les cours sont les seules dispensatrices de la justice ; elles seules peuvent assurer l'obéissance aux lois et maintenir une jurisprudence uniforme. « En effet, s'il est vrai que les lois sont nécessaires à toute société, s'il est vrai qu'elles seules peuvent la rendre durable et entretenir les liens qui l'unissent, il n'est pas moins certain que l'esprit des lois doit être conservé et la jurisprudence qui en est la suite doit être sûre et constante. Or comment pouvoir se flatter d'admettre une jurisprudence certaine et uniforme lorsque l'exécution des lois sera confiée séparément à une multitude de personnes indépendantes les unes des autres ? »

« Quelque esprit qu'anime ces interprètes des loix, il est impossible que tous aient les mêmes idées et que chacun de ces juges séparés ne soit attaché à ses opinions. Dès lors, on verra dans les parties qui leur seront confiées autant de jurisprudences différentes et ces jurisprudences varieront à chaque changement de ses juges. »

La Cour conclut que « le seul moyen de conserver l'esprit des loix et d'en rendre uniforme la jurisprudence est d'en confier l'exécution en un seul corps destiné par état à les étudier et à les approfondir. Le corps est dépositaire des loix. Les différentes idées des membres se réunissent toujours à une seule et ils se font des principes immuables. La jeunesse qui y entre y prend le même esprit et c'est ainsi que les lois se conservent et que la jurisprudence en est certaine ». La Cour s'estimait en secret faite pour remplir ce rôle supérieur.

Ce long plaidoyer *pro domo* était-il justifié ? L'auteur indigné du mémoire n'exagérait-il pas lorsqu'il écrivait « nous sommes obligés de le dire avec douleur, il n'est plus question de règle dans l'imposition de la taille ».

Les intendants savaient trop par expérience ce qu'on pouvait attendre des collecteurs pour renoncer au concours des commissaires qu'il était assez facile de choisir parmi des personnes mieux disposées et plus instruites que les laboureurs ignorants qu'on arrachaient de force à leurs charrues. Par contre la Cour louait avec trop de zèle la justesse de ses décisions. Elle montrera par la suite trop de parti-pris en matière politique ou administrative pour qu'on puisse croire à son impartialité en matière fiscale.

Aucune suite ne fut donnée au mémoire sur les évocations ; tout au moins immédiatement, car la Cour obtint gain de cause quelques mois plus tard. La déclaration du 13 avril 1761, en ses articles 4 et 9 indiquait dans quelles conditions les rôles seraient faits par des commissaires et de quelle manière les contestations seraient jugées. Les syndics et les officiers des villes ainsi que les collecteurs des villes, des bourgs et des paroisses taillables devaient se rendre devant le commissaire au jour de sa visite et assister sous sa direction aux travaux de l'assiette. En cas de contestation, l'instance était dirigée non plus contre la décision du commissaire qui simple assistant, n'était pas considéré comme responsable de l'assiette, mais contre la communauté entière, comme auteur des rôles. Cette solution pouvait paraître plus logique que la précédente puisque en théorie et en pratique les rôles continuaient par être faits par les délégués de la paroisse, le commissaire n'intervenant que comme conseiller. Mais cet argument conforme au principe de la taille n'ayant pas été avancé par la Cour. L'instance s'engageait à l'Election sans ministère de procureur, par le dépôt d'un mémoire sur papier simple signé par l'opposant (1) et remis par lui au président ou à défaut au plus ancien officier qui le transmettait après avoir parafé les différentes pages, au procureur chargé de la défense des intérêts de la paroisse. Ce mémoire était communiqué au commissaire qui donnait son avis ou déclarait s'abstenir d'en donner et renvoyait le document au greffe dans un délai de huit jours. L'affaire était jugée sans frais. Il était fait minute sur papier simple de la sentence et l'expédition de celle-ci sera mise au bas du mémoire présenté par le taillable : coût 15 sols attribués au greffier. En vertu des dispositions de la déclaration du 20 mai 1759, la sentence était affranchie des droits de sceau et des autres droits du Roi.

L'appel était porté à la Cour des Aides et la procédure suivie devant cette juridiction était celle déterminée par cette dernière déclaration sur les taxes d'office des privilégiés, dont les privilèges avaient été suspendus par la déclaration du 17 avril précédent.

La déclaration de 1761 ratifiait implicitement, un arrêt de la Cour des Aides de Paris du 27 août 1756 qui, contrairement aux textes royaux alors en vigueur exigeait que l'opposition fut formée devant les Elus contre les rôles faits par commissaires. Mais le Roi s'était trouvé contraint de consentir une concession aussi importante pour exécuter la promesse faite en 1756 de restituer à la Cour « la connaissance des contestations sur les rôles faits d'office » en vue de bien disposer sa

(1) Auger, *id.*, Si le taillable ne sait pas signer la présentation du mémoire est constatée par le président ou le premier et plus ancien officier de l'Election.

Cour à procéder sans difficulté à l'enregistrement de l'édit de février 1760 créant le troisième vingtième.

La déclaration de février 1768 créant un système de taille fondée de l'ensemble du royaume, permit aux intendants de nommer comme autrefois des commissaires pour assister à la répartition de la taille, étant entendu que les rôles seraient signés des seuls collecteurs. Si ces derniers se trouvaient en désaccord avec le représentant de l'intendant, le dernier mot leur restait, mais il était indiqué sur le rôle que la cote était fixée contrairement à l'avis du commissaire. De même qu'un texte du mois de juillet 1766 modifiant la répartition du moins imposé, la déclaration de février 1768 ne pût être enregistrée qu'à la suite d'injonctions expresses du roi. La Cour protesta ; ses remontrances du 9 juillet critiquent à la fois la réforme concernant le moins imposé, et la survivance des commissaires. Elle exprime le regret de voir réduire peu à peu les privilèges des Elus « pourtant juges dans la matière de toutes où il est le plus nécessaire de porter de l'intégrité » alors qu'il serait nécessaire « de conserver leurs privilèges, seul motif qui puisse engager les gens d'un état honnête à remplir ces charges ». Expression très digne d'un sentiment assez terre à terre car ce n'était pas tant la dignité des magistrats que songeaient à défendre les conseillers de Paris mais plutôt leur subsistance quotidienne : la réduction du nombre des procès entraînait la baisse du rendement des charges et par contre-coup leur valeur en capital.

La Cour insiste sur le fait que les nouvelles règles posées par la dernière déclaration, en ce qui concerne la répartition de la taille et du moins imposé constituent « un moyen indirect d'ôter au peuples ses juges pour y substituer les administrateurs ». Si la présence des commissaires n'était pas toujours inutile « parce qu'elle imposait aux esprits inquiets de la paroisse et que tout se passait plus en règle », leur multiplicité deviendrait une source inépuisable d'abus et de fraudes, étant donné qu'il était à craindre — selon elle — qu'ils se laissent aller moyennant rémunération à augmenter l'imposition d'une paroisse au préjudice d'une autre ou qu'une paroisse ne se cotise pour les corrompre à son profit.

Le rédacteur se garde d'ailleurs d'apporter des preuves à ces allégations. Néanmoins il ne recule devant aucune allusion perfide. Les remontrances qui seront rédigées au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle seront de la même venue et d'une inspiration déjà très révolutionnaire. Même lorsqu'elle se fût pliée à la jussion du roi la Cour de Paris réussit à introduire dans le texte à enregistrer cette modification importante que les commissaires ne seraient nommés que lorsque les circonstances l'exigeraient.

La Cour était injuste et l'intendant de Montgeron avait plusieurs années auparavant refuté d'avance l'argumentation spécieuse dont elle devait se servir : « il est vrai que ces expédients ôtent quelques affaires aux Elections, mais cette considération ne doit pas l'emporter sur le lieu d'une infinité de malheureux que ces procès ruinent ou qui se laissent condamner par défaut de facultés pour les soutenir » (1).

La déclaration de 1772 et celle de 1778 ordonnaient que les oppositions aux rôles faits par commissaire seraient portées devant l'Election par un simple mémoire dans lequel le particulier porterait toutes les indications obligatoirement données sur les demandes en surtaux. Elles seraient faites dans les trois mois de la vérification du rôle du jour où les collecteurs ont fait publier les rôles dans les formes prescrites par le règlement pour ceux qui habitaient dans la commune et pour ceux qui habitaient au dehors à partir du jour où ils ont reçu la signification du montant de leur cote.

SECTION II. — *Les taxes d'office.*

Un autre remède aux abus commis par les collecteurs était la taxation d'office. Les personnes omises au rôle par « faveur, support ou autorité sont taxes d'office » par les Elus faisant leur chevauchée déclare l'article de l'édit de 1547. Lors de la vérification des rôles, il avait été enjoint aux Elus de vérifier si toutes les cotes étaient proportionnées aux facultés des taillables et de taxer d'office ceux qui n'avaient pas été imposés et d'augmenter les cotes de ceux qui ne l'étaient pas assez. Lors de la révocation de privilèges, ceux dont l'exemption était supprimée étaient pour la première fois taxés d'office. Les intendants eurent aussi pouvoir de taxer eux-mêmes ceux qu'on appelait les coqs de paroisse, c'est-à-dire les personnes influentes que les collecteurs n'auraient pas osé cotiser à leur juste taux.

Selon le *Nouveau Code des Tailles* (2) l'opposition aux taxes d'office n'était pas à l'origine autorisée dans la première année qu'elle était faite. Il renvoie à l'article 40 de l'édit de 1600 qui déclarait : « Notre intention est que la justice soit rendue à chacun et que ce qui a été fait et ordonné par les commissaires pour le bien et l'utilité de nos sujets soit gardé. Nous ordonnons quant aux appellations en cas de surtaux qu'elles ne seront reçues contre les taxes par eux faites pour un an

(1) Boisliste, *op. cit.*, III, 198 ; Décl. 1772, art. 2 ; Décl. 1778, art. 7, 9 et 11.

(2) N. C. T, t. VI, *vo taxes d'office*.

sauf de les modifier les années suivantes s'il est jugé raisonnable de le faire, qui y ont intérêt ouïs et appelés. »

Par contre le *Mémorial alphabétique* (1) citant l'article 5 du même texte déclare que les cottisés d'office peuvent en certains cas appeler desdites taxes d'office. Les articles 5 et 40 de l'édit de 1690 seraient donc contradictoires s'il n'apparaissait que l'auteur du *Nouveau Code des Tailles* applique à tort aux taxes d'office des dispositions concernant en réalité les rôles faits par commissaires. Si l'on admet l'interprétation du *Mémorial*, on en déduit que les cottisés d'office sont irrecevables à demander la réduction de leur taux si leur cote n'excède pas 3 écus 1/3 du principal de la taille, soit 10 livres ; cette irrecevabilité est absolue « les cours ne pourront entrer en connaissance du mérite des causes de leur taxe à peine de nullité de la procédure et de payer par les appelants tous les dommages et intérêts des parties contre lesquelles elles se sont pourvues. Défense aux maîtres des requêtes et gardes des sceaux des Chancelleries et aux secrétaires du roi d'expédier aucun relief d'appel desdits jugements. » Puisque les taxes étaient établies par les Elus, il était normal que les contestations portant sur leur montant leur soient soumises.

Par contre l'article 8 du règlement de 1643 attribua la connaissance de ces affaires à l'intendant, mais en enregistrant l'édit la Cour ordonna que les oppositions seraient jugées par les intendants et les Elus seulement et en l'absence des intendants par les Elus. Le pouvoir de faire les taxes d'office appartenant à l'époque à ces deux catégories d'agents elles avaient concurremment à régler les contestations consécutives. Pratiquement l'intendant jugeait seul les cotes d'office qu'il faisait la plupart du temps également seul. La procédure suivie était la même qu'il s'agisse de demandes en réduction ou de demandes en radiation. Elle ne s'appliquait néanmoins qu'aux cotes que les collecteurs n'avaient pas augmentées, sinon l'imposition était censée faite à l'ordinaire, et la compétence cessait d'appartenir aux intendants pour être rendue aux « Elus en corps en la matière accoutumée ». D'après la déclaration du 12 février 1685, la requête introductive d'instance était adressée dans les trois mois de la publication des rôles à l'intendant. Ce mémoire était communiqué au syndic de la paroisse intéressée, au receveur des tailles et au procureur du Roi. L'affaire était ensuite réglée avec le syndic et les habitants de la communauté puisque la réduction de la taxe d'office devait avoir pour effet de rehausser l'imposition réclamée aux contribuables de la paroisse (2). Les oppositions n'étaient pas suspensives de paiement et les demandeurs

(1) *Mém. alph. v^o taxes d'office*, 3 ; appel 2.

(2) Edit. 1715, art. 24.

étaient astreints lors du dépôt de leur réclamation à justifier, par la production de quittances, du règlement des deux premiers quartiers de l'imposition.

Au cas où la taxe était reconnue mal fondée ou exagérée, elle était modérée mais la condamnation n'était pas prononcée contre les Elus ou l'intendant qui, étant considérés comme ayant agi non pas dans leur intérêt mais dans celui du Roi, ne pouvaient en être tenus pour responsables de l'erreur commise. La réduction de la taxation et les frais de poursuites demeuraient à la charge exclusive de la communauté. Devant le deuxième degré de juridiction le demandeur devait justifier du paiement intégral de sa cote. La question de l'appel des sentences rendues sur les oppositions aux taxes d'office donna lieu à quelques difficultés. La juridiction compétente fut d'abord, en vertu de l'article 8 de la déclaration de 1643, la Cour des Aides. Celle-ci s'employa à affirmer son autorité en pareille matière. Notamment lors de l'enregistrement de ce règlement elle déclara que les oppositions seraient instruites en la matière accoutumée, et dans un arrêt rendu le 2 septembre suivant dans une affaire particulière, elle ordonna que « les appellations des sentences rendues par les intendants des provinces et autres commissaires députés pour le fait des tailles, aides, gabelles seraient terminées en la dite Cour des Aydes » et défense fut faite aux parties d'exercer aucune poursuite ailleurs, et de se pourvoir au Conseil.

Dans l'arrêt de vérification de la déclaration du 12 février 1663, la Cour inséra une disposition en vertu de laquelle les nobles, les ecclésiastiques et autres privilégiés s'adresseraient directement à elle, sans porter leur réclamation aux Elections. Cette maxime découlant du principe que la noblesse n'a de valeur que confirmée par les Cours souveraines demeura car elle ne fut pas visée dans les lettres royales de jussion.

Mais nombreux étaient les plaideurs qui sans bénéficier de tels privilèges portaient *omisso medio* leur réclamation à la Cour : celle-ci flattée d'être saisie avant l'intendant récompensait généralement le demandeur de son ignorance des règles de procédure et lui accordait la réduction désirée d'autant plus aisément que son arrêt était généralement rendu par défaut, les syndics renonçant, pour éviter à la paroisse des frais supplémentaires, à comparaître dans un procès perdu d'avance. Les taxes d'office se trouvaient ainsi cassées sans connaissance de cause(1), par principe, uniquement parce qu'elles étaient l'œuvre du commissaire royal et les sommes déchargées aussi légèrement étaient

(1) Clément, *op. cit.*, II, p. 266, note 3.

réimposées sur le général des habitants qui se trouvait supporter injustement des rejets et des frais considérables dont le poids l'empêchait de se libérer régulièrement du principal de son imposition.

Les intendants ne manquèrent pas de signaler cette situation en haut lieu ; Colbert leur donna l'ordre de transmettre à l'Administration centrale tous les arrêts rendus irrégulièrement par les Cours en cette matière pour que Sa Majesté puisse prendre résolution sur cette affaire (1). Pour mettre un terme à cette pratique nuisible autant au prestige des commissaires départis qu'aux intérêts des communautés, la déclaration de mars 1667 suspendit l'application des règles de compétence pendant deux ans et étendit à tout le royaume le système appliqué en Normandie en vertu des lettres patentes d'août 1664. Mais à la suite de pourparlers engagés entre le président Camus et Marin, la Cour de Paris recouvrit sa compétence aux termes d'un arrêt du 17 novembre suivant. Les abus continuèrent (2) et il fallut pour les faire cesser réaffirmer le principe du double degré de juridiction dans deux déclarations de février 1685 et d'août 1715. Le premier texte stipulait il est vrai que les opposants auraient le choix de s'adresser soit aux commissaires de partis, soit aux Elections, mais la déclaration du 28 août 1685 réserva à nouveau la connaissance de ces instances aux intendants. Ceux-ci devaient en exécution de la déclaration du 7 décembre 1715 prendre leur décision dans un délai de deux mois, à l'expiration duquel les parties étaient admises à se pourvoir directement par appel desdites taxes devant la Cour des Aides à condition de payer le montant de l'imposition à l'échéance des quartiers. C'est la première application du principe que le silence de l'Administration doit être interprété comme un rejet tacite (3).

(1) Clément, *op. cit.*, II, p. 194.

(2) Clément, II, n° 133. Le Conseil d'Etat respectait néanmoins les dispositions légales, puisqu'il a le 22 mai 1683 rejeté l'appel du sieur La Châtre qui avait intimé devant lui les habitants de Villeneuve-du-Cher pour entendre infirmer une ordonnance par laquelle l'intendant de Bourges avait confirmé la taxe d'office qu'il avait établie précédemment à son nom. Le Conseil renvoya l'affaire à la Cour des Aides.

(3) Edit août 1715 ; Décl. 7 déc. 1715. On comprend mal la portée du passage dans lequel le Mémorial de taille (*vo appels des taxes*) déclare que la voie de l'appel serait refusée à l'opposant dans l'hypothèse où l'intendant « ne veut rien mettre sur la requête afin d'opposition de la taxe d'office », c'est-à-dire refuse de statuer sur la requête qui lui est soumise. « La Cour des Aides ne reçoit pas l'appel comme de déni de justice et en ce cas l'intendant est en quelque manière juge supérieur et en dernier ressort ». Billet-Verrier estime que « cela fait néanmoins quelque violence à la voye de Droit puisqu'il est certain suivant l'effet de l'article VIII du règlement de 1643... que les oppositions aux taxes d'office sont recevables et qu'il faut débouter l'opposant ou modérer sa taxe et que de toutes ordonnances des sieurs intendants sur ce fait, l'appel en est recevable à la Cour des Aides ».

Cette remarque est en contradiction avec les termes de la disposition de la décl. du 7 déc. 1715 permettant aux contribuables de se pourvoir à la Cour des Aides si l'intendant n'avait pas statué dans un délai de deux mois. L'auteur ajoute que les intendants ne font ce déni de justice qu'après qu'ils sont bien certains par eux-mêmes que les par-

Il faut croire que ces ordres n'avaient pas mis fin à la rivalité des cours et des commissaires, puisque la Cour se plaint en 1746 qu'en diverses provinces on tente de soustraire à sa juridiction les plaideurs qui interjettent appel de leurs cotes d'office soit par des voies de fait ou d'autorité, soit en menaçant les huissiers et les sergents qui donnent assignation devant elle de faire prononcer contre eux des amendes considérables. Il est difficile de savoir si ces allégations étaient justifiées ; en tout cas la Cour réaffirma le 12 décembre 1715 sa pleine compétence en la matière.

La procédure paraissait différer en appel selon qu'il s'agissait d'une demande en radiation ou d'une demande en réduction. Dans le premier cas, les demandeurs devaient faire juger la définitive trois mois après la signification des dites taxes à peine de déchéance. Dans le second cas, seul examiné par le *Mémorial des tailles* du v^o *taxes d'office*, le taxé d'office qui se plaint seulement d'avoir été trop imposé adressait, après la sentence défavorable de l'intendant, une requête à la Cour et y attachait la quittance du paiement entier de sa taxe. Un premier arrêt le recevait appelant et lui permettait de faire intimer les habitants de sa commune. Si ceux-ci comparaissaient, un autre arrêt rendu à l'audience édictait qu'avant faire droit les parties conviendraient d'experts pour savoir si le demandeur était ou non surtaxé. Sur leur rapport la Cour jugeait à l'audience sur un délibéré sans épices et sans appointement, sauf s'il y avait de nouveaux titres de baux et de pièces à examiner.

Toutefois la procédure ne laissait pas d'être compliquée et surtout coûteuse, car elle obligeait les communautés à subir éventuellement des frais de procès alors qu'elles étaient totalement étrangères à l'établissement des cotes contestées. Une procédure moins dispendieuse fut instituée par la déclaration du 20 mai 1759 (1). D'une part on confiait aux procureurs généraux près la Cour la défense des communautés, d'autre part on supprimait tous les droits sur les arrêts à l'exception de ceux attribués aux offices de greffiers. L'autorité compétente demeurait l'intendant, mais le demandeur n'était plus obligé d'assigner devant lui le syndic de la communauté au rôle duquel figurait la cote d'office ; la communauté n'était plus partie à l'instance. En plus de la quittance des deux premiers quartiers de l'imposition l'opposant était invité à joindre un état de ses biens. En appel devant la Cour il dépo-

ticuliers qu'ils ont taxés d'office peuvent et doivent supporter la taxe imposée ; il précise que d'après l'ordonnance de 1667 aucun déni de justice ne peut être toléré. Le cas devait être rare dans la pratique ; aucun exemple n'est cité dans le passage du *Mémorial*. En outre, on peut penser sans invraisemblance que la Cour des Aides n'aurait certainement pas rejeté l'appel qui aurait été, même à tort, interjeté auprès d'elle.

(1) Donnée à la suite de la déclaration du 17 avril 1759 suspendant divers privilèges.

sait un dossier comprenant sa requête en appel, l'état de ses biens, l'opposition faite devant le commissaire départi et l'ordonnance attaquée. Il était nommé un rapporteur en la forme ordinaire ; la requête était communiquée au procureur qui donnait ses conclusions en forme de vu d'arrêt ou sur requête étant entendu qu'en ce dernier cas, la requête du ministère public était signifiée au domicile du procureur de l'appelant qui y répondait, s'il y échet, dans les délais ordinaires. Le 30 mai, la Cour arrêta qu'elle se réservait la faculté d'ordonner la communication de la requête du procureur général du roi à l'appelant même lorsqu'elle a été donnée sous forme de vu d'arrêt, l'établissement de rapports d'experts, le renvoi des parties à l'audience, et aussi de décider la mise en cause des communautés, des collecteurs, des syndics des paroisses et de rendre tels jugements interlocutoires ou définitifs qu'elle aviserait bon être.

Les frais étaient liquidés dans les arrêts eux-mêmes ; étaient supprimés par l'article 9 tous les droits perçus au profit du roi, décision d'autant plus heureuse pour les parties que, ne trouvant en l'occurrence d'autre contradicteur que le procureur du roi, elles ne pouvaient espérer même en cas de succès obtenir la répétition des frais qu'elles avaient exposés.

La réimposition des sommes consignées était opérée par l'intendant au département suivant. Si la décharge était prononcée par un arrêt de la Cour, le bénéficiaire devait le « représenter » au commissaire départi avant le 15 septembre, faute de quoi la réimposition était reportée à l'année suivante.

Seulement la Cour voulut tenir compte du désir compréhensible des communautés d'habitants d'intervenir dans les contestations, quitte à les inciter à dépenser des frais importants et enregistra la déclaration le 30 mai en les autorisant à former opposition aux cotes d'office en leur nom et à interjeter appel également en leur nom des ordonnances des commissaires départis. La réforme royale tendant, contrairement à une procédure antérieure, à écarter entièrement les communautés d'un litige concernant la taxation de l'un de leurs membres répugnait aux juridictions traditionnalistes qui crurent devoir ainsi insérer au texte une réserve destinée à empêcher les intendants à faire des cotes d'office en diminution.

La déclaration de 1778 respecta les errements anciens. Elle distingue les deux hypothèses possibles :

- 1^o le contribuable a été taxé définitivement par l'intendant ;
- 2^o le contribuable taxé par l'intendant a été augmenté par les collecteurs.

1^o Dans la première hypothèse la procédure de la déclaration de 1759 continue dans l'ensemble à être suivie. La communauté n'est pas assignée mais la requête de l'opposant lui est notifiée par ministère d'huissier dans un délai de quinze jours depuis son dépôt un dimanche ou un jour de fête à l'issue du service divin (1).

Toutefois dans l'intention de permettre aux communautés d'exercer leurs droits et de faire respecter leurs intérêts, le nouveau texte inspiré des tendances décentralisatrices de l'heure, reconnu aux habitants le droit d'intervenir au litige en présentant une requête au commissaire départi, dans un délai de quinzaine après la dénonciation qui lui était faite de l'opposition du demandeur.

En outre, reprenant la disposition introduite par la Cour des Aides dans l'arrêt d'enregistrement du 30 mai 1759, il permit expressément aux habitants des communautés de former opposition aux cotes d'office qu'ils estimeraient trop faibles et préciser que cette instance s'engagerait par la signification par un huissier d'une simple requête au particulier, lequel devrait, à peine de déchéance, fournir ses défenses dans un délai de quinze jours. Les habitants avaient ainsi toute latitude pour agir selon leur avantage. Eviter de subir des frais en ne prenant pas part au procès ; y intervenir dans des formes peu coûteuses ; ou bien encore, se pourvoir, avec tous les risques d'un procès, dans l'espoir d'obtenir une réduction générale par la surcharge d'un ou plusieurs particuliers insuffisamment taxés par le commissaire départi.

L'intendant statue dans les deux mois, sinon l'opposant se pourvoit en appel devant la Cour. Si l'intendant a, dans le délai imparti, rejeté l'opposition, le demandeur est libre de faire appel devant la même juridiction par une requête présentée par le ministère d'un procureur ; il est nommé un rapporteur dans la forme ordinaire (2). La Cour peut ordonner la mise en cause des communautés d'habitants et de leurs représentants ; s'ils comparaissent l'affaire est jugée de la même manière que les appels des sentences concernant des rôles faits à l'ordinaire.

2^o Par contre le contribuable qui prétend que les collecteurs ont indûment exagérément accru la taxe d'office faite par l'intendant se plaint devant les Elus « comme s'il n'y avait pas eu taxe d'office ».

La réclamation était formée par un simple mémoire sur papier libre, il n'était pas nécessaire qu'elle fût présentée par un procureur.

Pour éviter que les présidents, les avocats, les procureurs et les conseillers des greniers à sel ne soient obligés de faire des procès sur

(1) En plus des documents précédemment exigés il doit être joint à la requête des extraits des rôles des trois dernières années.

(2) Décl. 1778, art. 41 et sq.

leur taxe, les lettres patentes du 15 février 1780 défendit aux collecteurs d'accroître la cote fixée par l'intendant (1). Si les collecteurs croient que la religion de l'intendant a été surprise, ils lui adressent un mémoire spécial pour lui demander de rectifier les erreurs qu'il a commises dans la confection des rôles. Les ordonnances rendues par les intendants sur ces appels sont susceptibles d'appel devant la Cour des Aides où elles sont jugées dans les formes prescrites par la déclaration de 1778.

* * *

Nous avons vu qu'un régime spécial avait été introduit en Normandie (2) par les lettres patentes d'août 1664 (art. 11 et 12) et confirmé par le règlement de 1673 (art. 30). La Cour des Aides ne pouvait directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce soit connaître des taxes d'office sauf dans le cas où elles avaient été faites par les Elus en l'absence de l'intendant. Les demandes concernant les cotes fixées par le commissaire départi étaient jugées par ce dernier avec appel possible au Conseil d'Etat. Le recours à l'intendant était commode et peu coûteux parce que le juge était proche des contribuables qui en usèrent fréquemment. L'appel au Conseil était rare en raison des frais qu'il occasionnait.

La déclaration du 7 décembre 1715 décida que dans les trois généralités de Normandie — comme l'avait fait celle du mois d'août dans les autres généralités du royaume — les réclamations seraient obligatoirement jugées dans un délai de deux mois, sinon elles seraient portées au Conseil du Roi.

La déclaration du 2 mars 1716 supprima la distinction faite entre les cotes fixées par des Elus et celles revisées par l'intendant et stipula que dans tous les cas les demandes en décharge seraient portées devant l'intendant et en appel au Conseil à charge pour le réclamant de payer le montant intégral des impositions litigieuses. Ceux qui se plaignaient seulement d'avoir été imposés à une somme trop élevée, ou ceux qui avaient été déboutés de leur opposition par le commissaire départi interjetaient appel devant la Cour des Aides dans les formes décrites plus haut d'après le *Mémorial alphabétique des tailles*.

(1) Des dispositions identiques furent prises le 15 septembre 1780 en faveur des gardes de haras et des gardes-étalons. La déclaration du 22 septembre 1709 avait déjà défendu aux collecteurs d'augmenter les cotes d'office des gardes-étalons sauf à se pourvoir devant l'intendant — et non ailleurs sous peine de nullité — dans les quinze jours de la réception des mandements. Appel était porté de l'intendant au Conseil.

(2) Loisel de Boismare, *op. cit.*, t. II, p. 507 et sq.

SECTION III. — *Demandes en remise et modération.*

Les demandes en remise et modération fondées sur des pertes ou des événements survenus depuis la confection des rôles étaient de la compétence des intendants. Les modérations accordées étaient réimposées avec le consentement des habitants.

CHAPITRE II

CONTENTIEUX DE LA TAILLE TARIFÉE OU PROPORTIONNELLE

En dehors de quelques localités, telles que Lisieux, Niort, Pont-l'Evêque, l'expérience tentée sous la Régence, d'adapter la taille proportionnelle avait échoué et l'on était revenu à la taille personnelle avec cette aggravation que la déclaration de février 1728 autorisait les taillables à se faire taxer à la paroisse de leur domicile pour l'ensemble de leurs biens même pour les revenus de biens situés au dehors. Ce système conférait aux contribuables une immunité de fait en leur permettant de dissimuler les parties essentielles de leur patrimoine aux recherches des collecteurs. C'est pour lutter contre cet abus trop facile, dont usaient largement les coqs des paroisses, qu'on tenta en 1733 d'introduire à nouveau la taille proportionnelle sous le qualificatif de tarifée. Le nouvel essai n'eût pas plus de succès que le précédent. La taille tarifée ne subsista que dans les généralités de Limoges et de Chalons, grâce à l'action constante des intendants qui se succédèrent dans ces circonscriptions pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle. A Paris, l'intendant Bertier de Sauvigny acclimata un système analogue qui fut ratifié par le Gouvernement.

SECTION I. — *La taille proportionnelle à Lisieux.*

Selon l'article 1^{er} de l'arrêt du 27 décembre 1717 (1), la taille était répartie entre les contribuables de Lisieux par rapport à l'occupation des fonds et par rapport à l'industrie, profession ou qualité des personnes. Les propriétaires et les locataires de terres ou de maisons étaient tout d'abord imposés aux deux sols la livre du loyer des immeubles. Le solde de l'impôt, déduction faite de la part incombant à cette première catégorie de contribuables, était divisé conformément au barème contenu dans les articles suivants entre les différents corps

(1) Loisel de Boismare, *op. cit.*, v^o *Taille proportionnelle*, II, p. 493.

et métiers de la ville, les manufacturiers, les communautés commerçantes et les officiers. Chaque corps, communauté ou profession assurait lui-même la répartition entre ses membres avec une grande liberté puisque les contribuables dont elles étaient composées « pouvaient faire entre eux telles conventions raisonnables qu'ils jugeraient à propos pour régler ladite répartition », à condition seulement qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions de l'arrêt. Les personnes sans industrie ni profession étaient cottisées par « estimation » sans néanmoins que leur taxe puisse excéder dix livres.

Les rôles étaient faits par le maire et les échevins en présence du subdélégué et rendus exécutoires par ce dernier ou par l'intendant. Le principe de la solidarité était respecté.

Les non-valeurs pleinement justifiées étaient supportées par les corps et les professions d'où elles procédaient et rejetées au marc la livre de la taille sur chacun des contribuables qui en dépendaient. Il n'en était autrement que pour les non-valeurs provenant de la taxe de l'occupation des fonds qui étaient remplacées par une partie des deniers des octrois de la ville qui continuaient d'être payés en réduction de la taille. Par contre, tout bénéfice d'augmentation qui pourrait survenir dans les corps ou la classe des personnes sans industrie ni profession tournait à l'avantage de ces corps ou de ces classes sans que les autres habitants puissent en profiter. Conformément à l'article 19, les contestations nées à l'occasion de la répartition, de la réception, et du recouvrement de la taille proportionnelle étaient jugées sommairement par l'intendant de la généralité d'Alençon. Mais avant de se décider, il devait consulter le maire et les échevins et deux autres personnes de son choix qui donnaient par écrit leur avis après audition des parties intéressées.

Les décisions du commissaire étaient exécutoires par provision notwithstanding opposition ou autres empêchements. L'appel avait lieu au Conseil.

Pour éviter toute incertitude sur le domicile des locataires taxés aux 2 sols pour livre du montant de leur bail, les propriétaires ou les principaux locataires étaient astreints à déclarer les déménagements des personnes logées sous leur toit ; les inconvénients de la translation de domicile adoptée dans les pays de taille arbitraire étaient ainsi évités.

Le contentieux de la taille proportionnelle fut d'ailleurs attribué aux tribunaux ordinaires par un arrêt du Conseil du 14 décembre 1723, mais pour une courte durée puisqu'on voit en 1744 et en 1773 divers corps de métier hors d'état de payer le taux (1) qui leur a été primiti-

(1) Certains métiers étaient tombés en désuétude ; plusieurs maîtres étaient morts sans avoir de remplaçants et d'autres avaient depuis 1717 embrassé d'autres professions jugées plus lucratives.

vement imposé adresser leur demande en réduction à l'intendant qui, avant d'envoyer son procès-verbal au Conseil, consulta le maire, les échevins et d'autres particuliers (1), ainsi que cela se pratiquait sous l'empire de la déclaration de 1717.

SECTION II. — *La taille tarifée dans les généralités de Limoges et de Chalons.*

Dans les généralités de Limoges et de Chalons la taille était assise en tenant compte non pas du revenu global des contribuables comme dans la taille ordinaire mais des différentes sortes de revenus dont ils disposaient. Le montant de l'impôt appliqué à chaque revenu distinct était déterminé d'après un tarif élaboré par l'intendant ou par des commissaires désignés par lui (2).

L'introduction de la taille tarifée dans ces deux généralités n'était pas officielle ; elle fut opérée sous la direction des intendants en plein accord avec le contrôleur général, bien que ce dernier se fût borné à conseiller sans ordonner. Le travail était complexe, car après avoir réussi à vaincre l'aversion instinctive des populations réfractaires à toute innovation fiscale, les intendants subirent l'hostilité ouverte des tribunaux réglés. Les Cours des Aides avaient constaté avec chagrin l'établissement d'une imposition dont l'administration et le contentieux accaparés par les intendants leur échappait sans rémission. La magistrature s'était déjà opposée à l'introduction de la taille proportionnelle et était indirectement responsable de l'échec du projet Noailles.

De fait, le contentieux de la taille tarifée était soumis à des règles identiques à celui des rôles faits d'office. Les déclarations des habitants concernant la qualité et la quantité de leurs biens étaient contredites par les autres habitants et vérifiées contradictoirement avec eux par la représentation des contrats d'acquisition et des baux desdits biens. L'examen des contestations nées postérieurement à l'établissement du rôle était réservée en première instance aux intendants, en appel au Conseil d'Etat. La mauvaise humeur de la Cour de Paris contre un tel état de choses s'était déjà exprimée avec éloquence dans le mémoire sur les évocations. Si tous les commissaires en général qui participaient à l'assiette de l'impôt étaient pris à parti, les reproches s'appliquaient

(1) En 1744 les témoins désignés par l'intendant étaient le subdélégué, le président de l'Election et un Elu.

(2) Ce tarif était une sorte de cadastre général des fortunes de la paroisse. Il n'était pas identique dans les deux provinces : celui de la Champagne avait été fait par le Pelletier de Beaupré ; celui du Limousin était l'œuvre de Tourny.

surtout aux auteurs des tarifs adoptés dans les paroisses de Champagne. Les véhémentes protestations seraient demeurées sans effet si le Roi n'avait eu besoin de se concilier la bonne volonté de ses Cours de justice pour obtenir sans éclat de nouvelles ressources fiscales.

La déclaration de 1761 qui attribuait aux tribunaux réglés la connaissance des litiges nés de l'établissement des rôles faits d'office aurait dû s'appliquer normalement dans les pays de taille tarifée. Tout le travail accompli depuis plusieurs années par les intendants des deux généralités pour obtenir une répartition plus équitable aurait été du même coup anéanti ; il était à prévoir en effet que les Elus ne manqueraient pas de donner satisfaction par principe à tous les réclameurs, uniquement pour démolir une institution qu'ils désapprouvaient et prouver, avec un semblant de vraisemblance, l'inanité de l'œuvre des commissaires.

Ce danger fut aperçu par les intendants des deux provinces qui firent part de leurs appréhensions au contrôleur général : deux solutions étaient possibles ; abolir la taille tarifée ou la reconnaître officiellement. En raison des heureux résultats obtenus, la deuxième solution fut préférée (1).

Prenant prétexte que la taille s'impose à Limoges selon une forme particulière et selon un tarif qui, étudié *proprio motu* par les intendants sans autorisation supérieure, ne sont pas juridiquement connus des officiers des Elections, la déclaration du 30 décembre 1761, rendue sur la demande de Turgot ordonna qu'une copie des registres et des ins-

(1) « Nous avons été informés que l'exécution des articles 6 et 7 de notre déclaration du 13 avril 1761 pouvait donner lieu à certaines difficultés dans certaines provinces et notamment dans la généralité de Limoges où la taille s'impose dans une forme particulière et d'après un tarif dont les principes ne sont point juridiquement connus des officiers des Elections... nous nous sommes faits rendre compte de la nature de ces difficultés, de la forme établie dans la généralité de Limoges par rapport à l'imposition de la taille, de ses avantages et de ses inconvénients : nous avons reconnu que cette forme introduite en 1738 avait pour objet d'établir des règles plus fixes et moins arbitraires pour la répartition de l'imposition entre les contribuables et de prévenir par là tous les abus qui naissent de l'incertitude et de l'inégalité des répartitions, de la haine ou de la prédilection des collecteurs ou de leurs égards intéressés pour certaines personnes, enfin des contestations sans nombre qui sont la suite inévitable de ces inégalités et qui sont un surcroît de charge pour le peuple... que depuis l'établissement de cette forme de répartition dans la généralité de Limoges les sous-intendants et commissaires départis de cette généralité se sont occupés des moyens de la porter à toute la perfection dont elle est susceptible... que leurs soins ont été suivis d'un succès qui fait espérer d'arriver à cette perfection dans un court espace de temps que les premiers frais indispensables pour parvenir à la connaissance détaillée de tous les fonds ayant été considérables et le peuple en ayant recueilli des fruits très avantageux par la diminution du nombre des contestations, le bien de la province exige que nous prenions des mesures soit pour maintenir la dite forme d'emprunter et empêcher le retour des inconvénients qu'on a voulu éviter, soit pour la porter à la perfection à laquelle on peut espérer atteindre en la simplifiant encore... Les mêmes raisons sont exposées par Turgot dans sa lettre au contrôleur général Bertin : *Œuvres*, édit. Daire, p. 513.

tructions en vertu desquels l'imposition était établie par les commissaires serait déposée au greffe des Elections. Les Elus et les Cours devraient se conformer pendant un délai de trois ans aux règles adoptées en matière de taille tarifée (1).

Pareille mesure fut ordonnée dans l'Election de Chalons par la déclaration du 11 octobre 1762. Le préambule rappelle les motifs indiqués dans le texte précédent (2).

Désormais, lorsque survenait une opposition, elle était communiquée au procureur du roi qui prenait les instructions nécessaires et demandait au commissaire au rôle de lui fournir une copie détaillée de la cote de l'opposant et de lui donner son avis sur l'affaire (3). Les Elus devaient statuer sans frais.

La Cour refusa tout d'abord d'enregistrer cette dernière déclaration et n'y consentit que le 7 septembre 1764 et encore sous condition qu'elle ne serait exécutée selon sa forme et teneur que pendant l'année 1765 ; elle y inséra également diverses réserves et restrictions dont l'une en faveur des commis des fermes.

La survivance de la taille tarifée en Champagne avait été prévue pour trois ans seulement à partir de la promulgation des déclarations intéressant chacune de ces deux généralités (4). La Cour des Aides de Paris entendait que le délai primitivement fixé ne fut pas dépassé. Aussi lorsqu'il prit possession de l'intendance en 1764 Rouillé d'Orfeuil usa-t-il de toute son influence pour obtenir du gouvernement un nouveau sursis en faveur du système qui avait fait ses preuves : « chaque contribuable voyant d'un seul coup d'œil les motifs de son imposition ; les procès portés ci-devant en foule aux Elections sont cessés à ce point que ceux qui y ont été jugés pendant cette année

(1) Marion, p. 36. L'article 8 prévoit que si un contribuable se pourvoit en opposition avant que les « feuilles de relève » constatant les changements survenus au cours de l'année dans l'état estimatif des biens de la paroisse soient parvenues au greffe de l'Election, les Elus se baseraient sur l'estimation portée au rôle des trois dernières années déposées au greffe.

(2) Dans le but d'empêcher que la prorogation du tarif ne soit dérangée par les jugements que rendraient les officiers des Elections en conformité de l'article 6 de notre déclaration du 13 avril 1761, ce qui pourrait arriver par l'impossibilité où seraient lesdits officiers de se conformer dans leurs jugements aux principes du tarif dont ils n'ont eu jusqu'à présent aucune connaissance juridique, nous avons jugé à propos d'assujettir les officiers des Elections de se conformer dans leurs jugements au tarif tel qu'il est en usage dans la généralité de Champagne et en conséquence nous avons cru devoir ordonner le dépôt au greffe des Elections tant d'un double des procès-verbaux d'évaluation des biens fonds et de l'industrie sur les extraits desquels les commissaires établissent leurs impositions que des instructions insérées au préambule des rôles et qui contiennent le principe du tarif dont il s'agit.

(3) N. C. T., VI, v^o *Champagne*. Lentz, *Taille tarifée en Champagne*, p. 144 et sq.

(4) Délai que le Roi estime nécessaire pour être en état d'expliquer ses intentions sur les changements qui pourraient être apportés aux règles du tarif en général et aux estimations des fonds de chaque paroisse en particulier.

n'ont pas occasionné pour vingt pistoles de frais dans toute l'étendue de cette généralité (1) ». Le Roi accéda à son désir en prorogeant à nouveau pour deux ans la taille tarifée en Champagne (2) aux termes d'une déclaration du 13 août 1765 qui fut enregistrée purement et simplement le 4 septembre suivant par la Cour. Même après la promulgation de la déclaration du 7 février 1768 ordonnant que les rôles soient faits par les collecteurs seuls en présence des habitants, sans que les commissaires n'aient d'autre mission que de donner leur avis, l'intendant obtint des lettres patentes qui autorisaient les commissaires à agir selon les errements anciens. Bien que les formes de la répartition eussent été modifiées à la suite de la création des assemblées provinciales, il fut décidé le 28 octobre 1788 (3) que le système en vigueur serait continué tant qu'il n'en aurait pas été autrement ordonné sur la demande de ces assemblées. Le Limousin obtint une prorogation identique.

Les habitants ne connaissaient pas toujours la procédure simplifiée qui s'ouvrait à eux pour obtenir dans ces provinces la rectification d'erreurs commises dans l'assiette et mal conseillés s'adressaient à l'élection bien que celle-ci n'ait aucune part au rôle. Dans sa cinquième lettre aux curés de la généralité, Tuyot cite le cas d'un fermier, imposé à tort par le commissaire, qui intenta un procès aux collecteurs au lieu de s'adresser à lui. Procédure inutile et coûteuse, puisqu'elle entraîna 224 livres 3 sols 9 deniers de frais pour une cote de 36 livres. (4)

Malgré les approbations répétées de l'Administration centrale, les magistrats de la Cour des Aides ne désarmèrent pas et les commissaires demeurèrent en butte à leur courroux. C'est ainsi qu'en 1769, ils protestèrent contre l'usage suivi dans la généralité de Chalons de rémunérer le travail des commissaires. Ils invoquaient à l'appui de leur thèse les dispositions de la déclaration de 1768 selon laquelle « il ne pourra rien être exigé ou reçu par les commissaires aux rôles, leurs commis ou écrivain, même sous prétexte de copie de rôles à peine de concussion... ». Ils prétendaient en outre que, contrairement à cet ordre, une somme de 24 livres avait été prélevée pour frais de rôles, sur le montant de la somme de 300 livres que Rémy et Proguet et consorts, collecteurs de Sompuis pour 1769, avaient porté à la recette de Vitry-le-François (5). Les collecteurs de Sompuis et ceux de Saint-Amand n'attendirent pas plus longtemps pour assigner le commissaire

(1) Lettre au Contrôleur général. Arch. Marne, C. 763.

(2) *N. C. T.*, t. IV, p. 240.

(3) Moreau de Beaumont, t. V, p. 534.

(4) 5^e lettre aux curés, *Œuvres*. Ed. Daire, t. I, p. 658.

(5) Auger, *Mém. pour ...*, p. 282.

des tailles qui les avait assistés, M. de Meaux, en restitution d'une somme de 30 livres qui lui avait été versée en pareille occasion. Mais le défendeur ne se présenta pas aux débats et les Elus de Vitry prononcèrent défaut contre lui. Il usa de tous les procédés dilatoires pour éviter que ces deux affaires ne reparussent pas à l'audience. Il alla même jusqu'à menacer les plaignants de garnison, de prison ou de corvée, s'ils ne retiraient pas leurs plaintes. Impressionnés les collecteurs de Saint-Amand renoncèrent à leur demande. Leurs collègues de Sompuis se montrèrent plus tenaces mais leur affaire ne put être suivie parce que le substitut du procureur général ne vint pas à l'audience où elle avait été inscrite.

Il était possible d'accorder des remises aux accidentés du département. Le commissaire aux rôles dressait un état des accidentés, indiquant le genre d'accident subi et la perte qui en était résultée. Il proposait un chiffre de réduction. L'intendant taxait d'office les personnes éprouvées. Sur le rôle était indiqué le montant de l'imposition qu'ils auraient dû supporter, celle qu'ils payaient réellement et la cause de la diminution. Les incendiés bénéficiaient généralement d'une réduction pendant trois ans.

* * *

SECTION III. — *La taille tarifée à Paris.*

Dans la généralité de Paris l'intendant Bertin de Sauvigny avait introduit un système de taille très voisin de ceux adoptés en Champagne ou en Limousin, système approuvé par les lettres patentes du 1^{er} janvier 1775. Les opérations de la répartition sont décrites par les instructions qui font suite à ces lettres patentes et par la déclaration du 11 août 1776.

Comme dans les autres pays de taille tarifée, les rôles étaient faits en présence de l'intendant ou d'un commissaire devant l'Assemblée générale avec l'assistance du syndic de la paroisse et des collecteurs de l'année courante et de l'année suivante. Les collecteurs étaient désignés suivant l'ordre du tableau (1), ils pouvaient se pourvoir contre leur nomination dans les formes ordinaires; leurs contestations étaient jugées en première instance avant le 1^{er} août et en appel avant le 1^{er} septembre.

Après avoir réuni les renseignements nécessaires pour apprécier la situation de la paroisse imposée le commissaire procédait à la réception

(1) Déclarations des 1^{er} août 1716 et 9 août 1723.

des déclarations détaillées des contribuables (1), de telle sorte — et c'était là l'originalité du système — que le contentieux était préalable à la confection des rôles. Le commissaire consignait par écrit les déclarations de tous les taillables, puis procédait en public à leur lecture ; les habitants étaient alors autorisés à les discuter et à les contredire. Si le déclarant n'appuyait pas sa déclaration de pièces justificatives, la contradiction de la paroisse l'emportait. Si les habitants arguaient la déclaration de fraude, le commissaire en référait à l'intendant pour savoir s'il y avait lieu de faire procéder à un arpentage ou à une vérification approfondie, dont les frais seraient supportés par ceux des déclarants ou des habitants dont l'assertion serait reconnue fausse. Faute d'avoir donné les renseignements nécessaires à l'assemblée, les non-déclarants n'étaient pas admis à se plaindre de l'imposition faite d'après les déclarations des autres habitants, à moins qu'ils ne fournissent une déclaration signée qui était communiquée à la paroisse avant le département. Toutefois l'examen des plaintes en inscription de faux, qu'il s'agisse du faux principal ou du faux incident demeurait de la compétence des tribunaux ordinaires.

Après cette discussion, le commissaire terminait son procès-verbal et faisait rapport à l'assemblée des connaissances particulières pour parvenir à une estimation aussi exacte que possible du prix des terres labourables et des prés suivant leurs différentes classes convenues avec les habitants, et après échange de vue avec les personnes prescrites, on fixait le prix du loyer servant de base à la répartition de la somme portée sur la commission. Chaque cote était divisée en deux parties :

Celle de la taille réelle, imposée sur les immeubles ou les droits immobiliers dont le contribuable était propriétaire ou titulaire ;

Celle de la taille personnelle, calculée d'après les revenus de différente nature perçus par l'intéressé ; lesquels étaient taxés au sol la livre.

Après la confection des rôles, les contestations et les oppositions qui se produisaient étaient jugées en l'Election en première instance et en appel devant la Cour des Aides. Toutefois les procès portés devant les tribunaux étaient rares car la discussion dirigée par le commissaire avait permis de régler à l'amiable, la presque totalité des contestations qui auraient été susceptibles de dégénérer en procès.

(1) L'article 8 de l'instruction donnée aux commissaires précise les énonciations exigées des déclarants.

* * *

Dans les villes tarifées ou abonnées la taille était remplacée par une somme fixe, réunie grâce à l'encaissement de droits d'octroi perçus à l'entrée ou à la sortie des marchandises. Lors de chaque négociation, le consommateur payait ainsi sans s'en apercevoir l'impôt qui se trouvait compris dans le prix d'achat. Mais ce mode de répartition dispensait de toutes les formalités de la répartition et de la collecte et n'entraînait aucune difficulté ni aucun procès.

APPENDICE

Non seulement la taille était lourde à cause de son montant et de la sévérité du recouvrement, mais encore :

- 1^o par le trop grand nombre de procès ;
- 2^o par l'importance des frais de poursuites et d'instances.

1^o Les cultivateurs défendent jalousement leurs intérêts et sont volontiers procéduriers. Ils l'étaient déjà dans l'Ancien Régime. Dans un espace aussi restreint qu'un village ou qu'une paroisse, les inimitiés sont vives et la répartition de l'impôt n'est pas faite pour les apaiser ; surtout lorsque grâce à l'application de la solidarité, les contribuables qui se trouvent désavantagés constatent que le préjudice qu'ils subissent profite à leurs voisins ; ils cherchent aussitôt à obtenir réparation. La taille suscitait d'innombrables procès qui s'éternisaient sans résultat. L'ordonnance de Blois qualifiait : « d'immortels » certains de ces litiges qui duraient depuis plusieurs générations. Ces instances jetaient le trouble dans la paroisse et avaient parfois des conséquences inattendues, si l'on en juge par le cas de ce curé qui, pour se venger de ses paroissiens qui avaient contesté l'exemption dont bénéficiait son frère, refusa de les recevoir à confesse ou les renvoya à d'autres prêtres éloignés ou à un religieux augustin qui leur refusaient eux aussi l'absolution (1).

Les magistrats ne faisaient rien pour refreiner cette ardeur procédurière. Au contraire, comme ils en vivaient, ils cherchaient à l'encourager afin de vivre le mieux possible. Les épices qu'ils percevaient dans chaque procès complétaient avantageusement les gages versés à certaines périodes très irrégulièrement par le Trésor royal. Aussi, loin de calmer les contradicteurs, ils attisaient leurs discordes. Leurs décisions n'étaient pas toujours conformes à la justice ou à l'équité. On remarquait sans peine qu'ils favorisaient les particuliers au détriment des paroisses afin de les encourager à faire un nouveau pourvoi l'année suivante s'ils découvraient un nouveau motif de plainte. Ils avaient

(1) Boislisle, *Corresp.*, II, n^o 286.

aussi leurs amis et leurs protégés à défendre, ne serait-ce que leurs fermiers. Il suffit pour se convaincre de la malignité des juges de compulser certain mémoire sur l'élection de Bau-sur-Seine (1). L'auteur révèle qu'avant de procéder à la confection des rôles, les collecteurs comparaissaient devant les Elus pour recevoir leurs ordres sur la cotation des taillables. Les Elus avaient de leur côté pour politique d'annoncer aux parties qui venaient se plaindre que les collecteurs étaient des téméraires, qu'ils feraient bonne justice, lorsqu'ils se pourvoiraient, affectant ainsi de rejeter tout le blâme sur les collecteurs qui n'osaient même pas se justifier.

L'intendant de Bordeaux, de Bezons, était hostile à toute extension des pouvoirs des Elus « parce qu'ils favorisaient plutôt les contribuables que les communautés et l'on est obligé de faire fréquemment appel afin d'éluder l'exécution des jugements qu'ils ont donnés (2) ». Pourtant les Cours des Aides n'étaient pas toujours raisonnables, et le pouvoir central eut plus d'une fois l'occasion de se plaindre de leur négligence ou de leur insubordination.

2° Par ailleurs malgré les multiples textes qui avaient ordonné qu'il serait statué sommairement et sans frais, la procédure était compliquée. Les différentes formalités exigeaient l'intervention d'auxiliaires de la justice, huissiers, sergents et hommes de garnison dont la cupidité n'était pas le moindre défaut. Ils multipliaient à l'envi les actes et les significations (3) ; de telle sorte que la somme de leurs frais et des dépens proprement dits formaient un total impressionnant. L'ordonnance de Montreuil du 15 juin 1817 déplore que pour « cinq sols, il en coûtera vingt ou trente livres à la poursuite » (4). « Les procès sont tellement nombreux, écrit d'Orfeuil à d'Ormesson que les officiers des Elections ne peuvent les juger eux-mêmes et doivent s'en remettre à des experts qui se bornent à marchander. Les demandeurs obtiennent toujours quelque chose ; il suffit donc d'être en état de faire la dépense de trente livres et d'avoir un peu de crédit dans la paroisse. Ainsi les plus aisés qui sont déjà moins imposés se font décharger au détriment des pauvres pour qui les frais de la sentence dépassent de beaucoup le montant de l'imposition » (5).

(1) Arch. Nat. H. 118.

(2) Boislisle, *op. cit.*, II, 849.

(3) Boisguillebert, *Détail de la France*. Il s'est trouvé des paroisses où dans les premiers mois de la taille, il s'était donné jusqu'à cent exploits, c'est-à-dire que deux cents personnes avaient été occupées à aller plaider l'une contre l'autre en des lieux éloignés en quittant leur travail ou leur commerce par une pure animosité.

(4) Cité par Dupont-Ferrier, *op. cit.*, t. II. Contentieux de finances extraordinaires, I.

(5) Arch. Marne. C. 963.

Dans la majeure partie des cas, ces frais et ces dépens retombaient sur les communautés déboutées. D'ailleurs, celles-ci étaient généralement mal défendues. Leurs représentants, collecteurs ou syndics n'avaient aucune connaissance spéciale en matière juridique ou fiscale, et s'en remettaient le plus souvent à des procureurs peut-être un peu plus instruits, mais certainement plus retors. D'autres fois, leur prudence l'emportait et dès qu'ils s'apercevaient que le procès présentait quelque aléa, ils laissaient condamner la communauté par défaut, préférant à un gain illusoire l'économie des frais de déplacement et des honoraires de leurs représentants (1).

Il n'est pas étonnant que dans les cas où l'instance était poursuivie jusqu'à son terme, les frais soient arrivés à doubler l'imposition de la taille et encore (2) cette proportion peut être considérée comme faible puisque l'édit de 1634 (art. 51) constate que « tel opposant à qui est ordonné vingt sols de modération obtient deux à trois cents livres de dépens contre une seule paroisse ». Cet accroissement démesuré des charges fiscales se répartissaient en cours d'année entre tous les habitants par des assiettes particulières et le recouvrement de ce supplément donnait lieu à son tour à de nouvelles contestations. En 1776 un habitant de Lille avait obtenu contre la cité un arrêt de condamnation ordonnant le remboursement à son profit de 35 livres 4 sols de principal et de 413 livres de frais. La communauté refusa de payer, et c'est seulement, cinq ans après sur une nouvelle assignation, que l'intendant pût réussir à obliger les habitants à exécuter la sentence (3).

Pour mettre fin à cette « foule » du peuple victime à la fois de son emportement et de l'avidité des magistrats et des sergents, de multiples précautions avaient pourtant été prises. Les déclarations de 1683 et 1684 avaient réduit la liberté d'ester en justice des communautés. Les déclarations et les édits des 20 mai 1759, 13 avril 1761, 27 janvier 1772 et 23 avril 1778 avaient réduit sensiblement les frais de justice en même temps qu'allégé la procédure. Mais ces textes dont l'exécution était confiée à ceux-là même auxquels ils portaient préjudice n'étaient pas suivis. L'auraient-ils été d'ailleurs, les simplifications qu'ils envisageaient auraient sans doute suscité de nouvelles difficultés ou de nouvelles plaintes. « Les frais excèdent presque toujours le montant de l'imposition, déclare Moreau de Beaumont (4). On se plaint d'ailleurs souvent que cette forme de procéder si sommaire (celle prévue par la déclaration de 1778) expose les plaignants à être jugés sans motif

(1) Boislisle, *op. cit.*, lettre de Bercy, intendant d'Auvergne.

(2) Même référence (voir note précédente).

(3) Babeau, *Les assemblées générales de communautés d'habitants*.

(4) Moreau de Beaumont, *op. cit.*, II, p. 184.

suffisant, parce que la forme exclut les moyens. Toutes les fois que le rôle est fait en taille arbitraire, il est difficile aux juges de première instance de motiver leurs jugements. La difficulté est bien plus grande pour les Cours qui, résidant loin des lieux, ne peuvent se procurer les instructions locales et personnelles qui peuvent fonder quelques motifs de décision ».

Par les caractères mêmes de l'impôt, le contentieux de la taille était complexe. Les impôts nouveaux, la première capitation, puis le dixième et les vingtièmes allaient, grâce à leur simplicité naturelle, présenter tant au point de vue de l'assiette, du recouvrement que du contentieux, de sérieux avantages par rapport à la taille.

TROISIÈME PARTIE

Contestations concernant les impôts nouveaux.

TITRE I

La capitation.

CHAPITRE I

LA PREMIÈRE CAPITATION

Ainsi que nous l'avons vu, la capitation était en 1695 imposée sous une forme unique dans tout le royaume sous la direction de l'intendant. Selon le principe en vertu duquel les réclamations portant sur un acte administratif doivent être adressées à l'auteur de l'acte, la déclaration du 18 janvier stipulait « toutes les contestations qui pourraient survenir au sujet de l'imposition et du recouvrement seront jugées sommairement et sans frais par les intendants et commissaires départis, à Paris, par le prévôt des marchands et les échevins ; leurs jugements seront exécutoires par provision sauf appel au Conseil du Roi ». Contentieux essentiellement administratif. Les tribunaux réglés n'intervenaient en aucune manière. Le malheur des temps qui avait nécessité l'institution de cette nouvelle taxation exigeait que le recouvrement en fut accéléré et que le jugement des différends qu'elle pourrait entraîner fut affranchi des frais et des lenteurs de la procédure judiciaire.

D'ailleurs les occasions de conflit sont relativement rares (1). La

(1) La Cour des Aides le reconnut elle-même dans ses remontrances sur la déclaration du 13 avril 1761. « Par l'édit de 1695, déclare-t-elle, il y avait des tarifs qui ne permettaient que rarement d'autres contestations que sur l'exécution. Ce qui rendait l'attribution des commissaires départis bien moins abusive. » Auger, *Mém. pour...*, p. 129.

quasi universalité de l'impôt restreignait le nombre des demandes en radiation. La classification des contribuables dans des catégories imposées à des sommes prévues à l'avance éliminait presque entièrement les demandes en surtaux. L'absence de tout lien de solidarité entre les assujettis supprimait les multiples procès qui opposaient les taillables entre eux ou les taillables et la communauté.

Les réclamations qui s'engageaient par la voie de l'opposition ne se produisaient que dans des cas déterminés :

1^o demandes en réduction ou en radiation dans lesquelles le contribuable se plaignait :

a) d'avoir été porté dans une classe supérieure à celle dans laquelle il aurait dû normalement être incorporé ;

b) d'avoir été porté au rôle alors qu'il habitait une ville abonnée ;

c) d'avoir été compris à tort sous prétexte qu'il exerce plusieurs charges dans les rôles concernant chacun de ces emplois ou dans le rôle des bourgeois alors qu'il aurait dû n'être imposé qu'une fois à raison de l'emploi assujetti à la plus forte taxe ;

d) d'avoir été imposé alors qu'il n'exerçait plus au moment de la confection des rôles l'emploi pour lequel il était taxé ;

2^o demandes en remise ou modération lorsqu'à la suite de revers de fortune, il ne disposait plus de moyens suffisants pour justifier son maintien dans la classe où il avait été inscrit.

Quels que soient leur cause ou leur but, ces demandes étaient instruites et jugées de la même manière, la déclaration ne prévoyant qu'une seule procédure. Les cotes litigieuses devaient, comme en matière de taille, être acquittées aux termes normaux, afin d'éviter les réclamations purement dilatoires. Un arrêt du Conseil du 28 janvier 1697 empêchait les officiers de la maison du Roi et des autres maisons royales de jouir « d'aucuns privilèges qu'au préalable ils n'aient payé les sommes pour lesquelles ils ont été taxés pour la capitation dans les Etats qui en ont été arrêtés pour les années 1695 et 1696 et qui pourront être arrêtés dans les années suivantes ». Ces dispositions furent étendues par arrêt du 12 mars de la même année à tous gentilshommes, exempts, privilégiés, bourgeois et habitants des villes franches. Ceux-ci furent tenus de présenter aux intendants et commissaires départis leurs quittances desdites taxes pour les années 1695 et 1696 dans un mois à compter de ce dernier arrêt pour l'année 1697 et pour les suivantes dans le mois de juillet.

Les contestations opposaient le débiteur au trésor royal représenté par le commissaire départi, et les décisions de ce dernier n'avaient d'effet qu'à l'égard de la cote du demandeur. Le contentieux de la

capitation était purement individuel, les remises accordées par l'intendant, les cotes dont l'irrécouvrabilité est démontrée par l'échec des diligences des collecteurs ne donnaient lieu à aucun rejet.

La capitation fut recouvrée avec peine, et l'impossibilité de compenser les cotes des infortunés et des insolvable par une augmentation corrélative des charges grevant les contribuables aisés entraîna des pertes importantes pour le Trésor. La déclaration du 17 décembre 1697 qui mettait fin à la levée de la capitation accorda remise entière des restes à recouvrer.

Lorsqu'en 1701, Louis XIV se vit obligé de rétablir la capitation, il avoua dans le préambule de l'édit du 12 mars « il s'est trouvé plusieurs embarras dans la capitation ordonnée en l'année 1695 qui ont donné lieu à des non-valeurs ». La situation politique ne permettait pas de se contenter d'un impôt d'un rendement incertain ; on donna à la capitation une forme différente.

CHAPITRE II

LA DEUXIÈME CAPITATION

A partir de 1701, la capitation s'établit différemment selon les catégories d'assujettis.

Elle était perçue par abonnement dans les pays d'Etats ; dans les pays de taille personnelle, elle était répartie au marc la livre de la taille par contre les non-taillables étaient imposés selon un tarif analogue à celui de 1695, mais majoré d'un tiers. En ce dernier cas, elle conservait son caractère initial d'impôt de quotité ; dans les deux premiers, elle devenait un impôt de répartition. A partir de 1761, elle devint même un accessoire de la taille comme les anciennes crues. Le contentieux de l'impôt se trouva modifié par contre-coup.

SECTION I. — *Réclamations concernant la capitation des taillables dans les pays de taille personnelle.*

De 1701 à 1761, la capitation est un impôt de répartition superposé à la taille, mais porté sur un rôle spécial. Selon l'article 27 de la déclaration du 12 mars les intendants conservaient leur compétence en dernier ressort jusqu'à 50 livres ; au-dessus de cette somme leur sentence était exécutoire par provision sauf appel au Conseil du Roi. Néanmoins à l'égard des cotes des officiers des tribunaux inférieurs, ils subissaient la concurrence des officiers sulbalternes, c'est-à-dire des subdélégués qui avaient dressé les états de répartition arrêtés par le Conseil (1).

Cette procédure aboutissait à une justice plus expéditive qu'en matière de taille. Dans les instructions qu'il adresse aux maires échevins et collecteurs de familles pour la conjonction des rôles de l'année

(1) Décl. 12 mars 1701. [Voulons que] les rôles arrêtés en notre Conseil soient exécutoires par provision en cas d'opposition, elles seront jugées sommairement et sans frais par les intendants et commissaires départis dans les provinces et par ceux qui auront dressé les états sur lesquels les dits rôles auront été arrêtés en notre Conseil auxquels nous attribuons à cet effet toute cour et juridiction et connaissance.

1709, l'intendant de Moulins, Jules Hardouin Mansart, leur défend de faire aucune omission (du rôle) ni de diminuer leurs côtes « et celles de leurs parents » d'y comprendre les contribuables pour une plus forte somme que celle qu'ils devraient payer suivant le marc la livre de la taille, à peine d'abus, de dix livres d'amende qui demeurera encourue par la seule contravention à ces présentes et en vertu d'icelles de demeurer en outre responsables en vos propres et privés noms des surtaxes et de tous dépens, dommages et intérêts. » Il n'était donc pas nécessaire de procéder à un jugement la contravention était constatée par l'intendant qui appliquait aussitôt la peine (1).

Comme en 1695, chaque contribuable était pris isolément et responsable seulement de sa propre cote ; sa banqueroute ou sa mort n'avait aucune influence sur la contribution de ses voisins.

La délégation du pouvoir judiciaire consentie par le Roi aux commissaires départis chagrinait les officiers des Cours souveraines. Après avoir évoqué les lois du royaume parmi lesquelles figurent celles qui délimitent la compétence des tribunaux — ces lois moins respectables encore par leur antiquité que par la sagesse qui les a édictées — la Cour des Aides de Paris déplore, dans ses remontrances du 4 septembre 1756 qu' « au préjudice de ces lois augustes, la connaissance des contestations survenues au sujet du vingtième et de la capitation ait été enlevée aux tribunaux réglés, et qu' « on n'ait laissé à ceux de vos sujets qui se sont crus lésés que l'alternative de se soumettre à une taxe injuste ou de recourir à l'autorité de celui qui en est l'auteur en lui demandant de réformer son propre ouvrage (2) ». La Cour signale ici le point le plus facile à critiquer dans l'organisation de l'ancienne France. L'arbitre est à la fois juge et partie. Il faut croire néanmoins que cette situation ne la choquait pas tellement puisqu'elle n'insiste pas davantage sur ce point.

Deux ans plus tard, dans le mémoire sur les évocations elle réclame que « telle qu'elle subsistera » la capitation « soit réglée de manière qu'elle ne fut pas aussi arbitraire » (3). Elle cherche ensuite à se faire accorder indirectement toute juridiction relativement à cette imposition ; elle emploie un biais en proposant des réformes en apparence sans portée et qui pouvaient à première vue paraître utiles ; elle insiste pour que la capitation des taillables soit fixée pour toujours et indistinctement au marc la livre de la taille ; ensuite les rôles en seront comme ceux de la taille déposés au greffe de l'Election. « Ainsi cette partie sera sujette à une règle et le malheureux taillable sera à l'abri de la

(1) AD. IX, 81, n° 15.

(2) Auger, *Mém. pour...*, p. 10.

(3) Auger, *Mém. pour...*, p. 29 et sq.

haine ou de la passion dont les effets se font trop souvent sentir dans une administration arbitraire. Le quartier d'hiver, l'ustensile et la capitation seraient compris tous trois dans un seul et même rôle dont il pourrait être conservé trace à l'Élection. » De la sorte la Cour connaîtrait tout naturellement des litiges relatifs à la capitation comme elle connaissait déjà ceux des accessoires de la taille. On supprimerait du même coup les abus que favorise le système en vigueur : par exemple, les imputations irrégulières données par les receveurs aux versements des collecteurs ; au lieu de les porter par préférence sur la capitation comme le prescrivent les règlements, la Cour accuse ces comptables de les appliquer à la taille de telle sorte que la capitation est toujours en arrière ; par voie de conséquence les commissaires départis qui prétendent connaître seuls des poursuites faites en vertu du rôle de la capitation se sont emparés de toutes celles qui se font par rapport au recouvrement des tailles. Quand il s'élève des contestations « le receveur les porte devant le subdélégué et ce particulier qui n'a d'autre pouvoir qu'une simple lettre du commissaire départi rend souvent des jugements. »

Les diatribes habituelles contre les commissaires et leurs subdélégués alimentent la suite du discours. Ces subdélégués « n'ont aucun pouvoir pour juger ; les commissaires départis eux-mêmes ne sont juges que par des attributions particulières relativement à l'administration dont ils sont particulièrement chargés. Ces attributions ne sont que momentanées ; ils n'ont point de tribunal ; et ce serait changer tout l'objet de leur institution que de leur en accorder ». L'argument est pauvre et même sans fondement car en droit celui qui détient un pouvoir, peut toujours le faire exercer par un mandataire de son choix ; le Roi pouvait donc déléguer son droit de justice à l'intendant et l'intendant à son subdélégué. On s'étonne que les juristes de la Cour aient osé mettre en doute la régularité de ces mandats.

La cour n'en poursuivait pas moins en signalant que les commissaires départis défendent aux collecteurs de faire les réimpositions qu'elle a ordonnées « ils diffèrent à leur gré ces réimpositions, le plus souvent même, ils les refusent ; ils s'érigent eux-mêmes en tribunal supérieur à celui de la Cour des Aides et par conséquent à celui du Roi même au nom respectable de qui sont rendus les arrêts. Quelles réflexions la Cour des Aides ne serait-elle pas en état de faire sur un pareil abus de l'autorité ? »

La Cour revint à la charge en 1760 à l'occasion de l'enregistrement de l'édit de février établissant un second vingtième et le doublement de la capitation. Elle décida dans un arrêt du 12 mars que les rôles de la capitation seraient déposés au greffe des Elections (1). Le

(1) *Id.*, p. 64.

18 avril, la Cour assemblée constatait avec regret que le Chancelier n'avait pas répondu au mémoire sur les évocations(1), elle faisait défense à toutes personnes de s'immiscer dans la perception des impôts ne figurant pas sur des rôles dont les doubles n'ont pas été déposés aux greffes, ce qui revenait pratiquement à ordonner la suspension de la levée de la capitation. Au surplus, elle faisait procéder à une enquête auprès des Elections de son ressort pour savoir si l'arrêt du 12 mars précédent était exécuté (2).

Le 9 juillet, l'avocat général annonce que d'après les renseignements recueillis les copies des rôles de la capitation et des vingtièmes ne sont pas déposés et la Cour rend aussitôt un nouvel arrêt enjoignant l'exécution expresse des arrêts pris en 1756 et 1759. Sans plus de résultat sans doute, puisque, le 12 septembre, le substitut du procureur général constate que dans la plupart des Elections les décisions de la Cour demeurent lettre-morte. La Chambre des vacations ordonne à nouveau l'exécution de ces mêmes prescriptions. Mais les arrêts du 9 juillet et du 12 septembre furent cassés sur l'ordre du Roi qui affirma s'être réservé à titre exclusif la connaissance de la répartition et du recouvrement des deux sortes d'impositions. Pour frapper un grand coup, la Cour se permit d'ajourner à comparaître deux receveurs des tailles de l'Election de Paris, Harvain et Ledoux et le receveur des vingtièmes de la Ville de Paris, Saint-Waagd, pour « rendre compte de leur conduite au sujet du dépôt des rôles de la capitation ». Cette assignation hardie n'eut pas de suite, car le procureur général refusa de remettre au greffier les originaux des pièces de procédure dressées en exécution d'un arrêt de la Cour en date du 7 janvier en arguant d'un arrêt du Conseil du 10 lui défendant de « faire aucunes poursuites ni procédure » dans cette affaire. Les receveurs objet du décret ne firent pas leur soumission et l'affaire était abandonnée lorsque fut promulguée la déclaration du 13 avril 1761. Celle-ci, bien que répondant aux vœux répétés des Cours souveraines, ordonnait que les clauses insérées par la Cour de Paris dans les arrêts d'enregistrement de la déclaration de 1756 et de l'édit de 1760 demeureraient sans suite ni effet.

(1) Le Roi avait reçu d'un air hautain les députés de la Cour venant lui apporter le texte des remontrances de 1756. Il s'était contenté de leur répondre qu'il le ferait examiner mais que la question de la réforme du dixième n'était pas encore au point. Il se contenta de faire remettre le mémoire sur les évocations au Chancelier.

(2) Le Parlement de Rouen s'associait à la campagne de la Cour des Aides de Paris en exposant les mêmes arguments : il déclare notamment dans ses remontrances de juillet 1760 : « Arbitraire dans sa répartition, il (l'impôt, en parlant de la capitation) est abandonné à la discrétion d'un seul homme l'intendant, seul dépositaire de la fixation générale et constitué seul juge de ses décisions. Cf. Joseph Blanc, *Histoire des principes de la répartition et de la quotité*, p. 83.

B. Postérieurement à la déclaration du 13 avril 1761.

Après avoir édicté que désormais dans les pays de taille personnelle, la capitation serait portée sur les mêmes rôles que la taille, l'article 1^{er} de la déclaration de 1761 stipule que les contestations et les procès tant civils que criminels concernant les impositions comprises aux dits rôles seraient portés, instruits et jugés en première instance devant les Elections et par appel aux Cours des Aides, sans néanmoins que les dites Cours puissent connaître des demandes en décharge et modération fondées sur des pertes de récoltes, incendies ou autres événements qui auraient diminué les facultés des contribuables.

Cette disposition transformait définitivement la capitation en un impôt de répartition, assimilé désormais tant en matière d'assiette que de recouvrement aux crues de la taille. Elle faisait également une distinction très nette entre les demandes fondées sur l'existence d'un droit et celle fondée sur des considérations de pitié — entre la juridiction contentieuse (demandes en réduction et en radiation) et la juridiction prononcée (demandes en modération et remise). — Pour toutes les contestations rentrant dans la première catégorie, l'intendant était déposé au bénéfice des tribunaux réglés en application du principe *accessorium sequitur principale*. Les réductions se demandaient par la voie de l'action en surtaux ou de l'action en comparaison de taux. Les contribuables désirant déménager étaient astreints aux formalités prescrites par la déclaration du 16 août 1682, et restaient après leur départ capités au lieu de leur ancienne demeure autant de temps qu'ils y étaient taillables. De même les collecteurs étaient susceptibles d'être poursuivis en abus et malversations. Si les rôles étaient faits par commissaires, les oppositions étaient, même lorsqu'elles visaient uniquement une cote de capitation, soumises à la procédure prévue par la déclaration de 1769 à laquelle renvoyaient les articles 6 à 8 de la nouvelle déclaration.

Autre conséquence, défavorable à coup sûr pour les redevables ; la capitation devenait une imposition solidaire ; les retards dans les paiements entraînaient les poursuites contre les collecteurs et les habitants. Les réductions accordées aux opposants étaient rejetées sur les autres assujettis, dans les mêmes conditions et limites que la taille.

La compétence des tribunaux réglés s'étendait au criminel comme au civil.

L'intendant ne jugeait plus que les demandes en décharge ou modération fondées sur des pertes ou événements survenus depuis la confection du rôle ; néanmoins la réimposition ne pouvait plus avoir lieu

qu'avec le consentement exprès des habitants (art. 9), le commissaire départi conservait ainsi la direction de la répartition du moins imposé.

SECTION II. — *Réclamations concernant la capitation
des non-taillables.*

En principe, la capitation des non-taillables n'était pas solidaire, sauf lorsqu'elle était répartie sur les membres d'un corps auquel cas le contingent réclamé à ce dernier devait être fourni intégralement, ce qui avait pour conséquence de faire supporter aux gens aisés la part des insolubles. L'autorité compétente pour statuer sur les demandes différait selon la qualité des assujettis.

A. Capitation de la Cour.

La capitation de la Cour était sous les ordres immédiats du Ministre et c'est le Roi qui prononçait sur toutes les demandes qui y sont relatives (1).

B. Capitation des nobles.

Les demandes en réduction ou en décharge formées par les nobles étaient examinées par l'intendant de la province, seul ou assisté du gentilhomme qui a participé avec lui à la confection des rôles. Appel était possible au Conseil. De fréquentes réclamations étaient soulevées par des nobles qui se prétendaient imposés à tort à la capitation bourgeoise. Autrement les contestations étaient rares car les nobles étaient généralement taxés avec modération, et n'étaient pour ainsi dire jamais portés au taux de leur classe (2).

**C. Capitation des membres des Cours souveraines
et des Tribunaux inférieurs.**

Les Cours souveraines jugeaient en dernier ressort les oppositions aux rôles de leurs membres à quelque somme que ces taxes puissent monter (art. 27, décl. 1701). Les réclamations émanant des magistrats de tribunaux inférieurs étaient jugées par le subdélégué.

D. Capitation des membres des corps de métiers.

En raison de la solidarité qui unissait les membres de ces corps, aucune diminution ou non-valeurs n'auraient dû être tolérées. L'arrêt

(1) Instruction sur les opérations du bureau de direction établi pour les impositions de Paris, 18 janv. 1781. Isamb., t. XXVIII, p. 128.

(2) Arch. Nat., K. 900, n° 35.

du 13 mai 1721 l'avait proclamé. Mais il s'agissait d'une affirmation purement théorique. Des réclamations étaient adressées aux gardes et syndics et ceux-ci paraissent avoir la tendance à les examiner avec indulgence puisque ce texte leur reproche d'accorder des modérations de taxe « qu'ils estiment eux-mêmes trop fortes quoiqu'ils les aient faites ». Vers la fin de l'Ancien Régime, le pouvoir royal fut moins exigeant et dans le système des classes admis pour la répartition les produits et taxes de la dernière classe serviraient dans chaque communauté à compenser les cotes perdues et les sommes non payées.

E. Capitation des habitants des villes franches.

Les oppositions étaient examinées par l'intendant ou par un comité composé de membres choisis par lui, après avoir pris l'avis d'officiers municipaux. A Lyon il existait un comité dont l'intendant Joly de Fleury se déclarait satisfait en 1761. On y rapportait et jugeait toutes les réclamations ; il ne manquait pas de besogne puisqu'il était saisi de 5 à 6.000 réclamations par an alors que les rôles comprenaient 20.000 cotes environ.

F. Capitation à Paris.

De même qu'en 1695, les contestations des bourgeois étaient adressées au prévôt des marchands et aux échevins. Les marchands et artisans qui protestaient contre leur inscription dans l'une des 24 classes déterminées par l'arrêt du 14 mars 1779 formaient un pourvoi selon les dispositions de l'article 6 de ce même arrêt, devant le lieutenant général de police qui fixait, d'après les arguments qui leur étaient donnés, à quelle classe seraient rattachés les demandeurs l'année suivante.

Il y avait partage d'attribution entre le prévôt des marchands et le lieutenant général de police. Du premier, dépendait la capitation des bourgeois ; du second, celle des corps et communautés marchandes. Les nobles et les membres de la Cour résidant dans la ville étaient taxés et leurs réclamations jugées selon les règles propres à ce genre d'attribution (cf. § B). Les rôles de la capitation des bourgeois et des marchands étaient faits par ordre de deux commissaires et arrêtés par le Conseil royal des finances.

Le bureau de ville avait à plusieurs reprises prétendu être compétent en matière de capitation. Pourtant ses attributions normales étaient de pourvoir à la sûreté de l'approvisionnement de Paris par eau et par extension la police et la tranquillité des ports et rivières affluents à la Seine ; il s'intéressait forcément aux contestations de la navigation. Il n'avait donc à vrai dire aucune compétence en matière fiscale ;

c'était une juridiction d'exception qui n'appartenait pas à la même classe que les juridictions financières, puisque l'appel de ses décisions était porté au Parlement. Pour ces différentes raisons, Turgot rejeta ses prétentions et en avertit le prévôt des marchands la Michodière par une lettre du 6 janvier 1776 : « Les commissaires du roi désignés par l'article 12 de la déclaration de 1701 pour juger de l'exécution des rôles arrêtés au Conseil pour le recouvrement de la capitation des bourgeois et habitants de Paris ne sont autres que vous, Monsieur et les quatre échevins. Vous seuls pouvez non seulement examiner et prononcer sur les demandes en décharge et modération mais encore connaître de ce qui est relatif au recouvrement de cette imposition sauf appel au Conseil. Cette loi non plus que l'édit de 1695 n'a point confié cette administration au bureau de ville dont les appels ressortissent au Parlement. Dans tout le royaume, ce sont les commissaires du Roi qui connaissent de cette imposition. Ce n'est que depuis 1761 que l'on a fait une distinction entre la capitation répartie au marc la livre de la taille et celle des non-taillables. Les Elections connaissent depuis ce temps de la première comme d'une imposition accessoire à la taille et répartie sur les mêmes rôles, mais pour la seconde les principes n'ont pas varié et l'intention du Conseil est de les maintenir et de les exécuter » (1).

La juridiction répondit qu'elle était mixte et pouvait par attribution connaître des impositions que l'expression « prévôt des marchands et échevins » désignait toujours tout le bureau et qu'en matière de contestations des contribuables à la capitation on ne pouvait se passer ni du ministère public ni du greffier. Depuis quatre-vingts ans, le bureau de ville avait rendu son ordonnance sur la capitation. Mais son avis ne prévalut pas.

Quelques années plus tard, une commission fut adjointe aux officiers municipaux de la ville, mais ce ne fut pas le bureau de ville. Le nouvel organisme fut créé par l'arrêt du 13 novembre 1785. L'article 1^{er} de ce texte confirme la compétence du prévôt des marchands et du lieutenant général de police. L'article 2 institue une commission composée d'un conseiller d'Etat, de deux maîtres des requêtes, chargée de juger sommairement les réclamations, avec appel au Conseil.

L'article 3 établit un « bureau de direction » chargé à la fois de la confection des rôles, et de la vérification des requêtes et des mémoires en décharge ou en modération. Le bureau réunissait le directeur du vingtième, un contrôleur principal et divers contrôleurs particuliers de cette administration, une instruction approuvée par un arrêt du

(1) Monin, *Etat de Paris en 1789*, p. 586.

18 janvier 1775 précisa les attributions exactes de ce bureau ainsi que la procédure aboutissant au jugement des requêtes devant le Prévôt des marchands, le lieutenant général et la commission.

Le prévôt des marchands et le lieutenant général chacun en ce qui le concerne, envoyaient les requêtes qui leur parvenaient au directeur des impositions qui donnait son avis avant de la passer à celui des maîtres des requêtes désigné pour faire un rapport devant la commission.

1^o Réclamation portant sur la capitation des bourgeois : Il avait été reconnu qu'un grand nombre des affaires concernant la capitation bourgeoise prêtaient peu à discussion. On trouva donc commode pour en accélérer l'expédition de ne porter devant la commission que les demandes émanant de personnes imposées au delà d'une somme qui fut fixée par l'arrêt du 14 janvier 1780 à 25 livres. Au-dessous de cette somme, le prévôt des marchands statuait sommairement après avoir pris l'avis du directeur.

Dans tous les cas, les requêtes étaient transmises à la direction ou elles étaient enregistrées par ordre de date au fur et mesure de leur arrivée. Au-dessus de la mention de renvoi faite par le commissaire, le directeur faisait inscrire le n^o d'ordre, la date d'enregistrement et le nom du contrôleur chargé de vérifier le mémoire. Il ne donnait aucune suite aux réclamations qui ne lui étaient pas adressées par le prévôt des marchands et qui ne portaient pas en marge la mention et la date du renvoi.

De son côté le contrôleur principal relevait sur un registre alphabétique les mémoires qui lui étaient adressés par le directeur ; ce second registre facilitait les recherches.

Chaque contrôleur avait également un registre d'un modèle très voisin de celui de la direction, sur lequel il portait les mémoires qu'il devait rapporter. Le contrôleur rédigeait son rapport sur une feuille spéciale (1) le signalait, et le remettait au contrôleur principal qui y ajoutait ses observations personnelles. Le contrôleur principal pouvait recevoir du directeur l'autorisation d'effectuer une contre-vérification pour compléter l'enquête de son subordonné. En dernier lieu le directeur rédigeait son avis et « remettait le tout sous les yeux de M. le Prévôt des marchands » en mettant dans des liasses séparées les affaires qui n'excédaient pas 25 livres en principal.

(1) Il était enjoint aux contrôleurs de passer au bureau de la direction tout le temps qu'ils n'employaient pas en vérification. Pour éviter qu'ils ne prolongent ces vérifications en d'agréables promenades, ils étaient divisés en deux équipes : l'une qui sortait les mardis et vendredis matin ; l'autre les mercredis et samedis. Toutefois si une affaire exigeait une vérification urgente, le directeur accordait au contrôleur désigné pour la faire une autorisation spéciale d'absence.

Si le directeur estimait délicates certaines affaires soit par la nature, soit par la qualité ou le caractère des réclamants, il chargeait de la vérification le contrôleur principal.

2^o Mémoires émanant de membres des corps et communautés de marchands : le lieutenant général de la police envoyait le mémoire aux gardes et syndics de la communauté intéressée, qui avaient dressé l'état de répartition et fait le classement des contribuables de leur corps. Les gardes indiquaient les motifs de leur décision et communiquaient leur réponse au plaignant qui pouvait y répliquer. Les syndics renvoyaient l'affaire au lieutenant général qui statuait immédiatement si les différents avis étaient concordants.

Sinon, le mémoire était renvoyé au directeur qui obtenait des contrôleurs les renseignements dont il avait besoin pour éclairer son opinion, l'affaire était alors renvoyée à un des commissaires qui en faisait rapport à la commission.

Les ordonnances rendues sur les requêtes des marchands et des bourgeois par le prévôt des marchands et le lieutenant général de police étaient renvoyées à la direction, elles y étaient enregistrées sur un registre spécial où étaient notées la marche de l'affaire et le sens de la décision prise. Le directeur les faisait parvenir au contrôleur qui en accusait réception.

L'ordonnance n'était admise dans les comptes des receveurs que si elle était quittancée. Les contribuables qui avaient obtenu une décharge disposaient d'un délai de deux mois pour aller encaisser leur créance et signer la quittance, délai de rigueur ne pouvant pour aucun motif être prolongé ; ils étaient d'ailleurs mis en demeure de faire ces démarches par un avis spécial mais ces avis paraissaient en pratique avoir été plus ou moins régulièrement envoyés. Le directeur adressait chaque mois à l'intendant du département des impositions des états détaillés des décharges accordées.

Appel pouvait être interjeté de la commission au Conseil du Roi.

Moreau de Beaumont rapporte que les juristes de son temps avaient accepté avec satisfaction ces innovations, principalement l'institution de la commission permanente où les redevables pouvaient facilement présenter leurs requêtes et exposer leurs moyens de défense sans frais. En outre, un autre effet « non moins sensible », de l'établissement du bureau de direction a été, selon lui, de séparer la confection des rôles du recouvrement et de permettre aux receveurs de se consacrer à leur fonction essentielle : celle de l'encaissement des deniers. Moreau de Beaumont aurait souhaité que les réclamants fussent régulièrement avisés de la décision rendue sur leur requête, car faute d'en connaître

le sens, ils s'abstenaient de payer et s'exposaient à des frais que l'envoi d'un avertissement aurait permis d'éviter (1).

SECTION III. — *Demandes en remise ou modération. Non-valeurs.*

§ 1. — **Remises et modérations.**

« La capitation est sujette à diminution à cause des décharges et modérations qu'on est obligé de faire à plusieurs personnes qui sont souvent imposées au delà de leurs facultés ou qui meurent avant l'échéance des termes de payement ce qui devient une non-valeur, parce que cette imposition est purement personnelle ou par tête (2). »

Selon la déclaration de 1695, les demandes en remise et modération étaient jugées par la même autorité et selon les mêmes formes que les demandes en réduction ou en décharge.

Il en fut de même de 1701 à 1761. Ce ne fut qu'à partir de cette date que ces deux sortes de réclamations suivirent une voie différente ; en exécution des dispositions de l'article 1^{er} de la déclaration du 13 avril les tribunaux ordinaires ne furent pas admis à connaître des demandes en décharge et modération de la capitation fondées sur des pertes de récoltes, incendies ou autres événements qui auraient opéré de la diminution dans les facultés des contribuables. Les requêtes de cette nature restaient de la compétence de l'intendant sauf si elles émanaient de membres des cours souveraines ou de bourgeois de Paris.

Les événements justifiant les demandes en remise étaient ceux déjà prévus en matière de taille : pertes de récoltes, inondations et incendies ; il s'y ajoutait un cas particulier à la capitation : la perte de bestiaux.

La requête devait être adressée à l'intendance avec les justifications des pertes subies. L'instruction était faite par le receveur et le subdélégué. La difficulté était d'obtenir des requérants des certificats de pertes corrects. Turgot prie instamment les curés de sa généralité (3) de l'informer ou d'informer son subdélégué de tous les accidents qui arriveraient dans leurs paroisses ou des maladies contagieuses qui s'y répandraient. Il leur recommande de prévenir les requérants de n'avoir pas à lui porter leur requête ; ce déplacement et ces entrevues lui causent ainsi qu'aux contribuables une perte de temps d'autant plus inutile qu'il suffirait à ces derniers d'adresser leur missive par la poste à Limoges en notant sur l'enveloppe le mot « bureau » pour que le

(1) Moreau de Beaumont, *op. cit.*, t. V, p. 210.

(2) *Mém. sur la capitation*. B. N. Ms. Fr. 1116 f^o 63.

(3) 1^{re} lettre aux curés, 3 mai 1762, édit. Daire, t. I, p. 634 et sq.

paquet soit ouvert en son absence. L'intendant constate ensuite que les demandes consécutives aux pertes de bestiaux sont fréquentes ; mais elles sont le plus souvent appuyées d'états informes. Il donne un modèle d'état collectif au bas desquels il pourrait accorder des modérations sans que chaque contribuable lui fasse parvenir une requête séparée. De tels tableaux mentionneraient les pertes subies pendant le mois précédent. Dressés d'une façon claire et signés par le curé, le syndicat les principaux habitants de la paroisse, ils auraient toute l'authenticité désirable (1).

Le premier dimanche de chaque mois les curés lraient au prône de la messe l'état se rapportant aux événements du mois écoulé en invitant les paroissiens qui auraient connaissance de la supposition de quelques-unes des pertes énumérées à en faire la déclaration.

Après décision, les ordonnances en modération seraient adressées au curé de la paroisse qui convoquerait chez lui les bénéficiaires et les collecteurs et les ferait croiser devant lui sur le rôle en marge de leurs articles, le montant de ces modérations et remettre ces ordonnances aux collecteurs. Les disputes possibles seraient ainsi évitées et les ordonnances courraient moins le risque de s'égarer.

Modérations et remises étaient imputées sur ce qu'on appelait les

(1) Ce tableau était établi de la manière suivante (même référence que la note précédente).

ELECTION DE LIMOGES

Paroisse d'Isle

Etat des bestiaux que les habitants de la paroisse d'Isle ci-après dénommés ont perdus depuis le 1^{er} du mois de mai jusqu'au 1^{er} du mois de juin de l'année 1762.

Noms des villages	Noms des habitants qui ont perdu des bestiaux	Nombre et quantité des bestiaux perdus avec la date de la perte	Observations
Le Bourg	François Pasquet	le 2 une vache le 3 un veau	Ce bœuf a péri dans le travail de la corvée.
La Chabroulie	Jean Petit, métayer de M. de Mar sat	le 5 un bœuf	
Reignefort	Martial Jacqueton métayer de M. de Reignefort	le 8 un bœuf le 10 une vache le 12 un cochon	avait perdu l'année dernière trois bœufs.
Envand	Antoine Pascal Léonard Varachon métayer de M. Thévenin	le 15 six brebis le 18 un bœuf le 20 un taureau	
Le Gondaud	Pierre Marqueton	le 22 un veau	

Je soussigné curé de la paroisse d'Isle déclare avoir lu à l'issue de la messe paroissiale le 1^{er} dimanche de ce mois, le présent état de perte de bestiaux arrivés dans ma paroisse qu'aucun des paroissiens n'a réclamé contre son exactitude et que j'en crois le contenu véritable ; ce que certifient pareillement avec moi les syndic et principaux habitants de la dite paroisse et ont signé avec moi.

Fait à Isle, le 6 du mois de juin 1762.

fonds libres ou le boni de la capitation, c'est-à-dire la somme correspondant au moins imposé de la taille, et levée en sus du contingent de la généralité justement pour subvenir aux cas extraordinaires. Ces fonds libres restaient à la disposition de l'intendant pour compenser les non-valeurs et soulager les infortunes. Jusqu'en 1765 les commissaires jouissaient pour cette répartition d'une complète liberté d'appréciation, à tel point que nombre d'entre eux employaient les fonds à octroyer des remises sur d'autres impositions que la capitation ; comme la taille, utilisation peut-être irrégulière mais tolérée en haut lieu puisque la circulaire du 5 août 1710 leur disait : « vous êtes les maîtres de cette imposition et c'est par elle que vous pouvez soulager les paroisses et les contribuables aux tailles (1). »

Toutefois des abus étaient à craindre car le boni servait non pas seulement à octroyer des remises fiscales, mais encore à acquitter des dépenses pour lesquelles aucun crédit spécial n'était prévu : comme les frais de bureau de l'intendance, les gratifications aux subdélégués et aux commissaires des rôles de la taille. Aussi fut-il décidé en 1765 que les fonds libres seraient fixés par le Conseil pour chaque généralité, l'intendant se bornerait à en faire la répartition entre les élections et les paroisses. Néanmoins malgré ces précautions, le boni ne fut pas totalement absorbé par les remises d'impôt et continua à constituer une caisse noire pour les besoins de l'intendance.

Les ordonnances de remises n'avaient pas d'effet l'année même de l'imposition, puisque celle-ci était payée par provision ; elles étaient versées par leurs bénéficiaires l'année suivante aux receveurs en l'acquit ou en atténuation des nouvelles cotes exigibles. Ceux qui refusaient de payer la capitation établie à leur nom dans un lieu ou dans une classe déterminés sous prétexte qu'ils avaient déjà été cotisés ailleurs ou dans une autre classe, devaient produire dans le mois de leur réclamation la quittance qui leur avait été délivrée à la suite de ce versement prétendu, à peine d'être contraints au paiement des sommes auxquelles ils avaient été portés au rôle sans espérance d'aucune réduction ni compensation ; les payeurs ne pouvaient faire aucun paiement de gages, de rentes qu'en se faisant remettre par les parties prenantes une copie collationnée de leur quittance de capitation et défense était faite aux collecteurs d'émarger le rôle si la dite copie ne leur était pas représentée (2). Les demandes en remises émanant des Parisiens étaient examinées par le prévôt des marchands ou le lieutenant général de police, selon l'arrêt du Conseil d'Etat du 13 décembre 1718.

(1) Boislisle, *op. cit.*, III, p. 695.

(2) Dupin, *Economiques*, p. 338.

Il était recommandé au prévôt des marchands de n'accorder de remise qu'en cas de nécessité absolue et en pleine connaissance de cause, c'est-à-dire après une discussion exacte de l'état et des facultés des redevables. Ces modérations seraient datées du jour et an de leur allocation et seraient apportées au préposé dans un délai de huit jours à partir de leur date sous peine de devenir caduques.

Malgré les précautions prises pour en faciliter le recouvrement (retenues, mise en cause de tiers, privilège) le recouvrement de la capitation ne se faisait qu'avec peine, surtout celle des nobles et des membres de la Cour. Malgré la douceur des poursuites exercées contre eux, ces contribuables se plaignaient d'être obligés de payer un impôt général au même titre que les manants. De très nombreuses modérations leur furent accordées. D'autre part dans les provinces une grande partie du boni servait à accorder des secours, soulager les magistrats des tribunaux inférieurs, qui figuraient dans une classe unique bien que leurs fortunes fussent très inégales. A ceux qui ne jouissaient en dehors des épices que de maigres revenus, ou qui étaient chargés de famille, l'application pure et simple du tarif imposait une charge exagérée. De même, tant à Paris qu'en province, après avoir manifesté une grande fermeté dans la répartition et dans le jugement des réclamations, les gardes et les jurés des corps marchands laissèrent se gagner peu à peu à l'indulgence.

En dehors des modérations accordées individuellement à ceux qui paraissaient dignes d'intérêt, d'autres, plus amples, étaient octroyées à des groupes de contribuables, à des villes ou à des provinces. Lorsque se produisaient des accidents de nature à détériorer entièrement un domaine (par exemple une inondation qui en emportait les terres), décharge des impositions pouvait être prononcée pour plusieurs années par l'intendant ou par le Conseil si l'objet en était considérable(1). Chaque année à partir de 1761, les intendants sollicitèrent avant le département une diminution de la capitation en même temps que de la taille ; sollicitations qui n'étaient généralement pas prises en considération, par ce qu'autrement « on ne voudrait plus payer la capitation » (2).

Des remises totales ou partielles furent accordées à l'ensemble du royaume pour le délivrer d'un trop lourd arriéré, ou pour inciter les retardataires à se libérer rapidement d'une dette déjà largement réduite par la faveur royale.

L'arrêt de 1697 supprimant la première capitation avait accordé la

(1) Les receveurs étaient alors déchargés de compter les articles exprimés par l'arrêt au vu du certificat de *non soluto* délivré par les collecteurs.

(2) Boislisle, II, n° 867, p. 271.

remise des termes arriérés, ce qui était indirectement favoriser les mauvais payeurs au détriment des contribuables consciencieux. D'abondantes modérations furent allouées après la mort de Louis XIV, villes et provinces obtinrent en outre, pour l'avenir, des abonnements avantageux. La Bourgogne ne paya plus que 400.000 livres et Dunquerque 192.000 au lieu de 700.000.

L'arrêt du 21 décembre 1729 remit aux sujets les impositions de toute nature antérieures à 1719, mais le bénéfice de cette disposition fut restreint par l'arrêt du 12 février 1720 à ceux qui auraient acquitté avant le 1^{er} juillet suivant leurs impôts de 1719. Enfin l'arrêt du 21 janvier 1782 accorde à l'occasion de la naissance du dauphin, Louis XVII, remise de la capitation aux bourgeois, marchands et artisans imposés l'année précédente à 9 livres seulement.

§ 2. — Non-valeurs.

Les non-valeurs provenaient de deux causes : « l'une, des petits articles qui par mort, indigence, absence ou autrement devenaient caducs ; l'autre, de faux ou doubles emplois. Il y a faux emploi lorsqu'on comprend au rôle des personnes mortes ou absentes depuis longtemps, double emploi lorsqu'un même contribuable était employé dans deux ou trois corps différents par rapport à la multiplicité de ses professions ou commerce, ou bien lorsqu'imposé à la capitation dans un corps il était aussi imposé au rôle général des bourgeois » (1).

Les non-valeurs n'étaient admises dans la comptabilité des receveurs que si le préposé au recouvrement justifiait des diligences faites par lui pour assurer le recouvrement de la taxe et apportait un certificat du syndic ou du curé de la paroisse attestant l'indigence ou l'absence du redevable (2). Les cotes irrécouvrables étaient prélevées sur le moins imposé et les ordonnances délivrées par les intendants à cet effet étaient prises pour comptant par les receveurs des tailles et remises également comme argent aux receveurs généraux.

L'admission en non-valeurs ne donnant jamais lieu à rejet apparaissait comme le meilleur moyen de soulager les malheureux sans accabler les personnes solvables (3).

(1) Lettre de Tourny au contrôleur général sur les rôles de la capitation de Bordeaux. Arch. Gironde C. 2805.

(2) Arch. Nat. K. 911, n° 47.

(3) « Il y a pourtant une sorte de diminution d'impositions qui pourra retomber seulement sur les pauvres lorsqu'en arrêtant le compte des syndics chargés du recouvrement de la capitation on leur passera en non-valeurs sur des états bien certifiés du curé et des principaux habitants les articles des misérables dont ils ne sauraient recouvrer le montant et taxer sans les accabler. » De Bernage, intendant à Limoges, au contrôleur général. Boislisle, *op. cit.*, I, n° 1480.

SECTION IV. — *La capitation donnait-elle lieu à rejet ?*

La capitation de 1695, impôt perçu par tête ne pouvait être rejetée, et les cotes non soldées ou réduites étaient perdues pour le Trésor. C'est d'ailleurs en raison de l'abondance des non-valeurs que les modalités de l'assiette de l'impôt avaient été modifiées en 1701. Depuis cette date, la capitation ne demeurait une imposition personnelle que dans les cas où elle ne s'imposait pas sur une corps et où elle n'était pas abonnée ; ainsi en vertu de l'article 11 de l'arrêt du 13 mai 1721, les rôles des marchands étaient payés sans non-valeurs ; les gardes, syndics et adjoints de la corporation étaient solidairement responsables de la totalité de la somme répartie par leurs soins.

Il aurait dû en être ainsi pour la capitation taillable dès l'instant où elle fut rattachée à la taille. Ce ne le fut que pour les demandes en décharge et réduction car la Cour des Aides de Paris, avait enregistré la déclaration du 13 avril 1761 sous la réserve expresse que les modérations et décharges de capitation pour lesquelles il était permis de se pourvoir ailleurs que devant elle ne pourraient en aucun cas être réimposées sur les autres contribuables. Il est curieux de lire les motifs de cette décision : « ce qui est dû pour la capitation ne saurait être rejeté et il ne serait pas juste, ni même possible, que ceux qui ont fait un dernier effort pour payer leurs taxes fussent obligés d'en payer une seconde pour ceux qui n'auraient pas payé la leur. » C'est la négation même de l'esprit de solidarité des contribuables (1). Il semble plutôt que ce soit cette solution qui méconnaisse la portée véritable du principe de la solidarité tel qu'il était exprimé dans les textes concernant la taille « le fort portant le faible, le riche aidant le pauvre ». L'imputation des modérations sur les fonds libres dispensait évidemment d'en réclamer l'équivalent aux contribuables solvables. Il importe néanmoins de remarquer que ces fonds, étant constitués par une fraction de l'imposition perçue en sus des besoins réels du Trésor, les contribuables solvables se trouvaient en fait par ce procédé payer indirectement la part des miséreux (2).

(1) Monin, *Essai sur l'histoire administrative en Languedoc*.

(2) Il est cependant vrai que l'imposition faite sur la paroisse doit remplir le montant de ces modérations et qu'ainsi elles retombent toujours sur les autres contribuables quoique d'une manière peu sensible. Turgot, 1^{re} lettre aux curés, *loc. cit.*

CHAPITRE III

AFFAIRES CRIMINELLES

Ce n'est qu'en 1761 que les affaires criminelles relatives à la capitation furent attribuées aux tribunaux ordinaires. Jusque-là elles étaient de la compétence des intendants. Aucun texte ne l'avait stipulé. Aussi les commissaires paraissent-ils avoir éprouvé quelques doutes sur ce point. L'un d'eux écrit en octobre 1697 au contrôleur général qu'il a trouvé en prison deux syndics et des collecteurs qui ont mangé les deniers de la capitation. « Je ne doute pas que votre intention ne soit de les faire punir, mais les Elus n'étant pas compétents pour connaître de cette affaire, je crois qu'il faudrait un arrêt général pour leur en attribuer la jurisprudence ou pour la donner aux intendants (1). »

A Paris, les contraventions et les prévarications étaient jugées par le prévôt des marchands à l'égard des bourgeois, et le lieutenant général de police à l'égard des marchands. C'est au premier des deux que l'arrêt du Conseil d'Etat du 15 décembre 1722 renvoie les personnes qui ont causé quelque trouble lors de la visite des commis chargés des enquêtes préalables à l'assiette. Les perturbateurs étaient passibles de 300 livres d'amende au minimum. Quant aux hôteliers, propriétaires, maîtres d'académies ou de pensions qui, par mauvaise foi, auraient refusé ou omis de déclarer leurs locataires ou pensionnaires, ou déguisé la qualité exacte de ceux-ci, ils seraient assignés également devant le prévôt des marchands et les échevins pour être condamnés à payer le quadruple de la somme due par les personnes non déclarées ou déclarées sous une fausse qualité. Ces dispositions furent reprises par l'arrêt du Conseil du 24 février 1773 qui ajouta une condamnation à 100 livres d'amende dont la moitié appartenait au dénonciateur.

En dehors de ces cas particuliers les poursuites criminelles étaient intentées avant ou après 1761 dans les mêmes cas que la taille : notamment contre les particuliers coupables de rébellion et les collecteurs dissipateurs de deniers.

(1) Boislisle, t. II, p. 623.

Les collecteurs qui détournaient les deniers de la capitation subissaient les peines du divertissement. Ils en étaient avertis à l'avance. « Les taxes seront payées et vous tenus d'en remettre les fonds au receveur particulier de votre élection, à quoi faire serez chacun à votre égard contraint comme pour les propres deniers de Sa Majesté, même les redevables de leur cote de capitation au paiement du double d'icelle sans que la peine puisse être réputée comminatoire, remise ou modérée. » Ainsi s'exprime l'intendant Mansart dans son instruction sur la répartition de la capitation dans la paroisse de Prémilly. D'après l'ordonnance de Bertier de Sauvigny, les maires, échevins, syndics et marguilliers de la généralité de Paris devaient faire compter les préposés de mois en mois et leur faire porter les deniers à la recette ; sinon les syndics et les marguilliers en informeraient le receveur des tailles qui les dénoncera au procureur du roi de l'élection pour leur faire leur procès en cas de divertissement (1).

La rébellion n'était pas davantage tolérée. Pour avoir répondu au sergent qui lui avait signifié un simple commandement de payer sa capitation de 1703, un avocat d'Aix-en-Provence Géboin fut, bien qu'il ait payé sa taxe, envoyé en prison à Issoudun, c'est-à-dire à 80 lieues de chez lui, par l'intendant Lebreton sur l'ordre du contrôleur général (2).

Lorsque de telles incartades étaient commises par des gentilshommes, les fautifs étaient appelés par le Roi à sa suite à la Cour (3), invitation qu'il n'était pas possible de refuser et qui laissait présager, à son titulaire une semonce désagréable de la part de son hôte ; cette perspective suffisait à faire réfléchir les plus opiniâtres. En 1713, plusieurs gentilshommes de la Rochelle avaient refusé de payer leurs taxes, maltraité les huissiers et donné asile aux meubles des contribuables du voisinage qui avaient déjà fait l'objet d'une saisie. Sur la menace d'être appelés à la suite du Conseil, ils se soumirent. (4)

Dans tous les cas, la sanction la plus rapide se montrait la plus efficace. Les compagnons boulangers de Paris ayant de propos concerté refusé de payer l'impôt, deux d'entre eux furent emprisonnés, leurs collègues s'empressèrent alors de payer la capitation des trois années écoulées (5).

(1) Ordonnance 1767, art. 5, 7 et 26.

(2) Boislisle, *op. cit.*, II, n° 566, p. 167.

(3) Boislisle, *op. cit.*, t. II, n° 617, p. 185.

(4) Boislisle, *op. cit.*, t. III, n° 1194, p. 418.

(5) Boislisle, II, n° 673.

TITRE II

Le dixième et les vingtièmes.

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Les caractères particuliers du dixième et des vingtièmes ne pouvaient manquer d'influer sur les règles du contentieux relatif à ces impositions (1).

En vertu de la règle adoptée dans notre ancien droit administratif — le juge de l'acte est l'auteur même de l'acte — c'est à l'intendant que furent soumises en première instance les réclamations contentieuses des contribuables. La justice réglée n'avait pas plus part à leur examen qu'à l'établissement des rôles. La procédure était exclusivement administrative, elle se déroulait avec le minimum de formalités et partant aux moindres frais possibles pour les réclamants ; il n'y avait pas à proprement parler procès. L'intendant était saisi par un placet qu'il communiquait à la direction des vingtièmes. Le contrôleur d'après les renseignements en sa possession (déclarations du contribuable, procès-verbaux de vérification) préparait un rapport que le directeur visait et transmettait à l'intendant qui rendait sa décision. Ni débat oral, ni confrontation de témoins ; la procédure restait essentiellement secrète et écrite.

Le caractère individualiste de l'impôt réduisait les causes de réclamations. En l'absence de tout lien de solidarité entre eux les redevables ne pouvaient viser dans leurs requêtes que leurs propres impositions sans contester celles de leurs voisins. A l'inverse des collecteurs, les contrôleurs chargés de l'assiette étant étrangers à la paroisse et ne partageant aucune obligation avec les habitants étaient censés agir

(1) Turgot, 3^e lettre aux curés, t. I, p. 641.

au nom du Roi et ne risquaient pas d'être pris à partie par les assujettis et rendus responsables des non-valeurs. Dès lors, il n'existait en matière de dixième et de vingtièmes aucune de ces actions qui en matière de taille mettaient en branle la communauté entière, ses représentants et ses habitants, et remettaient à chaque instant en cause les résultats de la répartition. Par conséquent, on ne rencontre rien de comparable aux actions en surtaux, en abus, ou en solidarité et rejet si funestes aux intérêts des habitants, des collecteurs et du Trésor royal.

C'est ce qu'exprimait le rapport de la commission pour la répartition des impositions à l'assemblée provinciale du Berry : « l'impôt du vingtième porte sur un objet visible à l'œil dont le produit est connu de tout le monde par approximation et par conséquent, les disputes entre les contribuables et le préposé ont des principes plus décidés que ne peuvent en avoir le collecteur et le taillable ; dans le vingtième le contribuable n'a à se défendre que contre les erreurs, l'impatience ou la dureté du contrôleur. Il est rare que celui-ci puisse avoir des sentiments particuliers de vengeance, de haine ou d'intérêt contre les contribuables ; si son âme est susceptible de douceur et d'indulgence, ce sentiment tourne au profit du contribuable, tandis que chez le collecteur, toute faveur au delà de la juste proportion est au détriment d'un tiers. Si le contrôleur du vingtième peut trouver un intérêt personnel dans l'accroissement de l'impôt par les gratifications que cet accroissement lui occasionne, c'est un intérêt dont l'effet reflue, à la vérité, sur le général des contribuables, mais cet intérêt n'a pas l'odieux de celui qui dirigerait un collecteur contre chaque individu taillable (1) ».

Le débat mettait aux prises le contribuable mécontent et le Roi représenté par son contrôleur ; la situation était analogue à tout procès qui oppose le créancier à son débiteur : celui qui obtient gain de cause conserve le profit exclusif de la décision.

Les réclamations auraient pu être fréquentes. Comment un contrôleur arrivait-il à se faire durant sa courte tournée dans une paroisse une idée exacte de la véracité des déclarations faites par des inconnus. Les erreurs d'appréciation risquaient d'être nombreuses, d'autant que le contrôleur général prescrivait aux intendants d'augmenter d'année en année les cotisations et de taxer avec rigueur, quitte à accorder ensuite des réductions en cas de réclamations. Généralement, les destinataires de ces instructions devinant les difficultés que ne manquerait pas d'entraîner la stricte exécution d'ordres aussi rigoristes agissaient de manière plus circonspecte et se gardaient bien d'appliquer à la lettre

(1) Rapport du 20 nov. Procès-verbal, t. I, p. 84.

les recommandations ministérielles. Les intendants se bornaient à conseiller aux commissaires « de travailler avec soin, d'employer beaucoup de méthode à la confection des rôles et d'avoir toujours égard aux déclarations des propriétaires relativement à leurs charges ». Telles étaient les recommandations que donnait du Cluzel, intendant à Tours en 1772, à ses collaborateurs car, selon lui, il ne suffisait pas « d'être disposé à rendre justice dès qu'il y aura représentation ; il faut s'attacher avec le plus grand soin de ne pas donner lieu à des représentations fondées » (1). En général, contrôleurs et directeurs faisaient montre d'une certaine indulgence qui profitait à toute la province que l'intendant de son côté n'avait pas intérêt à laisser écraser d'impôt. Bien qu'ils pussent s'attendre à des récompenses si le recouvrement accusait durant leur administration une progression constante, ils ne tenaient pas, par une action trop énergique, à susciter des procès qui risquaient à un moment donné d'être évoqués en haut lieu et de nuire à leur réputation si le réclamant obtenait gain de cause au dernier stade de la procédure. On cite même le cas d'un intendant de Bordeaux, Bouchu, qui avait fait rappeler un directeur pour avoir dressé un rôle avec augmentation par rapport à celui de l'année précédente. Avec une telle tactique le nombre des réclamations se trouvait heureusement diminué. En pratique même, pour éviter des discussions, certains commissaires départis, le même Bouchu à Bordeaux, Lumignon de Courson en Guyenne et Legendre à Montauban, n'hésitèrent pas à modifier la nature de l'impôt et à le transformer systématiquement en un complément de la taille, contribution que le peuple, par habitude, supportait plus facilement que les impôts nouveaux (2).

On peut, ici encore, classer les réclamations concernant le dixième et les vingtièmes en deux catégories selon que le requérant se plaint de la violation d'un droit ou fait appel à la pitié. Nous examinerons successivement comme se réglaient ces deux sortes de réclamations, puis ce qu'il advenait des non-valeurs. Un chapitre exposera les nombreux conflits qui opposèrent le gouvernement et les Cours souveraines à propos du recouvrement et du contentieux du dixième et des vingtièmes.

(1) Arch. dép. Indre-et-Loire, C. 13.

(2) Mais le contrôleur général n'admit pas le système. Il en avertit le 11 avril 1711 Le Gendre et lui expédia l'intendant de finances Ogier, pour lui apprendre comment devait être assis l'impôt conformément aux ordres du roi.

CHAPITRE II

DEMANDES EN RÉDUCTION ET DÉCHARGE

Les réclamations de cette catégorie s'intendent par la voie de l'opposition. Le redevable qui se prétend taxé à tort, ou au delà de ses facultés contributives cherche ainsi à mettre obstacle à l'exécution de la décision de l'intendant qui a rendu le rôle exécutoire.

L'arrêt du Conseil du 5 novembre 1710 avait confié l'examen de ces oppositions à une commission spéciale siégeant auprès du gouvernement. Elle était composée de six membres choisis parmi les conseillers d'Etat et les intendants des finances ; y siégèrent notamment de Bouville, de Bercy, de Ficloy, d'Ormesson. Elle donnait sur les requêtes qui lui étaient présentées son avis au contrôleur général qui statuait ensuite en Conseil des Finances. C'est à cette commission que les redevables devaient adresser directement leurs plaintes, avec les pièces justificatives sans avoir à se déplacer eux-mêmes « pour le tout vu et ordonné au conseil royal des Finances, par ledit sieur Desmarests être ordonné ce qu'il appartiendrait »

Cette institution qui avait été imaginée pour éviter des frais de déplacement aux contribuables était trop éloignée des justiciables. L'instruction des réclamations ne pouvant se faire sérieusement que sur place, dans les bureaux du contrôle dont dépendait le lieu de l'imposition, le transfert des dossiers entre Paris et la province retardait la solution des affaires. Au surplus la plupart du temps, le réclamant n'hésitait pas à faire le voyage à Paris espérant y obtenir plus facilement satisfaction s'il parvenait à intéresser à sa plainte quelque haut personnage. On s'aperçut assez vite que le résultat cherché n'était pas atteint et sous prétexte qu'on « ne saurait imposer à ceux qui ont des moyens d'opposition légitime la nécessité de se rendre à la suite du Conseil pour être écoutés », l'arrêt du 5 décembre 1710 attribua aux intendants eux-mêmes, l'examen des réclamations de cette nature, et supprima la commission centrale. A Paris, le prévôt des marchands et le lieutenant général de police connurent chacun les réclamations sur les vingtièmes dont ils assuraient l'assiette.

Les oppositions étaient fondées sur des erreurs de noms, fausses attributions de biens, doubles emplois. Le cas le plus fréquent était peut-être l'inscription au rôle du double ou du quadruple de ceux qui avaient négligé de faire une déclaration ou qui étaient présumés en avoir fait une insuffisante. Sans aller jusqu'à ces solutions extrêmes, les contrôleurs taxaient d'office tout contribuable suspect à une somme supérieure à celle qui aurait correspondu à sa déclaration. S'il ne protestait pas c'est donc qu'il acceptait la taxation ; son silence avertissait l'administration que l'évaluation arbitraire qu'elle avait faite de ses revenus n'avait rien d'exagérée, et l'intéressé avait toute chance d'être imposé à une somme plus forte encore l'année suivante. Au contraire s'il prétendait que sa cote était trop élevée, il devait établir sa bonne foi en produisant toutes justifications utiles et déclarer se soumettre par avance à la peine du quadruple en cas de rejet de sa réclamation. S'il obtenait gain de cause, il ne payait que le simple de sa cote ; l'ancien rôle dans lequel il avait été primitivement compris était annulé, et il était inscrit sur un rôle au simple supplémentaire, ou bien il continuait à figurer dans l'ancien rôle annoté en marge de la décision rendue par l'intendant. La taxation d'office de l'administration n'était ainsi qu'un moyen d'arracher aux contribuables retardataires ou négligents des déclarations précises (1).

Puisque le dixième et ces vingtièmes frappaient les revenus nets des biens et revenus, il était logique d'accorder aux propriétaires de ces derniers une réduction correspondant aux charges qui grevaient les biens imposés.

L'on accordait aux propriétaires des déductions pour les rentes dues aux maisons religieuses et aux gens de mainmorte, et autorisées par lettres patentes ; mais l'édit du mois d'août 1749 ayant interdit toute nouvelle acquisition aux communautés religieuses, la réduction ne fut accordée postérieurement à cette date que si les rentes avaient été constituées antérieurement à la promulgation de cet édit ; pour les autres, les débiteurs étaient en droit de retenir le montant du dixième sur les arrérages.

Les constitutions des dots des religieuses, des pensions viagères aux religieux et aux religieuses demeuraient permises et les débirentiers continuaient à bénéficier d'une réduction équivalente de leur imposition.

Par contre, l'on n'accordait jamais la moindre déduction pour les rentes dues à des particuliers ; s'il s'agissait de rentes seigneuriales, le contrôleur en avait tenu compte dans l'appréciation de la valeur

(1) Marion, *Machault d'Arnouville...*, p. 44.

du fonds imposé, et elles n'étaient imposées que sur la tête de ceux qui avaient le droit de les percevoir. S'il s'agissait de rentes secondaires ou de rentes constituées, le débirentier retenait les vingtièmes sur les arrérages échus et s'il avait renoncé volontairement au droit que la loi lui donnait, le Roi n'était pas obligé de l'en dédommager (1).

Grâce à cette procédure des propriétaires réussirent à obtenir pour une même rente des diminutions dans plusieurs généralités où ils possédaient des biens. Aussi fut-il décidé que ces demandes en réduction ne seraient plus formées par la voie de l'opposition, mais par une requête directement adressée au Conseil. Le cumul frauduleux de réductions n'était plus possible car les requêtes étaient enregistrées à l'administration centrale sur un registre tenu par ordre alphabétique. Celles qui faisaient double emploi étaient ainsi facilement décelées.

Toutefois ces nouvelles dispositions ne s'appliquaient pas lorsque la demande de réduction faisait état d'une rente en grains ou en argent constituée envers un abbaye, une communauté ou une cure, ou d'une redevance spécialement assignée sur un fonds déterminé. En pareil cas, l'hypothèque garantissant les droits du crébirentier n'étant plus générale, la fraude n'était pas possible. Le contrôleur général n'en était pas moins tenu au courant par les états que lui adressaient périodiquement les intendants des décisions prises par eux et qui indiquaient les noms des propriétaires, la désignation des biens, le montant des rentes qui les affectaient et la date des titres constitutifs.

Dans toute opposition le réclamant devait :

1^o joindre à sa requête une déclaration certifiée véritable de ses revenus ainsi que toutes pièces ou documents susceptibles d'apporter des précisions sur la consistance, la qualité et la valeur de ses biens ;

2^o justifier par la production de quittances du paiement d'une fraction de l'imposition assise à son nom.

La première fois qu'un débirentier demandait une réduction à raison du paiement de cette rente ou d'une pension, il devait produire soit le titre constitutif de la rente ou de la pension soit une copie en forme collationnée par un subdélégué. Une fois qu'il avait obtenu une déduction, il lui suffisait les années suivantes de joindre à sa requête la quittance constatant le paiement des arrérages de l'année pour laquelle il demandait la réduction, ou à défaut de quittance un certificat établissant que la rente était toujours due et n'avait pas été remboursée.

La fraction de l'imposition payable par provision a varié. En 1710 (arrêt 26 mai et 23 juin), elle était fixée à un tiers pour les particuliers

(1) Turgot, *IV^e lettre aux curés*, 22 janv. 1763, t. I, p. 648.

et à la moitié pour les commerçants ; en 1711 (arrêt 11 mars) un tiers pour tous les contribuables ; en 1735, le contrôleur Orry décida, dans le dessein de restreindre le nombre des réclamations, qu'aucune contestation ne serait reçue cette année-là avant le 30 septembre si la moitié de la cote n'avait pas été payée ; elle ne serait admise de la période du 1^{er} octobre 1735 au 1^{er} janvier 1736 si les trois quarts n'étaient pas acquittés ; passé le 1^{er} janvier 1736, aucune requête ne serait plus reçue. En 1741, les pouvoirs devaient être accompagnés des quittances du règlement de la moitié des quartiers échus.

Exception faite des dispositions provisoires prises par le contrôleur Orry, aucun délai de rigueur n'était prévu pour la présentation des réclamations. La déclaration de 1778 le fixa à trois mois à partir de la publication des rôles (1).

L'intendant recevait la requête par l'intermédiaire de ses subdélégués. Il la communiquait au directeur des vingtièmes qui chargeait un contrôleur ambulant de procéder à une enquête, d'effectuer sur place, le cas échéant, les vérifications nécessaires et de donner son avis sur le point de savoir si la cote contestée devait être maintenue réduite ou déchargée. Si cet avis était défavorable, le contrôleur communiquait le résultat de ses recherches au réclamant pour lui permettre de s'expliquer sur les voies et moyens qui lui étaient opposés ; après cet échange de vues qui avait lieu par écrit, le directeur donnait à son tour ses conclusions sur la suite à réserver à la requête, en dernier lieu l'intendant statuait par une sentence motivée qui, enregistrée au bureau de la généralité, était signifiée ensuite au réclamant.

Cette signification servait de point de départ au délai laissé au demandeur pour se pourvoir en appel devant le Conseil du Roi dans le cas où il n'aurait pas obtenu satisfaction ; cet appel était possible quelque fut l'importance des cotes contestées. Les textes n'ayant pas fixé une somme dans la limite de laquelle le commissaire départi pût juger en dernier ressort. A Paris, l'instruction des pourvois était confiée à deux maîtres des requêtes de l'Hôtel (2).

Le directeur adressait chaque mois au contrôleur général un état détaillé des décisions prises par l'intendant.

Les réclamations étaient très nombreuses en certaines régions : par exemple en Languedoc, où Saint Priest, trouva plus de 400.000 requêtes en instance dans les bureaux de Montpellier. Son prédécesseur Lenain avait d'ailleurs laissé prévoir au gouvernement qu'en raison de l'état d'esprit de la population l'introduction du vingtième dans la province

(1) Edit mars 1784, art. 5.

(2) Décl. 26 av. 1778, art. 5.

entraînerait « autant de représentations que d'articles » (1). D'ailleurs le retard apporté par les contribuables dans l'établissement de leur déclaration était la principale cause des surcharges dont ils se plaignaient. Quant aux déclarations faites en temps utile, elles apparaissaient d'une fausseté tellement insigne que le directeur portait d'office les cotes bien au delà du vingtième des revenus avoués.

Les décisions des intendants n'étaient pas toujours prises avec intelligence. Alligre qui administrait la généralité d'Artois en 1752 ne tenait aucun compte des circulaires ministérielles et accordait des décharges sans ordre et sans motif, diminuant même des contribuables qui n'avaient pas réclamé, qui avaient déjà bénéficié d'une décharge, ou qui, aux dires des contrôleurs, auraient pu être augmentés. D'ailleurs en Artois comme en Languedoc, les redevables, attendaient au dernier moment pour présenter leur demande en décharge et faisaient ainsi languir le recouvrement. L'intendant refusait de prendre la moindre ordonnance pour mettre un terme à ces pratiques sous prétexte que rien n'aurait été plus contraire au service du Roi qu'un intendant devînt la haine du public (2).

(1) Lettre de Saint-Priest à Machault, 17 mars 1751, H. 1094.

(2) Marion, *Machault*, p. 86.

CHAPITRE III

DEMANDES EN MODÉRATION ET REMISE. NON-VALEURS

SECTION I. — *Modérations et remises.*

Comme en matière de taille et de capitation, les demandes en modération et en remise du dixième et des vingtièmes étaient fondées sur les événements imprévus qui avaient réduit depuis l'établissement des rôles les facultés contributives des redevables, telles que pertes de bestiaux, inondations, grêles, incendies et vacances de maison.

Les intéressés transmettaient leurs requêtes à l'administration centrale, accompagnées du procès-verbal constatant le dommage subi, dressé par le subdélégué ou les Elus et vérifié par le contrôleur, à l'administration centrale. Si le subdélégué et les élus étaient trop occupés pour aller faire ces constats, le juge de la localité était requis pour procéder à l'état des lieux et recevoir les témoignages des habitants. La vérification s'opérait ensuite par les soins du subdélégué des recouvreurs des tailles et des contrôleurs. Les intendants se bornaient à donner leur avis à la suite de la communication qui leur était faite de la requête de Paris. Si on ne leur avait pas accordé le pouvoir de décider dans ces sortes d'affaires, ce n'était pas par méfiance, mais pour ménager leur indépendance et les décharger d'une attribution délicate en les mettant en même temps à l'abri de la rancune que pourrait faire naître dans le cœur de leurs administrés le rejet d'une requête injustifiée.

Aucune disposition légale n'avait délimité les circonstances exactes dans lesquelles les demandes en modération ou en remise pourraient être formulées, ni la mesure dans laquelle elles pouvaient être accueillies. La décision était laissée absolument à l'indulgence du Roi, « étant donné l'impossibilité de former une loi fixe sur ces sortes de demandes parce qu'elle se trouverait trop faible pour les uns, trop forte pour les autres. L'intention du Roi est de n'en accorder que

dans les cas et accidents imprévus comme réédification nécessaire » (1).

Très souvent cependant, les intendants s'adjugeaient le pouvoir de juger ces requêtes sans en référer à l'autorité supérieure. Ils ne s'en cachaient pas et suggéraient même au ministère de reconnaître cette manière de procéder et de la rendre officielle. Comme en matière de taille, ils se considéraient de par leurs fonctions comme les premiers d' défenseurs de leur généralité. Tourny, à Bordeaux, particulièrement bien disposé en faveur des vigneron de sa circonscription, sollicitait souvent pour eux quelques soulagements et suppliait Courteille de lui faire obtenir une extension de ses pouvoirs sur ce point. « Je n'en abuserai point, promettait-il, je ménagerai les choses de façon que je n'accorderai des modérations passagères qu'autant qu'il n'y aura nécessité relativement à la situation des redevables et utilité par rapport au recouvrement, en mettant à la modération la condition de payer dans les quinze jours sous peine de nullité (2). » Il confessait d'ailleurs « que dans le nombre de requêtes j'en ai trouvé où le mal était si grand que je n'ai pu me refuser à quelque tempérament de l'espèce que j'ai l'honneur de vous proposer ». Si le contrôleur se résigna à régulariser rétroactivement ces modérations illégales, il ne le fit pas sans adresser à son subordonné quelques observations. « M. le Garde des Sceaux se détermine à accorder quelques secours mais comme il est de la dernière conséquence que cette grâce particulière soit tenue secrète, il désire qu'on emploie tous les ménagements possibles dans la distribution qui en sera faite... Mais il ne lui est pas possible de vous laisser le maître de disposer seul des secours à accorder en ces circonstances sans faire un exemple pour les autres généralités et déranger l'ordre établi en pareil cas. » Toutefois bien que péremptoirement condamnés ces errements ne furent pas abandonnés et se continuèrent même à Bordeaux après Tourny malgré les circulaires du pouvoir central et les récriminations des directeurs des vingtièmes. Sa Majesté affirmait d'ailleurs dans l'arrêt du Conseil du 2 novembre 1777 que si elle renonçait à augmenter les cotes des vingtièmes pendant un espace de vingt ans après la vérification d'une paroisse, elle n'entendait pas se priver de la douceur d'accorder des décharges et des modérations aux divers contribuables qui par des malheurs particuliers auraient acquis des droits à ces soulagements momentanés.

Toutefois les intendants obtinrent à la fin du XVIII^e siècle le pouvoir de juger les demandes en remise (3) et modération mais il leur fut

(1) Hugues Fourcade, *loc. cit.*, p. 232.

(2) Arch. Gironde, C. 3216.

(3) Lettre 8 juin 1751 à Courteille (Arch. Gironde, C. 3216), citée par Marion, *les Impôts directs*, p. 352.

particulièrement recommandé de se montrer sévères, de n'accorder les réductions qu'avec prudence, et de rejeter impitoyablement celles qui paraîtraient injustifiées. Certains des commissaires observèrent ces instructions avec un tel sentiment d'aveugle obéissance qu'ils rejetaient invariablement toutes les demandes qui leur étaient présentées.

Ceux qui avaient obtenu une décharge ou une réduction étaient tenus d'en rapporter l'ordonnance au receveur des tailles ou au préposé du recouvrement faute de quoi elle devenait nulle.

En dehors des décisions prises en faveur de particuliers, le Roi accordait parfois de sa pleine autorité, des soulagements plus ou moins considérables à l'ensemble du royaume ou simplement à certaines catégories de contribuables qui avaient éprouvé des pertes communes, notamment les habitants victimes d'une intempérie ou de tout autre malheur. Ainsi l'arrêt du Conseil du 20 octobre 1760 déchargea pendant cinq ans les habitants de certaines paroisses de Bretagne d'une partie de la capitation et des vingtièmes en réparation des dommages que leur avait causés une descente des Anglais.

SECTION II. — *Non-valeurs.*

Comme pour la capitation, les non-valeurs provenaient de deux causes :

1^o Les petits articles qui, par mort, indigence, absence ou autrement devenaient caducs.

2^o Les faux et doubles emplois. Il y avait faux emploi lorsqu'était taxée une personne morte ou absente depuis longtemps, ou lorsqu'une propriété était imposée sur le rôle d'une autre paroisse que celle de sa situation (la réunion sous une même cote de biens situés en différentes paroisses était défendue) ; double emploi lorsqu'un même contribuable était employé à la fois dans plusieurs rôles parce qu'il exerçait plusieurs professions qui le faisaient ranger dans deux corps différents.

Les faux emplois pouvaient être supprimés d'office par les contrôleurs. Ils se renseignaient dans leurs tournées sur les personnes vivantes et celles récemment décédées. S'ils constataient sur les rôles d'une paroisse l'inscription d'une propriété située sur le territoire d'une autre paroisse que celle visitée, ils devaient rayer l'article sans attendre qu'il prêle à contestation (par contre, ils devaient ajouter les propriétés de la paroisse qui auraient été omises). Si les paroisses entre lesquelles des erreurs s'étaient produites dépendaient du ressort de plusieurs contrôleurs, ou étaient situées dans différentes généralités, le contrô-

leur qui découvrait l'erreur dressait des états de désunion et les envoyait à son directeur qui en avertissait les autres contrôleurs placés sous ces ordres, ou le directeur de la généralité voisine (1).

Les dixièmes et les vingtièmes n'étant pas des impôts solidaires, les préposés n'étaient pas tenus de répondre du montant des rôles. Ils n'étaient donc pas responsables des faux et doubles emplois qui n'auraient pas été relevés par le contrôleur, ni des cotes laissées impayées par des insolvable. Il leur suffisait de faire constater les erreurs commises au cours de l'assiette, et les non-valeurs pour en être déchargés (2).

C'était au mépris des règlements, même au cas de divertissement des deniers des vingtièmes, que les receveurs des tailles décernaient des contraintes solidaires contre les habitants. Les Elections, il est vrai, ne faisaient aucune difficulté pour les y autoriser. Turgot observait qu'il était très difficile de remédier à ces désordres... parce que les peuples y étaient accoutumés et ne réclamaient que rarement (3).

(1) Un arrêt de 1775 notamment y autorisa l'intendant de Champagne.

(2) Instruction de 1776.

(3) Turgot, *III^e lettre aux curés*, 23 oct. 1762, t. I, p. 641.

CHAPITRE IV

AFFAIRES CRIMINELLES

La justice criminelle était en matière de dixième et de vingtième réservée aux intendants ; elle ne leur fut pas retirée en fait postérieurement à la promulgation de la déclaration du 13 avril 1761 (1), bien que celle-ci ait été enregistrée par la Cour des Aides de Paris sous réserve que les procès criminels qui pourraient survenir à l'occasion des vingtièmes continueraient d'être instruits et jugés en première instance par les juges des Elections et en appel par la Cour. La meilleure preuve en est qu'un arrêt du Conseil du 29 mars 1772 cassa, comme rendu contrairement aux règles de la compétence *ratione materiae* la procédure commencée en l'Election de Vezelay contre un préposé des vingtièmes accusé de concussions et de prévarications dans l'exercice de ses fonctions (2).

(1) Décl. 13 avr. 1761, art. 14.

(2) Turgot, *Observations sur un projet d'édit*, éd. Daire, t. II, p. 454 et 469.

CHAPITRE V

CONFLITS ENTRE LES COURS ET LE GOUVERNEMENT

En confiant aux intendants la connaissance des contestations soulevées par le dixième et le vingtième, les ministres des finances avaient surtout en vue la sauvegarde des intérêts du Trésor royal : faire vider rapidement les réclamations sans qu'une trop lente instruction ne retarde le recouvrement des deniers dont la perception était nécessaire à la conduite de la guerre. Les particuliers y trouvaient leur avantage car leurs plaintes étaient examinées avec célérité et aux moindres frais ; ils paraissent d'ailleurs avoir été satisfaits d'une telle procédure et n'étaient nullement choqués de se soumettre à la décision de l'auteur même de leur taxe.

Ce sont les Cours souveraines qui ne cessèrent durant le XVIII^e siècle de se récrier contre l'administration du dixième et des vingtièmes ; chaque fois que l'occasion leur était offerte, c'est-à-dire pratiquement chaque fois qu'un nouveau texte concernant ces impôts était porté à leur enregistrement, elles commençaient le procès du personnel des bureaux des vingtièmes et des intendants. A quel mobile obéissaient-elles, et quel but poursuivaient-elles dans ces diatribes enflammées ? Amour extrême du bien public ? Conception idéaliste tendant à faire établir dans l'ensemble du royaume un système d'impôts légers et équitablement répartis ? Sauvegarde des intérêts du peuple qu'elle désirait protéger des mesures d'inquisition visant « le travail du laboureur, l'industrie du fabricant et le crédit du négociant » ? Rancune de corps à l'égard des intendants qu'elles détestaient ? Ou plus simplement défense des intérêts pécuniaires de leurs membres doublement lésés par l'obligation de payer un impôt général et par la perte d'épices dont la perception eût accru la valeur de leurs charges ? On ne saurait le dire au juste mais la dernière hypothèse n'est sans doute pas la plus invraisemblable.

Les remontrances furent d'abord objectives, mais elles changèrent

de ton ; leurs auteurs n'hésitèrent pas à se livrer à des appréciations, pour le moins discourtoises à l'égard des ministres du Roi. Gagnés par un véritable instinct démagogique, les magistrats firent une opposition systématique aux mesures fiscales envisagées par le pouvoir royal, sans réussir d'ailleurs à recruter beaucoup d'admirateurs dans le peuple dont ils prétendaient être les seuls à défendre la cause sacrée. La lecture des *Mémoires pour servir à l'histoire du Droit public en France en matière d'impôt* révèle les phases principales de la lutte qui opposa, de 1756 à 1775, la Cour des Aides de Paris et les ministères qui se succédèrent pendant la même période ; la première versant dans des mémoires interminables les attaques les plus perfides ; les seconds conservant devant ces flots de parole une attitude silencieuse et méprisante.

Le désaccord avait éclaté avant 1756. Dès 1749 la suppression du dixième et son remplacement par le vingtième déclencha les protestations de la magistrature : le Parlement déclara que le Roi manquait à la parole donnée de supprimer le dixième lors de la conclusion de la paix. Mais sur l'ordre exprès du Souverain, il dut s'incliner et enregistrer l'édit.

La Cour des Aides ne consentit à enregistrer la déclaration du 7 juillet 1756 déterminant l'époque de la cessation du premier vingtième et ordonnant la levée d'un second vingtième qu'après avoir arrêté des remontrances dans lesquelles elle cherchait à démontrer que la procédure fixée pour l'examen des contestations concernant le dixième et la capitation était contraire aux lois fondamentales du royaume.

« C'est au préjudice de ces Loix augustes — loix moins respectables encore par leur antiquité que par la sagesse qui les a dictées — que la connaissance des contestations survenues au sujet du vingtième et de la capitation a été enlevée aux tribunaux réglés et qu'on n'a laissé à ceux de vos sujets qui se sont crus lésés que l'alternative de se soumettre à une taxe injuste ou de recourir à l'autorité de celui qui en est l'auteur en lui demandant de reformer son propre ouvrage (1). » Retraçant son origine, elle rappelait qu'elle est née du choix des Etats généraux — choix sanctionné par le Monarque qui « daigna les agréer et leur confier l'exercice de son autorité souveraine » — et que par suite de la multiplicité des lois qui régissaient la perception de l'impôt, elle se spécialisa dans l'examen des réclamations d'ordre fiscal et dut « abandonner toute autre préoccupation pour se livrer à cet état pénible ». Elle ne saurait se résigner, dans ces conditions, à être spoliée

(1) Auger, *Mém. pour...*, p. 10.

du monopole du contentieux fiscal, droit dont elle ne doit jamais se départir puisqu'il est inhérent à sa constitution et à son essence. « Nous ne réclamons nos droits que parce qu'ils sont les droits de votre peuple. Nous ne nous plaignons pas d'avoir été troublés dans l'exercice de nos fonctions essentielles que parce que ce trouble est le commencement et la cause des vexations auxquelles vos sujets sont exposés, c'est en leur nom et non au nôtre que nous supplions Votre Majesté de laisser à ses Cours des Aides le libre exercice de leur juridiction et de rendre à ses peuples leurs juges naturels. » (1) Or à ces juges compétents et spécialisés on substitue « un seul magistrat qui ne peut même porter sur les objets qu'on lui présente qu'une application momentanée et qui est distrait sans cesse par des occupations d'un autre genre ».

Lorsque le Président de Lamoignon et les présidents Béchet et de Lévy vinrent apporter le 18 septembre 1756 le texte de ces remontrances, ils s'entendirent répondre par le Roi que « les opérations qu'exigent cette imposition (le dixième) ne sont pas assez avancées dans quelques provinces pour que je puisse encore faire cesser la connaissance que j'ai attribuée aux intendants ». Parole qui dans la bouche royale était une fin de non-recevoir mais que les magistrats feignirent d'interpréter comme la reconnaissance des pouvoirs de la Cour et comme une promesse de réforme qu'elle se plut à rappeler de temps à autre à son auteur.

Ainsi lorsqu'en septembre 1759 fut décidée la création d'une subvention générale, la Cour crut devoir prétendre : « Sa Majesté voulut promettre que le dépôt des rôles du dixième et du vingtième serait fait dans les registres des tribunaux qui en devaient connaître, mais nous pouvons attester que cette parole est restée jusqu'à présent sans exécution (2). »

Lorsque le successeur de Silhouette, Bertin, remplaça cette subvention par un troisième vingtième, la Cour protesta à nouveau contre cet « impôt arbitraire, écrasant et soustrait au regard des tribunaux qui devraient en connaître, « elle ne procéda à l'enregistrement le 12 mars 1760 qu'en déclarant que les rôles des vingtièmes seraient déposés au greffe des Elections en même temps que ceux de la capitation. Le même jour elle enregistra la déclaration du 3 février précédent pour l'établissement d'un vingtième ou sol pour livre des droits des fermes à la condition que les rôles fassent l'objet d'un dépôt au même lieu et que les contestations relatives à ce nouveau droit soient portées devant les juridictions ordinaires ». Les autres cours souve-

(1) *Id.*, p. 12.

(2) *Id.*, p. 55.

raines s'étaient associées à celle de Paris, celle de Rouen affirmait notamment en des termes identiques dans ses remontrances du 26 juillet 1760 — en parlant il est vrai de la capitation mais l'argument est le même — arbitraire dans sa répartition, l'impôt est abandonné à la discrétion d'un seul homme, l'intendant, seul dépositaire de la fixation générale et constitué seul juge de sa division ».

En vue d'obtenir l'accord des cours souveraines pour la levée du deuxième vingtième, le gouvernement avait partiellement cédé, en donnant aux tribunaux par la déclaration du 13 avril 1761 le contentieux de la capitation. L'article 14 stipulait à la satisfaction de la magistrature : « ... sans que la connaissance momentanée aux oppositions aux rôles des vingtièmes, deux sols pour livre, et capitation donnée aux commissaires départis par les édits d'établissement desdites impositions puisse donner aucune atteinte à la compétence des cours et à celle des sièges de leur ressort, seuls juges de toutes impositions suivant les lois du royaume et auxquelles notamment la connaissance des oppositions aux rôles des vingtièmes, deux sous pour livre du dixième sera incessamment rendue selon la réponse du roi du 18 septembre 1756 à charge que les attributions portées par cet édit, ensemble la disposition concernant le dépôt des rôles ne pourront avoir lieu que pour les dites impositions telles qu'elles sont annuellement établies ». C'était à la fois reconnaître publiquement la plénitude de juridiction des tribunaux réglés en matière fiscale, et en retarder l'exercice ; le souverain ne rappelait sa promesse de 1756 que pour en différer l'exécution. Non seulement il était sursis au dépôt des rôles de la capitation non taillable mais encore rien n'était changé en matière de dixième et de vingtième.

La Cour des Aides de Paris ne manqua pas de protester (1). Dans les remontrances écrites le 23 juin, elle s'applique à démontrer l'inanité de la justice des intendants, arguant que le pouvoir judiciaire ne leur est confié que pour masquer « les abus qui se peuvent commettre dans la répartition des impositions ». Elle insiste, au nom de la liberté et dans un langage déjà révolutionnaire, sur les dangers de confier à un seul homme surchargé de besogne un pouvoir aussi discrétionnaire. Elle oppose les méfaits commis par ces nouveaux juges aux bienfaits que répandent les tribunaux judiciaires : « Les quatre caractères de l'autorité despotique sont de résider dans un seul homme, de n'être point restreinte par la loi, de n'être sujette à aucun recours, enfin de n'être contrebalancée par aucune autre autorité, ce qui arrive quand l'administration et la juridiction sont en la même main. » Ces quatre caractères constituent précisément l'autorité accordée au commissaire

(1) *Id.*, p. 128 et sq.

départi, laquelle n'est limitée par aucune loi, pas plus que celle des subdélégués « auquel le commissaire est obligé de confier un pouvoir sans borne pour descendre dans l'examen des facultés de chaque particulier de son ressort » ; elle reconnaît qu'elle ne peut étayer cette affirmation de preuves convaincantes, mais seulement parce qu'on lui a retiré les moyens de le faire et que c'est justement dans l'intention de l'empêcher « de découvrir tous les excès de pouvoir commis dans l'établissement de la capitation, du vingtième d'industrie et de la corvée qu'on refuse le dépôt des rôles au greffe des tribunaux dans l'intention de lui cacher des opérations irrégulières ».

« L'autorité de l'intendant n'est soumise à aucun recours puisqu'on ne peut regarder l'appel au Conseil du Roi des ordonnances des intendants que comme illusoire, attendu l'impossibilité que le Conseil du Roi vaque à tant d'objets de détail et la notoriété dont il est que ce n'est que sur l'avis des commissaires départis qu'on juge souverainement l'appel de leurs ordonnances ». [La Cour paraît oublier que ce reproche adressé aux commissaires départis pouvait s'appliquer encore aux élus qui n'avaient pas perdu toutes leurs attributions administratives.] « D'ailleurs sur quoi cet appel peut-il être fondé lorsque le particulier lésé ne peut pas produire ni la comparaison de la taxe actuelle de sa terre avec les taxes précédentes ni celle de son imposition personnelle avec l'imposition des autres particuliers du même ressort. »

« Autorité enfin qui n'est contrebalancée par aucune autre, puisque le commissaire départi, juge à la fois et administrateur, n'est éclairé par personne et exerce un de ces pouvoirs illimités qui, donnant à ceux qui en sont revêtus l'assurance de l'impunité, dégénère toujours en abus. »

Au contraire lorsque les plaideurs s'adressent à un tribunal, ils n'ont pas à craindre les effets de ses affections ni de sa prévention. L'iniquité n'approche rarement des magistrats, la corruption a peu de prise sur eux « parce que les affections sont personnelles et touchent rarement un corps entier, parce qu'aucun des membres qui composent le tribunal n'a seul assez d'autorité pour être exposé à de puissantes séductions, parce que la crainte souvent plus forte que la fonction n'agit que faiblement sur ceux qui ne contribuent au jugement que de leur suffrage particulier ; enfin parce que l'homme corrompu tremble lorsqu'il y a des témoins de sa conduite et qu'une seule voix entraîne toujours la multitude ». Les tribunaux offrent encore d'autres garanties. « Si le premier juge s'est trompé, il est des tribunaux supérieurs devant lesquels tout particulier lésé est admis à se pourvoir ; et si la lésion qui lui est faite est constatée par l'acte même du jugement, et par l'énu-

mération des pièces sur lesquelles il est intervenu qui sont consignées par un dépôt inviolable.

« Enfin lorsque l'administration est séparée de la juridiction, ce que l'administration fait pour le bien de l'Etat ne peut point troubler les particuliers dans la propriété de leurs biens et dans leur liberté, ni servir de prétexte pour satisfaire des haines personnelles. » La Cour conclut en demandant au roi de rendre conformément à sa promesse la connaissance du vingtième à ses tribunaux dans les provinces où les opérations étaient achevées.

Ces remontrances dépassaient singulièrement leur objet initial. On en découvre aisément la portée révolutionnaire. Le fondement même de la Monarchie y était sérieusement attaqué ; le Roi, chef souverain de la police et de l'administration, source unique de la justice, responsable de ses actes devant Dieu seul, ne représentait-il pas au premier chef, bien plus que ses commis, le pouvoir despotique que ces Messieurs de la Cour estimaient si haïssable.

Nouvelles remontrances lors de l'envoi de l'édit du mois d'avril 1763 préparé par Bertin pour ordonner le dénombrement des biens-fonds du royaume — c'est-à-dire l'établissement d'un cadastre — et pro roger la levée des deux vingtièmes. Il fallut un lit de justice pour en obtenir l'enregistrement, lequel servit d'ailleurs de prétexte à la rédaction d'itératives remontrances répétant les arguments exposés dans les mémoires précédents. Le Roi tint bon, et sa réponse fut brève à ceux qui venaient lui faire connaître l'opinion de la Cour. « Ma Cour des Aides ne peut se plaindre avec fondement si depuis 1756, les embarras de la guerre et les fortes charges que supportent mes sujets m'ont obligé de suspendre la vérification des rôles des vingtièmes dont la forme d'ailleurs ne permet pas de lui attribuer la connaissance. »

Le Parlement de Paris tenait au Roi le même langage que la Cour, et conseillait au Prince d'ouvrir à tous ses sujets « l'accès libre des tribunaux en permettant aux magistrats chargés par les lois publiques de la partie des impositions le libre exercice de leur juridiction qui ne peut être redoutée que par l'esprit de vexation, en ordonnant le dépôt des rôles de toutes impositions dans des greffes réglés et accessibles. Le dépôt demandé depuis si longtemps par les magistrats est tellement de première justice que le refus persévérant équivaut presque à la preuve de tous les excès dont l'arbitraire peut être le principe » (1).

Le Parlement de Besançon exhala également sa rancœur et exposa les prétendues négligences précédemment commises par les contrôleurs. « Les déclarations les plus fidèles, les titres les plus authentiques ne

(1) Glasson, *Le Parlement de Paris*, t. II, p. 286.

purent arrêter leurs excès, personne ne pouvait démêler aucune proportion : aucune plainte ne parvenait jusqu'à eux, aucune réclamation n'était écoutée. Plus de 60.000 requêtes attestent le cri général, mais vos sujets ne trouvèrent aucune ressource contre l'oppression. La seule voie de parer à ces inconvénients est de confier l'exécution du cadastre aux cours supérieures ; leur équité inaltérable, leurs connaissances sur les propriétés et les facultés des peuples de leur ressort, la confiance que ces peuples ont en elles vous répondent de l'exactitude de leurs opérations (1). »

A la chute de Bertin, le gouvernement céda et permit dans la déclaration du 21 novembre 1763 aux Cours d'examiner les opérations du cadastre et d'exposer leurs vues sur la répartition des impôts et l'emploi des subsides.

Lorsqu'après le procès du duc d'Aiguillon la situation fut devenue impossible entre le gouvernement et les juridictions supérieures, le chancelier Maupeou en 1771 cassa le Parlement, supprima la Cour des Aides et exila leurs membres. Cette absence dura trois ans. Dans un but d'apaisement Louis XVI décida peu après son avènement en octobre 1774 de rappeler les magistrats de leur retraite forcée. La réinstallation de la Cour des Aides de Paris eût lieu le 12 novembre. A cette séance furent enregistrés divers textes dont une ordonnance sur l'organisation et le fonctionnement de la Cour. Cette ordonnance établissait notamment que les remontrances et les itératives remontrances ne pourraient justifier la suspension de la levée des impôts royaux, et défendait également aux magistrats de s'absenter sans congé (de faire grève) et de suspendre l'administration de la justice d'un accord concerté ou par démission.

Ce fut l'occasion pour les magistrats à peine réinstallés de faire rédiger de copieuses remontrances qui furent définitivement arrêtées le 6 mai 1775. « Nous sommes effrayés de la conformité trop frappante de ces dispositions avec l'article 3 de l'édit de décembre 1770 qui avait annoncé qu'à l'avenir les lois les plus immuables pourraient être détruites par le seul acte d'une volonté momentanée. » Elle n'en disait pas davantage sur les dispositions qui les concernaient, mais prenant prétexte qu'un texte récent avait rendu l'intendant seul compétent dans l'examen des contestations relatives au droit des fermes, elle rassemble tous les griefs qu'elle possède contre les commissaires départis et leurs collaborateurs. Elle critique « tout le système de justice arbitraire contre lequel le peuple gémit depuis un siècle » qu'il est en proie à l'autorité barbare et clandestine des intendants.

(1) Cf. Marion, *Histoire Fin.*, t. I, p. 216 ; remontrances des Cours de Besançon, de Bordeaux et de Rouen.

« Ce n'est point donner des juges au peuple que de ne lui donner que le tribunal d'un seul homme... Dans la province c'est l'intendant qui prononce sur le sort des citoyens, seul dans son cabinet et souvent dans son travail avec le directeur des Fermes, et à Paris où se jugent les appels, c'est encore l'intendant des Finances qui statue irrévocablement seul dans son cabinet et souvent dans son travail avec le fermier général.

« On a introduit en France un gouvernement bien plus funeste que le despotisme et digne de la barbarie orientale : c'est l'administration clandestine par laquelle sous les yeux d'un souverain juste au milieu d'une nation éclairée, l'injustice peut se montrer, disons plus, qu'elle se commet notoirement. »

Et encore ce n'est pas l'intendant qui statue le plus souvent mais son subdélégué. Or qu'est-ce qu'un subdélégué ? « un homme sans qualité, sans pouvoir légal qui n'a le droit de ne signer aucune ordonnance, aussi toutes celles qu'il fait rendre sont signées de l'intendant. On sait cependant que c'est le subdélégué qui a prononcé sur beaucoup de détails dans lesquels l'intendant ne peut entrer. Si le subdélégué a abusé de son pouvoir, ce n'est qu'à l'intendant qu'on peut se pourvoir. Mais comment les gens du peuple oseraient-ils exercer ce recours quand ils voient que c'est sous le nom de l'intendant lui-même que l'ordonnance est rendue et que sans doute ce magistrat supérieur se croira compromis et obligé de soutenir son ordonnance. »

« Ce qui se passe à cet égard du subdélégué à l'intendant est aussi ce qui se passe de l'intendant au Ministre et du Ministre à Votre Majesté elle-même. L'intendant évite autant qu'il peut de se prononcer en son nom. Dans toutes les affaires qui pourraient le compromettre, il prend le parti de faire rendre un arrêt au Conseil et de se faire autoriser par une lettre du Ministre et le particulier de la province qui voudrait se pourvoir contre le jugement de l'intendant et porter ses plaintes au Conseil ou au Ministre reste sans réplique quand il se voit condamné d'avance par une décision du Ministre ou un arrêt du Conseil. »

Même lorsque l'affaire est portée devant le Conseil, on ne peut pas dire « que ce soit le véritable Conseil de Votre Majesté qui rende de tels arrêts ; car nous avançons un fait notoire en disant que ce conseil n'en entend jamais parler ? » Et s'il n'était pas vrai que par ce mot « le Conseil » on entend en matière de finances et de toutes les matières de la Cour des Aides, le seul contrôleur général, il faudra faire le procès pour crime à faux à tous les contrôleurs généraux qui pendant leur administration ont continuellement signé de ces arrêts non délibérés au Conseil. »

Après quoi la Cour s'en prend à nouveau à la clandestinité de la

juridiction administrative, clandestinité d'autant plus regrettable qu'il suffirait que les rôles d'impôts soient chaque année déposés aux greffes des tribunaux pour la faire cesser. « L'ordre commun de la justice en France est qu'elle soit rendue publiquement. Il semble que le recours à votre Conseil ou à vos ministres contre un intendant pourrait être aussi public que le recours aux cours souveraines, contre un tribunal inférieur et puisqu'on se pourvoit à la personne même que Sa Majesté par des mémoires imprimés a en présence du public contre des arrêts rendus en votre nom dans ces cours où les arrêts ne passent qu'à la pluralité des voix et après une longue discussion, pourquoi ne pourrait-on pas se pourvoir avec la même publicité contre d'autres actes d'autorité qui ont été enfantés dans le secret et sans aucune discussion préalable. » (1)

La protestation de la Cour n'était pas sans fondement sur ce point, car les membres du Conseil n'avaient pas le loisir d'examiner séparément chaque pétition. Ils étaient tenus au courant à chaque séance des affaires étudiées par les maîtres des requêtes et leur rôle se bornait la plupart du temps à ratifier les conclusions des rapporteurs.

Un certain nombre de publicistes et d'économistes approuvaient les protestations de la Cour. Visant, il est vrai, des droits indirects perçus par la ferme — mais le reproche est identique, — le Trosne écrivait : « dans toutes les parties de l'Administration, la Nation est donc livrée sans défense et sans ressource à l'autorité arbitraire et la forme est telle que les administrateurs même les mieux intentionnés, les plus dignes de l'attachement public sont forcés d'abandonner tous détails à des administrateurs subordonnés et ceux-ci encore à d'autres de manière que sauf les grandes affaires qui peuvent être l'objet d'un examen réfléchi tout le reste est nécessairement soumis à la décision des inférieurs. Or comme l'administration ne gît que dans les détails, il s'ensuit qu'en grande partie elle se trouve définitivement dans les mains des derniers préposés » (2). Un peu plus loin approuvant les remontrances de 1775, il considère que si la répartition entre les contribuables a quelque avantage sur les autres modes d'assiette, c'est qu'il existe un moyen légal de se pourvoir (3). Darigand dans l'*Anti-financier*, Mirabeau le père dans la *Théorie de l'impôt* et Roussel de la Tour dans la *Richesse de l'Etat* partagent cette manière de voir.

En bref on reprochait à l'impôt des vingtièmes son arbitraire, son universalité et aussi son individualité. « Tous ces inconvénients,

(1) Auger, *Mém. pour...*, p. 665.

(2) Le Trosne, de l'*Administration provinciale et la réforme de l'impôt*, L. IV, chap. VI, p. 327.

(3) *Id.*, L. IV, chap. VII.

d'après la Cour des Aides de Paris, ont une cause commune, c'est que dans le système de cet impôt le Roi a en son nom personnel un procès avec chaque particulier de son royaume et que ce procès dépend de l'évaluation de chaque pièce de terre... Il faudrait donc pour que l'impôt fut bien perçu qu'il y ait dans chaque lieu un homme du Roi chargé de stipuler ses intérêts... Le vingtième doit être comme la taille une source intarissable de procès. Il est évident que cela doit arriver jusqu'à ce que le procès général du Roi avec tous les particuliers de son royaume soit irrévocablement terminé, c'est-à-dire qu'on ait fait un cadastre par le moyen du rôle des vingtièmes. »

Le Roi resta sourd à ces sollicitations. L'indiscipline des officiers de justice et leur mollesse à redresser les abus ne l'incitaient pas à leur abandonner l'intégralité du contentieux fiscal ; en outre les caractères de l'impôt — comme la cour l'avait justement noté dans ses remontrances de 1775 — ne permettaient pas de l'assimiler aux autres impôts directs. Nous connaissons les vrais motifs du refus du prince grâce au mémoire concernant les revendications du Parlement de Metz. Cette haute juridiction désirait qu'on comptât devant elle de toutes les natures d'impositions tant en recette qu'en dépense et qu'on lui permit de connaître le montant des remises et soulagement que le Roi se proposait d'accorder l'année suivante à la province de Metz et à l'Alsace (1).

Le contrôleur général écrit à Dormesson que la chose ne peut être admise. Il devine les intentions secrètes des magistrats. Le Parlement de Metz en réclamant comme chambre des comptes la comptabilité de la capitation et du vingtième a « un second intérêt qui est de s'attribuer comme Cour des Aides, la connaissance de toutes les discussions relatives aux deux impositions et cette compétence qui serait onéreuse aux contribuables deviendrait une conséquence nécessaire du droit qu'on lui attribuerait par rapport à la comptabilité. La différence des règles adoptées dans le jugement des réclamations concernant le vingtième et la taille dérive naturellement de la nature de ces deux impositions ».

« Il est certain que si l'on prenait le parti de renvoyer aux Elections et par appel à la Cour des Aides la connaissance des impositions de la capitation et des vingtièmes, il faudrait que le montant entier des rôles de ces deux impositions entrât au Trésor Royal comme le montant de la taille, ce qui ne pourrait se faire qu'en ordonnant le rejet des décharges, modérations et non-valeurs ; ce serait sans doute l'avantage du Roi mais cet avantage tournerait au détriment de ses sujets. »

(1) Arch. Nat. K 900, n° 35, le Parlement de Metz faisait à la fois fonction de Cour des Aides et de Chambre des Comptes.

Il faudrait changer le système adopté qui présente pourtant l'avantage que les réclamations sont jugées simplement et sans frais.

« On obtient une décharge ou une modération par un simple mémoire à l'intendant ; s'il fallait se pourvoir dans les tribunaux ordinaires et essuyer deux degrés de juridiction, l'Election et la Cour des Aides, les frais qu'il en coûterait surpasseraient souvent de beaucoup le montant de sa cote, d'où s'ensuivrait la ruine des contribuables. »

Au surplus les plaintes de la Cour sont dénuées de tout fondement ; il n'y a aucun arbitraire dans la répartition de la capitation. « Personne ne se plaint de la manière dont la capitation et les vingtièmes sont imposés et se perçoivent et dont il m'est compté. On n'a vu de réclamations à ce sujet que de la part des Cours et pour l'intérêt de leur compétence seulement car on ne peut regarder comme sérieux le prétexte imaginé de prétendus vices de répartition. »

« En effet comme la capitation des taillables qui fait le principal objet s'impose au marc la livre de la taille, il faut donc en ce cas attaquer la répartition de la taille et non celle de la capitation qui n'est qu'un accessoire proportionné. Ainsi toutes les fois que les tribunaux réglés ordonnent la décharge ou modération des impositions accessoires, ce qui emporte la capitation, ils sont par conséquent juges de cette partie comme de la taille. Il ne pourrait donc y avoir d'abus que dans les rôles des nobles et privilégiés s'il n'y avait été pourvu par le tarif arrêté au Conseil. Mais comme les différentes classes y sont bien établies, il ne peut y avoir d'arbitraire et s'il y en avait, les nobles auraient la voie de l'appel au Conseil dont ils usent quelquefois, mais assez rarement parce que le plus grand nombre n'étant pas porté au taux de leur classe et ne l'étant au-dessus, ils sentent bien qu'ils n'auraient aucun moyen légitime pour appuyer leurs plaintes. »

Il n'y a pas non plus d'abus dans l'assiette des vingtièmes « ce que l'on vient de dire en général par rapport à la capitation s'applique naturellement au vingtième, mais il y a d'ailleurs un motif particulier et bien important de ne rien changer à l'administration actuelle de cette nature d'imposition et ce motif est que depuis 1733 il n'a point été ordonné de nouvelles déclarations de la part des contribuables d'où il s'ensuit que les sommes retenues dans les rôles actuels ne sont point ceux de vrais propriétaires de biens-fonds, ce qui rend les recouvrements extrêmement difficiles, une grande partie des biens-fonds ayant changé de main ou se trouvant subdivisés à l'infini par ventes, successions, partages, donations, ce qui exige une attention et une vigilance extraordinaires de la part de ceux qui sont chargés du recouvrement ; une cote d'un écu portée sous un nom dans un rôle se trouve quelquefois due par cinq ou six personnes qui portent des noms différents.

« Il est aisé de concevoir la multitude de procès que pourraient occasionner des rôles aussi irréguliers ; ceux qui ne sont pas sous leurs noms dans les rôles et qui maintenant possèdent ces biens qui donnent lieu aux cotes ne manqueraient pas de se pourvoir aux Elections et aux Cours des Aydes pour être déchargés, même de servir contre les préposés à raison des poursuites qu'ils auraient faites contre ces particuliers qui ne seraient point dénommés aux rôles ; de là non seulement les recouvrements seraient nécessairement suspendus, peut-être même anéantis aux trois quarts et l'imposition ne serait point levée. »

Il paraissait évident que les tribunaux ordinaires, généreux de l'argent du Trésor royal, n'auraient pas manqué de prononcer des décharges ou des modérations importantes sur la presque totalité des requêtes qui leur auraient été présentées ; décisions qui auraient été d'autant moins justifiées que l'assiette se faisait d'après des vérifications anciennes, très en dessous de la valeur réelle des biens imposés.

Une réforme fut néanmoins apportée selon les vœux des juridictions en ce qui concerne le vingtième des biens-fonds par Necker lorsqu'il eut décidé de poursuivre des vérifications interrompues depuis plusieurs années. L'édit du 2 novembre 1777 qui ordonnait la reprise de ces opérations était nettement influencé par la tendance décentralisatrice du moment et était rédigé en termes susceptibles de plaire aux magistrats des cours souveraines.

Pour éviter d'exposer les contribuables aux erreurs des employés subalternes, et protéger ceux d'entre eux qui faute d'instruction n'étaient pas capables de suivre une contestation, on les mettait « sans cesse sous la protection de leur communauté » (1). Dorénavant aucun propriétaire ne pourrait être imposé au delà de sa cote précédente sur un simple examen particulier de ses biens, mais seulement après une vérification générale et publique du produit des fonds de sa paroisse, vérification faite en présence du contrôleur du syndic, des collecteurs des tailles, et de trois notables propriétaires choisis par les habitants. En cas de partage d'avis entre les notables et le contrôleur, il en était référé à l'intendant qui pouvait ordonner le rapport d'actes et de pièces convenables et même faire procéder à une vérification générale.

Rien n'était prévu pour l'examen des contestations soulevées par les contribuables contre les décisions de cette commission. Les articles 4 et 5 de l'arrêt du 26 avril 1778 (2) comblèrent cette lacune en permettant aux contribuables qui se croiraient fondés à se plaindre du montant de leur cote à demander que leur situation soit examinée en

(1) Isambert à sa date.

(2) Isambert à sa date.

présence de trois notables propriétaires choisis sur la paroisse. Si après ce premier recours le réclamant entendait s'adresser à l'intendant, celui-ci ne statuait qu'après lui avoir communiqué les réponses qu'il se proposait de faire sur la requête le mettant ainsi à même de s'expliquer sur les faits et moyens qui lui étaient opposés. L'intendant se prononçait finalement par une ordonnance motivée dont il était délivré une copie au demandeur qui pouvait examiner, en connaissance de cause, s'il avait intérêt à se pourvoir au Conseil.

L'application de l'arrêt donna lieu à des difficultés, l'évaluation des biens-fonds est toujours difficile en elle-même, surtout lorsqu'il s'agit de bois, de prés, d'étangs et de jardins. De plus, les propriétaires produisaient des baux contenant à la fois un loyer en argent et des prestations en nature difficile à chiffrer. Ils présentaient souvent des baux fictifs (1). En outre certaines paroisses, dans le but d'arrêter le cours des vérifications qu'elles jugeaient devoir entraîner le rehaussement des impositions refusèrent de nommer les trois notables. Si bien qu'après avoir constaté dans un procès-verbal spécial l'absence des délégués de la communauté, le contrôleur était contraint de procéder seul à la vérification. Le résultat de son enquête était communiqué par les soins du directeur à l'intendant qui, en cas de contestation, statuait sauf appel au Conseil d'Etat. Ces vérifications furent suspendues par l'édit du mois de juillet 1782 portant établissement d'un troisième vingtième. Les cotes ne purent être augmentées sous quelque prétexte que ce fut, mais assises conformément aux rôles de l'année.

* * *

Dans l'ensemble les contestations nées de la levée des vingtièmes étaient rares, en raison des précautions prises lors de l'assiette. L'intendant du Cluzel qui suivait la question de près, en donne pour explication que les contrôleurs réussissent dans leur tournée à faire émietter l'analyse de chaque cote avec tant de précision que les contribuables dont la plus grande partie ont été écoutés n'ont pu s'en plaindre et que le petit nombre des requêtes des autres a été répondu avec tant de justice qu'aucun ne s'en est plaint (2). Presque partout le système fonctionna au mieux des intérêts des redevables, surtout après la disparition du dixième d'industrie. Necker remarqua en 1784 que « depuis l'époque du nouvel ordre établi, il n'y a pas eu dix requêtes portées au Conseil des Finances pour se plaindre du règlement des vingtièmes » (3).

(1) Avis de l'assemblée provinciale du Berry. Procès-verb., 1778, p. 79.

(2) Arch. Nat. Indre-et-Loire C. 12.

(3) Hugues Fourcade, *op. cit.*, p. 128.

On s'explique mal dès lors, les violentes récriminations des membres des Cours.

Ils reprochaient surtout à cet impôt de les frapper. En outre, il détestait l'impôt de quotité, partageant en cela l'opinion quasi générale à l'époque que l'impôt de répartition est le plus équitable et le seul conforme aux intérêts des contribuables, des corps et de l'Etat.

Ainsi que l'exposait la Cour des Aides de Paris (1) « la répartition amiable par les contribuables n'entraîne aucun frais et ne soumet point le peuple au despotisme des préposés envoyés par le gouvernement. On peut dire aussi que les contribuables sont les seuls qui puissent faire la répartition avec justice parce qu'il n'est point de cultivateur qui ne connaît très bien la valeur de la terre de son voisin et qu'il est impossible qu'un étranger acquière jamais cette connaissance ». Pareille idée est exprimée par Rouyer (2) qui estime que « pour parvenir à une répartition plus exacte et surtout plus conforme aux principes de la justice distributive il n'est... qu'un seul moyen, c'est de permettre aux propriétaires de chaque paroisse de répartir entre eux le montant de leurs vingtièmes. En effet, si des gens qui n'ont pas la première notion de l'arithmétique ni même de l'alphabet parviennent à répartir dans une proportion assez exacte un impôt aussi accablant que la taille, à plus forte raison, sans doute, des personnes dont le moindre talent est de savoir lire, écrire et calculer, sauront-elles partager entre elles une taxe modérée dont le poids ne se fait sentir que par l'inégalité de son assiette ».

Le système de la répartition respectait l'autonomie des corps : car tout corps, quelque soit son importance, métier ou province habilité à répartir entre ses membres la somme à laquelle il était imposé, éprouvait quelque fierté à se sentir à l'abri des investigations des agents du fisc et s'estimait réellement indépendant.

Au surplus, l'impôt de répartition répond strictement à la définition de l'impôt, c'est-à-dire un tribut imposé aux peuples pour subvenir aux charges publiques. D'où la conséquence facilement admise que le Roi ne doit jamais imposer sur ses sujets ni plus ni moins que ce qu'exigent les besoins de l'Etat (3). « En effet, si un tel impôt produit moins qu'il ne faut pour le besoin de l'Etat, il faut chercher d'autres ressources, si au contraire, il produit plus qu'il est nécessaire [on ne peut douter] que ce surplus ne soit employé à des dépenses pour lesquelles il n'aurait pas été juste de mettre un nouvel impôt sur les peuples. »

(1) *Remontrances de 1775*, p. 677 et sq.

(2) *Essai sur la répartition de la taille*, Chap. XII, p. 37.

(3) Auger, *Mém. pour...*, p. 673.

Le gouvernement était de cet avis. Le préambule de l'arrêt du Conseil du 31 mai 1788 exprime le regret que l'impôt de quotité suive la progression des revenus des contribuables au lieu de se mesurer seulement sur l'étendue des besoins de l'Etat, base unique de la légitimité des impôts.

Les difficultés rencontrées de 1695 à 1697 dans le recouvrement de la capitation le surprirent ; il se plaignit plus tard de l'incertitude du rendement du dixième et des vingtièmes ; l'impôt étant fonction de revenus variables d'une année à l'autre des habitants, il n'était jamais sûr de percevoir la somme escomptée. De plus, de très nombreuses fraudes étaient possibles, car les habitants d'une même communauté, responsables de leur propre cote, n'avaient plus aucun intérêt direct à empêcher leurs voisins à se soustraire à la taxe par des déclarations mensongères. Comme ces fraudes ne lésaient que l'Etat, ils n'avaient plus aucune raison de mettre un terme aux irrégularités dont ils ne subissaient pas les conséquences, mais qu'au contraire, ils avaient avantage à pratiquer eux-mêmes pour bénéficier d'un allègement dont personne ne contesterait le bien-fondé.

Au contraire, la taille se recueillait sans que l'administration ait à intervenir ; avec le minimum d'aléa et des garanties très sérieuses pour le Trésor. Cela suffisait à expliquer la prédilection qu'éprouvaient les ministres des Finances et les intendants pour la taille, et les altérations qu'ils firent subir aux impôts nouveaux.

La capitation fusionna avec la taille ; il s'en fallut de peu que le dixième et les vingtièmes ne subissent le même sort. En certaines régions on les lève selon la même manière que la taille soit par ignorance, soit par commodité et les receveurs poursuivent les collecteurs par des contraintes solidaires pour le recouvrement de cet impôt. Il était reconnu que ces procédés étaient irréguliers. Néanmoins certaines instructions adressées aux commissaires départis tendaient ni plus ni moins à rendre les maires et les syndics responsables du recouvrement aux lieu et place de leurs administrés (1). L'arrêt du 2 novembre 1777, en modifiant l'assiette du vingtième, modifiait assez profondément le système de la quotité.

Turgot avait d'ailleurs pensé convertir le vingtième en un impôt de répartition, transformation qui lui paraissait utile pour permettre la connaissance des facultés contributives des redevables qui ont intérêt à dissimuler quand le Roi est seul contre tous, dans l'impôt de quotité,

(1) L'intention du Roi est qu'à faute par les maires et les syndics de porter aux receveurs des tailles les deniers par eux reçus ou de leur avoir fourni l'état des dénommés au rôle qui n'auraient pas payé, ils soient contraints au paiement de ce qui se trouvera sauf à se faire payer par les débiteurs, Boislisle, t. III, n° 865.

et qui ont au contraire intérêt à les faire connaître en cas d'impôt de répartition puisque la dissimulation en ce cas lèse la communauté entière. Après, il serait temps de revenir à l'impôt de quotité.

Lorsqu'en 1759 pour sortir de la crise financière on envisagea une refonte du système fiscal, on eut recours à une subvention territoriale de 80.000.000 de livres payable sur les biens-fonds, et répartie de degré en degré. En 1787, une expérience nouvelle fut tentée par Calonne. Le ministre expose d'abord dans l'édit d'août que l'imposition des vingtièmes aurait toujours, par sa nature, l'inconvénient réel à nos yeux de déterminer la contribution de nos sujets par la seule proportion de leurs revenus. Tandis que nous ne voulons exiger d'eux que ce qui est indispensablement nécessaire aux besoins de l'Etat. La subvention nouvelle serait « déterminée » et si on pressentait que sa division entre les paroisses serait au début défectueuse, on espérait qu'elle le serait moins que les vingtièmes et qu'elle contiendrait d'ailleurs « en elle-même le principe assuré de sa rectification » (1).

Il est vraisemblable que l'introduction de la subvention aurait donné au gouvernement l'occasion de préciser et de compléter les règles de la procédure suivies en matière de taille, sur des points restés obscurs. Les événements en décidèrent autrement. La subvention envisagée ne fut jamais levée, et la taille demeura, avec ses imperfections.

(1) Voir exposé fait par de Calonne à l'Assemblée des notables au cours de la séance du 23 février 1787, Moreau de Beaumont, t. V, p. 227.

QUATRIÈME PARTIE

Le contentieux fiscal depuis l'institution des assemblées provinciales jusqu'à nos jours.

CHAPITRE I

LES ASSEMBLÉES PROVINCIALES

Les Assemblées provinciales appartiennent plus à la Révolution qu'à l'Ancien Régime. La centralisation administrative ayant paru excessive à la fin du XVIII^e siècle, on jugea utile de donner aux provinces des institutions représentatives dotées d'une relative autonomie. On espérait que la présence de ces nouveaux organismes les libérerait de la taille jugée trop rigoureuse du pouvoir central, leur rendrait une activité perdue depuis la décadence des Etats provinciaux et leur permettraient de se développer suivant leur génie propre.

La participation des habitants à l'administration de la circonscription territoriale dont ils faisaient partie devait dans la pensée des partisans de la réforme, les détacher d'un esprit de corps (1) trop mesquin

(1) La France composée de vingt-quatre millions d'habitants répandus sur des sols différents et soumis à diverses coutumes ne peut être assujettie au même genre d'impositions... Actuellement c'est du fond des bureaux que la France est gouvernée... Cependant en ramenant à Paris, tous les fils de l'administration, on se trouve que c'est dans le lieu où l'on ne fait que des rapports éloignés, où l'on ne croit qu'à ceux d'un seul homme et où l'on n'a moins le temps d'approfondir qu'on est obligé de diriger et discuter toutes les parties de l'exécuteur appartenant à 500 millions d'impositions subdivisées de plusieurs manières par les formes, les espèces, les usages. Necker, *Mémoires au Roi sur l'établissement des adm. prov.*, 1787.

Il faut travailler à affaiblir cet esprit de corps qu'on regarde presque comme faisant partie de la constitution. Il faut proposer à l'attachement des citoyens un autre intérêt qui substitue l'esprit patriotique à l'esprit de corps. Or c'est à quoi l'on ne peut réussir qu'en appelant les citoyens à l'administration locale qui est à leur portée en leur montrant leur intérêt public et commun qui puisse remplacer l'esprit particulier en élevant cet esprit national au-dessus de tous les intérêts privés. Le Trosne, *De l'admin. provinciale*, L. II, ch. IV.

pour leur donner le sentiment patriotique et le sens de l'intérêt général. En dehors de ces prévisions quelque peu illusoires et utopiques, partagées d'ailleurs même par des ministres, le pouvoir central souhaitait intéresser les provinces au gouvernement pour leur faire mieux sentir la solidarité qui les liait à l'Etat et à leur faire partager les fonctions et les responsabilités qu'il était autrefois seul à assumer, (1) notamment matière fiscale. « Il faut faire participer les contribuables à l'assiette de leurs contributions pour les leur faire paraître supportables », disait Calonne qui voyait dans cette collaboration un moyen efficace pour réduire le déficit croissant des finances.

La réforme était en même temps dirigée contre les agents du fisc et les intendants. Necker reprochait à ces derniers et à leurs subdélégués, en des termes que l'on croirait extraits de remontrances de la Cour des Aides, leur inexpérience et leur ambition. « A peine peut-on donner le nom d'administration à cette volonté arbitraire d'un seul homme qui, tantôt présent, tantôt absent, tantôt instruit, tantôt incapable, doit régir les parties les plus importantes de l'ordre public et qui doit s'y trouver inhabile après ne s'être occupé toute sa vie que de requêtes en cassation, qui souvent ne mesurant pas même la grandeur de la commission qui lui est confiée ne considère sa place que comme un échelon à son ambition. » Leur puissance apparaît comme un danger sans contrepoids. « Il n'y a dans les pays d'Elections aucun contradicteur légitime du commissaire départi, et il ne peut même y en exister dans l'ordre actuel sans déranger la subordination et contrarier la marche des affaires. Ainsi à moins qu'on ne soit averti par des injustices éclatantes ou par quelques scandales publics on est obligé de voir par les yeux de l'homme même qu'on aurait besoin de juger. » Il souhaite que les habitants des campagnes que « les hommes de l'impôt, chacun selon son caractère, assujettissent à leur propre autorité et enveloppent de leur science fiscale », soient promptement délivrés du joug dans lequel ils vivent », les organismes qui présideront aux destinées des provinces feront régner l'apaisement et ce sera la fin de « toutes ces discussions avec les Parlements et les Cours des Aides pour les vingtièmes et la capitation, la taille et les corvées, tous ces chocs continuels où l'autorité perd, où elle n'est pas pleinement victorieuse ; tous ces divers embarras enfin cesseraient par l'effet d'une administration provinciale » (2).

Les premières assemblées furent créées à titre d'essai dans le Berry

(1) Ce serait d'un grand intérêt « que d'attacher davantage les propriétaires dans leur province en leur y ménageant quelque occupation publique dont ils se crussent honorés. Cette petite part à l'administration relèverait le patriotisme abattu. Necker, *op. cit.*, p. 11.

(2) Necker, *op. cit.*, p. 3, 4 et sq.

(arrêt du Conseil, 12 juillet 1778) la Haute-Guyenne et à Montauban (11 juillet 1779) dans le Dauphiné (27 août 1779) à Moulins (19 mars 1780). L'institution fut généralisée par l'édit de juin 1787 dans toutes les généralités du royaume où il n'existait pas d'Etats provinciaux.

Les administrations nouvelles comprenaient trois degrés (1) : au bas les assemblées municipales ; plus haut les assemblées d'Election (ou de district ou de département) au sommet les assemblées provinciales, composées toutes les trois moitié de représentants de la noblesse et du clergé, moitié de députés des villes et des paroisses rurales. Ces assemblées étaient élémentaires les unes des autres, en ce sens que les membres de l'assemblée de province étaient choisis parmi ceux de l'assemblée de l'élection eux-mêmes désignés parmi les membres des assemblées municipales, eux-mêmes élus par les habitants payant 10 livres d'impôt foncier ou mobilier dans la paroisse (2). Elles se réunissaient une fois par an. Entre les sessions les affaires étaient examinées et suivies par deux syndics choisis l'un parmi les deux premiers ordres, l'autre parmi le Tiers, et par une commission permanente, dite commission intermédiaire, dont les membres étaient pris parmi ceux de l'assemblée correspondante.

Dans la pensée du gouvernement, ces assemblées devaient avoir au premier chef des attributions fiscales. « Le Roi, affirme le préambule de l'arrêt du 17 juillet 1778 désire préparer dès à présent, les moyens d'adoucir le fardeau des impositions soit par les modifications raisonnables dont elles sont susceptibles, soit plus particulièrement encore par la sagesse et l'égalité des répartitions ». Elles ne s'occupaient pas seulement des impositions foncières et personnelles des tinées au Trésor royal, mais aussi de celles levées pour les besoins locaux. Encore avaient-elles la gestion des fonds recueillis pour ces besoins et surveillaient leur emploi en travaux publics, voirie et ateliers de charité.

L'article 11 de l'édit de juin 1787 avaient chargé les assemblées provinciales d'assurer l'assiette et la répartition de toutes les impositions foncières et personnelles soit par elles-mêmes, soit par leurs commissions intermédiaires. Désormais, les sommes à imposer sur les diverses généralités et provinces, au titre de la taille et des impositions accessoires, comme de la capitation, une fois réparties par le Conseil entre les départements sur les propositions des commissions intermédiaires provinciales étaient divisées entre les communautés de chaque département par les bureaux intermédiaires, ensuite entre les contribuables

(1) Les règlements qui les instituent dans les différentes provinces sont libellés en termes identiques ou peu s'en faut.

(2) Des mesures transitoires avaient été prévues pour le recrutement de ces assemblées pendant les trois premières années.

par l'assemblée municipale de la communauté. La répartition était faite dans les formes prévues par l'arrêt du Conseil du 8 août 1788 et de la déclaration du 28 octobre suivant (1). Le brevet général répartissait l'impôt entre les différents départements ; les bureaux intermédiaires de département entre les communautés. Les assemblées municipales dressaient les rôles de la communauté avec l'aide d'adjoints propriétaires et procédaient à la nomination des collecteurs. Les fonctions d'assesseurs et de collecteurs se trouvaient à nouveau scindées ; ces derniers agents n'ayant plus à assumer que des fonctions de comptables. Le bureau intermédiaire de l'assemblée du département visait les rôles ordinaires et établissaient ceux des taxés d'office. Il était procédé de même pour les rôles spéciaux de la capitation des nobles et du clergé en exécution de l'arrêt du Conseil du 8 août 1788 bien qu'ils aient continué à être arrêtés par le Conseil.

Elle recevait également mission d'assurer la répartition des fonds libres de la capitation et des vingtièmes et s'occupait aussi de toutes les questions relatives à l'exercice et au coût des poursuites en vue de restreindre au minimum les peines infligées aux contribuables retardataires.

Plusieurs obtinrent d'ailleurs des abonnements au profit de leurs provinces même pour le vingtième qui fut dès lors réparti dans chacune d'elles, en dehors de l'action du gouvernement, comme la taille proportionnellement à la valeur des biens des assujettis (2). Elles confièrent à partir de 1786, les travaux relatifs à la taille aux commissaires provinciaux des vingtièmes. Les idées du Ministre Terray triomphaient et le système de l'impôt de répartition ainsi généralisé devait libérer à jamais les provinces des « inquisiteurs étrangers » qui les avaient torturées ; en fixant la somme demandée à chaque généralité on rendait « les propriétaires intéressés à prévenir les abus et à seconder les ressources générales de la province » (3). De la sorte, la province devant acquitter la totalité de sa quote-part d'impôt, toutes les impositions devenaient solidaires, même la capitation des non-taillables (4). Les assemblées furent unanimes pour admettre que contrairement aux errements anciens, l'imposition serait établie au lieu même de la situation des biens (5). Les réunions de cotes ne furent plus admises.

Les assemblées de municipalités étaient chargées de tous les objets intéressant la communauté, mais toutes leurs propositions, délibéra-

(1) Moreau de Beaumont, t. V, p. 20 et 598.

(2) Moreau de Beaumont, t. V, p. 244 sq.

(3) Préambule, édit 12 juillet 1778 créant l'assemblée provinciale en Berry.

(4) Moreau de Beaumont, t. V, p. 200.

(5) « L'imposition des biens fonds se fera dans la paroisse ou collecte où ils sont situés. » Règlement 18 mars 1785, art. 3.

tions et réclamations étaient soumises à la commission intermédiaire de l'assemblée provinciale, sur l'avis de la commission intermédiaire de l'assemblée d'Election.

Quant aux assemblées de district, elles n'avaient pas en dehors de l'assiette de l'impôt d'autre rôle que d'assurer la liaison entre les assemblées municipales et l'assemblée provinciale. Elles faisaient parvenir à celle-ci les délibérations des communautés et transmettaient aux assemblées municipales les délibérations de l'assemblée supérieure qui les concernaient.

Les procureurs syndics des assemblées de district ou de province furent en outre autorisés à suivre en leur nom et à intenter en justice, avec l'autorisation de leurs assemblées respectives les instances qui pouvaient intéresser leur circonscription.

Les assemblées se substituaient ainsi dans une large mesure aux anciennes autorités locales, élections, subdélégué et intendant. Ce dernier continua néanmoins à rendre les rôles exécutoires, après le visa de la commission intermédiaire ; il n'eut plus part à leur élaboration sauf dans les cas de négligence ou de retard exagéré de la commission intermédiaire. Il n'établit plus les rôles des cotes d'office ni ceux de la capitation des non-taillables et la répartition des fonds libres lui fut retirée. Il cessa d'être chef de la province pour devenir commissaire du roi auprès de l'assemblée (1).

Bien que l'article 7 du règlement du 23 août 1783 ait stipulé « qu'il avait seul juridiction aux cas desquels elle lui appartient, sauf les compétences tant en première instance que sur appel des Tribunaux, des Cours et du Conseil », les pouvoirs judiciaires de l'intendant se trouvaient singulièrement restreints : il ne jugeait plus les réclamations visant les taxes d'office, les demandes en décharge pour cause de grêle, incendies et autres accidents (Règlement 23 août 1783, art. 14) qui étaient désormais portées à la commission intermédiaire. Par ailleurs, selon l'article 20 de la 2^e section de la déclaration du 28 octobre 1788, les contestations relatives à la répartition de la taille et des accessoires à cette imposition continueraient à être jugées par les officiers des Elections. Il ne lui restait guère que les demandes en réduction concernant les taxes d'office de taille et les vingtièmes et encore sous réserve que l'affaire soit portée au préalable à la commission spéciale.

Dès lors, les principales modifications apportées aux règles anciennes du contentieux fiscal sont les suivantes :

(1) Règlement 23 août 1783, art. 1^{er}.

A. Contestations concernant la taille.

1^o demandes en décharge de collecte. Les collecteurs sont désignés chaque année, le dernier dimanche de septembre, par l'assemblée municipale et les trois adjoints qui ont participé à l'assiette, d'après un tableau établi à la fin de la quinzaine précédente et comprenant la liste, sans exception, des propriétaires et des habitants de la municipalité, répartis en cinq divisions distinctes selon l'importance de leurs cotisations (1). Les collecteurs qui réclamaient contre leur nomination, sous prétexte d'exemption à la collecte, étaient admis à se pourvoir devant l'Election dans les formes ordinaires. Pour faciliter l'examen de leur plainte, une expédition des délibérations prises par les assemblées municipales et par les adjoints relatives à ces sortes de nominations était déposée au greffe des Elections. Exceptionnellement pour 1789, les délais dans lesquels les Elections et les Cours des Aides devaient statuer sur ces demandes, fixés pour la province de l'Ile-de-France par l'article 2 de la déclaration du 11 août 1776 et pour le reste du ressort de la Cour de Paris par l'article 4 du règlement du 20 mars 1673, étaient prorogés jusqu'au 1^{er} janvier 1789 en première instance et au 1^{er} février suivant en appel ;

2^o réclamations contre les taxes d'office. Elles étaient portées à la commission intermédiaire qui jugeait par voie de conciliation, sans préjudice de la forme contentieuse. Il s'agit d'une procédure nouvelle créée par le règlement du 6 juin 1785, et engagée dans les deux mois suivant la vérification des rôles. La commission se faisait remettre toutes instructions ou pièces nécessaires pour asseoir son opinion. Si la demande était accueillie elle était « répondue » d'un délibéré fixant le montant de la réduction accordée. Dans le cas contraire, le contribuable qui n'avait pas obtenu satisfaction, conservait toute latitude pour se pourvoir devant l'intendant, mais au contentieux cette fois. De même, si la commission n'avait pas fait connaître la décision dans le délai de deux mois à compter du jour où elle a été saisie, les parties pouvaient se pourvoir directement devant l'intendant où la Cour des Aides en appelant ainsi de la taxe faite par la commission (2).

Le pourvoi formé devant l'intendant était déposé dans le mois suivant le délibéré, à peine de déchéance, sous la forme d'une simple requête. Le commissaire en ordonnait la communication à la commission intermédiaire que celle-ci ait précédemment statué ou négligé de le faire. Il prononçait ensuite d'après les observations présentées par

(1) Edit d'août 1788, 2^e section, art 7 et sq.

(2) Règlement 6 juin 1785, III^e section, art. 9 et sq.

elle. Par contre, si les parties en appelaient à la Cour des Aides, les pièces devaient être envoyées en original et par l'intendant. La procédure était identique que l'opposition à la taxe d'office émane d'un particulier ou d'une communauté ;

3^o il n'existe plus d'action en abus et en abus et malversations. Les taillables de l'assemblée municipale et les adjoints qui les aidaient dans la confection des rôles étaient autorisés par l'article 13 de la déclaration du 28 octobre 1788 « dans la seule vue de parvenir à une répartition plus juste et plus proportionnelle » à augmenter ou à réduire les cotes qui leur paraîtraient susceptibles d'augmentation ou de réduction, et ils pouvaient faire cette diminution même sur leurs propres cotes ainsi que sur celles de leurs parents ou de leurs alliés, s'il le croyaient juste et indispensable. Ils étaient simplement tenus en pareille occurrence, de rendre compte au bureau intermédiaire des changements qu'ils avaient opérés par rapport aux rôles de l'année précédente et d'en indiquer les motifs.

4^o les autres contestations demeuraient instruites et jugées dans les mêmes formes qu'autrefois, c'est-à-dire contradictoirement entre les particuliers et la communauté. Les significations étaient faites au domicile du syndic qui communiquait la demande aux adjoints de la communauté qui délibéraient pour déclarer s'ils entendaient y défendre ou y acquiescer. Le syndic envoyait sans délai le résultat de cette délibération par le canal du bureau intermédiaire du département à la commission intermédiaire provinciale dont l'autorisation était nécessaire — et non plus celle de l'intendant — pour permettre à la communauté d'ester en justice. Du fait de cette autorisation, les condamnations prononcées contre la communauté, si celle-ci succombait à l'instance, étaient supportées par la totalité de ses habitants sans exception. Par contre, si l'autorisation n'avait pas été régulièrement donnée, elles demeuraient à la charge des plaideurs qui avaient intenté l'instance à la légère (1).

Les procureurs-syndics des assemblées de district et de province étaient habiles, à condition d'y avoir été autorisés par leurs assemblées respectives, à suivre les affaires intéressant leurs circonscriptions.

B. Contestations relatives à la capitation (2).

Les demandes en surtaux formées par les non-taillables ou par les habitants des villes franches étaient portées devant la commission intermédiaire. En cas de rejet, un pourvoi était possible devant le

(1) Déclaration 28 oct. 1788, art. 20.

(2) Règlement 6 juin 1785, sect. 3, art. 19 à 24.

Conseil du Roi, par un simple mémoire ou placet auquel étaient jointes les différentes pièces du procès.

Par contre, toutes les autres demandes relatives aux rôles de la capitation demeuraient de la compétence de l'intendant, sauf appel au Conseil.

B. Contestations relatives aux vingtièmes (1).

La commission intermédiaire provinciale statuait sur les demandes en réduction après avoir pris l'avis des commissaires répartiteurs en matière de conciliation, de la même manière que pour les réclamations concernant les taxes d'office. Le pourvoi en la forme contentieuse en cas d'échec de cette tentative amiable était adressé à l'intendant qui ne se prononçait qu'après avoir recueilli l'avis de la commission et réuni toutes autres observations. Si l'intendant accordait une réduction ou une décharge, sa décision était transmise à la commission qui expédiait l'ordonnance de réduction ou de décharge.

Pour ces trois catégories d'impôts (2), les demandes en décharge pour cause de malheurs et accidents imprévus comme celles de mutations de cotes et d'admission en non valeurs relevaient de la compétence de la commission intermédiaire qui statuait en tenant compte de la nature, des règles et des principes de chaque imposition. En cas de rejet par la commission, le contribuable intéressé pouvait se pourvoir au Conseil par voie d'administration (3).

Lorsqu'au contraire la requête recevait partiellement une suite favorable, la modération n'était octroyée qu'à titre conditionnel, c'est-à-dire qu'elle ne devenait définitive que si le requérant avait soldé dans un délai de deux mois la portion de sa cote qui demeurait à sa charge. Il recevait une notification de cette décision par le receveur des finances à qui l'ordonnance de modération ou décharge expédiée sur la requête elle-même était communiquée. Pour être admise par les comptables toute ordonnance devait être quittancée par le contribuable ou certifiée par le curé, le vicaire ou deux habitants, s'il ne sait signer.

Les sommes faisant l'objet de la diminution n'étaient pas rejetées

(1) Règlement 6 juin 1785, sect. 3, art. 25 à 28.

(2) Règlement 23 août 1783, art. 14. Règlement 6 juin 1785, art. 1 à 8.

(3) Les intendants n'entendirent pas se laisser déposséder sans résistance. Celui de Caen (Calvados, Arch. C. 6342) écrit le 8 novembre 1787 à Necker : « Quelle que soit la portion de pouvoir qui sera dévolue aux administrations provinciales je revendique avec confiance la plus noble des fonctions, celle qui honore le plus le gouvernement en me mettant à portée de répandre en son nom quelques grâces sur l'humanité souffrante. Mourlot, *Rapports d'une assemblée provinciale et de sa commission intermédiaire avec l'intendant*. Paris, 1902, p. 10.

sur le général des habitants. La commission formait les états de répartition du moins imposé avec le concours des officiers des Elections et veillait à l'émargement des rôles, à la régularité des quittances données tant par les collecteurs que par les bénéficiaires. Elle adressait au Conseil par l'intermédiaire des commissaires départis des états détaillés de secours. Le Conseil expédiait ensuite l'arrêt confirmant la distribution.

Aucune condamnation solidaire ne pouvait être prononcée contre les habitants. Si le syndic et les deux membres les plus anciens de l'assemblée municipale avaient négligé de faire les diligences nécessaires pour la nomination des collecteurs eux seuls étaient solidairement tenus de faire la collecte sans prétendre à aucune taxation ou salaire. Le nom des fautifs était révélé au receveur particulier des finances qui exerçait à leur encontre toutes poursuites utiles (1).

On ne peut juger des résultats pratiques de la nouvelle institution qui, par suite des circonstances ne put pas fonctionner normalement. D'ailleurs les assemblées provinciales ne furent convoquées ni en 1788 à cause de l'Election des Etats Généraux, ni en 1789, la Constituante ayant déjà décidé la création de nouveaux corps administratifs.

Les commissions intermédiaires travaillèrent trois ans de suite avec les intendants. Les rapports entre ces deux organismes ne furent pas exempts de heurts. Les Elus de leur côté qui s'estimaient injustement dépouillés d'une partie de leurs attributions, loin de collaborer avec ces commissions, refusèrent en plusieurs endroits de communiquer aux bureaux intermédiaires les rôles conservés à leurs greffes. En Normandie même, devant l'entêtement des magistrats, le Roi crut plus sage de céder et confia de nouveau aux intendants des trois généralités de la province le département des impositions de l'année 1789 (2).

(1) Arrêt 8 août, 1788 art. 15.

(2) Mourlot, *op. cit.*, p. 14.

CHAPITRE II

DE LA RÉVOLUTION A L'EMPIRE

SECTION I. — *Modifications apportées au régime fiscal de l'Ancien Régime.*

Malgré son ardent désir de réforme, l'Assemblée Constituante ne put du premier coup abolir les impôts perçus sous l'Ancien Régime. Pour satisfaire l'opinion publique, elle se contenta de les déclarer illégaux « comme établis sans le consentement de la nation », mais elle en ordonna le maintien et la perception comme par le passé jusqu'au jour où les Etats seraient dissous pour quelque cause que ce soit (1). Une déclaration du 23 juin 1789 laissait espérer la suppression du mot taille, et la réunion de cette imposition aux vingtièmes ou à toute autre imposition territoriale qui y serait substituée. Pendant la nuit du 4 août, les privilèges fiscaux furent abolis comme les privilèges politiques, et le principe de l'égalité proclamé.

On conserva néanmoins l'administration financière : non seulement les agents du recouvrement (collecteurs, receveurs particuliers et généraux) (2), mais encore les agents de l'assiette, les contrôleurs les directeurs du vingtième dont la présence avait été jusque-là jugée pourtant intolérable ; mais ces agents connaissaient bien leur métier et un gouvernement novice n'estimait guère possible de se passer de leurs services.

Les modifications apportées à l'administration et au contentieux des impôts découlèrent des réformes apportées à l'administration administrative et judiciaire. Devant le peu d'empressement des Français à accomplir leur devoir fiscal, — mais est-on jamais pressé de payer des impôts affirmés solennellement illégaux — on continua à pratiquer

(1) Décret 17 juin 1789.

(2) Mais au lieu d'être tenus de faire l'avance de la portion exigible des impôts, les receveurs ne furent plus tenus que de verser les sommes qu'ils avaient effectivement encaissées.

des taxes d'office et on rétablit en quelque sorte la solidarité des notables.

Les pouvoirs en matière fiscale furent attribués désormais aux différentes assemblées administratives hiérarchisées qui étaient établies dans les communes, les districts et les départements.

Les impôts étaient perçus d'après les déclarations des contribuables. Ce système de la déclaration avait été choisi afin d'éviter à la fois l'arbitraire qui présidait à l'assiette de la taille et le contrôle inquisitorial qui précédait celle des vingtièmes. Les déclarations étaient vérifiées par les conseils généraux des communes avec ordre de taxer d'office ceux qui s'étaient abstenus de faire dans des délais déterminés, à peine d'être eux-mêmes rendus responsables du non recouvrement de la contribution établie par l'assemblée de district. Tout contribuable taxé d'office qui dans le délai de quinze jours après la réception de l'avertissement qui lui était envoyé par le corps municipal, ne s'était pas présenté à la municipalité pour y exposer ses moyens de défense était censé avoir acquiescé à sa taxation (1).

Un décret du 26 septembre 1789 décida que la taxe des nobles nouvellement imposés serait employée à soulager les paroisses. Dédommagement rétrospectif que Daube, député de l'Auvergne, justifiait ainsi : quand autrefois un privilégié avait usé de son privilège dans une paroisse, sa cote avait été reversée sur les taillables de celle-ci ; le privilège cessant, les choses devaient rentrer dans leur premier état et les taillables être déchargés du fardeau qui leur avait été imposé à raison de ce privilège.

S'il n'existait pas de poursuites solidaires à l'encontre des contribuables, les membres des municipalités répondaient néanmoins solidairement du paiement de l'impôt s'ils n'avaient pas prêté aide et assistance aux porteurs de contraintes.

Selon les dispositions de l'article 10 du décret des 6 et 7 septembre 1790, les élections, greniers à sel et autres juridictions financières demeureraient supprimées. Les scellés devaient être apposés dans les locaux de leur greffe. Désormais les contribuables qui avaient à se plaindre du taux de leurs cotisations s'adressaient conformément à l'article 1^{er} du même texte, d'abord au directoire de district qui prononçait sur l'avis de la municipalité qui avait fait la répartition. La partie qui n'obtenait pas satisfaction était admise à se pourvoir au directoire de département qui décidait en dernier ressort, sur simples mémoires et sans forme de procès sur la décision du directoire de district ; ces avis et ces décisions devaient être motivés.

(1) Décret des 8-20 août 1790.

Cette procédure était suivie que les contestations émanent de particuliers ou de communautés. Les réclamations émanant des collectivités furent nombreuses à la suite surtout de la promulgation du décret du 17 décembre 1789 ordonnant l'imposition des biens des ci-devant privilégiés dans la paroisse de leur situation, sans qu'on eut fait une redistribution des contingents paroissiaux proportionnelle à ce que l'application de la mesure allait faire perdre ou gagner à chaque localité. Des droits acquis parfois très respectables se trouvèrent lésés et une guerre acharnée se fit entre les paroisses. Pas une qui ne se plaignit que le fardeau de l'impôt était devenu plus lourd que dans le passé et qui ne reprit contre les paroisses voisines les antiques contestations concernant leurs limites respectives (1). Pour apaiser ces conflits, le décret des 19-20 avril 1790 (art. 8) décida que les « limites contestées entre les communautés » seraient réglées par les administrations de district de même que les doubles emplois à l'égard des héritages qui par suite de ces prétentions respectives auraient été composés sur plusieurs rôles. Les cotes seraient par elles rayées des rôles des communautés dans le ressort desquelles les immeubles ne sont pas situés, et réimposées au profit des propriétaires ou des fermiers qui auraient payé ces taxes lorsque leur opposition n'aurait pas été formée dans le délai imparti par les anciens règlements.

Le rejet se trouvait admis en cette hypothèse ; normalement en vertu de la solidarité qui liait à nouveau les contribuables, les décharges ou les réductions accordées aux contribuables dont la plainte était reconnue fondée, auraient dû être rejetées sur le reste de la paroisse. Le décret du 20 mai 1790 l'ordonnait bien ainsi, mais étant donné la multitude des instructions et des circulaires que chacun entendait à sa guise, ainsi que l'importance des surcharges dont les paroisses se plaignaient, la coutume s'introduisit rapidement de ne pratiquer aucun rejet.

SECTION II. — *Les impôts révolutionnaires.*

Les premiers impôts révolutionnaires institués par des lois séparées furent perçus en 1791. On n'ose plus d'ailleurs les appeler des impôts ce mot était banni du langage comme rappelant le pouvoir absolu d'un régime périmé. Ce sont des contributions, vocable plus en rapport avec le principe de la souveraineté du peuple puisqu'il s'agit d'un tribut consenti par les sujets d'un Etat libre. Conformément au désir exprimé par de nombreux cahiers de doléances, ces contributions étaient des taxes de répartition : « les besoins de l'Etat doivent être la seule me-

(1) Marion, *Hist. fin.*, t. II, p. 71.

sure des contributions (1). On espérait éviter l'arbitraire de l'assiette des vingtièmes : « la contrariété d'intérêts existant entre les contribuables paraissant un moyen suffisant pour parvenir à une répartition équitable ». On verra naître de grands avantages de la détermination de la somme de la contribution expliquait le rapporteur. En effet pour celle de la quotité, la fixation de la cote de chaque contribuable est un procès entre lui et le percepteur, procès auquel tous les autres sont indifférents, car l'idée générale qu'il y aura nécessité d'augmenter le taux si le produit total de la contribution ne rapporte pas est insuffisante pour opérer cette surveillance qui s'établit tout naturellement lorsque chacun est intéressé à ce que son voisin paie ce qu'il doit payer. La *déclaration des droits de l'homme* parle d'une contribution commune répartie également entre tous les citoyens. Les impôts de la révolution rappellent donc la taille.

La contribution foncière fut instituée par la loi des 23 novembre-1^{er} décembre 1790. La somme imposée chaque année était fixée par chaque législature « d'après les besoins de l'Etat reconnus et déclarés par les représentants du peuple ». Conformément à la loi du 27 mai suivant, elle était répartie par le corps législatif entre les départements, par l'administration départementale entre les districts, et par l'administration des districts entre les communes. En définitive, elle était assise entre les contribuables par des commissaires nommés moitié par le corps municipal, moitié par le conseil général de la commune. L'impôt frappait le revenu net de chaque propriété foncière, déduction faite des frais de culture et d'entretien, sans autres exceptions que celles prévues par les intérêts de l'agriculture. Le montant en fut fixé le 17 mars 1791 à 240.000.000 à laquelle s'ajoutait 4 sous pour livre pour les dépenses départementales et 1 sou pour livre (soit au total 12.000.000) pour les non-valeurs décharges et réductions. En vue d'éviter de surcharger les propriétaires, on établit un plafond « que la taxation ne devait pas dépasser : le principal de la contribution foncière n'excéderait pas le sixième du revenu net de la propriété imposée, le cinquième à partir de l'année 1792. Tout contribuable — particulier

(1) Rapport de la Rochefoucauld : 12 sept. 1770. De nombreux cahiers de 1789 veulent que l'assiette des impôts se fasse sans intendants, subdélégués, commissaires avec faculté pour les provinces et les particuliers de réclamer s'ils se croyaient lésés. Le président de Bourges demande que « la répartition dans chaque paroisse se fasse par les contribuables eux-mêmes, eux seuls pouvant mieux que les autres connaître leur facultés respectives ». Le cahier de Civry du baillage de Troyes estime que « ce n'est qu'en supprimant les commissaires et en autorisant chaque communauté à faire elle-même la répartition des impôts à proportion de leurs facultés que le bon ordre peut se rétablir... » Les habitants de Noiron-sur-Seine pensent également qu'il est souhaitable « que la répartition soit faite par des personnes choisies par les principaux habitants du lieu et non comme cela s'est fait par le passé par des commissaires qui n'ont aucune connaissance des facultés de la communauté. »

ou communauté — taxé au delà de cette proportion avait droit à une détaxe qu'il était invité à réclamer en se conformant aux dispositions du décret des 21-28 août 1791 (1). Ce rapport entre l'impôt et le revenu rapprochait la contribution foncière de l'impôt de quotité.

La contribution-personnelle mobilière créée par la loi des 13 janvier-18 février 1791 frappait le revenu présumé des contribuables : pour en évaluer le montant on n'avait recours ni à la déclaration des intéressés ni à la taxation d'office par l'administration, on se basait uniquement sur les signes extérieurs. En fait la contribution comprenait quatre impôts distincts déterminés de façon différente :

1^o la contribution personnelle, véritable capitation payée par tous les habitants à raison de trois journées de travail dont le prix était déterminé par les autorités locales et apprécié d'après le salaire des manœuvres : seuls étaient exempts ceux qui ne percevaient que le salaire d'un manœuvre ;

2^o la contribution mobilière établie d'après le loyer en tenant compte d'un rapport naturel et constant dans tout budget normal entre le loyer et l'ensemble du revenu ;

3^o la taxe sur les domestiques chevaux et mulets ;

4^o la taxe d'habitation qui comme la contribution mobilière était assise d'après le loyer mais selon une proportion beaucoup moins forte.

En son ensemble, cette contribution était présentée comme un impôt de répartition, fixé en bloc chaque année par le corps législatif et réparti de la même manière que la contribution foncière, quoique les trois premières taxes dont elle était composée aient eu à l'égard des assujettis le caractère d'un impôt de quotité. La loi du 3 nivôse an II simplifia le système en transformant la contribution en un véritable impôt de répartition, et supprima la taxe d'habitation ; une déclaration fut désormais exigée des contribuables mais la répartition se faisait toujours d'après le loyer.

Ces deux impôts étant devenus insuffisants, la loi des 2-17 mars 1791 institua la patente en remplacement des taxes de maîtrises et de jurandes. La liberté des métiers était proclamée, à condition pour le candidat commerçant de faire une déclaration à la mairie et de se pourvoir d'une patente qui lui était délivrée à prix d'argent. Cette taxe se décomposait en un droit fixe établi d'après une classification des professions, et en un droit proportionnel variant selon l'importance des locaux occupés par le patenté. La patente fut supprimée par la Convention en raison de son caractère d'impôt de répartition.

(1) *Bulletin des lois*, I, p. 650.

La loi du 4 frimaire an II créa l'impôt des portes et fenêtres levé d'après le nombre d'ouvertures extérieures des immeubles, nombre qui était considéré comme un indice révélateur de la valeur locative des appartements et par conséquent de la fortune des locataires. C'était également un impôt de répartition dont l'assiette était compliquée par l'application d'un tarif tenant compte outre la nature et le nombre des ouvertures, du chiffre de la population de la localité où était situé l'immeuble.

La perception de ces impôts était confiée à un adjudicataire qui acceptait par avance de se charger du recouvrement moyennant la plus faible commission. Il fournissait des cautions en garantie de sa gestion. Les membres du Conseil général de la commune étaient responsables envers le receveur du district de la solvabilité de l'adjudicataire.

Après avoir décidé la suppression des tribunaux de l'Ancien Régime on aurait pu penser que des juridictions administratives spéciales seraient créées pour statuer sur les contestations fiscales. Il n'en fut rien. L'Assemblée Constituante enleva aux tribunaux civils la connaissance du contentieux fiscal, sauf en ce qui concerne les contributions indirectes, et l'attribua aux corps mêmes chargés de l'administration active : les directoires de district et de département.

Aucun texte ne décrivait la procédure selon laquelle se régleraient les différends portant sur la patente. Cet impôt créé, supprimé puis rétabli à diverses reprises subit trop de vicissitudes pour que la question ait pu être réglée ; ensuite les circonstances dans lesquelles cette contribution était perçue, corrélativement à une déclaration d'ouverture de magasin ne donnaient lieu à aucune difficulté particulière.

§ 1. — Contestations relatives à la contribution foncière.

Le décret des 24 août-8 septembre 1790 avait examiné le cas spécial où étaient imposés dans une commune des fonds dépendant d'une ferme dont le principal manoir était placé dans une autre commune. La solution donnée par ce texte n'est d'ailleurs pas très précise : « il était procédé à la radiation des cotes imposées par des communautés sur des fonds situés hors de leur territoire, ce nonobstant tous usages, ordonnances, règlements qui sont en tant que besoin déclarés nuls et nonavenus... excepté le cas où par un consentement commun et respectif on avait suivi l'ancien usage ».

Les demandes en réduction de contribution foncière étaient ouvertes aux particuliers et aux différents organismes qui composaient la hiérarchie administrative et présentées dans les formes prévues succinctement

par le décret des 23 novembre-1^{er} décembre 1790 (article 4 du titre IV).

Le particulier qui se prétendait surtaxé formait sa réclamation, dans les mêmes formes que celles prévues par le décret de septembre 1790 en adressant sa réclamation au directoire de district ; débouté, il pouvait se pourvoir au directoire de département qui décidait en dernier ressort et sans forme de procédure sur la décision du directoire de district. Une communauté, s'adressait d'emblée au directoire de département qui statuait après avoir pris l'avis de l'administration de district et des communautés dont le territoire touchait celui de la communauté réclamante. L'administration de district lésée s'adressait également au directoire de département qui se décidait sur le rapport de son directoire contradictoirement et en dernier ressort après avoir consulté les autres districts de son étendue.

Le département le cas échéant adressait sa pétition à la législature.

Le montant des réductions accordées était prélevé l'année de l'imposition sur le fonds de non-valeurs et répartie les années suivantes sur tous les contribuables de la circonscription intéressée. Le fonds de non valeurs était une caisse fictive constituée par le tiers du produit du sou perçu pour chaque livre d'impôt, redevance dont le montant fut doublé par le décret du 3 août 1793 (1).

Le décret des 21-28 août 1791 (2) entièrement consacré aux réclamations concernant la contribution foncière, compléta les dispositions du décret de 1790 ; elle envisagea séparément les différents cas litigieux susceptibles de se présenter.

1^o *Faux emploi*. — Toutes les fois qu'une propriété était cotisée sous un autre nom que celui de son véritable possesseur, la municipalité était autorisée à accorder la décharge et à ordonner la mutation de cote. Si elle s'y refusait la réclamation était adressée au directoire de district sans que, par exception, le requérant fût contraint de justifier du paiement d'un acompte ; le directoire délivrait l'ordonnance de mutation.

2^o *Double emploi*. — Lorsque par erreur une propriété était cotisée dans deux communautés la réclamation était portée devant le directoire de district qui, après vérification des faits, ordonnait, s'il y avait lieu, au profit du requérant la décharge de la cote portée au rôle de la communauté dans laquelle les biens n'étaient pas situés. Le réclamant n'avait pas besoin de justifier du paiement d'un acompte dans les deux communautés, mais dans une seule simplement.

(1) Il était de 12.000.000 fr. dont 8 à la disposition de la législature pour réduction et secours et 4 à la disposition des départements pour être employés en décharge ou en réduction.

3^o *Demande en réduction.* — Les demandes en réduction étaient adressées au directoire de district dans le ressort duquel étaient situés les biens prétendus surtaxés. Elles étaient faites dans les trois mois de la publication des rôles et le réclamant avait à justifier du paiement des termes échus au jour de la demande ; et à joindre à sa requête un extrait du rôle et une déclaration du revenu auquel il évaluait lui-même chaque article de ses biens-fonds.

Le directoire de district enregistrait sur un registre d'ordre tous les mémoires qu'il recevait et les communiquait à la municipalité de la situation des biens. Le Conseil général de cette commune délibérait dans un délai de huitaine sur la suite que lui paraissait comporter cette requête et le procureur renvoyait le dossier au directoire de district. Si le Conseil général de la commune estimait la réclamation fondée en partie seulement sa délibération était communiquée au demandeur qui répondait s'il acceptait ou non ce point de vue, et dans le cas où il donnait son adhésion, le directoire ratifiait l'avis du Conseil général. Si au contraire, le particulier refusait d'admettre le point de vue du conseil, ou si le conseil déclarait la réclamation mal fondée, le directoire désignait deux experts pour procéder à une estimation et au mesurage, s'il était nécessaire, des biens litigieux. La municipalité nommait deux commissaires chargés d'assister à l'expertise avec le réclamant ou son fondé de pouvoir. Le directoire de district statuait dans la quinzaine du dépôt du procès-verbal des experts. Les parties intéressées adressaient leurs moyens de récusation, si elles avaient à se présenter au directoire avant le jour fixé pour la descente des experts.

La décision publiée par les soins de la municipalité était exécutoire par provision. Le réclamant et la communauté pouvaient faire appel dans la quinzaine de la publication de la décision, à peine de nullité, devant le directoire de département devant lequel la procédure était la même qu'en première instance.

Plusieurs contribuables pouvaient se réunir pour ne former qu'une seule et même réclamation. Si le montant total de leurs cotes excédait le tiers du rôle de la contribution foncière de la paroisse, et s'il paraissait nécessaire d'ordonner une vérification d'experts ou une nouvelle évaluation, le directoire départemental ordonnait la levée du plan de la commune et nommait deux experts pour procéder à cette opération. Une levée de plan pouvait d'ailleurs toujours être ordonnée lorsque la demande en avait été faite par le Conseil général de la commune même avant qu'il soit formé une demande de réduction.

Quelque fût le motif invoqué, le contribuable ne pouvait se dispenser de payer la portion échue de la contribution qui lui était assignée.

Une fois qu'il avait été procédé à une vérification d'experts, les

articles de rôles ne pouvaient plus être cotisés qu'en conformité de cette évaluation pendant les dix années suivantes, sauf s'il était effectué de nouvelles constructions, ou s'il était procédé avant ce terme à la levée du plan et à une évaluation générale de la commune. Cette disposition rappelait la fixité des vérifications concernant le dixième et les vingtièmes (1).

Les demandes en réduction formées par les communautés étaient décidées par une délibération du Conseil général de la commune et adressées au directoire de département dans les deux mois de la réception du mandement sans que la communauté ne puisse profiter de la circonstance pour se dispenser de mettre les rôles en recouvrement. La réclamation enregistrée au département était envoyée au directoire de district qui la communiquait dans la huitaine aux communautés non réclamantes de son ressort dont le territoire était contigu à celui de la communauté réclamante, ou à deux autres quelconques parmi les plus voisines dans le cas où toutes les communautés contiguës seraient réclamantes. Les conseils généraux des communautés consultées délibéraient et indiquaient dans un délai de quinzaine si cette réclamation leur paraissait fondée ou non et à quelle somme la réduction leur paraissait devoir être accordée. Elles envoyaient au besoin des commissaires visiter le territoire de la paroisse réclamante et exiger la production de la matière du rôle. Le directoire de district donnait sur ces délibérations son avis motivé sur lequel le directoire du département se prononçait. Son arrêté était communiqué à la communauté qui était tenu d'indiquer si elle y adhérait ou non. En cas d'adhésion le directoire de département prononçait la réduction proposée par le directoire de district. Si ce dernier avait estimé la réclamation sans fondement ou si la communauté n'acceptait pas la réduction partielle proposée en sa faveur, le directoire de département ordonnait la levée du plan de la communauté et désignait pour procéder à l'évaluation de son revenu deux experts aux opérations desquels assistaient les représentants des parties au litige. Le directoire de département se prononçait aussitôt après la remise du procès-verbal des experts. Les cotes établies d'après la levée du plan d'une communauté ordonné dans de telles circonstances ne pouvaient être modifiées pendant les quinze années suivantes à moins qu'avant cette époque, il ne soit procédé à l'évaluation générale de tout le district.

Les demandes en réduction formées par les districts étaient faites dans l'année devant le directoire de département et jugées dans les mêmes formes, *mutatis mutandis*, que les réclamations précédentes.

(1) *Bulletin des lois*, I, p. 650.

L'évaluation par expertise du revenu du district servait à l'imposition pendant vingt ans à moins qu'il ne soit procédé au cours de ce délai à l'évaluation des biens de tous les districts.

Le décret restait muet sur le jugement des réclamations émanant des départements.

§ 2. — **Réclamations relatives à la contribution mobilière.**

La procédure des demandes en décharge et réduction de contribution mobilière est esquissée par le décret des 13 janvier-18 février 1791 qui reprenait dans l'ensemble les termes du décret des 23 novembre-1^{er} décembre 1790 concernant la contribution foncière. Ce décret demeura en vigueur jusqu'au moment où celui des 26-31 août 1791 examina en détail les différentes espèces de contestations (1).

1^o D'abord celui de double emploi. Le contribuable compris dans le rôle de deux communautés se pourvoyait auprès du directoire de district dans l'arrondissement duquel il s'estimait cotisé à tort, en joignant à son mémoire un état de la matrice du rôle de sa principale demeure, c'est-à-dire celle dont le loyer était le plus élevé. Si les deux communautés étaient situées dans le même district, l'extrait était certifié par les officiers municipaux du lieu de sa principale demeure. Si les habitations dépendaient de deux districts différents d'un même département, l'extrait était en outre visé par le directoire du district du domicile. Si elles étaient situées dans deux départements différents le visa du directoire du département hiérarchiquement supérieur était en plus exigé.

Le directoire de district saisi de l'affaire prononçait la décharge s'il apparaissait réellement, d'après l'extrait produit, que l'habitation correspondante était bien celle dont le loyer était le plus élevé. La décharge ne portait pas d'ailleurs sur les taxes, sur les chevaux et les domestiques, conformément à l'article 29 du décret du 18 février 1791.

2^o Décharge de son imposition pouvait être demandée par le particulier qui n'avait pas les facultés nécessaires pour être rangé dans la catégorie de citoyen actif, sa requête était adressée au directoire de district qui prononçait la décharge après vérification du fait invoqué.

3^o Les demandes en réduction étaient formées devant le directoire de district dans les trois premiers mois suivant la publication du rôle de la communauté ; le réclamant devait justifier du paiement des termes de la cotisation échus au jour du dépôt de sa requête. Il joignait un extrait de rôle contenant chaque article de sa taxe, une déclaration

(1) *Bulletin des lois*, III, p. 706.

de son loyer, du nombre de ses domestiques, de ses chevaux et voitures.

Le directoire de district enregistrait la demande et l'adressait à la municipalité, le conseil délibérait dans la huitaine si elle lui semblait fondée et dans l'affirmative fixait le montant de la réduction qui lui paraissait devoir être réglée. Le procureur de la commune renvoyait le dossier au directoire de district. Si le conseil reconnaissait la réclamation comme entièrement justifiée, le directoire de district prononçait la réduction demandée. Au contraire, si la demande semblait partiellement fondée, la délibération était communiquée par le directoire de district au réclamant qui déclarait s'il acceptait ou non la réclamation proposée en sa faveur. En cas de refus de sa part, comme de rejet proposé par le conseil de la municipalité, le directoire de district ordonnait une vérification. Cette vérification était obligatoire dans tous les cas : *a)* où l'on refusait à un contribuable la réduction qu'il sollicitait, à raison du paiement d'une contribution foncière; *b)* où l'on n'avait pas décidé de le classer en raison de sa qualité de chef de famille, d'artisan, de manouvrier, de marchand ou de commis; *c)* où la réclamation avait pour objet la taxe d'un célibataire, la taxe de trois journées de travail ou celle établie à raison des domestiques ou des chevaux. Il était nommé par ce directoire de district dans ces cas un visiteur des rôles ou un citoyen résidant sur les lieux pour vérifier les faits.

Le vérificateur recevait le dossier de l'affaire y compris la délibération de la municipalité. Celle-ci nommait de son côté un commissaire pour assister aux opérations du commissaire de district ; le réclamant y assistait de son côté en personne ou par mandataire. Le directoire de district se prononçait dans le délai de quinzaine depuis le dépôt des procès-verbaux.

Le réclamant ou le conseil de la communauté pouvaient se pourvoir contre cette décision devant le directoire de département, et il y était procédé de la même manière que devant le directoire de district, à condition que le pourvoi fût fait dans les quinze jours de la publication de la décision du directoire, ni avant ni après.

Plusieurs contribuables pouvaient se réunir pour former une réclamation commune, instruite et jugée dans la même forme que les réclamations individuelles. Si le total des cotisations assises au nom des demandeurs dépassait le tiers du montant total des rôles de contribution mobilière de la communauté, on ordonnait une vérification par experts et une nouvelle évaluation des loyers. Pareille évaluation pouvait d'ailleurs être décidée avant toute réclamation, par le directoire de département, sur l'avis des directoires de district lorsqu'elle était demandée par le Conseil général de la commune.

Lorsqu'une réclamation portait sur la taxe mobilière ou d'habitation, il était nommé deux experts pour procéder à une nouvelle évaluation des loyers et la municipalité nommait deux commissaires pour l'y représenter. Après cette évaluation aucun des articles de rôle ne pouvait être établi qu'en conformité de cette évaluation pendant les dix années suivantes à moins qu'avant ce temps il ne fut effectué de nouvelles constructions ou procédé à une évaluation générale des loyers de la communauté.

Les demandes en réduction faites par les districts étaient jugées exactement comme celles concernant la contribution foncière (art. 37 et suivants du décret des 21-28 août 1791), sauf que les directoires de district (art. 41) consultés par l'administration départementale pouvaient avant de donner leur avis sur cette réclamation nommer des commissaires pour prendre connaissance des matrices de rôles des communautés du district réclamant. Dans le cas où le district demandeur refusait d'adhérer à la délibération par laquelle le conseil de département avait déclaré que la réclamation n'était pas fondée, ce dernier organisme ordonnait une évaluation des loyers de chacune des communautés. Les opérations étaient faites en présence des représentants du district réclamant et de ceux des districts les plus voisins. Les réductions accordées étaient imputées l'année courante sur le fonds de non-valeurs et rejetées lors de la confection des rôles de l'année suivante sur les autres contribuables, communautés ou districts suivant les cas, sauf si le montant des réductions accordées à un ou plusieurs particuliers excédait le montant du sixième du montant total des rôles de la communauté. Ces réductions n'étaient pas imputées sur le fonds de non-valeurs mais réparties sur les rôles de l'année en exceptant seulement les contribuables qui avaient obtenu des dégrèvements.

§ 3. — Demandes en remises et modérations.

L'octroi de remises et de modérations en réparation de dommages causés par les calamités était prévu par les articles 37 et 39 du décret des 26 septembre-2 octobre 1791. Lorsque la récolte, les maisons et les bâtiments appartenant soit à un particulier, soit à une communauté avaient été endommagés ou détruits par la grêle, la gelée, l'inondation ou autres vimaies les sinistrés en donnaient avis au directoire de district lequel nommait sans délai parmi les membres du conseil un ou deux commissaires qui, comme les élus d'autrefois, se rendaient sur les lieux pour y vérifier les faits et rapporter un procès-verbal qui était déposé aux archives du district ; une copie en était envoyée au directoire de département.

Si les calamités avaient affecté la majeure partie des communautés d'un district, le directoire de ce district en donnait avis à celui du département qui faisait procéder à une enquête par certains des membres du conseil qui en dressaient un procès-verbal en double expédition dont l'une était déposée aux archives du département, l'autre dans celles du district. Des extraits en étaient adressés au corps législatif et au ministère des contributions. Les réductions accordées de ce fait étaient imputées l'année courante sur le fonds de non-valeurs et rejetées lors de la confection du rôle de l'année suivante sur les autres contribuables, communautés ou districts, sauf si les réductions prononcées excédaient le sixième du montant total des rôles de la communauté, auquel cas, elles étaient réparties dès la même année sur tous les contribuables à l'exception de ceux dont la réclamation avait été reconnue fondée.

Le conseil de département distribuait chaque année au vu des états de pertes établis par les directoires de département les sommes du fonds de non-valeurs qui étaient à sa disposition. Lorsque l'assemblée nationale législative avait accordé sur les fonds de non-valeurs dont la distribution lui était réservée un dégrèvement ou un secours à un département, le conseil de département en répartissait le montant entre les districts, et les directoires de district entre les communautés. Si seuls certains habitants d'une communauté avaient souffert, la répartition du secours était faite entre eux par le directoire de district sur l'avis de la municipalité.

Un décret des 15-20 août 1792 fixait les modalités de la répartition qui serait faite entre les départements d'une somme de 1.500.000 livres pour remises et des charges de contribution. Cette somme servait d'abord à rétablir les non-valeurs justifiées par les receveurs, puis à réparer les erreurs, inégalités et doubles emplois commis lors du département des impositions de 1790, le restant était réparti sur les contribuables arriérés des années 1788 et 1789 sur ceux qui avaient essuyé des pertes, ensuite sur ceux de 1790 en proportion de l'importance de leur arriéré à charge par eux de régler le solde de leur dette dans le mois suivant la date de l'ordonnance de modération (1).

(1) Le fonds de non-valeurs pour les contributions foncières et personnelles mobilières est alimenté par une surtaxe de 1 centime par franc d'imposition. Celui de la contribution des portes et fenêtres par le produit de 3 centimes par franc du principal et celui de la patente par 5 centimes par franc. Le fonds de la contribution foncière atteignait 12.000.000.

Le décret des 12 janvier 1794, 23 nivôse an II (*Bulletin des lois*, IV, p. 870), allait décider que la partie du fonds de non-valeurs provenant de l'accessoire des contributions foncière et mobilière laissée à la disposition des administrations soit employée s'il y a lieu en décharges et réductions, remises ou modérations jugées justes ou nécessaires. Le résidu, s'il en existait un, serait employé en l'acquit d'indemnités ou secours.

§ 4. — **Instances criminelles.**

On punissait comme sous l'ancien régime l'établissement d'impôts arbitraires et le divertissement de deniers. Défense était faite aux percepteurs de réclamer des impôts non autorisés par la loi. Par contre, les administrations et les communautés ne pouvaient à peine de forfaiture, se dispenser de répartir la part de la contribution nationale qui leur était assignée (1).

Le décret des 26 septembre-2 octobre 1791 indiquait les dispositions à prendre à l'égard des percepteurs retardataires ou coupables de divertissement. Dans le cas où un percepteur n'avait pas apporté dans la première quinzaine du mois à la caisse du district le produit de sa collecte, le receveur envoyait un avertissement à la municipalité et quinze jours après, s'il n'y était pas satisfait, présentait au directoire de district une contrainte qui serait sur-le-champ visée et mise à exécution. On effectuait d'abord à l'encontre du percepteur et des cautions une simple saisie mobilière. En cas d'insuffisance du produit de la vente de ce gage, on poursuivait, par saisie et l'expropriation de leurs immeubles. On procédait après à une nouvelle adjudication de la recette.

Lorsque le percepteur avait diverti les deniers, la municipalité était tenue dès qu'elle en avait connaissance d'en dresser procès-verbal et de l'envoyer sans délai au procureur syndic du district pour que l'administration de cette circonscription prenne, d'accord avec le receveur, les mesures les plus promptes pour assurer le recouvrement des sommes diverties.

En cas de déconfiture du percepteur et d'insolvabilité de ses cautions, les membres de la municipalité devaient justifier de l'exécution des vérifications prescrites, faute de quoi ils deviendraient personnellement responsables du déficit. Le receveur demanderait au directoire de district de lui décerner une contrainte à l'effet de sommer les membres du conseil général de la commune à acquitter la somme dont le percepteur était reliquataire. Une fois achevée la discussion du patrimoine du percepteur et des cautions, ils étaient tenus de s'exécuter sauf, s'ils étaient en mesure de justifier n'avoir commis aucune négli-

dus pour des pertes occasionnées par les intempéries des saisons, incidents et autres accidents imprévus tant pour l'année 1791 que pour les années suivantes. Si ce résidu n'était pas suffisant pour l'acquit des indemnités et des secours, les corps administratifs demanderaient des crédits supplémentaires au ministère de l'intérieur qui prendrait les sommes nécessaires sur le fonds de non-valeurs à la disposition de l'assemblée législative et sur les six millions destinés aux secours par le décret du 7 août précédent.

(1) Décret 21-28 août 1791, *Bull. Lois*, I, p. 650.

gence, à obtenir en l'encontre de la communauté le rejet à leur profit de la somme qu'ils se trouvaient obligés de payer.

Si le percepteur était accusé de concussion ou de falsification de rôle il était prévu que le procureur syndic dresserait procès-verbal des faits reprochés et le remettrait à l'accusateur public et « lorsque l'institution du jury sera en activité » à l'officier de police et au directeur du jury.

* * *

Au fond, la législation révolutionnaire n'était pas d'une grande originalité. Le souvenir des anciens impôts persistait dans les nouvelles contributions. Il est d'abord curieux de constater que la Constituante ait recouru à l'impôt de répartition malgré l'impopularité de la taille dans les derniers temps de l'Ancien Régime. La contribution mobilière était assise comme l'était autrefois la capitation à Paris. L'immuabilité temporaire des cotes établies après une évaluation des communautés rappelait la fixité des résultats des vérifications des contrôleurs des vingtièmes.

Le fonds de non-valeurs rappelle le moins imposé de la taille et le boni de la capitation. Son existence suffisait à rendre l'impôt solidaire, puisque les pertes éprouvées par le Trésor de la part des insolubles étaient compensées par les versements effectués par les contribuables plus aisés. Le remède apporté à ces pertes était en quelque sorte préventif et paraissait moins rigoureux que la solidité où la pénalité pesait d'abord sur quelques notables innocents avant de retomber sur la communauté entière. Néanmoins, en cas de divertissement de deniers, l'application de la contrainte solidaire causait aux officiers municipaux autant de pertes qu'autrefois aux principaux notables des paroisses.

Les ressemblances se retrouvent également en matière contentieuse dans différentes contestations. Le particulier en réclamation se heurtait à la communauté et les communautés se disputaient entre elles. Particuliers et corps administratifs participaient aux débats et exposaient contradictoirement leur thèse. Les décrets révolutionnaires avaient en quelque sorte précisé et perfectionné l'ancienne action en surtaux en prévoyant avec détail dans quelles conditions les communautés, les districts et les départements pourraient se pourvoir en réduction alors que la législation antérieure n'avait fait qu'ébaucher la théorie des surtaux des communautés et était restée muette sur le surtaux des élections et des généralités.

Le nouveau système présentait-il toutes les garanties que les contribuables étaient en droit d'attendre d'une constitution libre ? Confier le contentieux fiscal aux différentes assemblées administratives, n'était-

ce pas déjà contraire au principe de la séparation des fonctions. Les directoires valaient-ils mieux que les intendants ou que les élections ? Si on estimait la juridiction de l'intendant insupportable parce que celui qui aurait dû être un arbitre impartial était à la fois juge et partie, il aurait fallu logiquement faire appel pour le règlement des contestations à une autre autorité que le directoire qui avait assuré la répartition et qui était *à priori* aussi suspect que le commissaire départi. Encore tous les litiges n'étaient-ils pas autrefois portés devant l'intendant, certains étaient soumis à l'élection organe mi-administratif, mi-judiciaire. Et ces tribunaux, soucieux de préserver les derniers vestiges de leurs attributions anciennes, se permettaient-ils de rendre des décisions contraires aux instructions royales ou aux ordonnances de l'intendant, faisant par là preuve d'une indépendance d'esprit qu'il était peut-être vain d'attendre des directoires, manquant de compétence et d'expérience, et de plus élus par leurs justiciables. Les membres de ces corps étaient par essence enclins à déplacer les litiges dont ils étaient saisis sur le terrain politique au détriment des contribuables d'opinion adverse, ou bien au détriment du Trésor lorsqu'ils ne se sentaient pas le courage de rejeter la requête d'un électeur.

Quoi qu'il en soit, les tribunaux administratifs furent surchargés de réclamations de la part des particuliers comme des communautés. L'insécurité des temps n'incitait pas les redevables à aliéner des deniers qui, une fois dans les caisses de l'Etat, recevaient à leurs yeux un emploi critiquable. Au fond, les Français s'étaient vite aperçu qu'ils acquittaient sous d'autres noms autant d'impôts que sous l'Angien Régime. Tous les prétextes leur étaient bons pour retarder le plus possible le moment d'un paiement désagréable. Les réclamations justifiées ou purement dilatoires leur permettaient d'atteindre ce but. Les communautés employaient les mêmes attermoiements.

« Nous travaillons comme des forçats, écrit-on de Saône-et-Loire au Président de l'Assemblée Constituante. Il s'élève sans cesse des contestations entre les paroisses pour en fixer les limites. Les déclarations des contenances et des évaluations des contribuables sont presque partout fausses. » La répartition entre les districts et les communes par les assemblées départementales avait été faite sans soin. Le rapport du Comité des contributions du 17 mai 1791 reconnaît les injustices commises en disant : « la distribution des contributions nouvelles entre les départements pourra être et sera certainement perfectionnée dans l'assiette de 1791 ou en trois ou quatre années ». Le décret du 23 août 1791 rectifia des erreurs en dégageant sept départements, mais en 1792 on ne tint aucun compte de cette correction et la répartition fut effectuée sur la même base que l'année précédente. En plus, des erreurs

commises aux échelons supérieurs, les assemblées municipales en com mirent d'autres d'autant plus nombreuses que leur travail n'était soumis à aucun contrôle (1).

Avec le système trop perfectionné des lois révolutionnaires, une première réclamation en engendrait presque inévitablement d'autres. Si la demande du contribuable prétendu surtaxé était admise, la réduction était rejetée sur la commune, celle-ci à son tour réclamait pour que la réduction fût rejetée sur le district, et le district tentait de faire réimposer la surtaxe sur les autres districts du département, lequel se plaignait au corps législatif pour que celui-ci reverse l'excédent sur les départements dont le contingent n'atteignait pas la proportion fixée par la loi. Le Brun dans son rapport sur la loi du 20 juin 1798 avoue que le système entraînait en fait de plus grandes difficultés qu'avec la taille parce que le silence et l'imprécision des lois relatives à cette imposition ne permettaient guère aux collectivités administratives de demander la réduction de leur contingent (2).

La seule faculté laissée aux propriétaires de réclamer un dégrèvement lorsque leur taxation à l'impôt foncier dépasserait une part déterminée de leur revenu avait entraîné le dépôt d'un nombre immense de réclamations de la part de particuliers comme de communautés. L'existence de domaines nationaux souvent très étendus, affranchis de l'impôt, limitait à un petit nombre de propriétaires le poids des charges fiscales du lieu, aucune modification n'ayant été apportée à la répartition depuis leur accaparement au profit de la Nation.

Dans de telles circonstances, le recouvrement de l'impôt s'effectuait difficilement. Les réclamations écrites n'étaient pas la seule expression du mécontentement populaire, qui se manifestait par des formes plus brutales à l'encontre des huissiers et même des agents municipaux. Il y eut de multiples exemples de rébellion, en 1790 principalement. Mais les peines prévues anciennement en cas d'émotions populaires, n'avaient été ni renouvelées ni confirmées par le gouvernement révolutionnaire.

Même avec le temps, la situation ne se modifia pas sensiblement, malgré l'importance des dégrèvements accordés à plusieurs reprises (3). Il apparaissait en effet que la répartition de la contribution mobilière comme de la contribution foncière était littéralement livrée au hasard et aboutissait à des résultats aussi choquants sinon plus, que ceux

(1) Blanc, *Histoire et principes de la répartition et de la quotité dans l'impôt direct*, p. 124 et 125.

(2) *Ibid.*, p. 156, 157.

(3) En 1792, une commission spéciale chargée de l'examen des réclamations conclut que 38 départements étaient fondés à réclamer la réduction de leur contingent et qu'il y avait lieu de leur accorder un dégrèvement de 7.000.000 fr.

obtenus par les ci-devant collecteurs. Telle terre payait les deux tiers de son revenu, d'autres seulement le dixième ou le vingtième. Des fonds n'avaient même jamais été recensés et se trouvaient exonérés sans motif. On résolut de corriger les injustices en facilitant les demandes de dégrèvements de la part des circonscriptions surchargées (1). En même temps on chercha à améliorer la répartition et l'on créa les répartiteurs.

La loi du 2 messidor de l'an III, en ses 236 articles, reprit dans son ensemble la question du jugement des réclamations en matière de contribution foncière. Elle mit au point la législation antérieure et ne présenterait qu'un bien mince intérêt si elle ne ressuscitait sous le nom de rappel à l'égalité proportionnelle la vieille action en comparaison de taux anciennement usitée en Normandie. Tout contribuable surtaxé comparativement aux autres avait le droit de réclamer à son profit le rétablissement d'une injustice dont profitaient ceux qu'ils dénonçaient.

L'inégalité dans les évaluations des revenus imposables pouvait être constatée soit entre les diverses cotes et articles de contribution foncière par comparaison avec un ou plusieurs autres articles, soit entre tous les fonds de terre de la communauté d'une part et toutes les maisons et usines d'autre part. Les réclamations étaient faites dans les trois mois de la publication des rôles. Le demandeur joignait à sa requête :

1^o un extrait de la matrice du rôle portant dans la première hypothèse sa cote et celle à laquelle il entendait la comparer et dans la deuxième hypothèse le revenu imposable total des deux sortes de biens objets de la comparaison ;

2^o une déclaration sur chacune de ces cotes à commencer par la sienne, de la somme à laquelle il prétendra que doit être porté le revenu imposable sans qu'il y ait égalité proportionnelle entre elles ;

3^o la quittance des termes échus.

Le mémoire était communiqué à l'agent municipal de la commune ou à l'un des répartiteurs qui écoutait le réclamant et les contribuables mis en cause ; le procès-verbal de cette confrontation était adressé à l'administration municipale. Si les autres contribuables reconnaissaient le bien-fondé total ou partiel de la réclamation — sans que dans ce dernier

(1) Le Directoire adopta le 18 prairial an V un texte fixant une limite au delà de laquelle tout département surtaxé aurait le droit de se faire décharger. Le 3 frimaire an VI des dispositions analogues rassurent les contribuables trop lourdement frappés en déclarant qu'il serait fixé chaque année par le corps législatif une proportion générale de la contribution foncière avec les revenus territoriaux au delà de laquelle la cote de chaque contribuable ne pourrait être élevée.

cas le demandeur ait protesté — les répartiteurs rétablissaient l'égalité en rejetant sur les cotes prises en comparaison, dans la proportion juste et convenue entre les parties, la somme dont le demandeur était reconnu surtaxé. Si les défendeurs déclaraient la réclamation injustifiée ou si le demandeur refusait les propositions transactionnelles qui lui étaient faites l'administration municipale nommait deux experts pour procéder à des évaluations.

Lorsque l'inégalité était présumée exister entre les fonds de terre de la commune et les maisons et les usines, l'officier municipal convoquait les répartiteurs et entendait le réclamant. Les répartiteurs délibéraient et l'officier municipal transmettait le dossier à l'administration municipale. Si les répartiteurs convenaient de l'inégalité, l'administration rétablissait l'égalité. S'ils étaient d'un avis contraire ou s'ils envisageaient d'accueillir seulement partiellement les prétentions du réclamant, des experts étaient nommés par l'administration municipale.

Un recours était possible devant l'administration de département dans le délai d'un mois. Si le mémoire de l'appelant invoquait une erreur des experts on nommait des contre-experts.

Plusieurs contribuables pouvaient se réunir pour former une demande commune. Des demandes formées séparément par divers contribuables contre les mêmes parties pouvaient être réunies pour qu'il soit statué par une décision unique.

Nulle demande en rappel n'était admise si elle avait pour objet de réduire une cote au taux de la proportion établie par la loi entre la contribution foncière et les revenus territoriaux, ou si les cotes comparées se trouvaient elles-mêmes imposées dans cette proportion ou plus fortement taxées, ou bien encore s'il ne se trouvait pas entre la cote du réclamant et l'une ou plusieurs cotes prises en comparaison une différence proportionnelle de contribution du dixième au moins, sauf au réclamant dans les deux premières hypothèses à se pourvoir en réduction de taux. La proportion du dixième est également nécessaire en cas d'inégalité entre les fonds de terres et les maisons.

Lorsqu'après une instance en rappel à l'égalité proportionnelle, la cote de l'une quelconque des parties était reconnue une des années suivantes, justement contestée par quelque nouveau réclamant, le versement ordonné à la suite de ce second rappel était fait non seulement sur la cote prise en comparaison mais sur toutes les autres qui avaient été comparées à elle, de telle manière qu'après ce dernier versement l'égalité proportionnelle fut établie tant entre chacune des cotes ci-devant comparées et la cote nouvellement prise en comparaison qu'entre celle-ci et la cote du nouveau réclamant (titre VI, chap. I *in fine*).

Le rappel à l'égalité proportionnelle était ouvert non pas seulement aux particuliers mais encore aux administrations municipales qui avaient à se plaindre de la répartition. L'agent municipal qui estimait qu'une inégalité existait au préjudice de sa commune dans le contingent de la commission foncière assigné au canton par comparaison de la valeur des revenus de toute nature de sa commune à la valeur des revenus de toute nature d'une ou plusieurs communes du même canton, convoquait les répartiteurs pour en délibérer. Si ceux-ci approuvaient sa manière de voir, ils évaluaient la somme à laquelle s'élevait le revenu total imposable de leur commune et celui de chacune des communes qu'ils entendaient prendre en comparaison. L'agent municipal adressait à l'administration de département un mémoire qui était communiqué aux agents municipaux des différentes communes prises en comparaison. Si les communes en conflit ne tombaient pas d'accord, il était procédé à une évaluation à laquelle chacune participait par l'intermédiaire d'un expert. La différence entre les contingents, nécessaire pour que fût ouvert le droit de rappel était fixée au vingtième. L'imposition déterminée après expertise devait rester immuable pendant vingt ans.

Le rappel pouvait opposer les communes ayant administration provinciale par elles seules et les cantons — à condition de ne pouvoir prendre en considération la même année plus de trois cantons — et aussi les départements entre eux. Ces derniers adressaient leurs réclamations en même temps au corps législatif et au Ministère des Finances qui communiquait le dossier aux administrations dont les taux étaient comparés.

Lorsque par suite d'une diminution de la masse générale de la contribution foncière, il y avait lieu de réduire les contingents des départements, cette réduction se faisait au marc le franc, étant entendu néanmoins que les départements dont les administrations centrales justifiaient s'être préalablement pourvues soit par réduction, soit par rappel pouvaient obtenir une plus forte réduction.

On relève les ressemblances qui existaient entre la nouvelle procédure et l'ancienne action que Domat estime si nuisible à la bonne entente des contribuables : le mot même de comparaison est cité dans le texte à plusieurs reprises. On s'était souvenu des abus auxquels la vieille comparaison avait donné lieu puisqu'on en avait restreint les conditions d'exercice aussi bien entre les particuliers qu'entre les communes. La procédure, forcément compliquée, était plus ample que l'ancienne puisqu'elle était ouverte expressément aux collectivités. Elle demeurait purement administrative et n'entraît à aucun moment dans la phase judiciaire. Mais elle entraînait les mêmes incon-

vénients pratiques qu'autrefois. C'est surtout en pensant à cette résurrection que Gaudin devait constater quelque temps plus tard que « la loi de messidor, étant un chef-d'œuvre de l'idéologie, était devenue sans exécution, parce qu'il n'existe pas un de ses 236 articles dont elle est composée qui ne présente des difficultés insurmontables ».

Comme dans tous les domaines, le Consulat entreprit de mettre de l'ordre. Les réformes, d'ailleurs efficaces, touchèrent à la fois l'assiette, le recouvrement et le contentieux des impôts directs. Il créa la Direction des Impositions directes — laquelle a survécu — exclusivement chargée de la confection des matrices des rôles et du recensement de la matière imposable. Les membres de cette nouvelle administration étaient non plus élus mais choisis par le gouvernement. Le cadastre, dont l'exécution était projetée depuis plusieurs siècles, fut effectivement entrepris. En 1804 on remplaçait les adjudicataires du recouvrement par des fonctionnaires stables, les percepteurs. Au lieu de confier le contentieux administratif et le contentieux fiscal à des administrations départementales, on créa des tribunaux spéciaux : les conseils de préfecture (loi 28 pluviôse an VIII) et le Conseil d'Etat (loi 2 frimaire an VIII). Ces deux nouvelles juridictions cumulaient encore des attributions judiciaires et des attributions administratives, mais au contraire des anciennes juridictions de l'Ancien Régime ou des administrations révolutionnaires, elles ne participaient en rien aux opérations de l'assiette de l'impôt. La procédure devant elles était secrète et écrite. Le Conseil de préfecture statuait en première instance, le Conseil d'Etat en appel ou comme Cour de cassation.

Malgré les perfectionnements apportés, les contestations demeurèrent nombreuses, les perturbations sociales et politiques n'incitaient pas les contribuables à être ponctuels. D'ailleurs en raison des changements survenus dans les mœurs, les habitants des villes avaient pris l'habitude de déménager fréquemment, très souvent une fois par an, sinon par trimestre. Ces déplacements engendraient des demandes en décharges innombrables multipliaient les frais de poursuites et les non-valeurs ; complications qui amenèrent même pendant un temps la suppression de la contribution mobilière. La répartition était toujours aussi imprécise, à tel point qu'on estimait qu'elle était un outrage à la justice distributive (1) ; et pour remédier aux inégalités du cadastre on ne trouva pas d'autre moyen que de niveler les départements en accordant aux plus lourdement taxés des dégrèvements de plus en plus considérables sur le montant de la contribution foncière.

(1) Chambry de Laroche, A. D., IX, 506.

CHAPITRE III

DURANT LE DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

Durant la première moitié du ^{xix}^e siècle, la législation fiscale subit peu de modifications et s'inspire toujours des textes révolutionnaires et consulaires. Elle est rajeunie et modifiée partiellement par des lois séparées telles que celles des 26 mars 1831 et 21 avril 1832 sur la contribution personnelle-mobilière, et celle du 25 avril 1844 sur la patente. La loi de 1831 divisait la contribution personnelle-mobilière en deux cotisations distinctes : la contribution mobilière, qui restait un impôt de répartition et la contribution personnelle, taxe des trois journées de travail, qui devenait un impôt de quotité. Mais on revint à l'ancien système en 1832.

La répartition des impôts autres que les impôts de quotité était faite entre les départements par le Corps législatif, entre les arrondissements du département par le conseil général, entre les communes par le conseil d'arrondissement, entre les habitants par les répartiteurs. Après la session législative et avant celle du conseil général, chaque conseil d'arrondissement délibérait sur les réclamations auxquelles pouvait donner lieu la fixation présumée du contingent de l'arrondissement et les délibérations qui concluaient à l'octroi d'une réduction étaient transmises par le Préfet au conseil général qui statuait avant de procéder à la répartition, laquelle dépendait forcément du sens des décisions prises sur les délibérations des conseils d'arrondissement (1).

Les communes étaient, elles aussi, admises à réclamer contre le contingent qui devait leur être assigné. Elles saisissaient par l'intermédiaire du sous-préfet le Conseil d'arrondissement qui statuait dans la première session précédant celle du Conseil général. Il était ensuite prononcé définitivement par cette dernière assemblée; les communes jouissaient ainsi de deux degrés de juridictions. Le dégrèvement accordé à la commune était réparti entre toutes les communes de l'arrondissement (2).

(1) Loi 10 mai 1836, art. 1 et 2.

(2) Le Conseil général ne statuait pas en tant que juge mais agissait en qualité de représentant de pouvoir législatif. Dès lors ses décisions étant souveraines aucun

Avec le cas exceptionnel de la réclamation émanant de plusieurs contribuables imposés au même article de rôle, ce sont les seules réclamations collectives admises, autrement il n'était statué que sur des demandes individuelles (1). Il n'est d'ailleurs pas permis à un particulier de réclamer contre le fixation du contingent du département ou de la commune. Le premier est sommairement fixé par le législateur. Celui des arrondissements et des communes est le résultat d'opérations administratives contre lesquelles aucun recours n'est admis (2). Avant d'être soumises aux juridictions compétentes les réclamations des contribuables étaient examinées au préalable et instruites par l'administration des contributions directes, comme celles concernant le dixième et les vingtièmes l'étaient autrefois par les contrôleurs.

Les demandes en décharge ou en réduction concernant diverses sortes d'impositions étaient faites ordinairement dans les trois mois de la publication des rôles. Elles étaient adressées avec les quittances des termes échus (3) au sous-préfet qui les envoyait par l'intermédiaire du préfet à la direction départementale des contributions directes. Ces réclamations étaient enregistrées à la fois à la direction et au contrôle. Le contrôleur chargé de l'enquête prenait l'avis des répartiteurs qui se prononçaient dans un délai de dix jours ; pendant ce temps, il vérifiait lui-même la requête dans la commune selon les règles tracées par l'instruction du 10 mai 1849. Après avoir rédigé son rapport, il renvoyait le dossier au directeur, ce dernier s'assurait que l'instruction était régulière et complète, et si les faits ne lui paraissaient pas suffisamment éclaircis, il renvoyait le dossier au contrôleur en lui prescrivant de retourner dans la commune procéder à un complément de vérification, on chargeait un inspecteur de faire une contre-vérification. Le directeur résumait toute l'instruction dans un rapport et transmettait le dossier à la sous-préfecture : lorsque ses conclusions tendaient au rejet total ou partiel de la réclamation, le demandeur était invité à en prendre connaissance et à faire connaître dans les dix jours s'il

recours n'était admis ni devant le Conseil de Préfecture ni devant le Conseil d'Etat ni même devant le Ministre des Finances

(1) Toutefois pour la contribution des portes et fenêtres ou celle de patentes qui se perçoivent toutes deux d'après un tarif gradué en raison de la population communale, la commune était admise à faire « traduire et juger par la voie contentieuse les difficultés qui soulevaient relativement à la catégorie à laquelle la dite commune devait être rangée par suite d'un nouveau recensement de la population. Ce recours était porté devant le Ministre et ensuite devant le Conseil d'Etat », Loi finances, 4 août 1844 art. 4.

« Les demandes en remise ou modération basées sur une perte totale ou partielle de revenu... doivent être individuelles, à moins que ceux qui les forment ne soient imposés collectivement ou qu'il ne s'agisse de demandes produites par les maires par application de l'article 220 dudit code (des impôts directs) (art. 2, loi 25 juin 1938).

(2) *Répertoire alphabét. de droit français*, v^o *Cont. dir.*, n^o 2925.

(3) Au préfet si la commune appartenait à l'arrondissement de la préfecture.

entendait fournir de nouvelles explications ou recourir à une vérification par experts. Si aucune observation n'était présenté le dossier était adressé à la Préfecture. S'il en était présenté, le dossier était renvoyé au directeur qui rédigeait un nouveau rapport et remettait les pièces au contrôleur pour qu'il soit procédé à une expertise qui avait lieu sur place en présence du requérant ou de son fondé de pouvoirs.

L'instruction terminée, le dossier était transmis au Conseil de Préfecture qui jugeait sur ce qui paraissait le plus juste à ses membres, sauf que ceux-ci se considéraient comme liés par les éléments fournis par les pièces de l'instruction. La décision rendue, le dossier était renvoyé au directeur qui avisait les parties et préparait s'il en était besoin les ordonnances de dégrèvement à soumettre au préfet. Le recours était porté devant le Conseil d'Etat dans les trois mois de la notification de l'arrêté : le Ministre des Finances pouvait de son côté déférer à cette juridiction les arrêtés du Conseil de Préfecture qu'il estimait contraires aux intérêts du Trésor.

Les décharges et les réductions accordées par une décision contentieuse sur la contribution foncière et la contribution personnelle mobilière étaient prélevées sur le fonds de non-valeurs l'année de l'imposition et réimposées l'année suivante en exécution de l'arrêté du 24 floréal an VIII (art. 4 et 9). Le rejet avait lieu sur les contribuables autres que le réclamant, si celui-ci a obtenu la décharge de sa dette ; en cas de réduction partielle, le réclamant supportait sa part dans la réimposition. Le produit de la réimposition était reversé au fonds de non-valeurs. De la sorte les dégrèvements n'entraînaient aucune perte pour le Trésor l'impôt conservait indirectement et en quelque sorte subrepticement un caractère solidaire (1). Pour des raisons identiques, quand un arrêt du Conseil d'Etat annulait une décision portant décharge ou réduction de taxe il était enjoint au contribuable dégrevé mal à propos d'acquitter le montant de sa cote ; et la somme à percevoir devait être restituée aux contribuables qui avaient supporté la réimposition consécutive à la décision annulée. La somme était en conséquence déduite du montant, en principal et en centimes additionnels, de l'impôt à répartir l'année suivante.

Si les réclamations portaient sur des impôts de quotité — notamment la patente — l'instruction et le jugement des requêtes étaient faits dans les mêmes formes à quelques exceptions près. Il n'était pas

(1) Il existait un fonds de non-valeurs par nature d'imposition augmenté par des centimes additionnels au principal de l'impôt, 1 centime par franc pour les fonds de la contribution foncière et de la contribution personnelle mobilière pour lesquelles il y avait réimposition ; 3 et 5 centimes pour les impôts de quotités, contribution des portes et fenêtres et patentes pour lesquelles les décharges étaient définitives.

nécessaire de consulter les répartiteurs qui restaient étrangers à l'assiette de l'impôt. Par contre, en raison de la nature de l'impôt, les décharges ou les réductions accordées étaient définitives et il n'était procédé à aucune réimposition. Les impôts de quotité n'avaient néanmoins pas perdu tout caractère solidaire puisque le fonds de non-valeurs comme le boni de capitation ou le moins imposé, alimenté chaque année par des centimes additionnels levés sur tous les contribuables en sus de leur imposition normale, servait à soulager ceux qui méritaient une réduction. L'Etat ne subissait aucun préjudice puisque la somme que le contribuable se trouvait dispensé de payer était imputée sur le fonds de non-valeurs qui composait une masse spéciale hors budget.

Comme les préposés au recouvrement du dixième, les percepteurs étaient autorisés à demander l'apurement des cotes indûment imposées au nom des contribuables qui ne peuvent réclamer par eux-mêmes ou dont le domicile est inconnu (1), ainsi que des cotes irrécouvrables dues par des personnes insolvables ou parties sans laisser d'adresse. Il s'agit de véritables réclamations en décharge (cotes indûment imposées) ou en remise (cotes irrécouvrables). Dans les premières le comptable se substitue aux contribuables incapables de protester. Dans les secondes, il agit dans son propre intérêt, en demandant à être dispensé de verser au Trésor les impositions dont il assume en principe la responsabilité, mais dont il justifie n'avoir pu assurer le recouvrement pour des raisons indépendantes de sa volonté. Les réclamations étaient soumises au Conseil de Préfecture et le cas échéant, au Conseil d'Etat. Les cotes admises en non-valeurs étaient prélevées sur un fonds spécial qu'elles émanent de particuliers ou de communes.

Comme autrefois les collecteurs, les percepteurs ne peuvent percevoir d'autres contributions que celles autorisées par les lois en vigueur, à peine d'être poursuivis comme concussionnaires. Cette défense est renouvelée chaque année dans le dernier article de la loi de finances.

Les vols et détournements ne sont pas tolérés. Les deniers ne sont plus royaux, mais publics. Tout employé de perception qui détourne des deniers ou des effets d'une valeur supérieure à 3.000 fr. est puni des travaux forcés à temps. Si les valeurs soustraites sont inférieures à 3.000 fr. la peine est d'un emprisonnement de deux ans au moins de cinq ans au plus, sans préjudice dans les deux cas de l'incapacité d'exer-

(1) Les faux emplois s'expliquent par le fait que les rôles sont expédiés plusieurs mois avant d'être mis en recouvrement. Or tout contribuable peut entre temps voir se modifier ses facultés contributives et même il peut cesser de remplir les conditions nécessaires pour être contribuable ; les rôles se trouvaient ainsi contenir des articles qui n'auraient jamais été établis si les rôles avaient été faits le jour même de leur émission.

cer une fonction publique, de la déchéance du droit à pension, et le paiement d'une amende dont le maximum est le quart des restitutions et le minimum le douzième (Code pénal, art. 169 et suivants).

Les demandes en modération ou en remise fondées non sur un droit, mais sur des pertes venant de cas fortuits, s'adressant par conséquent uniquement à la pitié de l'Administration n'étaient pas portées devant un tribunal ; mais soumises au préfet, seul représentant de l'Administration. Selon les dispositions de l'article 28 de l'arrêté du 24 floréal an VIII, « le préfet réunissait les différentes demandes en remise qui lui étaient faites au cours de l'année et l'année expirée il faisait entre les contribuables et les communes dont les réclamations étaient reconnues fondées, la distribution des sommes qu'il pouvait accorder, d'après la portion des fonds de non-valeurs mis à sa disposition pour cet objet. »

Il y a lieu à remise comme autrefois lorsqu'un contribuable régulièrement imposé en principe a éprouvé depuis la taxation des pertes de revenus par l'effet d'événements extraordinaires tels qu'incendie, grêle, gelée, inondation et autres intempéries, disparition d'un immeuble non bâti, démolition d'un immeuble bâti ou de vacance de maison et de chômage d'usine ; ou de perte de bestiaux, à la suite d'une épizootie générale qui a affecté le produit des pâturages consommés sur le sol, de dommages extraordinaires arrivés dans la communauté (Loi 15-25 septembre 1807, art. 37 et 38). Elles étaient faites dans les quinze jours qui suivent les événements calamiteux. Des demandes de même nature étaient faites également, sans désignation de délais par les contribuables qui invoquaient leur indigence ou leur état de gêne qui les mettaient hors d'état de s'acquitter envers le Trésor.

Lorsque les pertes résultant d'événements extraordinaires avaient frappé tout le territoire ou une partie notable du territoire d'une commune, la demande pouvait être formée par le maire au nom des contribuables. Le directeur des contributions directes, dès réception de cette requête fixait les jours et l'heure de la vérification sur place, et y convoquait les commissaires nommés par le sous-préfet, le maire et le contrôleur.

S'il s'agissait de pertes susceptibles d'être naturellement réparées ou atténuées par le temps, on ne procédait à la vérification qu'au moment où il est possible de bien apprécier la perte réelle (1) (Instruction

(1) Les instructions de l'Administration des contributions directes recommandent de faire la constatation des pertes à une époque aussi rapprochée que possible de celle des sinistres. Toutefois lorsqu'il s'agit de pertes que le temps peut atténuer ou réparer ou bien lorsque ces pertes ne sont susceptibles d'être appréciées qu'à l'approche de la récolte, il ne doit pas être procédé aux vérifications avant l'époque où elles seront utilement faites. Colbert avait donné des instructions analogues aux intendants. Cf. plus haut, p. 197.

10 mai 1849, art. 46). Le maire annonçait par affiche et publication dans toutes les parties de la commune le jour fixé par le directeur et invitait les « perdants » à dresser un état détaillé de leurs dommages et à venir les déclarer devant la commission. Le contrôleur, les mandataires du sous-préfet assistés du maire ou d'habitants non-intéressés à la réclamation recevaient ces déclarations et suppléaient, le cas échéant, à celles qui n'avaient pas été faites. Ils dressaient un procès-verbal indiquant pour chaque sinistre le montant normal des impôts ainsi que les pertes éprouvées. Les membres de la commission comparaient les résultats de leurs opérations et n'arrêtaient le procès-verbal qu'après avoir acquis l'assurance qu'il ne présentait aucune espèce d'exagération. Le dossier était renvoyé au directeur qui ordonnait au besoin un complément de vérification ou une contre-vérification. Le rapport du directeur clôturant l'instruction, était transmis immédiatement au préfet qui statuait.

La connaissance de ces requêtes étant de la seule compétence de l'administration, l'appel contre les décisions de rejet était porté au Ministre des Finances, supérieur hiérarchique du Préfet.

Le montant des remises était définitivement prélevé sur le fonds de non-valeurs, mais sans répétition possible.

Signalons enfin, une nouvelle sorte de réclamation instituée par la loi du 21 avril 1832 : la demande en inscription au rôle que tout contribuable omis sur le rôle avait le droit d'intenter par la voie contentieuse à condition de prouver qu'il était installé dans la commune depuis le 1^{er} janvier de l'année d'imposition. L'inscription au rôle étant exigée pour exercer le droit de vote, on permettait ainsi à un citoyen nouvellement arrivé dans une commune d'exercer ses droits politiques.

* * *

Le système fiscal des « quatre vieilles » présentait un caractère réel très marqué en ce sens que le fisc s'attaquait à la matière imposable sans tenir compte de la personnalité du possesseur. Préoccupée de respecter le secret des fortunes privées, l'Administration taxait les facultés imposables d'après les « signes extérieurs » qui les révélaient en prenant comme indice des revenus la valeur locative de l'habitation ou des locaux commerciaux. Après quoi, l'impôt était réparti proportionnellement aux facultés présumées des contribuables.

Depuis la fin du xix^e siècle, l'Administration se montre de plus en plus indiscreète, et au lieu de se contenter d'apprécier les signes révélateurs de la pauvreté et de l'aisance des assujettis, elle exige d'eux des

déclarations et menace de pénalités les abstentionnistes comme les auteurs de fausses déclarations.

En même temps, le système fiscal devint de plus en plus individualiste. L'impôt frappe les revenus perçus par chaque contribuable à raison d'une activité donnée. L'impôt qui est à la charge des sociétés en nom collectif est même établi au nom de chacun des associés responsables (1). Seul l'impôt général sur le revenu atteint « comme la taille la totalité des revenus perçus par les personnes qui vivent sous le même toit », mais encore le chef de famille a-t-il la latitude, chose qu'il ne pouvait pas faire sous l'Ancien Régime de se dérober en réclamant des impositions distinctes pour ses enfants ou les autres membres de sa famille, sauf son conjoint, lorsqu'ils disposent de ressources indépendantes (2). Presque tous les impôts de répartition ont été transformés en impôt de quotité : la contribution foncière bâtie par la loi du 8 août 1890, la contribution foncière non bâtie par celle du 29 mars 1914.

La notion de la personnalité de l'impôt permit d'instituer des tarifs progressifs, de faire des déductions et de prévoir des atténuations de taxation en faveur des personnes modestes. Certains des impôts anciens ont disparu, remplacés par d'autres qui affectent la forme d'impôts de quotité. La loi de 1892 substitua à partir du 1^{er} janvier 1894 à la contribution des portes et fenêtres par une taxe de 2.40 % du revenu net servant de base au calcul de la contribution foncière bâtie. La loi du 31 juillet 1917 supprima en tant qu'impôts d'Etat la patente, la contribution personnelle mobilière, et créa l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'impôt sur les traitements et salaires, l'impôt sur les créances, l'impôt sur les bénéfices agricoles et l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales : les uns et les autres prélèvent selon des taux différents une portion des revenus qui leur servent de base. En effet, si la Monarchie avait institué l'impôt de quotité pour réduire les privilèges la République paraît y avoir eu recours pour en recons-

(1) L'impôt (sur les B. I. C.) est établi au nom de *chaque* exploitant, art. 21 C. G. I. D. L'impôt (sur les bénéfices agricoles) est établi au nom des exploitants (art. 55, C. G. I. D.). L'impôt (I. T. S.) est établi au nom des bénéficiaires des revenus imposables (art. 62, C. G. I. D.). Dans les sociétés en nom collectif, chacun des associés est personnellement imposé pour la part des bénéfices sociaux correspondant à ses droits dans la société (art. 82 C. G. I. D.). La contribution mobilière est due par *chaque* habitant français et par *chaque* étranger (art. 243 C. G. I. D.). Tout individu français ou étranger qui exerce un commerce... est assujéti à la contribution des patentes (art. 257 C. G. I. D.).

(2) Art. 106 C. G. I. D. Chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et de ses enfants mineurs habitant avec lui. Le contribuable peut réclamer les impositions distinctes pour ses enfants lorsqu'il tire un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de la sienne. La femme mariée fait l'objet d'une imposition distincte lorsqu'elle est mariée et ne vit pas avec son mari, etc...

tituer de nouveaux. Les gouvernements successifs n'ont pas manqué de créer des distinctions entre les contribuables ou les revenus impossibles afin d'appliquer un taux plus généreux à ceux qu'ils entendaient plus particulièrement protéger.

Cette transformation de l'impôt qui rend impossible toute réimposition ainsi que la suppression en 1894 du fonds de non-valeurs ont fait disparaître le dernier lien de solidarité existant entre les contribuables au profit de l'Etat. Désormais ce dernier n'a plus qu'un seul répondant la personne inscrite au rôle et la valeur de sa créance dépend uniquement de la solvabilité personnel de ce débiteur. Si l'on conçoit encore la solidarité ce n'est plus que théoriquement ; elle n'existe plus sur le territoire d'une même localité, mais on la proclame entre tous les citoyens de la Nation, on a voulu la rendre effective par l'usage de l'impôt progressif grâce auquel on impose à tous les contribuables « l'égalité de sacrifice » dans le partage des charges publiques en frappant d'un taux de plus en plus lourd leurs ressources au fur et à mesure qu'elles sont plus considérables. La surcharge imposée aux classes fortunées permet d'exonérer les classes laborieuses. Mais considérée de cette manière la solidarité sert aux desseins politiques et sociaux du gouvernement, elle ne constitue plus comme autrefois une garantie pour le Trésor.

La complication des formalités imposées aux contribuables, l'augmentation constante du taux des impôts, ont multiplié les causes de réclamations, mais la procédure qui aboutit à leur jugement ne s'est pas beaucoup modifiée.

La loi du 21 juillet 1887 a néanmoins organisé un mode plus simple de réclamation : tout individu qui a à se plaindre de son imposition consigne sa réclamation sans formalité et sans frais, sur un registre tenu à la mairie du lieu d'imposition ; elle y est étudiée par le contrôleur des contributions directes, au cours de sa tournée.

Seulement pour éviter l'encombrement des tribunaux administratifs et des bureaux il a paru nécessaire d'accorder un pouvoir de décision propre au directeur des contributions directes ; non seulement, c'est à lui que sont adressées au préalable toutes les réclamations pour qu'il puisse procéder à leur instruction, mais encore il statue sur les demandes en réduction ou en décharge quel que soit leur montant et sur les demandes en remise ou modération jusqu'à un certain chiffre. Sans doute, les règlements précisent-ils que la compétence du directeur ne constitue pas un premier degré de juridiction, mais une simple décision préliminaire. D'ailleurs si ce fonctionnaire n'a pas statué dans un délai de six mois à dater de la présentation de la requête le réclamant a toute latitude de saisir directement le Conseil de Préfec-

ture qui demeure juge en première instance. Le Conseil d'Etat est compétent en appel.

Les demandes en remise importantes sont jugées par le Ministre après consultation d'une commission spéciale désignée sous le nom de comité des remises et des transactions (1). C'est également au Ministre que sont adressés les pourvois formés contre les décisions de rejet prononcées par les directeurs sur les demandes gracieuses relevant de leur compétence. La décision du ministre peut d'ailleurs être contestée par le réclamant par une nouvelle requête : le pourvoi du « Ministre mieux informé ».

La compétence du directeur départemental des contributions directes s'étend aussi à l'examen des états de dégrèvements d'office sur lesquels les percepteurs portent les cotisations dont l'établissement provient d'erreurs matérielles ou qui constituent de faux emplois, — des états de cotes indûment imposées. Pour ces derniers états le percepteur conserve le droit si la décision du directeur ne lui donne par satisfaction de l'avis au Conseil de Préfecture. Mais pareille éventualité se rencontre rarement.

Le directeur prononce également sur les états de cotes irrecevables présentées par les percepteurs lorsqu'elles visent des impositions inférieures à 50.000 fr. dans les villes de plus de 100.000 habitants et de 20.000 fr. dans d'autres communes. Au delà de ces sommes la décision appartient au ministre sur les avis de la direction générale des contributions directes et de la direction du Trésor. Si les propositions émises par ces deux services ne sont pas concordantes, il consulte le comité de Remises et Transactions (1).

Par suite de la disparition des fonds de non-valeurs, les dégrèvements sont supportés par l'Etat et acquis définitivement au contribuable; l'ordonnance de dégrèvement établie par le Service de l'Assiette à la suite d'une décision favorable est reçue par le percepteur comme un paiement, un versement en espèces et son imputation au rôle libère, à due concurrence, son bénéficiaire. Seule, la contribution mobilière donne lieu à une réimposition, car elle seule est demeurée un impôt de répartition. Le montant des dégrèvements réimposés vient en addition du premier rôle général établi postérieurement aux décisions qui les ont prononcés. Cette addition porte sur tous les contribuables de la commune y compris ceux qui ont bénéficié des dégrèvements réimposés.

(1) Il statue aussi lorsque le montant des cotisations visées dans la demande dépasse 100.000 fr. pour des cotisations établies dans une ville de plus de 100.000 habitants ou 50.000 fr. pour une autre commune.

Le contribuable ne se pourvoit que dans un intérêt purement personnel pour obtenir la révision des bases de sa propre taxation ou la remise de sa dette ; et exclusivement contre l'Administration et non plus contre sa commune. Il ne pourrait plus se pourvoir contre un autre contribuable. Le contentieux reflète le caractère individualiste de l'impôt et les collectivités ne sont plus admises à intenter des procès.

Si le préfet et le maire peuvent bien, munis des autorisations nécessaires se pourvoir au nom du département ou de la commune, les collectivités représentées ne sont pas consultées et n'ont aucune part aux débats qui sont exclusivement suivis par leur représentant légal.

Les demandes en remise formées par les maires à la suite d'accidents qui ont ravagé partiellement leurs communes demeurent les seules réclamations collectives autorisées.

CONCLUSION

Si nous jetons un coup d'œil rétrospectif sur l'histoire de notre pays, nous constatons que l'impôt de répartition était celui qui correspondait le mieux à la structure primitive de l'Ancienne France.

Le Roi n'a pas de rapports directs avec tous ses sujets et il ne saurait leur imposer des charges imprévues sans le consentement des seigneurs dont ils dépendent. Au Moyen Age, la propriété n'est pas encore définie ; elle reste une tenure révocable, qui ne peut durer que si le bénéficiaire respecte les engagements pris envers le concédant, lors de l'hommage. L'homme n'est pas indépendant ; il fait partie obligatoirement et naturellement de groupements divers, famille, corporation, village ; et ces associations lui imposent de multiples devoirs.

A la campagne vivent sous le même toit plusieurs générations, travaillant sous l'autorité du maître le domaine ancestral. Dans une telle situation, que possède le père ? que possèdent les enfants ? Tout est mis en commun, les instruments agricoles comme les récoltes. Et à la mort du chef aucun des survivants ne songe à diviser en parcelles égales le champ qui le nourrit. Dans les villes, les familles constituent des groupes aussi unis. L'artisan travaille avec le désir de gagner sa vie, mais avec l'obligation de respecter les traditions du métier et de former des apprentis loyaux qui continueront son ouvrage. Le bourgeois aisé peut mener une existence oisive, mais il se rendra, dès l'appel du jacquemart ou des cloches de l'église, aux délibérations où seront débattues les affaires municipales et paroissiales. Le soir, il viendra prendre son tour de guet sur les murailles de sa petite cité.

L'argent est rare, et circule lentement. Il ne se trouve guère facilement que dans les coffres des grands barons, dans la bourse commune des corporations dans les caisses des villes, où de faibles loyers et de minimes redevances finissent par leur multitude à constituer des sommes importantes.

Comment dès lors le souverain pourrait-il réclamer des tributs à des particuliers, d'autant qu'il ne dispose d'aucun moyen pratique pour déterminer leur situation de fortune. Comme la levée du tribut néces-

sité par les événements ne peut être différée, force lui est de s'adresser aux Seigneurs, aux municipalités qui possèdent déjà ou qui peuvent réunir facilement les fonds nécessaires pour lui consentir des avances ; il leur laisse le soin d'exercer leur recours contre leurs vassaux ou leurs membres, de déterminer la dette de chacun d'eux et de corriger les effets d'une répartition que des réclamations ont révélée inéquitable.

L'impôt de répartition est l'impôt des sociétés jeunes, non encore stabilisées, ou de celles où l'Etat n'assume que des fonctions essentielles ; il dure tant que sous la pression des incertitudes internes et des dangers extérieurs chaque habitant sent la nécessité de s'unir à son voisin et estime que le maintien de cette alliance lui est suffisamment profitable pour justifier quelques sacrifices personnels. Ce n'est que plus tard qu'on peut imaginer un impôt atteignant des êtres autonomes et des patrimoines séparés. Une telle institution ne devient possible qu'à l'époque où l'unité nationale étant accomplie, et la sécurité définitivement assurée sous la protection d'un pouvoir central fort, l'union étroite entre les éléments du corps social semble superflue. Les bienfaits obtenus jusque-là grâce aux efforts conjugués des membres sont procurés par les soins du gouvernement et les charges qu'imposait l'association, devenues sans objet, paraissent désormais des entraves dont on a hâte de se libérer.

L'amour traditionnel du métier fait place au désir du lucre ; les collègues d'un même corps, au lieu de s'estimer associés, se sentent concurrents. Celui qui a vécu sur la terre labourée depuis plusieurs siècles par ses ancêtres s'en figure le maître et est tout près de se l'approprier. Les liens de famille se relâchent et les biens héréditaires se divisent. Les anciennes catégories sociales perdent avec le temps et la transformation des mœurs leur sens originel et leur stimulant, et les divisions fondées sur la différenciation des fonctions font place aux distinctions de classes nettement tranchées avant d'aboutir à l'inexorable division matérialiste entre les riches et les pauvres.

C'est alors que l'homme émancipé de son ancien milieu s'expose à participer immédiatement aux charges publiques ; sa fortune tangible se révèle à l'extérieur ; des agents spécialisés seront capables de l'évaluer avec une précision suffisante et de déterminer le montant de sa participation aux charges publiques. Le débiteur ne se plaindra pas de cette réforme tout heureux de constater qu'après l'exécution de cette obligation personnelle, il ne risque plus comme autrefois de payer pour les autres et évite ainsi le contrôle envieux de ses voisins.

L'extension constante des services publics entraîne de nouveaux besoins financiers et oblige l'Etat à exiger des particuliers une portion déterminée de leurs revenus. Au reste, pour l'administration, l'impôt

de quotité est — au moins en théorie — plus simple à établir et à lever.

Ces avantages avaient paru déterminants et les impôts institués à la fin du ^{xvii}^e siècle et au début du siècle suivant étaient des impôts de cette nature.

Une réaction s'était produite sous la Révolution pour les mêmes motifs qu'aux temps héroïques de la guerre de Cent ans. La détresse du Trésor et les exigences de la défense nationale rendaient obligatoire l'affirmation nouvelle de la solidarité des contribuables! L'union de tous devant le péril commun permettait d'espérer une accélération des recouvrements que le malheur des temps tendaient à rendre évidemment difficiles.

Peu à peu, les tendances égoïstes reprirent le dessus et l'impôt de quotité revint en faveur.

Actuellement, le système fiscal français paraît bien différent de celui que les Etats généraux et les légistes royaux avaient patiemment élaboré du ^{xiv}^e au ^{xvii}^e siècle pour procurer au Trésor les ressources que le domaine ne pouvait plus fournir. Il s'inspire au contraire des dispositions prises au ^{xviii}^e siècle par les créateurs du dixième et des vingtièmes. Les errements suivis dans la « manutention » de ces impositions se sont perpétués. Survivant à toutes les révolutions et à toutes les réformes, le directeur du dixième s'incarne dans le directeur départemental des contributions directes, le contrôleur moderne continue les tournées de l'agent du même nom qui, il y a deux cents ans, parcourait déjà la campagne pour réunir les éléments essentiels à l'établissement des rôles et à la vérification des réclamations. Les deux administrations sont héritières, l'une de l'autre et suivent la même tradition. Ceux qui reprochent aux anciens agents fiscaux d'avoir été à la fois juges et parties ne paraissent pas s'être aperçu que l'administration contemporaine mérite la même critique. Encore cette observation serait-elle plus justifiée aujourd'hui où la décision appartient au premier stade de la procédure au directeur lui-même, simple agent d'exécution alors qu'auparavant elle était prise par l'intendant ou par le préfet, fonctionnaires d'autorité qui n'intervenaient pas directement dans le travail matériel de la confection des rôles. Comme au temps des vingtièmes, les contribuables ne se plaignent pas de cet état de choses qui présente pour eux l'avantage de soumettre en fait leurs réclamations à trois juges successifs.

Il n'en est pas moins curieux de constater que les régimes libéraux du ^{xix}^e siècle ont conservé et affermi l'administration royale des vingtièmes que les parlementaires avaient si vivement critiquée au nom des intérêts du peuple et de la liberté de la Nation.

Néanmoins si l'administration ancienne a survécu, les impôts ont

changé de nom et de caractère ; en outre la conception de la mission du gouvernement a dévié. Le souci des dirigeants n'est plus comme au temps des Capétiens d'assurer une mission d'administration ou de défense, dont la perception de l'impôt permettait d'assumer les frais. La politique a cédé la place à l'économique. Le régime démocratique cherchant à soulager certaines personnes réputées intéressantes (ouvriers, pères de famille nombreuse, petits propriétaires, etc.), qu'aucune organisation déterminée ne rassemble mais qui sont au contraire disséminées parmi la population, l'élaboration d'un système fiscal adapté à ce dessein de justice distributive devient une question prépondérante. On conçoit que l'impôt de répartition dont le poids se divise sur les citoyens d'une manière automatique soit abandonné au profit de l'impôt de quotité qui permet de tenir compte de la situation personnelle des contribuables.

En sera-t-il toujours ainsi ? Qui sait si l'Etat nouveau ne reviendra pas à un impôt collectif et solidaire ? A première vue, une constitution à tendances communautaires s'accommoderait mal d'un système fiscal conçu dans une époque par trop individualiste. Peut-être verrons-nous dans quelques années, sur les provinces et les corporations reconstituées, se lever une subvention analogue à la plus durable des aides de l'Ancien Régime.

Vu : le Président de la thèse,

M. OLIVIER-MARTIN.

Vu : le Doyen,

G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

•••••

BIBLIOGRAPHIE

I. ARCHIVES

Série A D IX. Fonds Rondonneau notamment 81-82 capitation.

400-401 Dixième.

470-471 Taille.

491-492 Vingtième.

Série G7. Fonds du Contrôle général, particulièrement :

1127-31 Taille.

1132-37 Capitation.

1139-41 Dixième et cinquantième.

Série K870-900. Documents et mémoires sur les finances.

U. 994. Mémoires sur les fonctions des Elus et des receveurs de tailles.

950-955. Documents sur les attributions des Cours des Aides.

II. IMPRIMÉS

A. RECUEILS LÉGISLATIFS ET JUDICIAIRES.

NÉRON et GIRARD. — Recueil d'édits et ordonnances royaux... Nouvelle édition par Laurière et de Ferrière. Paris, 1720, 2 vol., in-folio.

PAPON. — Recueil d'arrêts notables des Cours souveraines de France. Nouvelle édition, Genève, 1637, in-4^o.

Nouveau Code des Tailles, ou Recueil par ordre chronologique des ordonnances, édits, déclarations, réglemens et arrêts rendus, tant sur cette matière et autres impositions que sur la jurisprudence qui s'observe dans les Cours des Aydes et Elections, ensemble les privilèges attachés aux officiers qui les composent, 4^e édition (par Poulain de Vieuille), 6 tomes, 1761-1783. Paris, Prault.

ISAMBERT, JOURDAN et DECRUSY. — Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la révolution de 1789. Paris, 1822-1827, 29 vol.

Bulletin des Lois.

Cf. également les tomes II, III et IV du Traité des Tailles d'Auger.

B. OUVRAGES GÉNÉRAUX.

a) *Répertoires.*

CARPENTIER et DUSAINT. — Répertoire général alphabétique du droit français. Paris, Sirey.

- DENISART. — Collection de décisions nouvelles et de notices relatives à la jurisprudence actuelle, mises dans un nouvel ordre, 7^e édition. Paris, 1771, 4 vol.
- DE FERRIÈRE. — Dictionnaire de droit et de pratique concernant l'explication des termes de droit, d'ordonnance, de coutume et de pratique, avec les juridictions de France, nouvelle édition. Paris, 1771, 2 vol., in-4^o.
- Encyclopédie méthodique (partie Finances), publiée sous la direction de Roussetot de Surgy. Paris, 1784, 3 vol., in-4^o.
- GUYOT. — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale, nouv. éd. Paris, 1784-1785, 17 vol., in-4^o.
- LOISEL DE BOISMARE. — Dictionnaire du droit des tailles ou conférence raisonnée des édits, déclarations du Roi, arrêts et règlements de la Cour des comptes, aides et finances de Normandie. Caen, Le Roy, 1787, 2 vol., in-12.
- Cf. également le tome VI du Nouveau Code des tailles.

b) Ouvrages généraux concernant l'histoire du droit français.

- BONDE. — Histoire du droit français. Paris, Dalloz, 1913.
- CHENON. — Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815. Paris, Sirey, tome I, 1926 ; tome II, publié par les soins de M. Olivier Martin, 1929.
- ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit français. Paris, Tenin, 1921.
- Précis élémentaire de l'histoire du droit français de 1789 à 1814. Paris, Larose et Tenin, 1908.
- GLASSON. — Précis élémentaire de l'histoire du droit français. Paris, Pichon, 1904.
- OLIVIER-MARTIN. — Précis d'Histoire du Droit français. Paris, Dalloz, 1932.
- VIOLLET. — Histoire des Institutions politiques et administratives de la France. Paris, Larose, 3 vol. 1890-1898-1903.

c) Ouvrages généraux concernant l'histoire financière de la France.

- ARNOULD. — Histoire générale des Finances de la France depuis le commencement de la Monarchie, pour servir d'introduction à la loi annuelle du budget de l'Empire français. Paris, Rondonneau, 1806.
- BAILLY. — Histoire financière de la France depuis l'origine de la Monarchie jusqu'à l'année 1786. Paris, Montardier, 1830.
- BOUCHARD. — Système financier de l'Ancienne Monarchie. Paris, Guillaumin, 1891.
- CLAMAGERAN. — Histoire de l'impôt en France. Paris, Guillaumin, 1868-1876, 3 vol.
- CLERGIER. — Notions historiques sur les impôts et revenus de l'ancien régime. Paris, 1882 [Bulletin de statistique et de législation comparées].
- MARION. — Histoire financière de la France depuis 1715. Paris, Rousseau, 1927.
- MONTEIL. — Histoire financière de la France depuis les premiers temps de la Monarchie jusqu'à nos jours. Paris, Dupont, s. d.
- NOEL. — Etude historique sur l'organisation financière de la France. Paris, Charpentier, 1881.

- STOURM. — Les Finances de l'Ancien Régime et de la révolution. Origines du système financier actuel. Paris, Guillaumin, 2 vol., in-8°, 1885.
- Bibliographie historique des Finances de la France du XVIII^e siècle. Paris, Guillaumin, 1895, in-8°.

C. OUVRAGES PLUS SPÉCIAUX
CONCERNANT LES DIVERS IMPÔTS ANCIENS ET MODERNES.

- AUBER. — Mémoire concernant les tailles et les moyens de faire cesser les abus qui se commettent dans son imposition. Paris, 1721, in-4°.
- AUGER. — Traité sur les tailles et les tribunaux qui connaissent de cette imposition. Paris, 1788, 4 vol., in-4°.
- Mémoires pour servir à l'histoire du droit public de la France en matière d'impôts ou Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides depuis 1756 jusqu'au mois de juin 1775. Bruxelles, 1779.
- BABEAU. — Le village sous l'Ancien Régime. Paris, 1882, in-12.
- La ville sous l'Ancien Régime. Paris, Didier, 1884.
- Les Assemblées générales des communautés d'habitants du XIII^e siècle à la Révolution. Thèse Paris, 1893.
- BELLET-VERRIER. — Mémorial alphabétique des choses concernant la justice, la police et les finances de France, 3^e édition. Paris, 1713.
- BLANC (Joseph). — Histoire des principes de la répartition et de la quotité dans l'impôt direct. Thèse Toulouse, 1898.
- BOISGUILBERT. — Le Détail de la France [ou Traité de la cause de la diminution de ses biens et des moyens d'y remédier], 1695, Rouen, in-12.
- Factum de la France. Paris, 1706 [Cf. Edition des Œuvres de Boisguilbert par Eugène Daire dans la Collection des principaux économistes. Paris, Guillaumin, 1893.]
- DE BOISLISLE. — Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants. Paris, 1874. Imprimerie nationale, 3 vol., in-4°.
- Mémoires des intendants sur l'état des généralités dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne. Tome I, Mémoire de la généralité de Paris. Coll. de documents inédits, Imprimerie nationale, 1881.
- GALLERY. — Du pouvoir d'imposer depuis la féodalité jusqu'au règne de Charles V. Bruxelles, Vromant, 1879.
- Histoire de la taille royale aux XVII^e et XVIII^e siècles. Revue des Questions historiques, 1882, Bruxelles.
- CLÉMENT (Pierre). — Lettres, instructions et mémoires de Colbert. Paris, Imprimerie nationale, 8 tomes en 10 volumes, in-4°, 1861-1862.
- Histoire de Colbert et de son administration. Paris, Didier, 1874.
- COMBES (Jean). — Traité des tailles et autres charges et subsides tant ordinaires qu'extraordinaires qui se lèvent en France et des offices et Etats touchant le maniement des finances de ce Royaume avec leur institution et origine. Paris, 1576.
- COUCHOT et DU ROUSSAUD DE LACOMBE. — Le praticien universel ou le droit français et la pratique de toutes les juridictions du royaume, 8^e éd. Paris, 1738, 2 vol., in-4°.
- DARESTE. — Etudes sur les origines du contentieux administratif. Paris, 1855-1857, 3 vol.

- DARESTE (Rodolphe). — La justice administrative en France. Paris, Sirey, 1898.
- DEPPING. — Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV. Paris, Imprimerie nationale, 1850-1855, 4 vol. in-4° (Coll. Documents inédits).
- DOMAT. — Les Lois civiles dans leur ordre naturel, le droit public et le *Legum delectus*, nouv. éd. Paris, 1777, 2 tomes, in fol.
- DUBUC. — L'Intendance de Soissons sous Louis XIV (1643-1715). Paris, Fontemoing, 1902.
- DUGROT. — Le nouveau Traité des aydes, tailles et gabelles. Paris, 1633.
- DUMAS. — La généralité de Tours au XVIII^e siècle. Administration de l'intendant du Cluzel. Paris, Hachette, 1895.
- DUPIN. — Économiques, discours général sur la levée des impositions et autres droits, 1745. Ed. Marc-Aucay. Paris, Marcel Rivière et C^{ie}, 1913.
- DUPONT-FERRIER. — Etudes sur les institutions financières de la France à la fin du Moyen Age. Paris, Firmin-Didot, 2 vol., 1930-1932.
- ESMONIN. — La taille en Normandie au temps de Colbert. Thèse pour le doctorat ès lettres. Paris, Hachette, 1913.
- ESQUIROU DE PARIEU. — Histoire des impôts généraux sur la propriété et le revenu. Paris, Guillaumin, 1856.
- FLEURQUIN. — L'Administration du village sous l'Ancien Régime. Thèse Paris, Girard et Brière, 1899.
- FORBONNAIS. — Recherches et considérations sur les finances de France depuis l'année 1595 jusqu'à l'année 1721. Bâle, 1758.
- FOURNIER. — Traité des contributions directes. Paris, Berger-Levrault, 1863.
- FOURNIER et DAVELUY. — Traité des contributions directes. Paris, Berger-Levrault, 1885.
- FOURNIER DE FLAIX. — L'impôt dans les diverses civilisations. Paris, Larose-Guillaumin, 1897.
- GAULTIER DE BIANZAT. — Déclances sur les surcharges que les gens du peuple supportent en toute espèce d'impôts, s. l., 1788.
- GODARD. — Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV particulièrement dans les pays d'Élections de 1661 à 1715. Paris, Larose, 1901.
- HENNEQUIN. — Le Guidon général des financiers. Paris, 1585.
- HOUQUES FOURCADE. — Impôts sur le revenu en France au XVIII^e siècle. Histoire du dixième et du cinquantième. Leur application dans la généralité de Guyenne. Thèse Paris, Guillaumin, 1889.
- JOUBLEAU. — Etudes sur Colbert. Paris, Guillaumin, 1856.
- LA BARRE. — Formulaire des Elus, 1628, Lyon, in-8°.
- LARDÉ. — La capitation dans les pays de taille personnelle. Thèse Paris, 1906.
- DE LAVERGNE. — Les Assemblées provinciales sous Louis XVI. Paris, Calmann-Lévy, 1879.
- LEBRET. — Recueil d'anciens plaidoyers faits en la Cour des Aydes par M. Le Bret lorsqu'il était avocat général du roy en ladite Cour. Paris, Ménard, 1625 ; cf. également Œuvres, nouv. éd. Paris, 1689, in fol.
- LETROSNE. — De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt. Basle, 1779.
- LENTZ. — La taille tarifée en Champagne. Thèse Paris, 1928.
- DE LUCAY. — L'impôt sur le revenu et en particulier sur le revenu agricole en France au XVIII^e siècle (Comptes rendus de l'Académie des Sciences morales et politiques, 1898, t. CXLIX).

- Les Assemblées provinciales sous Louis XVI. Paris, 1871.
 - Essai de statistique rétrospective, l'assemblée de Clermont-en-Beauvaisis et le plunitif de l'intendance de Soissons en 1787. Paris, Impr. Nat., 1885.
 - MARCHAND.** — Un intendant sous Louis XIV, Le Bret. Paris, Hachette, 1889.
 - MARION.** — Machault d'Arnouville. Etude à l'histoire du contrôle général des Finances de 1749 à 1754. Paris, Hachette, 1891.
 - L'impôt sur le revenu au XVIII^e siècle principalement en Guyenne. Toulouse, 1901.
 - Les impôts directs sous l'Ancien Régime principalement au XVIII^e siècle. Paris, 1910.
 - MERLET.** — Des assemblées de communautés d'habitants dans l'ancien comté de Dunois. Châteaudun. Pigelet, 1887.
 - MONIN.** — Essai sur l'histoire administrative du Languedoc pendant l'intendance de Basville (1685-1719). Paris, 1884.
 - L'Etat de Paris en 1789. Etudes et documents sur l'Ancien Régime à Paris. Collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la révolution française. Paris, Jouaust, Noblet Quantin, 1889.
 - MOREAU DE BEAUMONT.** — Mémoires concernant les impositions et droits en Europe. Paris, 1768-1787, 5 vol., in-4^o.
 - MOURLOT.** — Rapports d'une assemblée provinciale et de sa commission intermédiaire avec l'intendant (1787-1790). Paris, Imprimerie Nationale, 1902, in-8^o.
 - NAUDEAU (Abbé).** — Idée d'un citoyen sur l'administration des Finances du Roi. Amsterdam, 1753.
 - NECKER.** — De l'administration des finances de la France. Paris, 1874, 3 vol.
 - RIOCHE.** — De l'administration des vingtièmes sous l'Ancien Régime. Thèse Paris, 1904.
 - ROUYER.** — Essai sur la répartition de la taille et des vingtièmes. Londres, Nyon l'Aîné, 1788, in-4^o.
 - SAINT-PIERRE (Abbé de).** — Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle, s. l., 1717.
 - TEZENAZ DU MONTCEL.** — Etude sur les assemblées provinciales. L'assemblée du département de Saint-Etienne et sa commission intermédiaire, 8 octobre-21 juillet 1790. Paris, Champion, 1903.
 - THOMAS.** — L'Election de Guéret au XVIII^e siècle. Thèse Paris, 1903.
 - TURGOT.** — Œuvres. Edit. Daire, Collection des principaux économistes, 1844, 2 vol.
 - VALLOIS (Noël).** — Inventaire des arrêts du Conseil d'Etat sous le règne d'Henri IV. Paris, Imprimerie Nationale, 1886.
 - VAUBAN.** — Projet d'une dime royale. Edit. Daire. Collection des principaux économistes. Paris, 1843.
 - VIEUILLE.** — Nouveau traité des Elections contenant l'origine de la taille. Paris, 1739, in-8^o.
 - VIGNES.** — Histoire des doctrines de l'impôt en France. Les origines et la destinée de la dime royale de Vauban. Paris, Giard et Brière, 1909.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	5

INTRODUCTION

Les impôts directs sous l'ancien régime.

CHAPITRE I. — La Taille.....	7
CHAPITRE II. — La Capitation.....	22
CHAPITRE III. — Le Dixième et les Vingtièmes.....	28

PREMIÈRE PARTIE

Les juridictions fiscales et les principes généraux du contentieux fiscal.

CHAPITRE I. — <i>Les Elections</i>	36
Section I. — Historique.....	36
Section II. — Organisation et Personnel.....	39
Section III. — Compétence.....	42
Section IV. — Procédure.....	43
CHAPITRE II. — <i>Les Cours des Aides</i>	47
Section I. — Historique et Composition.....	47
Section II. — Compétence.....	49
CHAPITRE III. — <i>Les Intendants et leurs subdélégués</i>	53
Section I. — Origine.....	53
Section II. — Attributions.....	54
Section III. — Procédure.....	57
Section IV. — Les subdélégués.....	59
CHAPITRE IV. — <i>Le Conseil du Roi</i>	61
Section I. — Historique.....	61
Section II. — Fonctions judiciaires.....	62
Section III. — Procédure.....	63
CHAPITRE V. — <i>Conflits de juridictions</i>	68
CHAPITRE VI. — <i>Principes généraux du contentieux fiscal</i>	72

DEUXIÈME PARTIE

Contestations concernant la taille.

TITRE I. — *La taille arbitraire.*

CHAPITRE I. — <i>Contentieux de la nomination des collecteurs</i>	85
Section I. — Nomination des collecteurs par les habitants.....	85
Section II. — Nomination des collecteurs par le système des échelles.....	89
Section III. — Nomination des collecteurs d'après un tableau.....	92
Section IV. — Nomination de collecteurs d'office.....	95
Section V. — Contestations entre collecteurs.....	97
CHAPITRE II. — <i>Demandes en radiation ou décharge</i>	99
Section I. — Demandes en radiation fondées sur l'existence d'un privilège ou d'une exemption.....	99
Section II. — Demandes en décharge pour cause de translation de domicile.....	106
Section III. — Demandes en radiation pour cause de double emploi ou de double imposition.....	115
CHAPITRE III. — <i>Demandes en réduction</i>	121
Section I. — L'action en aide ou profit.....	122
Section II. — La comparaison de taux.....	124
Section III. — L'action en surtaux.....	129
CHAPITRE IV. — <i>Instances fondées sur des fautes commises par les collecteurs</i>	147
Section I. — L'imposition arbitraire.....	148
Section II. — L'abus simple.....	149
Section III. — L'abus et malversation.....	155
Section IV. — Le divertissement de deniers.....	157
CHAPITRE V. — <i>Instances fondées sur des fautes commises par les taillables</i>	163
Section I. — L'usurpation de noblesse.....	163
Section II. — La séduction des collecteurs.....	165
Section III. — La simulation des contrats.....	167
Section IV. — La rébellion.....	167
CHAPITRE VI. — <i>La solidité et les rejets</i>	172
Section I. — La solidité.....	172
Section II. — Le rejet.....	184
CHAPITRE VII. — <i>Remises et modérations</i>	188
Section I. — Modérations et remises accordées avant le département.....	191
Section II. — Modérations et remises accordées après le département.....	194

TITRE II. — *Rôles faits d'office et taxes d'office. Taille tarifée ou proportionnelle.*

CHAPITRE I. — <i>Contentieux des rôles faits d'office et des taxes d'office</i>	205
Section I. — Rôles faits par commissaires ou rôles faits d'office.....	205
Section II. — Les taxes d'office.....	212
Section III. — Demandes en remise et modération.....	220

CHAPITRE II. — <i>Contentieux de la taille tarifée ou proportionnelle</i>	221
Section I. — La taille proportionnelle à Lisieux.....	221
Section II. — La taille tarifée dans les généralités de Limoges et de Châlons.....	223
Section III. — La taille tarifée à Paris.....	227
APPENDICE.....	230

TROISIÈME PARTIE

Contestations concernant les impôts nouveaux.

TITRE I. — *La Capitation.*

CHAPITRE I. — <i>La première capitation</i>	235
CHAPITRE II. — <i>La deuxième capitation</i>	238
Section I. — Réclamations concernant la capitation des taillables dans les pays de taille personnelle.....	238
Section II. — Réclamations concernant la capitation des non-tail- lables.....	243
Section III. — Demandes en remise ou modération. Non valeurs....	248
Section IV. — La Capitation donnait-elle lieu à rejet.....	253
CHAPITRE III. — <i>Affaires criminelles</i>	254

TITRE II. — *Le dixième et les vingtièmes.*

CHAPITRE I. — <i>Considérations générales</i>	256
CHAPITRE II. — <i>Demandes en réduction et décharge</i>	259
CHAPITRE III. — <i>Demandes en modération et remise. Non-valeurs</i>	264
Section I. — Modérations et remises.....	264
Section II. — Non-valeurs.....	266
CHAPITRE IV. — <i>Affaires criminelles</i>	268
CHAPITRE V. — <i>Conflits entre les Cours et le Gouvernement</i>	269

QUATRIÈME PARTIE

Le contentieux fiscal depuis l'institution des assemblées provinciales jusqu'à nos jours.

CHAPITRE I. — <i>Les Assemblées provinciales</i>	285
CHAPITRE II. — <i>De la Révolution à l'Empire</i>	294
Section I. — Modifications apportées au régime fiscal de l'Ancien Régime.....	294
Section II. — Les impôts révolutionnaires.....	296
CHAPITRE III. — <i>Durant le XIX^e siècle</i>	315
CONCLUSION.....	325
BIBLIOGRAPHIE.....	329

